

ÉTUDE
SUR
L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE
DANS LA RÉGION BOURGUIGNONNE
DE LA FIN DU X^e AU DÉBUT DU XIII^e SIÈCLE

Les institutions judiciaires de la France féodale ont été peu étudiées. M. Halphen le constatait dans cette Revue il y a dix-neuf ans déjà et montrait la nécessité de procéder par monographies régionales. Lui-même, en un article très nourri, nous donnait un tableau d'ensemble des institutions judiciaires de l'Anjou au XI^e siècle¹. Nous avons tenté un travail analogue pour la Bourgogne², mais en embrassant dans une même étude toute la période comprise entre la fin du X^e et le début du XIII^e siècle³. Par contre, nous nous sommes limité aux contestations entre puissances féodales, la juridiction sur les vilains ayant fait l'objet d'un travail fort complet de la part de M. Sei-

1. L. Halphen, *les Institutions judiciaires en France au XI^e siècle; région angevine*. *Revue historique*, 1901, t. LXXVII, p. 279-307.

2. La région bourguignonne que nous avons prise pour champ de recherches est limitée au duché de Bourgogne, tel qu'il sera constitué après la conquête par le roi Robert II, vers 1015. Nous y comprenons également les comtés de Chalon-sur-Saône et de Mâcon, les seigneuries de Semur en Brionnais et de Beaujeu (pour la partie située à l'intérieur du royaume), dont les comtes ou seigneurs étaient vassaux du duc, ainsi que les parties bourguignonnes de la principauté ecclésiastique de Langres, dont l'évêque est seigneur du duc pendant la période qui nous occupe. Nous nous abstiendrons de pénétrer dans les fiefs champenois mouvant de l'évêché de Langres ou du duché de Bourgogne, dans le comté de Sens, réuni à la couronne par Robert le Pieux, ou dans le comté d'Auxerre, donné par le même roi à l'héritier présomptif du comté de Nevers, en 1005.

3. Au cours de toute cette période, l'aspect de l'administration de la justice en Bourgogne est le même; c'est vers le milieu du XIII^e siècle seulement que paraissent les premiers signes d'une organisation nouvelle.

gnobos¹; cet aspect de la justice présente, d'ailleurs, un caractère tout particulier, celui d'un revenu, d'une exploitation.

Nous avons choisi la Bourgogne à cause du grand nombre de notices de jugement que nous fournissent ses recueils de textes.

La collection la plus importante est le *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, publié par Aug. Bernard et M. Alexandre Bruel². Après elle, les séries les plus riches sont contenues dans le *Cartulaire de l'église d'Autun*³, dans le *Cartulaire de Saint-Vincent de Mâcon*⁴, dans les *Cartulaires de l'abbaye de Molesmes*⁵, si remarquablement éditées par M. J. Laurent. Les documents intéressant notre sujet sont moins nombreux dans le *Cartulaire du prieuré de Saint-Marcel près Chalon*⁶, dans les *Chartes de l'abbaye de Saint-Étienne de Dijon*⁷, publiées par la Faculté de droit de cette ville, dans le *Cartulaire général de l'Yonne*⁸, de Maximilien Quantin. Nous en avons, par contre, rencontré quantité dans le célèbre *Recueil de pièces curieuses servant à l'histoire de Bourgogne*⁹, de Pérard, et parmi les pièces justificatives de l'*Histoire des ducs de Bourgogne de la maison capétienne*¹⁰, due à M. Ernest Petit de Vausse.

Les chroniques ne peuvent guère nous fournir d'indications; nous avons pu cependant glaner ça et là quelques renseignements dans la *Chronique de Béziers*¹¹ et dans celle de Hugues de Flavigny¹².

1. Ch. Seignobos, *le Régime féodal en Bourgogne jusqu'en 1360*. Paris, 1882, in-8°, livre III, chapitre v.

2. Paris, 1876-1903, 6 vol. in-4° (Collection de documents inédits sur l'histoire de France).

3. Publié par M. A. de Charmasse. Paris et Autun, 1865-1900, 3 vol. in-4°.

4. Publié par Ragut, avec préface de Chavot. Mâcon, 1864, in-4°.

5. Paris, 1907-1911, 2 vol. in-4°.

6. Publié par Paul Canat de Chizy. Chalon-sur-Saône, 1894, in-8°.

7. Six volumes parus : 1^e VIII^e-XI^e siècle; éd. Courtois; 1908. 2^e 1115-1200; éd. Valat; 1907. 3^e 1200-1230; éd. Collette; 1908. 4^e 1230-1250; éd. Ridard; 1908. 5^e 1280-1286; éd. Riaudey; 1908. 6^e 1300; éd. Guillemand; 1908. Paris, in-8°.

8. Auxerre, 1851-1860, 2 vol. in-4°.

9. Paris, 1664, in-fol.

10. Paris, 1885-1905, 9 vol. in-8°.

11. *Chronique de Saint-Bénigne de Dijon et Chronique de Béziers*, publiées par Jos. Garnier et l'abbé Bougaud, au t. IX des *Analecta Divionensis*. Dijon, 1876, in-8°.

12. *Hugonis monachi Virtonensis et Divionensis, abbatis Flaviniacensis*

Nous avons aussi eu recours à l'introduction sur les origines du parlement de Bourgogne, que M. Champeaux a placée en tête de son édition des *Ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché*¹.

* * *

Dans les notices qui nous sont passées sous les yeux, on ne rencontre guère de traces de jugements ayant un caractère répressif. Il s'agit toujours de contestations portant sur des biens immobiliers ou sur des droits utiles.

La lecture de ces documents nous montre surtout l'absence complète de sécurité pour la propriété privée. Non seulement des seigneurs enlèvent des biens appartenant à des établissements ecclésiastiques², mais ils reprennent des biens donnés à ces établissements par leur père, leur grand-père, par eux-mêmes parfois³, ou ils font, tout au moins, valoir sur ces biens des prétentions⁴, en se livrant souvent à des voies de fait⁵. Dans une notice de 1140, les fonctions de prévôt laïque de l'ab-

Chronicon, édité par G.-H. Pertz dans les *Monumenta Germaniae Historica; Scriptores*, t. VIII. Hanovre, 1848, in-fol.

1. Ernest Champeaux, *les Ordonnances des ducs de Bourgogne sur l'administration de la justice du duché, avec une introduction sur les origines du parlement de Bourgogne, dans la Revue bourguignonne*, publiée par l'Université de Dijon, t. XVII, 1907, in-8°.

2. *Cluny*, III, 2712 (1017-1035); *Id.*, IV, 3314 (1050); *Mâcon*, 18 (1063-1072); *Id.*, 554 (1096-1124). Dans *Cluny*, IV, 3440 (1070), il y a restitution de marchandises enlevées à des marchands.

3. *Cluny*, IV, 3072 (1049-1109); *Id.*, IV, 3278 (1049-1109); Petit, I, documents n° 235 (1076-1095); *Cluny*, IV, 3651 (1090); *Id.*, V, 3868 (1107-1108); *Id.*, V, 4106 (1145-1147); *Id.*, VI, 4508 (1217; n. st.). Dans ces différents textes, il s'agit de biens donnés à un établissement ecclésiastique, repris par un descendant du donateur et restitués ensuite, après une action judiciaire ou un accord. Cf. un cas à peu près analogue en Anjou, dans les deux notices n° 939 et 940 (de 1030 et de 1038-1055) du t. II du *Cartulaire de Saint-Aubin d'Angers* (éd. Bertrand de Broussillon). — Voir, au sujet de l'insécurité de la propriété privée, dans *Cluny*, V, 4396 (xii^e-xiii^e siècle), une énumération des torts subis par le monastère de Cluny de la part des comtes de Chalon, et dans *Cluny*, III, 2142, un acte plus ancien de 993-1048 (« Clamor de malis quae fecit Bernardus »).

4. *Cluny*, IV, 2943 (1040); *Molesmes*, II², 55 (1076-1097); *Id.*, II¹, 29 (1085-1095); *Id.*, II¹, 37 (1089-1157); *Cluny*, V, 3754 (1100); *Id.*, V, 3760 (1100); *Id.*, V, 3806 (1100); *Id.*, V, 3874 (1108); Petit, I, doc. n° 197 (1122); Valat, *Saint-Étienne*, n° 21 (1155-1200).

5. *Cluny*, V, 3874 (1108); *Chronique de Bèze*, p. 481 (1140).

baye de Bèze sont revendiquées trois fois de suite par trois personnages ou groupes de personnages différents¹.

Pour faire respecter les domaines qu'ils ont acquis grâce à des donations ou à des achats, les abbayes sont obligées de s'en faire garantir la possession par des seigneurs locaux² ou d'obtenir d'un personnage plus considérable la promesse de les soutenir contre des voisins qu'elles redoutent³, d'obtenir la destruction des *fertés* élevées par ceux-ci pour soutenir leurs prétentions⁴, de faire constituer des *pleiges* pour les engagements pris envers elles⁵ et même de recourir à la guerre privée⁶, la voie de droit la plus courante de l'époque.

De cet état d'insécurité naissent des contestations incessantes. Le règlement n'en est pas aisé ; la partie qui se croit lésée a généralement la plus grande peine, je ne dis pas même à se faire rendre justice, mais simplement à obtenir que la cause soit examinée par une juridiction ou que rendez-vous soit pris pour régler l'affaire par voie d'accord. Nombre de notices commencent par des expressions comme celle-ci : « ... diu demorata est querela inter dominum Landricum Matisconensem episcopum et dominum Berardum successorem ejus cum Guichardo de Marriaco et filii eius de colonica de Peirol... Tandem post multas supradictorum episcopum reclamaciones et diuturnam Vitchardi filiorumque eius pertinaciam plurimasque circuituum revolutiones tali modo diffinitum est⁷... », ou comme : « Lambertus Descalciatus quosdam homines Sancti Petri iniu-

1. *Chronique de Bèze*, p. 481 (1140).

2. *Chronique de Bèze*, p. 481 (1140); *Cluny*, VI, 4478 (1214).

3. *Cluny*, VI, 4472 (1213) : Eudes III, duc de Bourgogne (1193-1218) s'engage à soutenir l'abbé de Cluny au cas où Josseran le Gros, sire de Brancion, lui ferait la guerre.

4. *Cluny*, IV, 2800 (1027) : « ... Ego Rotbertus rex, duxque Heinricus cum consensu nostrorum optimatum... praecipimus itaque ut in confinio monasterii, civitate Cabilonensi et Maticensi et Monte Algoio et Castro Chedulensi, et Monte Sancti Vincentii, nullus homo, aut princeps, vel dux, castellum vel firmitatem aedificet. » — *Cluny*, V, 3872 (1108).

5. *Cluny*, V, 3744 (1100); *Id.*, V, 3784 (1100); *Mâcon*, 588 (1144-1166); *Cluny*, V, 4421 (1205); *Id.*, VI, 4525 (1220); *Id.*, VI, 4481 (1224); *Id.*, VI, 4577 (1228). Dans *Cluny*, V (4421), VI (4525 et 4577), il y a simple constitution de « pleiges »; dans les autres textes, l'intéressé s'engage à se constituer prisonnier en cas de manquement à ses obligations; ce n'est qu'au cas où l'intéressé n'observerait pas cet engagement que les « pleiges » doivent intervenir.

6. Par exemple, *Cluny*, V, 4410 (1203-1205).

7. *Mâcon*, 4 (1096-1124).

riis persequens, eisque servitii calumpniam faciens ... tandem post multas ventilationes Cluniacum venit...¹ », ou encore : « ... Cum autem multocies hinc inde certatum foret, ac plurima placita inter se habuissent, ad ultimum injusticiam recognoscentes suam...² ».

Il semble que, lorsque la contestation est portée devant la cour d'un seigneur, duc, évêque ou comte, le choix en ait souvent été fait par les deux parties³. Ce phénomène s'explique par l'absence de juridictions à compétences déterminées⁴ et par le fait que certainement dans beaucoup de cas la partie condamnée par une cour qu'elle n'aurait pas choisie se serait refusée à l'exécution de la sentence prononcée⁵; une expédition militaire aurait été nécessaire pour l'y contraindre. Nous possédons, d'ailleurs, un certain nombre de textes dans lesquels il est fait mention de l'accord des parties sur le choix de la juridiction⁶ et même de l'engagement de se soumettre à son jugement⁷.

Quand la partie lésée n'obtient l'examen et le jugement de sa cause qu'après de longs délais, la faute n'en est pas toujours seulement à la partie adverse. Les seigneurs mêmes à qui l'on s'adressait ne mettaient souvent guère d'empressement à donner suite à la plainte portée devant eux⁸.

1. *Cluny*, V, 3829 (1105).

2. *Molesmes*, II¹, 47 (premier quart du XII^e siècle). — Autres textes : *Cluny*, IV, 3027 (1049-1107); *Mâcon*, 10 (1074-1078); *Gallia Christiana*, t. IV, *Instr.*, col. 236-237 (1104; n° 34 du *Cartulaire de Saint-Marcel près Chalon*); *Cluny*, V, 3868 (1107-1108); *Molesmes*, III, 98 (XII^e s., avant 1111); *Cluny*, V, 3951 (1120); *Chronique de Bèze*, p. 481 (1140); *Cluny*, V, 4279 (1180-1181); *Petit*, III, doc. n° 729 (1185).

3. M. Halphen (*Rev. histor.*, 1901, t. LXXVII, p. 283) fait la même remarque pour l'Anjou.

4. Nous n'en avons trouvé aucune indication; sur ce point, nos recherches s'accordent complètement avec les conclusions de M. Champeaux (*Ordonnances*, p. xxxii).

5. Nous avons relevé quelques cas dans lesquels la sentence prononcée par une cour n'a pas reçu exécution de la part d'une des parties : *Cluny*, V, 3726 (1097; cour du comte de Mâcon); *Chronique de Bèze*, p. 481 (1140; cour ducale); *Petit*, III, doc. n° 729 (1185; cour ducale).

6. *Molesmes*, II¹, 210 (1090/1095-1125; cour ducale); *Cluny*, V, 3868 (1107-1108; cour de messire Archambaud, seigneur mâconnais); *Id.*, V, 3951 (1120; cour de l'évêque de Mâcon); *Petit*, III, doc. n° 740 (1186; cour ducale); *Petit*, III, doc. n° 827 (1190; cour ducale). Dans *Cluny*, V, 3868, il y a constitution de « pleiges ».

7. Cf. les deux derniers textes de la note 6.

8. La même remarque peut se faire en Anjou; *Saint-Aubin*, I, n° 203 (1082-

Vers 1190, par exemple, les moines de Saint-Marcel près Chalon ont à se plaindre d'un chevalier, Boniface; la notice nous dit : « Pro qua commotus ejusdem loci prepositus, nomine Geraldus, curiam comitum Cabilonensium, Guidonis scilicet et Gaufredi, sepius adiit, ibique super hac re querelas suas exposuit : cujus incitati clamoribus idem comites, etc...¹. » De même, vers 1116, les moines de Saint-Bénigne de Dijon, ayant à se plaindre des gens de Marcenay², s'adressent au duc Hugues II³ : « Unde cum saepius monachi apud ducem querimoniam inde facerent, et dux, rem differendo, justitiam eis aliquando facere distulisset, tandem eorum inquietatus querelis, diem statuit...⁴. »

* *

Parmi les cours seigneuriales devant lesquelles une contestation pouvait être portée, celle du duc de Bourgogne mérite une étude spéciale.

Les notices relatant des actions judiciaires engagées devant la cour du duc de Bourgogne⁵ nous font, de la fin du X^e au début du XIII^e siècle, constater que le siège n'a aucune composition fixe. Le duc préside, entouré parfois de sa femme⁶ ou de ses fils; il est assisté d'assesseurs désignés sous le nom

(1101) : « Monachi vero de eo saepissime clamorem facientes ante Fulconem comitem et Gaufridum episcopum Andecavensem, diu fuit quod de eo rectitudinem invenire nequeruntur, sed post multos clamores cum episcopus importunitatem monachorum ferre non posset, precipit ut... »

1. *Saint-Marcel*, n° 105 (1090).

2. *Marcenacum*, dép. de la Côte-d'Or, arr. de Châtillon-sur-Seine, cant. de Laignes.

3. 1102-1143.

4. Pérard, p. 220.

5. Le terme « curia » désigne la cour ducale dans l'exercice de ses fonctions judiciaires dès la fin du XI^e siècle : *Chronique de Flavigny* (*Scriptores*, t. VIII, p. 479-1098); *Autun*, I, 12 (1114-1122); Petit, II, doc. n° 512 (1162-1192); III, doc. n° 729 (1185), 740 (1186), 827 (1190), 854 (1190), 860 (1190). On rencontre le terme « placitum » (*Chronique de Bèze*, p. 377, 1076; p. 398, 1097). Le duc dit parfois « coram nobis » (Petit, IV, doc. n° 2327). Quelquefois, on indique que la cause a été engagée « in praesentia ducis » (*Molesmes*, II¹, n° 210 (1090/1095-1125); Pérard, p. 84 (1103-1143), p. 220 (1116)).

6. Comme dans certains plaidys royaux carolingiens ou dans les plaidys seigneuriaux du X^e siècle, qui en imitent la forme. — *Chronique de Bèze*, p. 398 (1097); *Autun*, I, 12 (1114-1122).

d' « optimates¹ », de « prudentes viri² », de « ducis familiares³ », de « proceres⁴ », de « boni viri⁵ ». On ne voit pas, jusqu'au milieu de XIII^e siècle, d'assesseurs officiels.

Certains noms reviennent plusieurs fois⁶, comme les titulaires de certaines charges, le sénéchal⁷, par exemple, le connétable⁸, parfois le camérier⁹. Cela tient vraisemblablement à ce que ces officiers et ces seigneurs faisaient partie de l'entourage habituel du duc¹⁰; la composition des plaid est, en effet, si variable qu'il faut bien admettre que le duc choisissait ses assesseurs pour chaque affaire. On peut même se demander si les parties n'exerçaient pas quelque influence sur la composition du siège¹¹. Parfois des vassaux importants du duc siègent avec lui, le comte de Mâcon¹², par exemple, le comte de Chalon¹³, le

1. *Molesmes*, II¹, n° 112 (1102-1111); *Petit*, I, doc. n° 126.

2. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104; *Gallia Christiana*, t. IV, *Instr.*, col. 236-237); *Petit*, III, doc. n° 943 (1196).

3. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104).

4. *Molesmes*, II¹, n° 234 (1119; *Petit*, I, n° 178).

5. *Petit*, IV, doc. n° 2327 (1239).

6. Par exemple, Tescelin « li Sors », père de saint Bernard : *Molesmes*, II¹, n° 112 (1102-1111; *Petit*, I, doc. n° 126); *Saint-Marcel*, n° 34 (1104; *Gallia Christiana*, t. IV, *Instr.*, col. 236-237); *Autun*, I, 12 (1113). Garnier de Sombernon : *Saint-Marcel*, n° 34 (1104); *Autun*, I, 12 (1114-1122). Tescelin de Polisy : *Molesmes*, II¹, n° 112 (1102-1111; *Petit*, I, doc. n° 126), n° 234 (1119; *Petit*, I, doc. n° 178). Humbertus de Porta : *Petit*, III, doc. n° 740 (1186), n° 827 (1190), n° 860 (1190).

7. « Ranerius dapifer » (*Molesmes*, II¹, n° 210; 1090/1095-1125); « Ranerius senescalduus » (*Molesmes*, II¹, n° 112; 1102-1111); « Ranerius dapifer ducis » (Péard, p. 84; 1103-1143); « Rainedus dapifer ducis » (*Saint-Marcel*, n° 34; 1104); « Hugo dapifer ducis » (*Ibid.* et *Autun*, I, 12; 1113); « Rainerius dapifer » (*Molesmes*, II¹, n° 234; 1119).

8. « Walterius comes stabuli » (*Molesmes*, II¹, 210; 1090/1095-1125. *Saint-Marcel*, n° 34; 1104).

9. « Robertus de Toillum, camerarius ducis » (*Petit*, III, n° 740; 1186).

10. M. Halphen (*op. cit.*, p. 282) fait la même remarque pour l'Anjou. Elle nous paraît applicable à la région bourguignonne. Nous n'avons rencontré aux XI^e et XII^e siècles aucune indication de l'assistance obligatoire de tel officier au plaid.

11. Dans *Autun*, I, 12 (1113) : « Ansericus, canonicus et prepositus Sancti Nasarii », dont l'église est partie au procès, figure parmi les auteurs du jugement; tous les juges y sont, d'ailleurs, mentionnés parmi les témoins de l'une ou de l'autre partie.

12. *Chronique de Bèze*, p. 377 (1076).

13. *Saint-Marcel*, n° 33 (1076).

comte de Bar-sur-Seine¹, voire même le comte de Troyes²; dans deux notices³, on voit le comte de Bourgogne, Guillaume, aux côtés du duc Hugues I^{er}.

Mais les assesseurs sont, en général, des vassaux de moins haute noblesse⁴, des sires de Sombernon⁵, de Tilchâtel⁶, de Frolois⁷, de Grancey⁸, de Saint-Seine⁹, de Mont-Saint-Jean¹⁰. Parfois, on rencontre parmi eux des chevaliers qui résident dans le « castrum » où se tient la « curia », ou à proximité duquel est tenue l'assise : en 1075, à Tilchâtel¹¹, nous rencontrons des « milites Divisionenses » ; à Châtillon-sur-Seine, vers 1119¹², des « proceres eiusdem castri¹³ » participent au jugement¹⁴.

1. *Molesmes*, II¹, n° 210 (1090/1095-1125) ; *Id.*, III¹, n° 234 (1019).

2. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104).

3. *Saint-Marcel*, n° 33 (1076) ; *Chronique de Bèze*, p. 377 (1076).

4. « Et multi alii inferiorum dignitatum », dit le n° 33 du *Cartulaire de Saint-Marcel* (1076).

5. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Dijon, ch.-l. de cant. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104).

6. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Dijon, cant. d'Is-sur-Tille. *Chronique de Bèze*, p. 377 (1076).

7. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Semur-en-Auxois, cant. de Flavigny-sur-Ozerain. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104) ; *Gallia Christiana*, t. IV, *Inscr.*, col. 236.

8. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Châtillon-sur-Seine, cant. de Montigny-sur-Aube. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104).

9. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Dijon, ch.-l. de cant. Pérard, p. 220 (1116).

10. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Beaune, cant. de Pouilly-en-Auxois. Petit, III, doc. n° 729 (1185).

11. Pérard, p. 75. De même en 1186 (Petit, III, doc. n° 740; 1186).

12. *Molesmes*, II¹, n° 234 (1119; Petit, I, doc. n° 178).

13. C'est à ces « proceres » que fait allusion Geoffroy d'Auxerre, biographe de saint Bernard (« Fragmenta Gaufridi » dans Chifflet : *Opuscula*, t. IV, p. 169), dans le passage suivant cité par M. J. Laurent (*Molesmes*, I, p. 315) : « In territorio Lingonensis civitatis situm est castrum nobile quondam et inclitum valde cui Castellio nomen est, multos habens proceres armis strenuos sed multo magis legalitate praeincipios. » Nous croyons qu'il ne les faut pas confondre avec les membres de la maison féodale de Châtillon (cf. Laurent, dans *Molesmes*, I, p. 314-315), que nous rencontrons plusieurs fois comme assesseurs du duc (*Saint-Marcel*, n° 34; 1104. Pérard, p. 220; 1116. Petit, II, doc. 512; 1162-1192) et dont il est question en ces termes dans le règlement des droits seigneuriaux de l'évêque de Langres et du duc de Bourgogne à Châtillon-sur-Seine en 1206 (Pérard, p. 299) : « Milites Castellionis sunt homines ducis et dux est homo domini Lingonensis. »

14. Nous ne croyons pas, avec M. Champeaux (*Ordonnances*, p. xxi), à l'identité des « clientes ducis » et des assesseurs désignés sous les noms relevés plus haut. Dans un jugement de 1103-1143 (Pérard, p. 84), après l'énumération sous la rubrique « Hujus rei testes sunt » des chanoines et des chevaliers, on ajoute : « adhibiti sunt quoque clientes ducis : Hugo, filius Gocelini, Paganus,

Il semble même que des prévôts aient figuré parmi les assesseurs du duc¹.

Dans la « curia » ducale, on voit aussi des ecclésiastiques : sous le règne de Hugues II (1103-1143), l'abbé de Saint-Jean de Losne², le chantre du chapitre de Chalon³, l'abbé de Saint-Germain d'Auxerre⁴, des chanoines de Lyon⁵, le prévôt du chapitre de Saint-Nazaire d'Autun⁶ ; sous le règne de Hugues III (1143-1162), deux prêtres séculiers⁷, l'abbé et le prieur de la Bussière⁸, le prieur et le doyen de Beaune⁹. L'élément ecclésiastique paraît, d'ailleurs, numériquement inférieur à l'élément laïque¹⁰.

Le duc préside lui-même dans les actes que nous avons examinés. Il peut, d'ailleurs, tout en présidant, être lui-même le défendeur, comme cela s'est vu pour le roi ou pour le comte dès l'époque carolingienne. Nous en avons un exemple en 1113 dans un plaid tenu à Dijon¹¹ par Hugues II, dans lequel l'évêque et le chapitre de cette ville revendiquent des biens possédés injustement par le duc¹².

Dans deux notices, néanmoins, l'une de 1162-1192¹³, l'autre de 1196¹⁴, la cour est présidée par un prévôt ; les deux jugements ont été rendus à Châtillon-sur-Seine par Boin, prévôt ducale en cette ville. Le texte de 1162-1192 relate un accord en

Constantinus, Balistarius, Bauduin », ce qui les distingue nettement des premiers. On peut, croyons-nous, se demander s'il ne s'agit pas d'hommes d'armes de condition servile, de *ministeriales*.

1. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104; *Gallia Christiana*, t. IV, *Instr.*, col. 236).
Autun, I, 12 (1114-1122). Petit, III, doc. n° 827 (1190).

2. Pérard, p. 84 (1103-1143).

3. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104; *Gallia Christiana*, t. IV, *Instr.*, col. 236).

4. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104).

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

7. *Autun*, I, 12 (1114-1122).

8. Petit, III, doc. n° 729 (1185).

9. Petit, III, doc. n° 860 (1190).

10. M. Champeaux (*Ordonnances*, p. XXI-XXII), parlant des officiers ducaux les plus instruits et les plus consultés, écrit : « Parmi ces derniers, les ecclésiastiques sont d'ordinaire au premier rang : l'instruction est, en quelque sorte, leur monopole. » C'est très vraisemblable, mais nos notices de jugement ne nous en disent rien.

11. *Autun*, I, 12.

12. Le jugement de la cour est défavorable au duc.

13. Petit, II, doc. n° 512.

14. Petit, III, doc. n° 943.

justice entre les religieux de l'Arrivour et Eudes « de Coria¹ », celui de 1196 un jugement en faveur des moines de Fontenay contre Thiébaud Bacard et Jehan Grosvilain².

La « curia » n'a aucun siège, ni aucune périodicité fixe³. Le duc tient son tribunal soit là où il se trouve au moment où l'affaire est portée devant lui⁴, soit à l'endroit qu'il a fixé aux parties en prenant jour avec elles⁵. Sur trois jugements de Hugues I^{er} (1076-1079), nous en relevons un rendu à Pollua⁶, un à Bèze⁷, un à Autun⁸; sur deux jugements d'Eudes I^{er} (1079-1102), un à Tilchâtel⁹, un à Dijon¹⁰; sur huit jugements de Hugues II, trois à Châtillon-sur-Seine¹¹, un à Fleury-sur-Ouche¹², deux à Dijon¹³, un à Autun¹⁴, un à Brétigny¹⁵; sur les quatre jugements de Hugues III, dont le siège est connu, un à Châtillon-sur-Seine¹⁶, deux à Dijon¹⁷ et un à Beaune¹⁸.

Dans quelques textes, il semble que le duc ait siégé avec l'évêque de Langres et qu'ils aient présidé ensemble une cour composée de personnages de leur entourage respectif¹⁹. Nous en

1. « Ego Hugo, dux Burgondie, notum esse volo... quod Odo de Coria calumpniā movit contra abbatem et domum de Ripatorio, de finagiō grangie que vocatur vallis secreta. Itaque recognovit idem Odo in presentia Boini, prepositi mei de Castellione, qui loco mei iudex erat curie, quod... »

2. « ... Cumque propter hanc querelam sedendam ante Boinum, prepositionum Castellionis, ex praecepto domini ducis pars utraque convenisset, et idem Boinus et cum ipsis prudentes viri et juris judicante, dixerunt quod... »

3. M. Champeaux (*Ordonnances*, p. xxii-xxiii) fait la même constatation.

4. Pérard, p. 84 (1103-1143). *Saint-Marcel*, n° 34 (1104).

5. *Autun*, I, 12 (1113).

6. *Saint-Marcel*, n° 33 (1076).

7. *Chronique de Bèze*, p. 377 (1076). Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Dijon, cant. de Mirebeau.

8. *Autun*, I, 27 (1077).

9. Pérard, p. 75 (1090).

10. *Chronique de Bèze*, p. 398 (1097).

11. Molesmes, II¹, n° 210 (1090/1095-1125), n° 112 (1102-1111), n° 234 (1119).

12. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104). Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Dijon, cant. ouest de Dijon.

13. *Saint-Marcel*, n° 34 (1104); *Gallia Christiana*, t. IV, *Inscr.*, col. 236. *Autun*, I, 13 (1113).

14. *Autun*, I, 12 (1114-1122).

15. Pérard, p. 220 (1116).

16. Petit, III, doc. n° 512 (1162-1192).

17. Petit, III, doc. n° 854 (1190), n° 729 (1185).

18. Petit, III, doc. n° 860 (1190).

19. M. Laurent (*Molesmes*, I, p. 47) l'admet et nous considérons la chose comme très vraisemblable, quoique les éléments qu'il indique pour justifier son assertion ne nous fournissent aucune indication sur la composition de la

avons cinq exemples, un du règne d'Eudes I^{er}¹, trois du règne de Hugues II², un du règne de Hugues III³. Les deux premiers plaidis, de 1102-1111⁴ et de 1119⁵, sont tenus à Châtillon-sur-Seine, le troisième, de 1128⁶, à Dijon; rien n'indique où s'est tenu le dernier. Nous n'avons aucune raison de croire que ces plaidis communs fussent périodiques⁷.

Nous avons également la notice d'une action judiciaire qui eut lieu à Autun, en 1076⁸, devant les évêques d'Autun et de Chalon et leurs « optimates », « presente etiam duce Burgun-

suite habituelle de l'évêque de Langres, dans le premier quart du XII^e siècle : les trois textes qu'il cite comme étant de nature à nous renseigner sur la composition de la cour de l'évêque Robert de Bourgogne sont totalement étrangers à la question. Nous serions assez tentés d'appliquer à la Bourgogne ce que M. Halphen (*op. cit.*, p. 282) dit de l'Anjou : « Il n'y a pas, à proprement parler, une cour du comte et une cour de l'évêque, mais un comte et un évêque qui jugent, soit séparément, soit simultanément, en s'adjoignant quelques personnes de leur entourage, ou bien qui laissent à celles-ci le soin de se prononcer. »

1. Pérard, p. 75 (1090).

2. Molesmes, II¹, n° 112 (1102-1111), n° 234 (1119). Pérard, p. 99 (1128).

3. Pérard, p. 183 (1162-1192).

4. Molesmes, II¹, n° 112 (1102-1111).

5. Molesmes, II¹, n° 234 (1119).

6. Pérard, p. 99.

7. M. Laurent (*Molesmes*, I, p. 47) écrit : « La Bourgogne des XI^e, XII^e et XIII^e siècles avait ses assises périodiques : une fois l'an, à l'occasion des fêtes de la Saint-Vorles (17 juin), le duc et l'évêque de Langres, son seigneur, se rencontraient à Châtillon, centre religieux et féodal, en compagnie de leurs barons respectifs ; ils tenaient un conseil politique et judiciaire dans lequel leurs suites se confondaient. C'est devant cette cour que les abbés de Molesmes venaient porter leurs plaintes contre de turbulents voisins. Nous avons conservé quatre jugements rendus aux plaidis de Châtillon avant 1150. » Des deux textes que cite M. Laurent à l'appui de son assertion, quant à la date de ce plaid commun de Châtillon, le premier (II¹, n° 258; 1140-1148) est un plaid tenu par l'évêque seul, sans qu'il y soit fait mention du duc ; le second est une notice (II², n° 222; 1103-1109), dans lequel il est fait mention d'un jugement rendu à Châtillon, à la Saint-Vorles ; mais M. Laurent ne nous en donne qu'une analyse, sans reproduire le texte : impossible de nous rendre compte s'il s'agit d'un plaid commun. Quant aux quatre jugements antérieurs à 1150, que nous aurions conservés, l'un (II¹, n° 112) est un jugement rendu à Châtillon par la cour du duc : il n'y est pas question de l'évêque, ni de la Saint-Vorles (1090/1095-1125) ; le second est le jugement de la cour de l'évêque, dont il vient d'être question. Il reste deux plaidis communs tenus à Châtillon (II¹, n° 112; 1102-1111. II¹, n° 234; 1119) ; mais rien n'indique qu'ils aient été tenus un 17 juin. Il nous est tout à fait impossible de découvrir sur quels textes se fondent les affirmations de M. Laurent au sujet de la périodicité de ces plaidis.

8. Autun, I, n° 40. Cf. *Ibid.*, n° 27 (1077), un plaid réunissant le duc et les mêmes évêques.

die, cum suis castoreatis proceribus ». Les débats, qui conduisent à un déguerpissement, sont conduits par l'évêque d'Autun, dont l'église est demanderesse et dont le propre frère est défendeur.

Enfin, un passage de la chronique de Hugues, abbé de Flavigny, relate en 1099 une contestation entre cette abbaye et le duc Eudes I^{er}, réglée « per judicium curiae nostrae et suae¹ ».

Ces textes semblent indiquer que dans certaines circonstances la cour du duc fusionnait avec une autre cour seigneuriale.

Telle qu'elle nous apparaît dans ses éléments constitutifs, nous ne pouvons reconnaître dans la « curia » des ducs de Bourgogne une juridiction organisée², en ne donnant même à cette expression que le sens qu'elle peut recevoir lorsqu'il est, par exemple, question du « mallus », à l'époque franque. Sans compétence déterminée³, sans permanence ni périodicité, sans fixité aucune dans sa composition, la cour ducale fera-t-elle davantage image de tribunal lorsque nous étudierons la manière dont s'y pratiquaient l'examen des causes et l'élaboration des jugements?

* * *

Lorsque plainte a été portée devant le duc⁴ et que celui-ci est décidé à donner suite au « claim », l'action s'engage immédiatement.

1. *Scriptores*, t. VIII, p. 281.

2. C'est une remarque analogue que fait M. Champeaux (*Ordonnances*, p. xxiii) en ces mots : « Tout ceci nous prouve la confusion complète du Parlement et du Conseil qui n'existe vraiment que quand le duc est là et seulement là où le duc se trouve. » Nous croyons même que la notion d'organes tels que le « Conseil » et le « Parlement » (dans le sens qu'aura ce dernier mot dès la fin du XIII^e siècle) est étrangère à la Bourgogne des XI^e et XII^e siècles.

3. Cf., plus haut, p. 196, ce que nous avons dit des difficultés d'obtenir justice et du choix des juridictions. Nous n'avons rencontré aucune trace d'appel (dans le même sens : Champeaux, *Ordonnances*, p. xxi) ; nous ne croyons pas que l'on puisse voir un appel dans une contestation entre Guy de Sancerre et les Templiers, jugée d'abord « in curia Christianitatis » (c'est-à-dire sans doute en cours de l'évêque de Langres) et portée ensuite devant la cour du duc Hugues III (Petit, III, doc. n° 729; 1185). Nous croyons que le premier jugement n'a simplement pas reçu d'exécution, ce qui était fréquent.

4. *Chronique de Bèze* (p. 398; 1097) : « ... Pro hac injuria domnus abbas Stephanus proclamationem faciens ad ducem supradictum et ad ducissam, uxorem eius... » — *Molesmes* (II, n° 112; 1102-1111) : « Cum quippe de hac re diu inter se discordes essent, ad ultimum venerunt in curia ducis apud

ment¹ si les deux parties sont en présence. Si, au contraire, le défendeur est absent, jour et lieu sont fixés² pour traiter l'affaire.

Une fois les parties en présence, commençaient les débats. Ceux-ci semblaient avoir consisté essentiellement en un exposé contradictoire des droits et prétentions des plaideurs³, destiné à éclairer les juges et à leur permettre, sur cette base première, de ménager un accord. Pour prouver ses assertions, on produisait des témoins⁴, qui déposaient généralement sous serment⁵. Le duel judiciaire était parfois offert⁶, généralement par constitution d'un champion⁷. Il arrivait aussi que des chartes fussent produites⁸.

Castellionem. — Pérard (p. 84; 1103-1143) : « Ob istam iniuriam... canonici ante ducem venerunt in suum thalamum ubi sedebat, proclamationem facientes... » — Cf. *Autun*, I, 12 (1113), et Pérard, p. 220 (1116).

1. *Chronique de Bèze*, p. 398 (1097). Pérard, p. 84 (1103-1143).

2. *Autun*, I, 12 (1113). Pérard, p. 220 (1116). Petit, III, doc. n° 740 (1186).

3. *Molesmes*, II¹, n° 112 (1102-1111) : « ... Ad ultimum venerunt in curia ducis apud Castellionem, et iterum et invicem multum placitantes... » — *Autun*, I, 12 (1114-1122) : « ... Quapropter dominus Stephanus Eduensis episcopus... Hugonis ducis Burgundiae praesentiam adit et qua injuria seu violentia prefatus Ebrardus supradictam terram usurpaverat evidentissimis rationibus ibidem declaravit; auditis utriusque partis rationibus... » *Molesmes*, II¹, 210 (1090/1095-1123); Petit, III, doc. n° 740 (1184), n° 854 (1190). — Dans Pérard, p. 220 (1116), les arguments des parties sont présentés pour chacune d'elles par un des membres de la cour : « ... Vuidrico Divisione, qui eorum verba portabat, referente... Hugone de Besus eorum verba dicente... »

4. Petit, III, doc. n° 943 (1196) : « ... Et idem Boinus et cum ipso prudentes viri et juris judicio dictante, dixerunt quod si predicti monachi duos testes idoneos haberent qui pro ipsis super sacrosantas reliquias jurarent quod ecclesia Fontanetensis absque juris contradictione prefatum nemus pro XXXII annas tenuisset... » Pérard, p. 75 (1090). Petit, III, doc. n° 860 (1190).

5. Pérard, p. 75 (1090). Petit, III, doc. n° 943 (1196).

6. Pérard, p. 99 (1128) : « ... Homines autem de Aqueductu pro hoc usuario duellum firmaverunt, et ad hoc diffinendum Divisionem in curiam ducis deveinerunt. » — Nous ne possédons pas pour la Bourgogne des textes concernant les épreuves judiciaires, aussi nombreux et aussi explicites que pour l'Anjou. Cf. Halphen, *op. cit.*, p. 288 et suiv.

7. Pérard, p. 75 (1090) : « ... Ventum est ad placitum; canonici campionem paratum habuerunt; juravit illam Ermingardam quam dominus Aldo calumpniabatur... semper Sancti Stephani ancillam fuisse. Non fuit qui jurata contradiceret; armavit se, nec fuit qui obviaret. »

8. *Chronique de Bèze*, p. 398 (1097) : « ... Ad quod (i. e. « placitum cum Duce apud Divisionem ») pergens D. abbas Stephanus armatus suis cartis suisque testimonii, liberaliter disseveruit quod supradicta terra penitus duci... nullam debebat consuetudinem... » — Petit, IV, doc. n° 2327 (1239) : « ... par-

A la suite de cette procédure, souvent un jugement est rendu. Un certain nombre de textes nous présentent le duc comme en étant l'auteur¹, sans qu'il soit fait état de la participation de ses assesseurs. Ailleurs, par contre, on précise que la sentence a été rendue par le duc « de bonorum virorum consilio...² ». Deux notices enfin, l'une de 1116 environ³, l'autre comprise entre 1090/1095 et 1125⁴, indiquent comme juges, à qui la décision est due, un certain nombre de seigneurs qui paraissent, d'ailleurs, avoir été désignés par le duc à cet effet⁵. Enfin, dans un plaid où Hugues II est lui-même défendeur, il autorise un certain nombre de membres de sa cour à juger la cause⁶. S'il n'y a pas ici participation directe — ce qui s'explique par le fait que le duc est partie au procès⁷ — il faut admettre cepen-

tibus comparantibus coram nobis apud Belnam, nos, inspectis cartis, quas habent utraque parte... pronunciavimus... »

1. *Chronique de Béziers*, p. 398 (1097) : « ... Hoc audiens dux et uxor eius statim fecerunt restituere supradicto abbatii V solidos suprascriptos per Erveium, praepositum... » Cf. Pérard, p. 84 (1103-1143). Il y a lieu de remarquer qu'il s'agit dans ces deux textes de plaintes contre des prévôts ducaux.

2. Petit, IV, doc. n° 2327 (1239). Cf. Petit, III, doc. n° 943 (1196) : plaid tenu à Châtillon, par Boin, prévôt ducale : « ... et idem Boinus et cum ipso prudentes viri et juris judicio dictante, dixerunt quod... ».

3. Pérard, p. 220.

4. *Molesmes*, II¹, n° 210 : « ... Sic ergo ventum est in presentia ducis ad Castellionem; et auditu ultrarumque partium ratione, judicaverunt ut... Fuerunt huius rei judices et testes... » (suivent cinq noms, parmi lesquels ne figure pas le duc).

5. Pérard, p. 220 (1116) : « ... Hoc judicium ex praecepto ducis fecerunt, Girardus de Castellione, Vuidricus Divisionensis, Hugo de Besua, Hugo de Aspero Monte, Theodericus de Sancto Sequano, filius Humberti de Lixe, Josbertus, filius Vuidrici, Balduinus, gener Hugonis de Besua. Testes : Hugo, dux, per cuius manu et justitiam placitum istud factum est, judices supra nominati, Vuido praepositus Sancti Juliani, Paganus maior... »

6. *Autun*, I, 12 (1113) : « ... Verumtamen nundum veredicis rationibus et scriptis adquiescens, immo diutinam possessionem suam dux pretendens ut de suis et canoniconum verbis curia sua ad faciendum judicium in partem iret, tandem concessit. Ad faciendum igitur judicium in partem secesserunt Ansericus canonicus et prepositus Sancti Nazarii, Walo abbas et frater ejus Werricus, Adimarus de Maso, Wilelmus de Fulventio, Hugo dapifer ducus, Teceilinus Sorus, Tebbodus Dainac; Tebbodus Dainaç illud retulit in his verbis : Ecclesiam Eduensem debere possidere jure et dimissione Odonis ducis predictas villas cum suis appendiciis... cum omni libertate et tranquilla pace judicamus... Relato igitur judicio, Hugo dux... cartam (*la charte délivrée par son frère au sujet des biens susdits*) accepit et quicquid juste vel injuste in Pratematio et Canavis et appendiciis ceperat et habuerat, totum Deo et beato Nazario et canonicis deseruit... » — Remarquer le rapporteur du jugement.

7. Cf. *Chronique de Hugues de Flavigny* (*Scriptores*, t. VIII, p. 479) : le duc jugé par sa cour et celle de l'abbé de Flavigny.

dant que le jugement n'aurait pas été rendu par les assesseurs sans l'autorisation ducale.

Il nous paraît résulter de l'examen de ces différents textes qu'en principe c'est évidemment du duc qu'émane le jugement¹. Néanmoins, les conseillers ont dû exercer sur son élaboration une influence prépondérante quand la paternité ne leur en appartient pas à eux seuls.

Les diverses phases d'une action judiciaire devant la cour ducale, telles que nous venons de les analyser, l'accord sur le choix de la juridiction, l'engagement de se soumettre à sa décision, le débat contradictoire et le jugement apparaissent de façon particulièrement distincte dans une notice de 1090/1095-1125². Il s'agit d'un conflit au sujet des droits de justice à Grancey-sur-Ource³ entre les moines de Molesmes⁴ et Évrard de Bouix, qui, après leur avoir abandonné ces droits, les leur contestait ; le plaid a lieu à Châtillon-sur-Seine.

« ... Hac igitur calumpnia moti, placitatur supra Buxum convenerunt Molismensis abbas suique et Evrardus cum suis, ibique sancitum est ab utraque parte ut Castellionem peterent et quicquid judicio ibidem super hoc terminaretur, tenerent. Sic ergo ventum est in presentia ducis ad Castellionem : et audita utrarumque partium ratione judicaverunt ut Molismenses hec omnia predicta deinceps quiete tenentes, pro his ab Evrardo ultra non inquietarentur. Fuerunt hujus rei judices et testes : Milo Barrensis comes, Ranerius dapifer, Walterius comes stabularius, Odo de Buxa, Hugo Calvacata. »

Il n'est pas sûr que, dans tous les procès portés à la cour du duc, il y ait eu une sentence comme celle dont nous venons de parler⁵ et que l'on trouve notamment dans le texte que nous reproduisons ici.

Très souvent, en effet, l'action se termine par un accord.

Parfois, l'une des parties renonçait à ses droits ou prétentions après le débat sans qu'il y ait intervention apparente de la

1. Dans ce sens, Champeaux (*Ordonnances*, p. xx-xxi), et pour l'Anjou, Halphen (*op. cit.*, p. 282-283).

2. *Molesmes*, III¹, n° 210.

3. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Châtillon-sur-Seine, cant. de Montigny-sur-Aube.

4. Dép. de la Côte-d'Or, arr. de Châtillon-sur-Seine, cant. de Laignes.

5. Jugements dont l'élaboration n'apparaît pas : Petit, III, doc. n° 729 (1185), n° 827 (1190), n° 854 (1190).

cour¹. Cette renonciation pouvait, d'ailleurs, n'être que partielle².

On voit très clairement cet accord par concession réciproque dans deux notices de 1076³ et de 1102-1111⁴, où un seigneur qui conteste à une église des biens ou des redevances en fait la « werpitio » et reçoit ensuite une compensation⁵ de la partie adverse; celle-ci prend, d'ailleurs, soin d'ajouter qu'elle agit de son plein gré, alors qu'indiscutablement elle est forcée d'agir ainsi à cause des conditions d'insécurité pour la propriété privée et de la difficulté d'assurer une exécution aux jugements.

Un accord de ce genre est, d'ailleurs, parfois l'œuvre des juges eux-mêmes⁶ et semble avoir été rendu en forme de jugement⁷. Dans d'autres cas, il se présente comme ayant été conclu à l'amiable en présence de la cour⁸, voire même à l'intervention du duc⁹.

Cette pratique de l'accord est, d'ailleurs, tellement courante

1. Pérard, p. 99 (1128) : « ... Divionem in curiam ducis devenerunt ibique supradicti calumpniatores, Aynus scilicet de Beria et Aynus de Aceleth, in praesentia domini Vilenci Lingonensis episcopi, et Hugonis ducis Burgundie, et Matildis uxoris suae, per manum domini Heriberti abbatis Sancti Stephani Divionensis, calumpniam illam prouersus dimiserunt... » Cf. Pérard, p. 75 (1090); p. 183 (1162-1192); Petit, II, doc. n° 512 (1162-1192).

2. *Chronique de Bèze*, p. 377 (1076). *Autun*, I, 27 (1077) : Rainard de Mont-Saint-Jean se démet des coutumes indues qu'il percevait sur les domaines du chapitre de Saint-Nazaire d'Autun, mais se réserve certains droits (« Ego... praedictas consuetudines et universas captiones... omnino dimisi et dereliqui... praeter ex unoquoque manso investito duos sextarios avenae et sex denarios et dimidium »).

3. *Autun*, I, 40 (messire Rainard contre l'église d'Autun).

4. *Molesmes*, II¹, n° 112 (1102-1111) : Hugues de Châtillon contre les moines de Molesmes.

5. *Autun*, I, 40 : « ... Dederunt autem ei clerici, sponte sua, trecentos denariorum solidos, quia placitum istud bene se servare et fideliter tenere promisit, quia uxorem suam, filios et successores suos donum istud laudare fecit... » — *Molesmes*, II¹, n° 112 : « Postea concessit ei dominus abbas in feodo usuarium ipsius foreste tali pacto ut... » (« diffinitio » des droits des parties).

6. *Molesmes*, II¹, 234 (1119). Petit, III, doc. n° 740 (1186).

7. Petit, III, doc. n° 740 : « ... Hugo precepit ut dominus Haymo pro remedio anime sua laudaret hanc factam elemosinam, et laudavit. Et ut fratres de beneficio ecclesie supradictio Haymoni decem libras darent, et dederunt... »

8. *Saint-Marcel*, n° 33 (1076). *Autun*, I, 12 (1114-1122).

9. *Autun*, I, 12 : Contestation portée devant le duc Hugues II, au sujet d'une terre, par le chapitre d'Autun, demandeur, et Évrard Maréchaud, défendeur : « ... auditis utriusque partis rationibus, idem Ebrardus pecuit ut sibi, quamdiu viveret, eandem terram possidere liceat, eo tamen pacto ut... (cens annuel, respect des prestations dues au chapitre, etc.)... Cujus petitioni acquiescentes

que le duc lui-même, lorsqu'il est défendeur, ne « déguerpit » l'objet du litige que moyennant une compensation¹.

La notice relate généralement, à la fin de l'action judiciaire, le déguerpissement de l'une des parties, tant dans le cas où elle se termine par un jugement² que dans celui où elle se termine par un accord³.

* * *

La Bourgogne des XI^e et XII^e siècles connaît d'autres jurisdictions seigneuriales que celle du duc. Outre celle de l'évêque de Langres, il y a celles des comtes dont les fiefs sont dans la mouvance ducale, celles des évêques du duché, celles de seigneurs moins importants, celles d'abbayes, voire même des organismes judiciaires réunis pour juger une cause déterminée.

L'évêque de Langres, suzerain du duc de Bourgogne pour une partie des domaines de celui-ci⁴, a sa cour, que garnissent des clercs et des vassaux laïques⁵. Nous possédons trois notices de

canonici eandem terram saepedictio Ebrardo, maxime ducis prece quoadusque vixerit concesserunt... (avec obligation de restituer à sa mort). »

1. *Chronique de Hugues de Flavigny* : 1098 (*Scriptores*, t. VIII, p. 479) : « ... et per judicium curiae nostrae et sua... salvamentum ipsum vuirpivit. Cui ego equum centum solidorum pro honore dedi. » — *Saint-Marcel*, n° 34 (1104; *Gallia Christiana*, t. IV, *Inscr.*, col. 236) : « ... Ipse prior accessit ad ducem rogans eum ut calumniam praedictam derelinqueret, ut et pater suus et ipsem peccatorum suorum remissionem a Deo suspicere mererentur. Consilio igitur praedictorum suorum familiariorum, dux ipse persuasus et divino timore perterritus, recognoscendo peccatum patris et sui, dixit se facturum quod prior expetebat, tali tamen tenore ut in hoc saeculo aliquod terrarum munus acciperet et in futurum pater ejus et ipse etiam mercedem adquirerent. Dedit ei ergo prior palefridum unum et centum solidos Divisionis monetae et insuper... (avantages spirituels divers : anniversaire, prières, bonnes œuvres, etc.). »

2. *Autun*, I, 27 (1077), 12 (1113).

3. *Autun*, I, 40 (1076); *Chronique de Bèze*, p. 377 (1076); *Chronique de Hugues de Flavigny*, p. 479 (1098); *Saint-Marcel*, n° 33 (1076); *Molesmes*, II¹, n° 112 (1102-1111); *Saint-Marcel*, n° 34 (1104); *Pérard*, p. 99 (1128); *Petit*, II, doc. n° 512 (1162-1192).

4. Cf. *Molesmes*, I, p. 286-318; en particulier, p. 312, 314-315.

5. *Pérard*, p. 191 (1066) : « ... Convocato Hugone Vesuntiensi archiepiscopo et Aganone Heduorum antistite atque Vuillelmo comite, magnaque procerum nobilium multitudine...; » parmi les souscriptions : quatre archidiacres et le doyen de l'église de Langres, l'évêque, le prévôt et un archidiacre d'Autun, les abbés de Flavigny et de Saint-Seine, six seigneurs désignés comme « laïci ». — *Molesmes*, II¹, n° 258 (1140-1148). Contestation entre Renaud II, sire de Sexfontaine, et l'abbaye de Molesmes : « ... Et plena curia in causam venientes

plaids judiciaires tenus : l'un à Bèze en 1066¹; un autre à Châtillon-sur-Seine daté du 18 juin² et qu'il faut placer sans doute entre 1140 et 1148; un dernier de 1141³, sans indication de lieu. Dans le plaid de 1066, le duc Robert I^{er}⁴ comparait comme défendeur⁵, sur plainte de l'abbé de Saint-Bénigne de Dijon. Parmi les assesseurs de cette assemblée solennelle figurent Guillaume, comte de Bourgogne, l'archevêque de Besançon et l'évêque d'Autun.

Le comte de Chalon, dans son comté⁶, le comte de Mâcon⁷, dans le sien, président des assises judiciaires comme le duc.

L'évêque de Mâcon siège parfois avec le comte⁸, mais il a sa cour à lui⁹, composée d'une manière assez semblable à celle de l'évêque de Langres¹⁰. Il en est de même de l'évêque d'Autun¹¹.

Nous avons rencontré aussi des actions judiciaires¹² et des déguerpissements¹³ devant la cour du monastère de Cluny et nous avons eu l'occasion déjà de signaler la « curia » de l'abbé de Flavigny¹⁴.

Parfois, demandeur et défendeur s'entendent pour faire trancher leurs différends par un seigneur de moindre importance¹⁵,

utrique, pro suo iure quisque aggreditur. Episcopus vero, ratione monachorum et tenore auditio, et militis calumpnia relata, clericos ac barones curie rectum de his judicare statim jussit; » parmi les souscriptions des « juges » : un archidiacre, un chanoine, un doyen, six seigneurs laïques.

1. Pérard, p. 191.

2. Jour de la Saint-Vorles (*Molesmes*, II¹, n° 258).

3. *Quantin*, I, n° 214.

4. 1031-1076.

5. A la suite de violences exercées par les sergents duaux sur les moines de Saint-Bénigne. Le duc nous semble ici cité à titre de vassal de l'évêque.

6. *Cluny*, IV, 2905 (1035); *Saint-Marcel*, n° 105 (1090); Pérard, p. 76 (première moitié du XII^e siècle).

7. *Cluny*, III, 1989 (993-1020), 2406 (997-1007), 2552 (1012), 2782 (1023); *Mâcon*, 10 (1074-1078); *Cluny*, V, 3726 (1097), 3841 (1106).

8. *Mâcon*, 10 (1074-1078). Contestation entre le chapitre de Saint-Vincent de Mâcon et Hugues de Sennecey : « ... Venerunt inde ad placitum... ubi... episcopus et comes cum pluribus aliis judicibus... decreverunt... »

9. *Mâcon*, 31 (1062-1072), 554 (1096-1124); *Cluny*, V, 3797 (1100), 3951 (1120); *Mâcon*, 508 (1182).

10. Par exemple dans *Cluny*, V, 3951 (1120) : l'évêque, un doyen, un prévôt, deux prêtres et six laïques désignés nominativement. — La juridiction des évêques en matière ecclésiastique est étrangère à notre sujet.

11. Petit, I, doc. n° 161 (1113). Id., II, doc. n° 344 (1154-1160).

12. *Cluny*, III, 1759 (987-996); V, 3685 (1094).

13. *Cluny*, III, 1821 (990), 2090 (993-1048).

14. Cf. p. 206, n. 7.

15. Pérard, p. 81 (début du XII^e siècle) : jugement du sire de Mailly (Mailly-

qu'en dehors du choix des parties rien ne paraissait désigner pour ce rôle. Le juge choisi s'entoure d'assesseurs à la manière du duc ou des comtes¹; un texte de 1112 nous parle d'une affaire portée devant la « curia » du sire de Rougemont².

Il semble même que des affaires aient été parfois portées devant un tribunal réuni spécialement pour la circonstance³, juridiction composée soit par les parties⁴, soit par des seigneurs à qui les parties s'en remettaient⁵.

Dans ces différents plaidis, nous retrouvons les éléments les plus caractéristiques que nous avons distingués dans l'étude de la cour ducale.

La composition est semblable⁶; la façon de procéder la même.

le-Château, dép. de l'Yonne, arr. d'Auxerre, cant. de Coulanges-sur-Yonne); *Cluny*, V, 3868 (1107-1108) : contestation entre les moines de Cluny et Bernard Benoit : « ... At ipsi monachis proclamantes et justiciam ex nobis requirentes apud episcopum Matisconensem et alias potestates, licet vix impetrassent, tamen tandem Matisconem venimus et ibi consilio amicorum datis ab utraque parte obsidibus, in manu Archembaaldi, cognomento Nigelli, ventum est ad judicium, ibique justo judicio bonorum judicium adjudicatum est... » Nous croyons que cet Archembaud est le second fils d'Artaud le Blanc, vicomte de Mâcon (cf. Bernard, *Essai sur les vicomtes de Lyon, de Vienne et de Mâcon*, Saint-Étienne, 1867, in-8°, p. 38 et suiv.).

1. Dans Pérard, p. 81 (début du XII^e siècle), le plaid présidé par Foulques, sire de Mailly, est composé de six chevaliers, dont trois paraissent avoir été désignés sous l'influence de chacune des parties.

2. *Molesmes*, II¹, 46 : « ... Cujus calumpniam non sustinens Richerius cellararius, diae denominata convenerunt in unum dominus Guillermus Molismensis ecclesie magnus prior et dominus Richerius cellararius et ipse Henricus Malas Manus apud Rubeum Montem, in curia domini Rainaudi de Ance... »

3. M. Halphen (*op. cit.*, p. 283) constate le même fait en Anjou.

4. C'est, croyons-nous, le cas de *Molesmes*, II¹, n° 36 (1090/1095-1096) : « ... de qua proclamation inter nos et ipsum habuimus placitum apud Marcenacum, ibique recto judicio ipsam proclamationem amisit... Testes hujus rei sunt: Tescelinus Poliseus, Ricardus prepositus Sancte Marie de Marcenaco, Silvester frater ejus, Richerius de Villa Dei, Raimbalodus de Molismo. » Il en est de même dans Petit, III, doc. n° 184 (1120).

5. Sans doute est-ce le cas pour *Mâcon*, 30 (1060-1108) : Mareuil de Vincelles, ayant élevé des prétentions sur une terre du chapitre de Saint-Vincent de Mâcon, les parties viennent « ad placitum ». Et là « sunt nobiles et potentiores viri qui ibi erant, scilicet Aymo de Lasiaco et Ilduldricus de Monte Pavone cum pluribus aliis nobilibus viris; interpellaverunt eum ut finiret istam querelam. »

6. Pour la cour du comte de Mâcon : *Cluny*, IV, 2992 (1049-1065) : « ... Hanc autem queritionem fecit ipse et fratres ejus qui ibidem fuerunt... ante presentiam domini Gausfredi comitis et nobilium seniorum qui cum eo fuerunt, Odolrici, Otgerii, Gerini, Ebrardi prepositi. » — Dans *Cluny*, V, 3726 (1097), une action entre les abbés de Cluny et de Tournus est jugée « presidente comite cum proceribus patrie ». — Pour le comte de Chalon, Pérard, p. 76

Sur « claim » du demandeur¹ ou sur comparution spontanée des deux parties², un débat contradictoire est ouvert³, qui amène souvent, sans plus, un dégagement⁴.

D'autres fois des témoins sont produits⁵, qui déposent généralement sous la foi du serment⁶; le duel judiciaire est offert⁷.

(première moitié du XII^e siècle) : « ... Propter quam injuriam supradictum comitem canonici adierunt, ibique et in ejus et suorum principum praesentia causam suam diligenter tractaverunt... »

1. Cour de l'évêque de Langres : Pérard, p. 191 (1066); *Molesmes*, II¹, 258 (1140-1148) : « ... Quod predictus miles non diu distulit; sed facto item clamore ad episcopum abbas Molismi invitab ab episcopo Castellioni, in crastino festi videlicet sancti Veroli confessoris... » — Cour du comte de Chalon : *Saint-Marcel*, n° 105 (1090); Pérard, p. 76 (première moitié du XII^e siècle). — Cour du comte de Mâcon : *Cluny*, III, n° 2406 (997-1007), 2552 (1002); V, n° 3726 (1097) : « ... Pro qua re commotus dominus Hugo bone memoria Cluniacensis cellararius, adiens comitem Matisconensem,... querelosam inde querimoniam, ut par erat et clamorem ante illum fecit... »

2. Cour du comte de Mâcon : *Mâcon*, 10 (1074-1078). — Cour de l'évêque de Mâcon : *Mâcon*, 31 (1062-1072). *Cluny*, V, 3797 (1100), 3951 (1120).

3. Cour de l'évêque de Langres : *Molesmes*, II¹, 258 (1140-1148) : « ... Et plena curia in causam venientes utrique pro suo jure quisque aggreditur... » — Cour du comte de Chalon : Pérard, p. 76 (première moitié du XII^e siècle). — Cour du comte de Mâcon : *Cluny*, V, 3726 (1097). — Cour de l'évêque de Mâcon : *Cluny*, V, 3797 (1100). — Cour de l'évêque d'Autun : Petit, II, doc. n° 344 (1154-1160).

4. Cour de l'évêque de Langres : Pérard, p. 191 (1066). — Cour du comte de Chalon : *Cluny*, IV, 2905 (1035); *Saint-Marcel*, n° 105 (1090). — Cour de l'évêque de Mâcon : *Mâcon*, 31 (1062-1072). — Cour de l'évêque d'Autun : *Molesmes*, II¹, 46 (1142). — Cour de l'abbaye de Cluny : *Cluny*, III, 1759 (987-996).

5. Cour du comte de Mâcon : *Cluny*, V, 3276 (1097) : « ... Item in alio placito quod actum est de eadem causa testificatus est publice quidam de hominibus Sancti Petri, nomine Brunus, filius Constabuli xxxii et uno annis se vidisse easdem res absque legali calumpnia Cluniacenses monachos tenuisse. » — Cour de l'évêque de Mâcon : *Mâcon*, 508 (1182). — Cour de l'évêque d'Autun : Petit, II, doc. n° 344 (1154-1160).

6. Cour du comte de Mâcon : *Cluny*, V, 3841 (1106) : « ... Ventum est ad hoc ut discussio fieret ab eo inter milites duos sub jurejurando si... » — Cour du comte de Chalon : Pérard, p. 76 (première moitié du XII^e siècle) : « ... Ita quod Albertus de Folcherens voluit ostendere ita esse vel jurejurando, vel pugnando. » — Cour de Foulques, sire de Mailly : Pérard, p. 81 (début du XII^e siècle) : « ... Iudicatum... est... quod, si homo Sancti Stephani sane posset jurare quod melius jus Sanctus Stephanus habebat quam Andreas... » — Voir encore : *Mâcon*, 30 (1060-1108); Petit, II, doc. n° 344 (1154-1160).

7. Pérard, p. 76 (première moitié du XII^e siècle); *Mâcon*, n° 30 (1060-1108) : « ... Ergo venerunt ad placitum (*sous-entendu* : « canonici Sancti Vincentii Matisconensis ») parati per sacramentum et per championem sic probare... » — Les établissements ecclésiastiques ne manifestaient, aux XI^e et XII^e siècles, aucune répugnance pour le duel judiciaire par champions.

L'action prend fin quelquefois par un jugement¹; mais plus souvent les parties s'accordent : l'une d'elles renonce à ses revendications, moyennant un dédommagement².

* * *

Il s'en faut de beaucoup que, de la fin du x^e au début du XIII^e siècle, en Bourgogne, toutes les contestations aient été portées devant une juridiction. Il semble que bien plus souvent les parties aient cherché à s'entendre l'une avec l'autre en se faisant des concessions réciproques. Cette tendance à la conciliation que nous avons déjà constatée à la « curia » ducale, comme devant les autres cours seigneuriales, nous allons la retrouver dans un nombre considérable d'arrangements conclus sous différentes formes, généralement entre un seigneur et un établissement ecclésiastique, dont ce seigneur conteste l'une ou l'autre possession.

Les notices nomment ces accords « concordia³ », « placitum⁴ »; on dit que les parties « pacifice composuerunt⁵ ».

La plupart des documents ne nous donnent guère d'explications sur la manière dont a été conclu l'accord; ils ne nous

1. Cour de l'évêque de Langres : *Molesmes*, II¹, 258 (1140-1148) : l'évêque prescrit aux clercs et aux barons de sa cour « rectum de his judicare »; « quo convenienter facto, pro rei veritate et rectitudine affirmantes se judicium verum fecisse, dixerunt quod nichil penitus juris in ea quam fecerat calumpnia haberet, et deinceps nec ipse nec successor suus super hoc auditurus esset. Isti judices affuerunt... » — Cour du comte de Mâcon : *Cluny*, III, 2406 (997-1007); V, 3726 (1097). — Cour de l'évêque de Mâcon : *Cluny*, V, 3797 (1100); *Mâcon*, 508 (1182). — Cour de l'évêque d'Autun : Petit, II, doc. n° 344 (1144-1160). — Cour de l'abbé de Cluny : *Cluny*, V, 3685 (1094). — Cour de Foulques, sire de Mailly : Pérard, p. 81 (première moitié du XII^e siècle). — Cf. *Molesmes*, II₂, 36 (1090/1095-1125); Petit, I, doc. n° 184 (1120).

2. Cour du comte de Chalon : Pérard, p. 76. — Cour du comte de Mâcon : *Cluny*, III, 2782 (1023); *Mâcon*, 10 (1074-1078) : « ... hanc convenientiam vel placitationem confirmavit Hugo. » — Cour de l'évêque de Mâcon : *Mâcon*, 31 (1062-1072); les demandeurs, après s'être déguerpis, s'adressent aux chanoines de Saint-Vincent, défendeurs : « ... Postea vero petierunt a canonici ut darent eis aliquid de illis terris in precariam; quorum precibus canonici annuentes... dederunt in precariam illas terras... »; *Mâcon*, 654 (1096-1124); *Cluny*, V, 3951 (1120) : le désistement se fait moyennant 70 sous. — Cour de l'évêque d'Autun : Petit, I, doc. n° 161 (1113) : le désistement se fait moyennant 1010 sous et un cheval.

3. *Molesmes*, II¹, 98 (1100-1111).

4. *Autun*, I², 8 (1122); *Cluny*, IV, 3651 (1090).

5. Pérard, p. 263 (1190).

indiquent pas si les parties se sont, sans plus, adressées l'une à l'autre pour tâcher de s'entendre, ce qui n'a pas dû manquer d'arriver. Dans plusieurs notices cependant, il y a des interventions de seigneurs, d'amis, de voisins qui ont provoqué un arrangement¹ aux termes du texte. A partir de la fin du XII^e siècle², mais surtout au XIII^e³, nous rencontrons de véritables arbitrages, œuvre de tiers à qui l'on a confié la solution du litige.

L'accord se présente généralement de la manière suivante : un seigneur conteste à un établissement ecclésiastique des terres⁴ ou des serfs⁵; parfois, il s'en empare et use de voies de fait envers les gens du monastère, ou bien il prétend percevoir certains droits⁶, dimes, tierces ou autres appartenant à l'église ou à l'abbaye. Pour récupérer ces terres et ces droits, ou pour en obtenir la paisible possession, les moines ou les chanoines accordent à l'usurpateur un dédommagement et celui-ci se déguerpit.

1. L'archevêque de Lyon, l'abbé de Cluny, des moines, dans *Cluny*, IV, 3333 (1050). L'évêque de Langres dans *l'Histoire générale et particulière de la Bourgogne*, de dom Plancher (*Preuves*, n° 88; 1057); « per manum Savarici comitis Cabilonensis » dans *Saint-Marcel*, n° 79 (1082-1106); « commonitus tam ab amicis quam aliis qui illi placito intererant » dans Petit, I, doc. n° 197 (1122). — L'évêque d'Auxerre et ses « prudentes viri » dans *Quantin*, I, 191 (1138); « mediante Hugone de Berziano et aliis militibus et ex parte nostra fratre Enguinone et aliis fratribus » dans *Cluny*, V, 4244 (1173); « ad pacem et concordiam per manus bonorum virorum venimus hoc modo » dans un accord entre Jean, comte de Chalon, et l'abbaye de Cluny (*Cluny*, VI, 4524; 1220); « tandem me (i. e. le comte de Chalon) et aliis probis viris mediatisbus » dans *Cluny*, VI, 4593 (1230). Cf. *Cluny*, V, 3822 (1103-1104); VI, 4478 (1214), 4612 (1232), 4930 (1250).

2. Arbitrage de Hugues III, duc de Bourgogne, entre Obert de Brion et les religieux de Quincy : Petit, II, doc. n° 561 (1174); *Autun*, II¹, n° 31 (1173-1227), n° 42 (1180 : cinq arbitres). Dans ces deux derniers textes, tous les arbitres sont ecclésiastiques.

3. Petit, IV, doc. n° 2295 (1238). Contestation entre l'abbaye de Saint-Seine et des membres de la famille de Turcey : « ... quod cum discordia verteretur inter... ipsi compromiserunt super omnibus in arbitrio talium, videlicet in ... (deux curés, un chevalier, un bourgeois de Dijon) ... sub pena viginti librarum et juramento interposito quod starent arbitrio ipsorum pace vel judicio mediante. » Cf. *Autun*, II¹, 23 (1229); Pérard, p. 437 (1235); *Autun*, II¹, 99 (1256). Voir Laurent : *Molesmes*, I, p. 49-50.

4. *Cluny*, V, 3666 (1093); Pérard, p. 82 (fin du XI^e siècle); *Molesmes*, II¹, 30 (1105-1111); *Cluny*, V, 3881 (1109-1118); Valat : *Saint-Étienne*, n° 21 (1116-1200).

5. *Molesmes*, II¹, n° 221 (premier tiers du XII^e siècle); *Cluny*, V, 3829 (1105).

6. *Cluny*, IV, 3324 (1050); *Molesmes*, II¹, n° 55 (1076-1097).

Cette compensation était le plus souvent une somme d'argent, parfois relativement faible¹.

Dans d'autres cas, cette somme est assez forte² et atteint même plusieurs centaines de livres³. L'indemnité accordée peut d'ailleurs aussi être partiellement⁴ ou complètement en nature⁵: très souvent on donne un cheval, quelquefois un manteau, une

1. *Cluny*, III, 1978 (993-996; 25 sous : pour déguerpissement de prétentions sur des serfs et une terre de Cluny); IV, 3324 (1050; 30 sous : coutumes sur des terres de Cluny); *Molesmes*, II¹, 55 (1076-1097; 60 sous : bénéfice curial et dimes à Saint-Moré, appartenant à Molesmes); *Cluny*, V, 3666 (1093; 60 sous et jouissance à vie de la moitié d'un alleu et d'un fief contestés à Cluny); Pérard, p. 82 (fin du XI^e siècle; 20 sous : prétentions sur un moulin appartenant à Saint-Étienne de Dijon); *Molesmes*, II¹, n° 211 (premier tiers du XII^e siècle; 20 sous : prétentions sur une femme dépendant de Molesmes); n° 128 (1100-1111; 25 sous : prétentions sur une seigneurie dépendant de Molesmes); *Cluny*, V, 3822 (1103-1104; 60 sous : prétentions sur des serfs de Cluny); *Molesmes*, II¹, n° 30 (1105-1111; 40 sous : prétentions sur une terre dépendant de Molesmes); *Cluny*, V, 3881 (1109-1118; 60 sous : prétentions sur un pré appartenant à Cluny); Pérard, p. 121 (1125-1157; 65 sous : prétentions sur une terre dépendant de Saint-Étienne de Dijon); Valat : *Saint-Étienne*, n° 21 (1125-1200; 40 sous : prétentions sur des biens donnés autrefois à Saint-Étienne).

2. Dom Plancher, I, *Pr.* n° 38 (1057; déguerpissement de coutumes indues levées sur les terres de Saint-Bénigne : 40 livres); *Cluny*, V, 3864 (1107; prétentions sur des biens donnés à Cluny : plus de 520 sous); *Molesmes*, II¹, 238 (1115; prétentions sur des biens donnés à Molesmes : 10 livres); *Mâcon*, 577 (1118; prétentions sur une église dépendant de Saint-Vincent de Mâcon : 300 sous); Petit, I, doc. n° 197 (1122; prétentions sur des biens possédés par les moines : 6 livres); *Cluny*, V, 4054 (1136; prétentions sur des serfs de Cluny : 12 livres), 4059 (1136; prétentions sur des paturages de Cluny : 8 livres); *Molesmes*, II¹, 260 (1142; prétentions sur des biens donnés au monastère : 10 livres et 40 sous); *Cluny*, V, 4244 (1173; contestations au sujet de divers domaines relevant du monastère : 400 sous); Valat : *Saint-Étienne*, n° 113 (1196; contestations au sujet des revenus de l'Hôtel-Dieu de Dijon : 50 livres).

3. *Cluny*, V, 4096 (1140; coutumes indues levées sur des domaines de Cluny et prétentions sur des terres appartenant à l'abbaye : 1300 sous et 2 marcs d'argent); VI, 4478 (1214; prétentions sur des biens et des serfs du monastère : 1,000 livres), 4612 (1232; prétentions sur des droits et des domaines appartenant au monastère : 600 livres).

4. *Cluny*, IV, 3400 (1064; prétentions sur des serfs de Cluny : 160 sous, une manse de terre, une mule valant 100 sous); Valat : *Saint-Étienne*, n° 64 (1178-1198; prétentions sur des biens dépendant de Saint-Étienne : 10 sous, 1/4 de muid de vin); *Cluny*, V, 4272 (1180; prétentions sur des droits appartenant au monastère : deux manses de terre, une chapelle, l'acquittement d'une dette de 50 livres); Pérard, p. 450 (1242; prétentions sur des terres de Saint-Bénigne de Dijon : 15 livres, une mesure de blé, une mesure d'orge).

5. *Cluny*, IV, n° 1848 (990-991; prétentions sur un chemin et sur un moulin appartenant à Cluny : un cheval valant 50 sous), n° 1852 (990-991; prétentions sur des biens de Cluny : un de ces biens à vie), n° 1855 (990-991; possession injuste d'une forêt dépendant de Cluny : un manteau valant 60 sous); IV, 3333

terre, une partie du revenu contesté¹. Nous avons même rencontré un exemple de la cession total d'un bien revendiqué².

Dans plusieurs textes, l'établissement ecclésiastique concède à l'usurpateur, pour obtenir la paisible possession de ses biens, des avantages d'ordre spirituel; ils apparaissent généralement comme un supplément aux avantages matériels³; il arrive cependant qu'ils soient concédés seuls⁴.

Le seigneur qui se démet de ses prétentions ne se borne pas toujours à réclamer un dédommagement pour lui seul. Sa femme obtient parfois une indemnité en argent ou en nature⁵; il en est de même de ses fils⁶, de ses filles⁷. Un personnage considérable exige un pourboire pour ses chevaliers⁸; d'autres seigneurs font payer une certaine somme à l'ami qui les a conseillés dans la conclusion de l'accord⁹.

Quand il s'agit de droits à percevoir, les parties, au lieu de faire un arrangement par paiement, s'entendent parfois pour se partager ces droits¹⁰. Les arrangements de ce genre prennent souvent la forme d'une « diffinitio » de ce qui appartiendra

(1050; prétentions sur des biens du monastère : un cheval valant 100 sous et une mule du même prix); *Molesmes*, II¹, n° 37 (1089-1107; un cheval).

1. Petit, I, doc. n° 235 (début du XII^e siècle).

2. *Saint-Marcel*, n° 79 (1082-1106) : après le déguerpissement de ses prétentions sur des serfs de Saint-Marcel, fait par Bernard « Sofredus », le prieur « ut sibi deinceps caveret ne supradictis ulterius quicquam mali faceret aut aliquam calumpniam inferret, condonavit ei totum quod abstulerat ».

3. *Cluny*, V, 3864 (1107; plus de 520 livres, association aux prières des moines et assurance d'être reçu moine en cas de désir), 4272 (1180; deux manses de terre, une chapelle, l'acquittement d'une dette de 50 livres, association aux prières, etc.). Ces clauses étant extrêmement nombreuses et se répétant, nous croyons pouvoir nous borner à citer ces deux exemples types.

4. Dom Plancher, I, *Pr.* n° 183 (1230).

5. *Cluny*, V, 3874 (1108; la femme reçoit un manteau et une pelisse de différentes fourrures); Petit, I, doc. n° 197 (1122; la femme reçoit 20 sous); *Molesmes*, II¹, n° 260 (1142; la femme reçoit 40 sous).

6. Petit, II, doc. n° 266 (avant 1138; le fils ainé reçoit un cheval; les deux autres fils, chacun un manteau).

7. *Molesmes*, II¹, n° 255 (1142; la fille reçoit une peau d'agneau et une robe).

8. Guillaume IV, comte de Mâcon (1125-1153/1156), reçoit, dans *Cluny*, V, 4053 (1136), 8 livres pour lui, dont 20 sous pour ses chevaliers.

9. *Cluny*, V, 3874 (1108; le « consiliarius » de Hugues de Chaumont reçoit 100 sous), 4244 (1173; le « consiliarius » de Hugues « Discalciatus » reçoit 100 sous).

10. *Mâcon*, 4 (1096-1124); *Autun*, I¹, 8 (1122); Valat : *Saint-Étienne*, n° 227 (1165-1177).

à chacun dans tel ou tel domaine, touchant la justice, les redévolances et coutumes diverses¹.

Moines et chanoines, d'ailleurs, n'aiment guère à avouer qu'ils ont été obligés de payer une indemnité à un seigneur pour rentrer dans leurs droits. Cette indemnité, ils la nomment « caritas² »; ils prennent soin d'indiquer qu'ils agissent « pro pacis quietisque amore », « pro pace », « pro bono pacis³ », et qu'ils sont en état de prouver leur bon droit⁴.

Dans certaines notices néanmoins, nous rencontrons l'aveu que l'octroi d'une compensation a été utile, sinon indispensable, pour rentrer en possession des biens usurpés⁵.

* * *

L'impression qui se dégage de l'étude de ces notices de jugements ou d'accords, c'est l'absence de toute voie de droit régulière, de toute juridiction organisée dans la Bourgogne des XI^e et XII^e siècles. Les cours seigneuriales ne connaissent de fixité ni dans le siège, ni dans la procédure, ni dans le prononcé. Nous hésitons même à voir en elles des tribunaux; elles n'ont d'existence que par la présence du duc, du comte, de l'évêque, du seigneur, qui les ont réunies. Encore ceux-ci sont-ils trop faibles pour assurer aux jugements force exécutoire.

Fatalement, on devait donc être amené à composer : la tendance à la conciliation, à l'accord, est générale.

1. *Cluny*, V, 3869 (1108); *Mâcon*, 632 (1167-1184); *dom Plancher*, I, *Pr.* n° 81 (1170); *Cluny*, V, 4279 (1180-1181); *Petit*, V, doc. n° 3598 (1268).

2. *Molesmes*, II¹, n° 55 (1076-1097) : « ... Tamen pro pacis custodia de bonis ecclesie caritatem lx solidorum inter duas vices habuerunt; » II², n° 31 (1076-1095) : « ... Quamquam autem injuste calumpniasi fuissent, tamen pro pace diutius conservanda de bonis ecclesie caritatibus accipuerunt. »

3. *Molesmes*, II¹, n° 30 (1105-1111); *Id.*, II¹, n° 238 (1115); *Cluny*, VI, 4478 (1214).

4. *Molesmes*, II¹, n° 37 (1089-1107) : « ... pro qua calumpnia datus est illi equus a Molismensisibus, licet bene possent endarrare jus suum per anticum tenorem et longam vestitaram... »

5. *Molesmes*, II¹, 47 (premier quart du XII^e siècle) : le déguerpissement a lieu « ita tamen ut pro hac largitione bovem ex precio xxx¹ solidorum a domino Goderanno tunc temporis cellarario acciperent ». *Molesmes*, II¹, n° 128 (1100-1111) : les moines donnent une indemnité « ... pro hac autem concessione et ut jus nostrum recuperaremus... ». Valat : *Saint-Étienne*, n° 21 (1155-1200) : « ... proinde canonici volentes eum habere propitiuum aut benignum, dederunt ei xl solidos ut predictum donum concederet ».

Cette situation n'est pas particulière à la Bourgogne. Elle tient à la décomposition de l'État, à la faiblesse du pouvoir central ou régional. Elle est la même dans presque toute la France.

Si la cour des rois de France commence, à partir du milieu du XII^e siècle, à rendre de plus en plus ses jugements à Paris et si, dès cette époque, le siège tend à s'y fixer en un corps de juges ordinaires, jusqu'à ce moment sa composition est aussi flottante que celle des ducs de Bourgogne; elle a le même caractère itinérant. Au XI^e, au début du XII^e siècle, le refus de comparaître devant ce que sera plus tard le Parlement, le refus de se soumettre à ses jugements sont fréquents. La pratique de l'accord est constante.

L'état général de désorganisation de la justice a des conséquences identiques dans la plus grande partie du pays. La nécessité de régler les litiges par voie d'arrangements ne se rencontre pas seulement dans les régions voisines de la Bourgogne, en Champagne, en Auxerrois, en Nivernais, mais en Anjou, dans le Maine, dans le Poitou, en Gothie.

Ce n'est que peu à peu qu'à partir du XIII^e siècle la Bourgogne verra se développer les éléments nouveaux qui rendront à la justice son caractère de service public.

François-L. GANSHOF.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

ÉTUDES CRITIQUES

SUR

L'HISTOIRE DE CHARLEMAGNE¹

VIII.

L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DANS L'EMPIRE CAROLINGIEN.

Non content de célébrer l'heureuse influence de Charlemagne sur l'organisation et la mise en valeur des domaines ruraux, Inama-Sternegg² s'est plu à voir en lui le rénovateur de la vie industrielle et commerciale de l'État franc. Il a accumulé les textes à l'appui de cette opinion, et M. Dopsch³, sans être toujours d'accord avec lui dans le détail, n'a guère fait cependant, dans l'ensemble, que compléter et renforcer ses thèses.

Celles-ci sont-elles vraiment démontrées? Les preuves alléguées par les deux historiens allemands peuvent-elles être tenues pour décisives? C'est ce que nous allons maintenant rechercher.

1. — *Le travail des mines et la production des matières premières.*

L'activité industrielle supposant l'afflux des matières premières, Inama-Sternegg et M. Dopsch se sont attachés à établir que celles-ci avaient été produites en abondance dans l'empire franc⁴.

1. Suite et fin des études parues dans la *Revue historique*, t. CXXIV, p. 52-64; t. CXXV, p. 287-330; t. CXXVI, p. 271-314; t. CXXVIII, p. 260-298; t. CXXX, p. 252-278; t. CXXXII, p. 257-304; t. CXXXIV, p. 58-77; t. CXXXV, p. 28-65.

2. Inama-Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte bis zum Schluss der Karolingerperiode*, 2^e éd., p. 571-672.

3. A. Dopsch, *Die Wirtschaftsentwicklung der Karolingerzeit, vornehmlich in Deutschland*, t. II, p. 133-233.

4. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 579-581; Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 173-179.

Une série de textes, d'abord, nous feraient assister à une reprise générale du travail d'exploitation minière. Partout on signale des mines — mines de fer, mines de plomb, mines d'or et d'argent, mines de sél — et partout, dans ces mines, semble régner une animation significative. Ce tableau enchanteur — enchanteur principalement sous la plume de M. Dopsch¹ — semble nous transporter en effet dans un pays de grande industrie. Mais quels sont donc les textes sur lesquels on s'appuie ?

Sauf pour les salines, Inama-Sternegg n'en cite qu'un petit nombre. En tête, figure l'article 62 du capitulaire de *villis*, qui prescrit aux intendants des domaines royaux d'adresser annuellement au souverain le compte « des mines de fer et de plomb » sises dans leur ressort²; vient ensuite une charte des années 779-785, du monastère de Lorsch, portant donation par un certain Adelolt d'une partie de ses droits sur une mine de fer à Wannendorf, dans le Lahngau³; et, pour finir, un fragment d'inventaire, qu'on croit contemporain de Louis le Pieux⁴, et où il est question d'autres mines de fer exploitées par des tenanciers du roi au lieu dit « Feraires », dans les Alpes rhétiques⁵. — La série des textes

1. Dopsch, *op. cit.*, t. II, notamment p. 178.

2. « Ut unusquisque judex per singulos annos... quid... de ferrariis et scrobis, id est fossis ferrariiciis vel alii fossis plumbariciis... habuerint... ad nativitatem Domini nobis notum faciant, ut scire valeamus quid vel quantum de singulis rebus habeamus » (*Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. I, p. 88-89).

3. « Dedit quoque in ipso pago (Logenehe), in Wannendorpher marca, Adelolt tertiam partem de sua mina ad faciendum ferrum » (*Codex diplomaticus... monasterii Laurisheimensis*, 1766, t. III, p. 239, n° 3701).

4. Nous n'en connaissons qu'une copie, assez peu fidèle, due à l'historien suisse Gilg Tschudi (1505 † 1572) et présentée à tort par lui et par tous les éditeurs comme un registre censier de l'évêché de Coire au XI^e siècle. Cette copie a été publiée d'une façon très insuffisante par Zellweger (dans *Der schweizerische Geschichtsforscher*, t. IV, 1821, p. 169 et suiv.), par Mohr (*Codex diplomaticus ad historiam Raeticam*, t. I, 1848, n° 193, p. 283 et suiv.) et en dernier lieu par Planta (*Das alte Raetien*, Berlin, 1872, appendice X, p. 518-530), qui tous ont confondu avec le texte primitif les annotations, généralement fautives, de G. Tschudi. M. Georg Caro a fort bien expliqué leur erreur et a cru reconnaître dans le texte purifié et débarrassé de toutes ces interpolations un fragment de polyptyque relatif à des domaines impériaux au temps de Louis le Pieux (G. Caro, *Ein Urbar des Reichsguts in Churrätien aus der Zeit Ludwigs des Frommen*, dans les *Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*, t. XXVIII, 1907, p. 261-275). La démonstration de M. Caro laisse peut-être place encore à quelques doutes, mais on ne saurait, de toute évidence, tenir pour exacte l'attribution de cet inventaire à l'évêché de Coire.

5. « Est autem aliud census regis (sic) de ministerio quod dicitur Feraires.

explicitement allégués par Inama-Sternegg s'arrête là; il lui suffit, pour le surplus, de renvoyer, dans le vague, aux renseignements rassemblés sans critique (c'est lui-même qui le dit¹) par un compilateur du XVIII^e siècle, un certain Fischer, à qui l'on doit une des plus anciennes histoires du commerce allemand².

M. Dopsch a raison de ne pas se déclarer satisfait; mais, après nous avoir laissé entendre que les documents ne manquent pas et que le tableau qui s'en dégage est d'une extrême « richesse »³, il ajoute si peu aux « preuves » fournies par Inama-Sternegg qu'un non-initié le soupçonnera d'avoir gardé pour lui ses trésors. Voici, en effet, ce que renferme son dossier : 1^o pour les mines de fer, quelques chartes de l'abbaye de Saint-Gall, où la valeur de certains objets est indiquée, non en monnaie courante, mais en livres de fer⁴; cinq ou six mentions de cens payables en fer, extraites des polyptyques de Fulda et de Lorsch, lesquels, quoique composés seulement au XI^e et au XII^e siècle, contiennent « peut-être » l'un et l'autre des renseignements plus anciens⁵; et enfin une phrase des Annales de Xanten où, sous l'année 868, à propos d'un phénomène astronomique, l'effet produit par le « feu céleste » est comparé à celui d'une masse de fer en fusion⁶, « ce qui donne à penser », paraît-il, « que, dans le voisinage », il devait exister des fonderies — partant des mines⁷! — 2^o Pour les mines de plomb, M. Dopsch se contente de rappeler qu'à l'époque carolingienne (comme d'ailleurs à l'époque antérieure) — il

Est ergo talis consuetudo ut omnis homo qui ibi pro ferro laborat sextam partem reddat in dominico. Sunt ergo ibi octo fornaces » (*Planta, op. cit.*, p. 521, l. 14).

1. « Viele Nachrichten hierüber gesammelt, freilich nicht kritisch gesichtet, bei Fischer... » (Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 579, n. 2).

2. Fr.-Chr. Fischer, *Geschichte des deutschen Handels*, 2^e éd. (Hanovre, 1791-1797), t. I, p. 120-127. — Nous n'avons pu voir ce volume.

3. « Tatsächlich lässt sich aus den Quellen ein viel reicheres Bild zusammenstellen... » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 173).

4. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 174.

5. « Möglicherweise reichen auch diese Vorkommnisse weiter zurück, da ja der Inhalt von Urbarn oft älter ist als deren Abfassungszeit » (*Ibid.*, p. 174).

6. « Eodem tempore in Saxonia ignis in aere sagittae celeritate ferri visus est, grossitudine ligni foenari et sicut massa ferri in conflatorio scintillas emittens et subito coram oculis plurimorum velut in fumum picis redactus est » (*Annales Xantenses*, ann. 868, éd. Simson, dans la collection des *Scrip-tores rerum germanicarum in usum scholarum*, p. 25-26).

7. « Endlich möchte ich nicht unerwähnt lassen, dass in den Xantener Jahrbüchern zu 868 für die Schilderung einer Feuerescheinung bildlich Eisen-schmelzöfen zum Vergleiche verwendet werden, was wohl doch darauf deutet, dass in der Nähe solche damals vorhanden waren » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 175).

oublie de le dire) il est parfois question de toitures faites de lames de plomb, « ce qui suppose une production de plomb déjà importante »¹ (sic), et qu'un des modèles d'actes insérés au formulaire de l'abbaye de Saint-Denis² (lequel a été compilé au temps de Charlemagne) renferme une allusion à un transport de plomb et de matériaux de construction. — 3° Pour les mines d'argent³, un seul texte, tiré des œuvres d'Otfrid de Wissembourg, lequel note, en termes généraux, dans la préface de son *Livre des évangiles* (vers 854) que le sol de l'empire franc recèle divers métaux, entre autres de l'argent⁴. — 4° Pour les mines d'or, tout se réduit à quelques mentions de « sous d'or » et à une courte phrase de la fin du VIII^e siècle relative à deux habitants du duché de Bavière qui vont « faire de l'or »⁵.

Était-il bien utile d'annoncer à grand fracas qu'Inama-Sternegg avait omis des preuves essentielles pour aboutir à un résultat aussi modeste? Le moins qu'on puisse dire est que la plupart des arguments allégués par M. Dopsch ne donnent pas l'impression d'une vérité dont l'évidence s'impose. Et pourtant nous devons dire que, du moment où M. Dopsch ne limitait pas son enquête à l'Allemagne, il eût pu aisément citer d'autres textes, en particulier un chapitre du polyptyque de Saint-Germain-des-Prés qui, lui, remonte bien au début du IX^e siècle et où l'on voit signalée, parmi les nombreuses redevances en nature exigées des tenanciers du domaine de Boissy (dans le département actuel de l'Orne), celle d'un poids de 100 livres de fer à laquelle sont astreints les détenteurs d'une trentaine de

1. « Das setzt eine bedeutende Bleiproduktion doch schon voraus » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 176).

2. *Monumenta Germaniae, Formulae*, éd. Zeumer, p. 505, n° 17 : « De plumbo et materiamine similiter demandate qualiter navigio juxta voluntatem sancto illo usque ad locum ubi Sigma confluit in mare nos ita adducere... possimus. »

3. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 174.

4. Voir l'édition Piper, *Otfrids Evangelienbuch*, I, 1, vers 69-72 :

Zi núzze grébit man ouh thár er inti kúphar
ioh, bi thíð meina! isine stéiná.

Ouh thárazua fuagi sílabar ginúagi,
ioh lésonth thár in lánte góld in iro sánta.

Ce qui peut se traduire : « (De la terre des Francs) on retire de l'airain et du cuivre et même — oh merveille! — du cristal. Ajoutez-y suffisamment d'argent et de l'or qu'on recueille par place dans le sable (de ses rivières). » — Ce texte, en tout cas, aurait pu tout aussi justement être cité pour établir l'importance des exploitations de mines de cuivre et de la recherche de l'or dans l'empire franc.

5. « Interea vero contigit ut duo viri irent sursum per Salzaha in heremum ad venandum atque ad aurum faciendum » (*Salzburger Urkundenbuch*, t. I, p. 20). Cf. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 173.

mances serviles¹. Voilà donc encore une « preuve » à ajouter, si l'on veut, à toutes celles qu'ont si soigneusement collectionnées les deux historiens allemands².

Reste à savoir ce qu'il en faut conclure : qu'il y avait sous les premiers Carolingiens des mines en exploitation ? — Mais c'est le contraire qui eût surpris, car on admettra difficilement que toutes les mines de l'époque romaine aient été abandonnées durant le haut moyen âge.

Quelquefois même nous en pouvons suivre les destinées, par exemple pour les mines de plomb argentifère de Melle (dans le département actuel des Deux-Sèvres), dont M. Dopsch a omis de parler et auxquelles Inama-Sternegg s'est borné à faire une vague allusion dans une note de son livre³, sans citer ni textes ni preuves d'aucune sorte. Des fouilles pratiquées de nos jours ont révélé dans cette localité l'existence de galeries de mines gallo-romaines⁴. Or la Chronique du roi Dagobert (*Gesta Dagoberti regis*), composée durant la première moitié du IX^e siècle, attribue à son héros la donation à l'abbaye de Saint-Denis, pour l'achèvement et l'entretien de sa toiture, de 8,000 livres de plomb à prélever tous les deux ans sur la production du domaine royal de Melle : telle est, du moins, l'interprétation la plus vraisemblable d'un texte assez obscur⁵; et c'est évidemment à ce don, ou plutôt aux exonérations de taxes de transport qui le complétaient, que se réfère le passage du formulaire de Saint-Denis que

1. *Polyptyque de l'abbaye de Saint-Germain des Prés*, XIII, § 64 à 108, éd. Longnon, p. 192-200.

2. On doit remarquer que Benjamin Guérard en avait déjà relevé plusieurs, parmi les plus significatives, dans ses *Prolegomènes au Polyptyque de l'abbé Irminon* (1844), p. 729-730.

3. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 647, n. 1.

4. Voir Daubrée, *Aperçu historique sur l'exploitation des mines métalliques dans la Gaule*, dans la *Revue archéologique*, 2^e série, t. XLI (1881), p. 265, et cf. Desjardins, *Géographie historique et administrative de la Gaule romaine*, t. I (1876), p. 426.

5. « Denique eodem tempore plumbeum quod ei ex Metallo censitum in secundo semper anno solvebatur, litras octo millia ad cooperiendam eamdem supradictorum beatorum martyrum ecclesiam eo ordine concessit, ut tam per regales quam et per easdem villas quas ipse ante eidem sancto loco contulerat, in alio semper anno adduceretur et a gentibus vel thesaurariis ipsius venerandi monasterii traduceretur, etc. » (*Gesta Dagoberti*, XL, éd. Krusch, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores rerum merovingicarum*, t. II, p. 419). — Tous les éditeurs, y compris le dernier, M. Krusch, ont imprimé « ex metallo » avec une petite *m*; mais la correction *Metallo* ou *Metullo* semble s'imposer. Cf. Alfred Richard, *Observations sur les mines d'argent et l'atelier monétaire de Melle*, dans la *Revue numismatique*, 3^e série, t. XI, ann. 1893, p. 195.

M. Dopsch a allégué¹. Que les faits consignés par le chroniqueur soient exacts ou qu'ils aient été, comme il est à craindre, inventés de toutes pièces, peu importe : ils nous révèlent en tout cas, si l'on accepte l'interprétation précédente, que les mines de Melle étaient encore en pleine activité au début du ix^e siècle, ce qui explique peut-être l'importance donnée par les Carolingiens à l'atelier monétaire établi dans cette petite ville par leurs prédécesseurs². — Seulement, que prouve ce cas particulier ?

Si l'exploitation minière a été poussée avec l'ardeur qu'on nous dépeint, comment expliquer l'absence dans les capitulaires de toute prescription relative au régime des mines ? En dehors des quelques mots insérés dans le capitulaire de *villis* pour rappeler aux intendants royaux l'obligation d'établir annuellement un relevé de tous les produits des domaines, ceux du sous-sol inclus, jamais, que nous sachions, il n'est question de mines ni dans les actes de Charlemagne ni dans ceux de ses premiers successeurs³. Ce silence se concilie mal avec les théories exposées par Inama-Sternegg et par M. Dopsch.

Le cas des salines est un peu différent. Le sel étant un aliment de première nécessité, il y avait pour les régions éloignées de la mer un intérêt majeur à ne pas abandonner les anciennes exploitations et, au besoin, à en rechercher de nouvelles. Inama-Sternegg⁴ cite quelques textes relatifs presque tous aux salines de Marsal et de Vic, en Lorraine, de Kissingen, en Franconie, de Salzungen, sur les confins de la Hesse et de la Thuringe, de Reichenhall, de Hallstadt et de Hallein, dans la région du « Salzkammergut ». Ce sont là précisément, on le remarquera, des localités dont, de temps immémorial, les mines de sel ont été connues et exploitées⁵. Quant aux

1. Voir ci-dessus, p. 222.

2. Sur l'atelier monétaire de Melle à l'époque mérovingienne, voir Blanchet et Dieudonné, *Manuel de numismatique*, t. I, p. 297-298. Sur ce même atelier à l'époque carolingienne, voir *ibid.*, p. 348-350 ; Prou, *les Monnaies carolingiennes* (*Catalogue des monnaies franaises de la Bibliothèque nationale*), p. LXXV, LXXXVIII à LXXX, LXXXIII (et n. 7), LXXXVI, 96 à 101, et le mémoire d'A. Richard cité à la page précédente.

3. Un acte de Louis le Pieux portant cession à l'église de Reims d'une mine de plomb dans le *pagus Lommensis* (Böhmer-Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, n° 835) semble un faux postérieur au milieu du x^e siècle.

4. Outre sa *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, p. 579-581, voir, sur cette question, le mémoire spécial qu'il a consacré à l'histoire des salines au moyen âge : *Zur Verfassungsgeschichte der deutschen Salinen im Mittelalter*, dans les *Sitzungsberichte der philosophisch-historischen Klasse der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften zu Wien*, t. CXI (1886), p. 569-602, spécialement p. 570, 572, 576, 579.

5. Voir Inama-Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, p. 193 ; du même,

« découvertes » de M. Dopsch¹, elles ne comprennent guère que des textes déjà cités par son devancier² ou se rapportant aux mêmes salines. On ne saurait donc dire que, même pour l'exploitation des mines de sel, d'une si pressante utilité pourtant à une époque où les moyens de transport étaient rudimentaires, l'avènement des Carolingiens ait inauguré une ère d'activité nouvelle.

Et, si nous nous demandons dans quelle mesure, d'une façon générale, on peut admettre que la production des matières premières s'est développée dans l'État franc au temps de Charlemagne, nous cherchons en vain un témoignage positif, aussi bien pour la laine, le lin ou le chanvre que pour le marbre, les pierres à bâtir, les métaux ou le sel — celui des mines ou celui des marais salants.

2. — *L'industrie métallurgique et le travail des métaux précieux.*

Et cependant on nous affirme que l'industrie métallurgique prit à cette époque un remarquable essor. Inama-Sternegg l'indiquait en termes mesurés³; M. Dopsch le fait en termes enthousiastes⁴.

L'industrie du fer surtout leur semble s'être considérablement développée. Les textes qu'ils citent en grand nombre à l'appui de leurs dires prouvent qu'on employait le fer pour fabriquer des armes, des socs de charrues, des faux, des couteaux, des haches et une foule d'autres outils ou ustensiles. Mais cela va de soi, et seule serait probante la démonstration que tous ces objets ont été fabriqués en quantités très supérieures à celles qu'on avait connues jusqu'alors.

Les besoins intérieurs des divers pays incorporés à l'empire carolingien n'ayant pas dû sensiblement augmenter à la fin du VIII^e siècle ou au début du siècle suivant et le volume des importations n'ayant pas, à notre connaissance, été réduit alors, il faudrait, si la thèse d'Inama-Sternegg et de M. Dopsch est fondée, supposer en territoire franc un excédent de production métallurgique destinée à l'exportation. Et c'est bien en effet ce que les deux historiens prétendent établir en invoquant⁵ le témoignage d'un capitulaire

Zur Verfassungsgeschichte der deutschen Salinen, loc. cit., p. 569. — Sur les mines de sel à l'époque préhistorique, notamment sur les mines de Lorraine et du « Salzkammergut », voir Déchelette, *Manuel d'archéologie préhistorique et celtique*, t. II, 2^e partie, p. 601 et 713 et suiv.

1. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 176-177.

2. Dans les notes du mémoire spécial que nous avons signalé p. 224, n. 4.

3. Inama-Sternegg, *Deutsche Wirtschaftsgeschichte*, p. 573.

4. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 135-140.

5. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 573 et n. 4; Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 137-138.

laire de l'année 805 aux termes duquel est interdit tout commerce d'armes à destination des pays slaves ou avares¹. Voilà qui serait probant peut-être si les Slaves et les Avares n'avaient été des ennemis, que des négociants peu soucieux des intérêts francs, venus de Gaule, de Germanie ou d'ailleurs, pouvaient être tentés de ravitailler et d'armer, au risque d'affaiblir l'empire même. Cela s'est vu ailleurs et en d'autres temps, même au moyen âge, par exemple à l'époque des croisades, où l'on dut prendre des mesures spéciales pour arrêter le commerce d'exportation des armes vers l'Égypte et l'Asie Mineure. Tel est d'ailleurs le sens qu'au milieu du ix^e siècle Charles le Chauve attachait à la prescription de son aïeul quand il l'invoquait pour interdire à ses sujets de vendre des armes aux Normands sous peine de mort².

Plusieurs autres capitulaires du règne de Charlemagne³ ont un objet analogue : empêcher la vente des armes à l'ennemi et aussi, semble-t-il, en assurer un stock suffisant aux Francs qui en pourraient manquer⁴. Toujours est-il que ce motif expliquerait mieux les mesures restrictives prises par l'empereur que l'idée d'un trop plein de fabrication à écouter. Et, du coup, s'évanouit l'unique preuve sérieuse alléguée par les deux historiens allemands au sujet de l'industrie du fer. Nous disons : l'unique preuve sérieuse, car nous nous refusons à traiter comme telle, et il serait superflu de discuter, deux passages du Moine de Saint-Gall que M. Dopsch a tenu à rappeler longuement⁵ — comme s'ils étaient autre chose que de simples et banales fantaisies littéraires — l'un sur la frayerie qu'ins-

¹. *Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. I, n° 44, art. 7, p. 123 : « De negotiatoribus qui partibus Sclavorum et Avarorum pergunt, quousque procedere cum suis negotiis debeant... Et ut arma et brunias non ducant ad venundandum. »

². *Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. II, n° 273 (ann. 864), art. 25, p. 321.

³. *Ibid.*, t. I, n° 20 (ann. 779), art. 20, p. 51 : « De brunias, ut nullus foris nostro regno vendere praesumat »; *ibid.*, n° 40 (ann. 803), art. 7, p. 115 : « Ut bauna et brunias non dentur negotiatoribus »; *ibid.*, n° 74 (ann. 811), art. 10, p. 167 : « Constitutum est ut nullus episcopus aut abbas aut abbatis vel quislibet rector aut custos ecclesiae bruniam vel gladium sine nostro permissio cuiilibet homini extraneo aut dare aut venundare praesumat, nisi tantum vassallis suis. Et si eveneter ut in qualibet ecclesia vel in sancto loco plures brunias habeat quam ad homines rectores ejusdem ecclesiae sufficient, tunc principem idem rector ecclesiae interroget quid de his fieri debeat »; *ibid.*, n° 90 (ann. 781?), art. 7, p. 190 : « Ut nullus mancipia christiana vel pagana nec qualibet arma vel amissario foris regno nostro vendat. »

⁴. C'est ainsi, semble-t-il, qu'il faut interpréter la fin de l'article 10 du capitulaire n° 74, cité à la note précédente.

⁵. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 136-137.

pire au roi lombard Didier la vue de l'armée carolingienne, toute bardée de fer, de pied en cap, d'un fer qui ébranle les murailles et abat les courages¹, et l'autre sur les préférences de Louis le Germanique pour ce même métal, qu'il déclarait ne pas vouloir troquer contre les plus précieux².

Les témoignages relatifs au travail des autres métaux d'usage courant ne sont pas très nombreux. Inama-Sternegg se contente de rappeler³ un article du capitulaire de *villis*, où des vases de bronze et de plomb sont énumérés parmi les multiples ustensiles dont devaient être suffisamment pourvus les domaines royaux⁴. M. Dopsch est bien obligé, lui aussi, de tempérer un peu sur ce point son admiration pour l'activité industrielle des contemporains de Charlemagne. Il signale seulement⁵ : 1° qu'on a dû fondre beaucoup de cloches pour les églises et les chapelles inaugurées à cette époque; 2° qu'au dire de M. Peitzer⁶, l'industrie du laiton existait alors; 3° qu'un vase d'étain est mentionné dans un inventaire du début du ix^e siècle⁷; 4° que deux actes du milieu de ce siècle parlent de croix, de patènes et de calices faits du même métal⁸.

Il eût été possible, sans grand effort, d'allonger notablement cette liste : le recueil des capitulaires, à lui seul, eût fourni plusieurs mentions d'ustensiles de cuivre ou de bronze⁹, et ce dernier métal servit à confectionner des ornements et de menus objets (clefs, balances, clochettes, pinces, agrafes, boucles, etc.) dont l'exploration des tombes carolingiennes a fourni aux archéologues de multiples

1. Moine de Saint-Gall, II, 17, éd. Jaffé, *Monumenta Carolina*, p. 692-693.

2. Moine de Saint-Gall, II, 17 et 18, éd. Jaffé, p. 695-696.

3. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 573, n. 3.

4. *Capitul. de villis*, art. 42 : « Ut unaquaque villa... vasa aerea, plumbea, ferrea, lignea... habeant » (*Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. I, p. 87).

5. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 138-139.

6. Peitzer, *Die Geschichte der Messingindustrie und der künstl. Arbeiten in Messing (Dinanderies)*, Aachen, 1909 (extr. de la *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, t. XXX).

7. L'inventaire de Staffelsee, dans le *Brevium exempla ad describendas res fiscales et ecclesiasticas* (*Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. I, p. 251, art. 3) : « Invenimus ibi... ampullam stagneam I. »

8. *Die Traditionem des Hochstifts Freising*, publ. par Th. Bitter auf (*Quellen und Erörterungen zur bayerischen und deutschen Geschichte*, nouv. série, t. IV, 1905, n° 652 et 654 (ann. 842). Cf. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 139.

9. Voir l'index placé à la fin du tome II des capitulaires dans l'édition des *Monumenta Germaniae*, aux mots *cuprinus* et *aeneus*. — Pour le travail de l'étain, cf. un manuel d'orfèvrerie du ix^e siècle, dont un fragment a été reproduit par G. Fagniez, *Documents relatifs à l'histoire de l'industrie et du commerce en France*, t. I, p. 53, n° 94.

spécimens¹. Mais rien de tout cela ne constitue une nouveauté : les textes et les tombes de l'époque mérovingienne en révèlent déjà tout autant. Une fois de plus, les preuves de la renaissance industrielle à l'époque carolingienne se dérobent à nos regards.

M. Dopsch se rabat sur les industries de luxe : le travail des métaux précieux, dit-il, fut plus en honneur que jamais²; et ici nous reconnaissons sans hésiter que la renaissance artistique, dont Charlemagne et ses conseillers furent les promoteurs, eut pour conséquence un remarquable effort de création d'objets décoratifs et de parures où l'habileté des ouvriers carolingiens s'affirma peu à peu. Mieux que les textes, les œuvres conservées dans les musées, les collections particulières, et ceux que les fouilles mettent encore souvent au jour attestent l'importance prise par les arts industriels au IX^e siècle dans toute l'étendue de l'empire franc.

Cependant il faut se garder de toute exagération. A coup de textes, M. Dopsch veut nous donner l'illusion d'un déploiement de luxe effréné, nécessitant une énorme dépense de travail et un nombre considérable d'artisans. Il commente longuement dans ce sens³ un passage de la biographie d'Hathumod, abbesse de Gandersheim, qui renonça au monde et refusa les riches toilettes, les belles coiffures, les rubans, les épingle à cheveux, les boucles d'oreilles, les broches, les colliers, les bracelets, les bagues, les ceintures, les boîtes à parfums, « objets de la convoitise de presque toutes les femmes et que lui valaient naturellement la fortune et le rang de ses parents »⁴. Est-il donc nécessaire de faire observer que cette traditionnelle tirade sur le renoptement aux mille inventions de la « frivolité féminine », due à la plume d'un clerc des dernières années du IX^e siècle⁵, n'a pas une valeur documentaire bien grande ? On ne voit pas, en tout cas, comment elle pourrait servir à prouver, ainsi que le croit M. Dopsch, que les contemporaines de Charlemagne avaient toutes des désirs « au-dessus de leurs ressources et de leur rang »⁶.

1. Voir, entre autres, C. Boulanger, *le Cimetière franco-mérovingien et carolingien de Marchélepôt* (Paris, 1909).

2. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 139-140.

3. *Ibid.*, p. 139 et n. 8.

4. *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. IV, p. 167, chap. 2 : « ... nam vestes auro paratas, mitras, vittas, discriminalia, inaures, lunulas, monilia, armillas, dextrariola, strophia et olfactoriola, ad quae vel habenda vel portanda plurimarum inardescit ambitio, et ultra secundum parentum facultatem et dignitatem oblatæ, suscipere recusavit. »

5. Agius de Corvey, qui écrivait après 874. Voir Wattenbach, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*, t. I, 7^e éd., par E. Dümmler (1904), p. 306; Manitius, *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters*, t. I (1911), p. 581-583.

6. « Wir erfahren hier zugleich, dass die Frauen über das Vermögen und

Il ressortirait néanmoins d'une lettre d'Alcuin, prétend M. Dopsch¹, que, dans la société carolingienne, on portait couramment des « bagues de prix » — cela pour cette unique raison qu'Alcuin, faisant de la morale à Friduin, abbé de Saint-Pierre et Saint-Paul de Durham, et lui reprochant ses goûts de luxe, lui conseille de songer plutôt à « décorer son âme de vertus » qu'à « orner ses doigts d'or » et qu'à « parer son cou de soieries »²! Et quelle conclusion d'ordre général peut-on bien tirer d'un acte isolé, conservé dans un formulaire de la fin du IX^e siècle seulement, où il est question de la vente d'un « baudrier d'or garni de pierres précieuses »³?

De ces textes, bien peu significatifs et dont un seul remonte au règne de Charlemagne, M. Dopsch rapproche une fois⁴ de plus les anecdotes fantaisistes du Moine de Saint-Gall (lui aussi de la fin du IX^e siècle) : celle du fondeur qui demande au roi des lingots d'argent pour fabriquer une cloche d'un bronze plus pur et plus sonore qu'avec de l'étain⁵; celle aussi qui prête à Louis le Germanique toutes sortes de sarcasmes à l'adresse des Francs qui se présentaient devant lui couverts d'écarlate, d'or et d'argent⁶. Mais ces anecdotes, à supposer qu'elles soient authentiques, prouveraient-elles donc que les Francs avaient l'habitude de fabriquer des cloches d'argent ou de se couvrir de joyaux ?

Pour remettre les choses au point, il est bon de rappeler que la vogue des bijoux et des belles pièces d'orfèvrerie ne date pas dans l'empire franc du règne de Charlemagne. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a remarqué l'espèce de fascination exercée sur les Barbares mal dégrossis qu'étaient les princes de l'époque mérovingienne par les vases précieux, les coupes et les plats d'or et d'argent, les

den Stand ihrer Familie hinaus solche Ansprüche besassen » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 140). Il est à craindre que M. Dopsch n'ait lu le texte un peu trop rapidement et ne l'ait compris à contresens, car il souligne en note les mots *et ultra secundum parentum facultatem et dignitatem oblata*, comme s'ils venaient appuyer son interprétation.

1. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 140 : « Auch aus den Briefen Alchuins geht hervor dass man viel kostbare Ringe trug. »

2. « Melius est te Deum habere in archa cordis quam aurum in archa cubilis. Confusio est vitae tuae digitos auro radiare, collum sircicis ornare vestimentis; ornet pectus tuum orarium sanctitatis, non inanis vestimentorum cultus. Melius est animam virtutibus decorari quam corpus coloritatis vestibus ornari » (*Monumenta Germaniae, Epistolae*, t. IV, p. 441).

3. Formulaire de Saint-Gall, n° 13, éd. Zeumer, dans les *Monumenta Germaniae, Formulae*, p. 405. Cf. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 140.

4. Dopsch, *ibid.*, p. 138 et 140.

5. Moine de Saint-Gall, I, 29, éd. Jaffé, *Monumenta Carolina*, p. 660.

6. *Ibid.*, II, 17, éd. citée, p. 695.

châsses étincelantes, les parures et les ornements d'or enrichis de piergeries. Les tombes antérieures à la fin du VIII^e siècle, les récits des historiens et des hagiographes attestent que le travail des métaux précieux était déjà avant Charlemagne un de ceux auxquels les Francs se livraient avec une préférence marquée et avec une ardeur qui ne fut sans doute pas dépassée au IX^e siècle¹. C'est seulement pour la qualité et la finesse de l'exécution, et non pour la quantité d'œuvres produites, que l'orfèvrerie a pu bénéficier de la renaissance artistique du temps de Charlemagne.

3. — *Les industries textiles.*

Les industries textiles ne semblent pas davantage avoir pris une subite extension par suite de l'arrivée de Charlemagne au pouvoir; et Inama-Sternegg est même obligé de convenir² que, pour pouvoir satisfaire leurs goûts de luxe en matière de costumes, les Francs durent, à l'époque carolingienne, rester tributaires de l'étranger.

Cette constatation ne l'empêche cependant pas plus que M. Dopsch de croire à un développement remarquable de l'industrie textile nationale. Le premier y croit d'instinct, uniquement parce que les documents témoignent d'« une variété toujours plus grande, d'un luxe croissant dans la façon de se vêtir » et « de la multiplication des pièces du costume dans les modes du temps »³ — toutes choses qui ne prouvent rien et qui, par surcroît, demanderaient elles-mêmes à être démontrées.

M. Dopsch, à son ordinaire, produit longuement ses raisons. Celles-ci peuvent se répartir en trois groupes :

1^o Dans toutes les parties de l'empire carolingien, les territoires germaniques compris, il est question de tissus fabriqués sur place et de cens payables en nature sous forme de pièces d'étoffe, de pièces de toile, de vêtements confectionnés ou de linge⁴. — Mais qui a jamais prétendu le contraire? Et était-ce donc une nouveauté?

2^o Les documents prouvent que l'emploi des tissus de luxe s'est généralisé sous les Carolingiens⁵. — Mais, sans même vouloir dis-

1. Voir, entre autres, M. Prou, *la Gaule mérovingienne*, p. 270-274, et surtout Émile Molinier, *Histoire des arts appliqués à l'industrie*, t. IV, p. 18 et suiv.

2. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 575.

3. « Und die grösere Mannigfaltigkeit und zunehmende Pracht der Gewänder, das Ueberhandnehmen zahlreicher Bekleidungsstücke in der herrschenden Trachten jener Zeit zeigen auch hier, wie Produktion und Bedarf sich wechselnd steigerten » (*Ibid.*, p. 574-575).

4. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 141-143.

5. *Ibid.*, p. 143.

cuter la valeur des textes cités et parmi lesquels les historiettes du Moine de Saint-Gall continuent à figurer à une place d'honneur, il resterait, là encore, à établir que la différence était sensible avec l'époque mérovingienne, où les rois et les membres de la haute société recherchaient déjà pour leurs costumes les soieries et les tissus somptueux¹.

3^e On peut établir, affirme enfin M. Dopsch², que quelques-uns de ces tissus, et parmi les plus renommés, furent fabriqués sur le sol même de l'empire carolingien. — C'est ici le fond de la question ; mais que valent les preuves alléguées ? Le premier témoignage invoqué par M. Dopsch est celui d'Ermoldus Nigellus : dans son poème sur Louis le Pieux, il indique, parmi les présents dont, en 816, au moment de se séparer du pape Étienne V, l'empereur gratifia les gens de la suite pontificale, « des manteaux de couleur et des vêtements faits suivant les meilleures traditions franques »³. Ce texte manque de netteté, car on ne saurait affirmer que les étoffes mêmes employées pour la confection des vêtements eussent été fabriquées dans des ateliers francs ni qu'il s'agit de tissus de luxe.

Le cas des « draps frisons », cité ensuite par M. Dopsch, n'est pas moins contestable. D'abord, on peut douter que la réputation de ces draps ait été aussi grande qu'on veut bien le dire⁴. Seul, le Moine de Saint-Gall semble les priser assez haut : il raconte que Charlemagne en envoya à Haroun-al-Rachid et que Louis le Pieux en distribuait souvent, non pas sans doute aux plus grands personnages, auxquels les soieries étaient réservées, mais tout au moins aux officiers de rang inférieur, alors qu'il se contentait d'étoffes plus ordinaires pour les gratifications accordées au petit personnel du

1. Voir Prou, *la Gaule mérovingienne*, p. 275 ; A. Marignan, *Études sur la civilisation française*, t. I : *la société mérovingienne* (1899), p. 126-135 ; E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, 2^e éd., t. I (1900), p. 200.

2. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 144-145.

3. Ermoldus Nigellus, *In honorem Hludowici*, II, vers 471-474 (*Monumenta Germaniae, Poetae latini aevi carolini*, t. II, p. 37) :

« ... at famulis Caesar bonitate repletus
Cōgrus dona dedit pro pietate sua,
Pallia tincta quidem necon et corporis apta
Tegmina, Francorum more peracta bono. »

4. Voir, en particulier, Chr.-J. Klumker, *Der friesische Tuchhandel zur Zeit Karls des Grossen und sein Verhältniss zur Weberei jener Zeit* (dissertation de doctorat de l'Université de Leipzig, 1899, extr. du *Jahrbuch der Gesellschaft für bildende Kunst und vaterländische Altertümer zu Emden*, t. XIII, p. 29-69), et H. Pirenne, *Draps de Frise ou draps de Flandre ? Un petit problème d'histoire économique à l'époque carolingienne, dans le Vier-tejahrsschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, ann. 1909, p. 308-315.

palais¹. Mais, répétons-le, le Moine de Saint-Gall n'est qu'un conteur de basse époque, et son livre est plein de telles bizarries, il fait une telle place aux imaginations les plus saugrenues qu'il est impossible de se fier jamais à lui, même pour la connaissance des mœurs ou des usages de son temps, c'est-à-dire de la fin du IX^e siècle. Il suffit d'ailleurs que le pays de Saint-Gall ait été visité par des porteurs habiles à faire valoir ces étoffes, dont les barques frisonnes, sillonnant le Rhin, venaient apporter des cargaisons au moins jusqu'en Alsace², pour que notre moine ait pu les considérer comme des produits de choix.

Le fait est qu'en tout cas aucun autre écrivain de l'époque carolingienne³ ne parle de ces fameux tissus, à l'exception du poète Ermoldus Nigellus, par qui précisément nous savons que les Alsaciens, manquant de lainages, étaient heureux d'en pouvoir acheter

1. Moine de Saint-Gall, II, 9, éd. Jaffé, *Monumenta Carolina*, p. 677 : « Porro autem imperatori Persarum direxit indefessus augustus equos et mulos Hispanos palliaque Fresonica, alba, cana, vermiculata vel saphirina, que in illis partibus rara et multum cara comperit »; Moine de Saint-Gall, II, 21, éd. citée, p. 699 : « ... donativa largitus est, ita ut nobilioribus quibuscumque aut balteos aut fascilones preciosissimaque vestimenta, a latissimo imperio perlata, distribui juberet; inferioribus vero saga Fresonica omnimodi coloris darentur; porro custodibus equorum pistoribusque et coquis indumenta linea cum lanceis semispatisisque, prout opus habebant, projicerentur. »

2. Voir à la page suivante, n. 1; le texte d'Ermoldus Nigellus. Notons, en tout cas, que vers 880 les moines de Saint-Gall envoyait un des leurs acheter de la serge à Mayence (Ekkehard, *Casus S. Galli*, chap. xl, dans les *Monumenta Germaniae, Scriptores*, t. II, p. 97, l. 32, et éd. Meyer von Knonau, dans les *Mittheilungen zur valerländischen Geschichte, herausgegeben vom histor. Verein in Sankt-Gallen*, t. XV-XVI, p. 144). Les lainages devaient donc être difficiles à trouver sur place, et le drap en vente sur les bords du Rhin — le « drap frison » — devait être considéré comme une rareté enviable.

3. On a parfois cité aussi un passage d'un capitulaire de l'an 808 (*Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. I, p. 140, n° 52, art. 5) fixant à dix sous le prix maximum d'un sayon (*sagellum*), « tandis que les *pallia* fournis à Fulda au X^e siècle valaient à peine un sou pièce », fait observer M. Pirenne (p. 310 de l'article indiqué à la page précédente, n. 4). Mais, sans même vouloir discuter la portée de cette comparaison, où a-t-on pris qu'il s'agissait de sayons d'étoffe frisonne ? Un érudit, au travail duquel M. Pirenne se réfère, M. Klunker (p. 60-61 de l'étude dont nous avons aussi transcrit le titre page précédente, n. 4), nous donne la clé du mystère : c'est le Moine de Saint-Gall — toujours le Moine de Saint-Gall ! — qui est cause de cette identification. Une de ses anecdotes les plus niaises (I, 34, éd. Jaffé, p. 665-666) a trait à la mode des petits manteaux, des « sayons » ridiculement courts, que les Frisons auraient introduite dans l'empire franc à la grande indignation de Charlemagne. Et voilà comment l'imagination d'un conteur de la fin du IX^e siècle a fait la loi en matière d'histoire économique pour l'époque de Charlemagne !

aux marchands frisons¹. Ermoldus s'abstient du reste de toute épithète laudative², en sorte que, sans le Moine de Saint-Gall, nul n'aurait hésité à considérer les draps auxquels il faisait allusion comme identiques à ces draps communs, mais solides sans doute, dont au x^e siècle les monastères de Fulda et de Werden³ continuaient à s'approvisionner en Frise⁴.

M. Dopsch cite enfin⁵, parmi les beaux tissus fabriqués alors dans l'empire franc, les soieries lyonnaises, dont l'existence serait attestée dès 838 par le diacre Florus — lequel parle simplement, dans une de ses lettres⁶, d'un livre qu'avait composé Amalaire, le liturgiste bien connu, quand il était archevêque de Lyon, et qu'il avait ensuite offert à l'empereur, après l'avoir fait richement relier à Lyon même et l'avoir fait munir de signets de soie.

Comme on le voit, il est impossible de trouver le moindre indice d'une notable extension des industries textiles dans l'empire de Charlemagne. La preuve de cette extension serait faite le jour où l'on pourrait établir que, d'importateur qu'il était dans le cours du viii^e siècle, l'État franc devint exportateur. Or on n'a jamais produit aucun document de l'époque carolingienne relatif à l'exportation des tissus francs, tandis que nous possédons un témoignage

1. Ermoldus Nigellus, *In laudem Pippini regis*, vers 119-124, éd. Dümmler, dans les *Monumenta Germaniae, Poetae latini aevi carolini*, t. II, p. 83 :

• Utile consilium Frisonibus atque marinis
Vendere vina fuit et melliora vehi.
Hinc quoque plebis honor populos transcurrit, honestus
Hinc repetit civis, hinc peregrinus opes.
Nam tego veste meos vario fucata colore,
Quae tibimet nusquam, Wasace, nota foret.

2. Il dit seulement que les draps vendus aux Alsaciens sont « teints de diverses couleurs », *vario fucata colore*, ce qui a tout l'air d'une cheville et n'est, en tout cas, que la reproduction d'une fin de vers de Virgile (*Géorgiques*, IV, 335), déjà utilisée par Théodulphe une quarantaine d'années plus tôt. Voir l'édition Dümmler, *loc. cit.*

3. Voir les textes réunis par Klumker, *loc. cit.*, p. 40 et suiv., et cf. Pirenne, *loc. cit.*, p. 309.

4. On a émis l'hypothèse que les draps dits « frisons » ne devaient leur nom qu'aux négociants qui en assuraient presque exclusivement la vente dans l'empire carolingien, la Frise, fait-on observer, n'ayant produit durant le haut moyen âge que des étoffes communes et non des tissus de luxe. M. Klumker (*loc. cit.*, p. 58-69) a supposé qu'il s'agissait en réalité de tissus anglais; M. Pirenne (*loc. cit.*, p. 311-315) a proposé l'hypothèse d'une origine flamande; mais il faut bien dire que les deux conjectures restent également fragiles.

5. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 145.

6. *Monumenta Germaniae, Epistolae*, t. V, p. 268, n° 13.

formel touchant les importations de tissus étrangers en France : dans une lettre, souvent citée¹, écrite par Charlemagne au roi de Mercie Offa, en 796, en vue d'établir un accord commercial entre les deux royaumes, Charlemagne réclame, entre autres, le retour aux anciens usages pour les dimensions des manteaux qui, « depuis les temps les plus anciens, avaient coutume d'être envoyés » dans ses États. Pour que le souverain franc se soit intéressé ainsi à la question de la coupe des manteaux importés d'Angleterre, il faut bien admettre qu'il s'en vendait régulièrement d'assez gros stocks sur le continent.

Il est, à coup sûr, impossible de tirer une conclusion générale d'un document unique en son genre. Il donne néanmoins à penser qu'Inama-Sternegg avait vu juste quand il déclarait que les industries textiles étaient encore insuffisamment développées dans l'empire franc pour satisfaire à elles seules les besoins du pays². Mais alors que, dans la pensée de l'historien allemand, cette insuffisance ne portait que, sur les tissus de luxe, nous serions portés à croire, d'après le contenu de la lettre de Charlemagne, qu'elle s'étendait aux draps d'usage courant.

4. — *Les industries du bâtiment.*

M. Dopsch s'est donné la peine de rassembler un grand nombre de textes relatifs à diverses autres industries. Il a pu ainsi établir³ quelques faits dont on estimera peut-être, au surplus, qu'une démonstration dans les règles n'était pas indispensable. Grâce à lui, nous dirons donc, avec plus d'assurance que jamais, qu'on rencontrait dans l'empire de Charlemagne des ouvriers travaillant les peaux et les cuirs, des verriers, des potiers, des maçons, des charpentiers, des menuisiers, des peintres, etc. Mais devons-nous le suivre quand il affirme ou insinue que toutes les industries auxquelles ces divers artisans appartenaient reçurent une impulsion nouvelle à l'époque carolingienne ? Ce n'est pas en accumulant pèle-mêle les textes les plus divers qu'on en fournira la démonstration.

1. *Monumenta Germaniae, Epistolae*, t. IV, p. 145, n° 100 : « Sed sicut vos de longitudine petrarum desiderium vestrum intimatis, ita et nostri de prolixitate sagorum deposcunt ut tales jubeatis fieri, quales antiquis temporibus ad nos venire solebant. »

2. Voir ci-dessus, p. 230.

3. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 146-154.

Il est, en outre, des cas où les apparences peuvent être trompeuses. L'histoire des multiples constructions entreprises sous le règne de Charlemagne en est la preuve.

Pas plus que ses devanciers, M. Dopsch n'hésite à écrire¹ que toutes les industries du bâtiment en furent vivifiées. Cependant nous cherchons en vain l'influence profonde et durable qu'a pu exercer au point de vue de l'industrie nationale la construction d'édi- fices comme le palais ou la chapelle impériale d'Aix. S'ingénia-t-on, par exemple, à chercher et ouvrir de nouvelles carrières pour en extraire le marbre dont on avait besoin? Nullement : on préféra en faire venir à grands frais de Rome et de Ravenne, où les monu- ments antiques en fournissaient à discrétion; on enleva même de ces ruines vénérables des colonnes toutes taillées et, pour la déco- ration des absides et des parois, ainsi que pour le pavement du sol, plutôt que de tenter un effort de création, on préféra arracher les mosaïques anciennes et les reconstituer à Aix².

Ce n'est pas à dire qu'en fin de compte l'architecture n'ait pas réalisé de sérieux progrès au IX^e siècle. Mais la question des perfection- nements d'ordre technique ou esthétique est indépendante de la question du développement même des industries dont l'art de bâtir est tributaire.

Aujourd'hui, sans doute, un vaste programme de construction est un puissant stimulant pour toutes ces industries; mais il en allait autrement à une époque où l'initiative individuelle était réduite presque à rien, où la main-d'œuvre était presque exclusivement une main-d'œuvre servile, dont le travail des corvées formait l'appoint.

Une fois de plus, nous nous trouvons donc en présence d'affirma- tions sans preuves.

5. — *Le commerce.*

Charlemagne — cela est incontestable — eut une politique com- mercial. Les capitulaires et sa correspondance témoignent de son souci très vif de protéger les négociants et de leur faciliter l'exercice de leur profession par l'octroi d'immunités spéciales, par une sur- veillance plus étroite des bureaux de péages, qui avaient une fâcheuse tendance à se multiplier indûment, par la mise en circulation d'une

1. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 151 et suiv.

2. Voir les textes réunis par Simson, *Jahrbücher des deutschen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. II, p. 558-559.

monnaie de bon aloi, par l'adoption d'un système uniforme de poids et mesures, par de sévères règlements contre la spéculation et la concurrence déloyale, par l'entretien d'un bon réseau routier, etc.¹. D'autre part, il est naturel que l'incorporation à l'État franc de vastes territoires sur lesquels l'empereur s'employa à faire régner la « paix franque » ait eu pour effet d'élargir le champ ouvert à l'activité commerciale des hommes du ix^e siècle. Mais quels furent ceux qui en profitèrent le plus? Les commerçants francs ou ceux des autres pays?

Dans les documents officiels du temps de Charlemagne, il n'est guère question que de ces derniers. A eux vont toutes les faveurs; eux seuls semblent bénéficier de toutes les exemptions²; et l'on sait qu'Einhard ne peut, dans sa *Vie de Charlemagne*, réprimer un léger mouvement d'humeur à la pensée de tous ces étrangers (*peregrini*) dont la présence était jugée encombrante par plus d'un dans l'empire³.

Ce n'est, du reste, pas là un fait nouveau. Les documents de l'époque mérovingienne permettent de constater qu'il en était déjà ainsi longtemps avant le règne de Charlemagne : dès le vi^e et le vii^e siècle, une grande partie du commerce des pays francs semble entre les mains de Frisons, de Saxons, d'Anglais, d'Irlandais, de Lombards, d'Espagnols, de Syriens et d'orientaux de toute sorte⁴. La seule différence appréciable avec l'ancien temps consistait dans les facilités plus grandes accordées désormais à tous ces marchands venus de loin, qui apportaient en Gaule et en Germanie les produits de leurs pays.

M. Dopsch a même complété à cet égard les renseignements recueillis par ses devanciers⁵. De ses propres recherches et de celles dont il a fait état, il ressort que les ports, les places de commerce, les foires et les marchés de l'empire carolingien virent affluer des

1. Cf. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 585-591.

2. Voir les textes mêmes indiqués par Inama-Sternegg, *loc. cit.*

3. Einhard, *Vita Karoli*, XXI, éd. Holder-Egger (collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*), p. 26. Cf. notre étude sur Einhard, *Rev. histor.*, t. CXXVI, p. 301.

4. Voir Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 234; Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, t. I, p. 66; A. Marignan, *Études sur la civilisation française*, t. I : *la société mérovingienne*, p. 144 et suiv.; P. Huvelin, *Essai historique sur le droit des marchés et des foires* (thèse de doctorat en droit de l'Université de Paris, 1897), p. 143-150; et, au point de vue spécial des commerçants orientaux, Louis Bréhier, *Les Colonies d'orientaux en Occident au commencement du moyen âge*, dans la *Byzantinische Zeitschrift*, t. XII (1903), spécialement p. 11 à 30.

5. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 182-189.

commerçants venus de tous les points de l'horizon, aussi bien de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ou de la Scandinavie que de l'Orient¹. Il est vrai que l'activité des Frisons ou des Saxons, ces deux peuples maritimes que tout portait, ainsi que les Normands, au commerce ou à la piraterie, ne se démentit pas après leur incorporation à l'empire; mais nul ne songera à en faire spécialement honneur à Charlemagne ou à ses successeurs, puisque cette activité n'était point, elle non plus, un fait nouveau.

Les Francs eux-mêmes, bien entendu, ne restèrent pas entièrement passifs. Dans la lettre que nous avons déjà citée, adressée par Charlemagne en 796 au roi de Mercie Offa, il est stipulé qu'en échange de la protection assurée à ses sujets sur le continent, Offa devra faciliter les opérations des sujets du roi franc qui se rendront dans ses États pour leurs affaires². M. Dopsch, à qui ce texte important a échappé, en a produit quelques autres, qui — sans que cela soit toujours certain³ — semblent viser aussi des négociants de nationalité franque : par exemple une lettre d'Alcuin à l'évêque de Coire, demandant au prélat une exemption de taxes en faveur d'un marchand de chez lui qui se rend en Italie⁴.

Comment s'étonner d'ailleurs de faits de ce genre quand on se rappelle que, de longues années avant Charlemagne, des négociants venus de Gaule se risquaient déjà en de lointaines contrées? Qui ne connaît les aventures extraordinaires de ce marchand de Sens nommé Samo, qui, avec quelques compatriotes, partit en l'année 623 pour

1. Les Juifs, qui jouèrent un rôle considérable dans le commerce de l'empire carolingien, étaient réputés étrangers et traités comme tels.

2. *Monumenta Germaniae, Epistole*, t. IV, p. 145 : « De negotiatoribus quoque scripsisti nobis. Quos voluimus ex mandato nostro ut protectionem et patrocinium habeant in regno nostro legitime juxta antiquam consuetudinem negotiandi. Et si in aliquo loco injusta affligantur oppressione, reclament se ad nos vel nostros judices et postea placitum jubebimus justitiam fieri. Similiter et nostris : si aliquid sub vestra potestate injusti patientur, reclament se ad vestram equitatis judicium, ne aliqua inter nostros alicubi oboriri possit perturbatio. »

3. N'est-ce pas s'abuser, par exemple, que de rapporter, comme le fait M. Dopsch (*op. cit.*, t. II, p. 190), aux négociants de nationalité franque plutôt qu'à d'autres les dispositions du célèbre capitulaire de l'année 805 (*Monumenta Germaniae, Capitularia*, t. I, p. 123, art. 7) relatives au commerce sur les frontières des pays slaves et avares?

4. *Monumenta Germaniae, Epistole*, t. IV, p. 119, n° 77 : « Hunc nostrum negotiatorem, Italiae mercimonia ferentem, his litteris tuae paternitatis commendo protectioni... » Cette lettre pourrait, à la rigueur, viser un marchand étranger, bien qu'Alcuin parle de *negociatorem nostrum*. Elle le pourrait d'autant mieux que rien ne prouve qu'elle n'ait pas été écrite par Alcuin durant un des séjours qu'il fit en Angleterre.

un voyage d'affaires chez les Wendes et qui finit par recevoir d'eux la couronne royale¹? Ce n'est là qu'un exemple, le plus curieux de tous, de l'esprit d'entreprise des commerçants francs à l'époque mérovingienne : ceux du temps de Charlemagne avaient de qui tenir.

Quand ils parlent de ces derniers, Inama-Sternegg et M. Dopsch semblent pourtant persuadés qu'ils furent les artisans d'une véritable révolution commerciale. Inama-Sternegg a des pages qui confinent au lyrisme sur le génie de ce Charlemagne qui « porta son regard au delà des frontières de son empire... et qui, avec les riches ressources d'une grandiose administration, s'efforça de frayer à ses sujets les voies par lesquelles ils allaient pouvoir écouler l'excédent de la production nationale et se procurer régulièrement les produits exotiques » dont ils avaient besoin². « Ce sera toujours », dit-il encore³, « une des plus belles pages de gloire de ce grand empereur d'avoir su apprécier l'extrême importance du grand courant d'échange mondial est-ouest et de s'être appliqué à en tirer profit pour la prospérité économique de ses États ». Car Charlemagne — ne nous étonnons de rien — devançant les siècles, grâce au coup d'œil que seul donne le génie, avait compris déjà, paraît-il, que l'avenir des pays germaniques était vers l'Orient : déjà son grand projet était d'ouvrir au commerce de ses sujets la route qui, par le Danube, gagne Constantinople et qui se prolonge de là jusqu'au cœur de l'Asie⁴. Déjà sans doute aussi — bien que cette dernière précision manque dans le livre d'Inama-Sternegg — la capitale d'Harroun-al-Rachid, la célèbre Bagdad, représentait son objectif ultime! La longue guerre entamée en 791 contre les Avares eut pour but principal le dégagement de la vallée du Danube, que ces peuplades

1. Chronique de Frédégaire, XLVIII, éd. Krusch, *Monumenta Germaniae, Scriptores rerum merovingicarum*, t. II.

2. « Er richtete seinen Blick auch über die Grenzen seines Reiches hinaus, erspähte die Vorteile welche aus geregelten Handelsbeziehungen mit fremden Ländern erwachsen konnten und suchte mit den reichen Mitteln seiner grossartigen Verwaltung den Angehörigen seines Reiches die Wege zu bahnen, auf denen sie den Ueberfluss nationaler Produkte absetzen und die Waren anderer entlegener Produktionsgebiete regelmässig beziehen konnten » (Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 592).

3. « Es wird immer zu den ruhmreichsten Blättern der Geschichte dieses grossen Kaisers gehören, dass er die eminente Bedeutung der grossen ost-westlichen Welthandelskonjunktur richtig zu würdigen verstand und bemüht war, dieselbe auch der Volkswirtschaft des eigenen Reiches dienstbar zu machen » (*Ibid.*, p. 593).

4. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 594-595.

barbares interceptaient¹. C'est ce que n'avait deviné aucun des contemporains de Charlemagne, lesquels expliquent les choses d'une manière quelque peu différente. Par bonheur, la perspicacité des historiens modernes est là pour suppléer à leur silence!

Les contemporains n'ont pas davantage compris que c'était dans cette même politique commerciale à longue portée que devait être cherché le secret d'une autre entreprise de l'empereur : la percée d'un canal qui, joignant l'Altmühl à la Rezat, devait permettre les communications directes par eau entre la vallée du Main et celle du Danube². Le projet échoua ; mais Charlemagne, nous affirmet-on, n'en poursuivit pas moins avec une ténacité à toute épreuve et par tous les moyens ses projets de pénétration économique vers l'Orient : telle serait, prétend Inama-Sternegg³, la raison, également inconnue des hommes du ix^e siècle, des entreprises de l'empereur franc contre la cité commerçante de Venise et du traité qu'il conclut à son sujet⁴ ; telle serait aussi la raison des combats livrés en 806, 809 et 810 par la flotte franque contre les vaisseaux grecs et arabes dans la Méditerranée⁵. Nous aurions cru plutôt, nous l'avouons, sur la foi des annalistes contemporains, qu'il s'agissait seulement alors de repousser les attaques des pirates sarrasins et les retours offensifs des Grecs contre la Vénétie et les côtes dalmates.

La hantise de cette préoccupation d'ordre économique, qu'il suppose à l'origine de toutes les initiatives prises par Charlemagne, pousse Inama-Sternegg à ne plus voir que des marchands natifs

1. « Aber wenn wir sehen, wie Karl die Avaren bezwingt, um den Donauweg nach Konstantinopel wieder frei zu machen... » (*Ibid.*, p. 594).

2. Inama-Sternegg (p. 594) n'a d'ailleurs pas ici le mérite de l'invention. On trouvera un bon résumé des diverses théories présentées à ce sujet dans le travail de M. Friedrich Beck, *Der Karlsgraben. Eine historische, topographische und kritische Abhandlung* (Nürnberg, 1911, in-8°, VIII-91 p., avec cartes et illustrations), notamment p. 27. Sur cette percée du canal de l'Altmühl, le texte fondamental est celui des *Annales royales* remaniées, ann. 793 (éd. Kurze, p. 93) : « Et cum ei (Karolo regi) persuasum esset a quibusdam, qui id sibi compertum esse dicebant, quod si inter Radantiam et Alemonam fluvios ejusmodi fossa duceretur, quae esset navium capax, posse percommode a Danubio in Rhenum navigari, quia horum fluviorum alter Danubio, alter Moeno miscetur, confessim cum omni comitatu suo ad locum venit, etc. »

3. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 595-596.

4. On trouvera les renvois aux textes dans Inama-Sternegg, ainsi que dans Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reiches unter Karl dem Grossen*, t. II, p. 292-296, 333-335, 416-422, 444-445, 461-465, 594-603.

5. Cf. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 595.

6. *Annales royales*, éd. Kurze, p. 122, 127 et 130.

de l'empire carolingien sur toutes les routes d'Orient. Nous apprenons ainsi que l'empereur fonda à Jérusalem un hôpital pour eux et même, précise-t-il, pour « les marchands allemands »¹ — cela sur la foi de Heyd², qui lui-même n'a d'autre garant que le moine Bernard, auteur d'un *Itinéraire en Terre-Sainte*, rédigé vers 870. Or, chez ce dernier, il est bien fait allusion, en effet, à un « hôpital » fondé par Charlemagne, mais en des termes aussi simples que clairs : « l'hôpital du très glorieux empereur Charles, où sont reçus tous ceux qui vont en ce lieu pour cause de dévotion et qui parlent la langue latine (ou la langue romane)³. » Il est vrai qu'Inama-Sternegg soupçonne Charlemagne de n'avoir favorisé les pèlerins, même ceux de Rome, que parce qu'il se faufilet quelquefois des marchands parmi eux⁴! Et, suivant son habitude, pour parachever sa démonstration et rendre aussi sans doute plus concrète et plus vivante la « grande pensée » du règne de Charlemagne, Inama-Sternegg ne manque pas⁵ de faire appel au « témoignage » du Moine de Saint-Gall sur les relations de l'empire franc avec l'Orient!

1. « Was die folgende Zeit zur Wiederaufnahme dieses Welthandelsverkehrs leistete, das wird in seinen ersten Anfangen immer wieder auf die grosse Zeit zurückverweisen, in der Karl der Grosse in Jerusalem ein Hospital für deutsche Kaufleute gründete... » (Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 597).

2. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, traduction Furcy Raynaud, t. I (1885), p. 91.

3. « De Emmaus pervenimus ad sanctam civitatem Ierusalem et recepti sumus in hospitali gloriissimi imperatoris Caroli, in quo suspiciuntur omnes qui causa votacionis illum adeoent locum lingua loquentes romana » (*Itinerarium Bernardi monachi*, chap. 10, éd. Tobler et Molinier, *Itinera hierosolymitana*, t. I, p. 319). Les mots *lingua romana* sont susceptibles de deux interprétations : ou bien l'auteur a voulu opposer les chrétiens de langue latine à ceux de langue grecque ou bien il a pensé à ses concitoyens, les Francs de Gaule, ceux qui parlaient la langue romane.

4. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 594-595 : « Wenn wir seine Bereitwilligkeit erfinden, den Rompilgern seinen besonderen Schutz zu gewähren, auch wenn sie, wie so häufig, Pilger und Kaufleute in einer Person waren... » A peine est-il utile de relever que le seul texte invoqué à ce propos, en note (p. 595, n. 1 : la lettre, souvent citée, de Charlemagne à Offa), répond, au contraire, au désir qui anime l'empereur de démasquer les faux pèlerins — venus, du reste, non pas de France, mais d'Angleterre — et de les empêcher de bénéficier indûment des franchises accordées aux dévots authentiques : « De peregrinis vero, qui pro amore Dei et salute animarum suarum beatorum limina apostolorum adire desiderant, sicut olim, perdonavimus, cum pace sine omni perturbatione ut vadant suo itinere, secum necessaria portantes. Sed probavimus quosdam fraudolenter negotiandi causa se intermixcere, lucra sectantes, non religioni servientes. Si tales inter eos inveniantur, locis oportuni statuta solvant telones » (*Monumenta Germaniae, Epistolae*, t. IV, p. 145).

5. Inama-Sternegg, *op. cit.*, p. 595 et n. 3 et 4, p. 597, n. 4.

Il est triste de constater que de telles imaginations ont trouvé crédit auprès d'historiens sérieux. Même chez nous, plus d'un a brodé sur ce thème, notamment Pigeonneau qui, dans sa conscientieuse *Histoire du commerce de la France*, après avoir présenté sous un jour flatteur l'histoire des rapports économiques de l'Occident avec l'Orient au temps des premiers Carolingiens, finit par une allusion à la percée du canal de l'Altmühl — destiné, écrit-il, à « réunir... la mer Noire à la mer du Nord » — et parle, lui aussi, à ce propos « de ces audaces du génie qui devance la marche de l'esprit humain et qui devine l'avenir »¹.

M. Dopsch, pour sa part, taxerait volontiers Inama-Sternegg de timidité, et ce n'est pas seulement sur les routes de l'Orient, mais partout, dans toutes les directions, qu'il croit retrouver les manifestations d'une activité commerciale décuplée. Comme d'ordinaire, il a accumulé un grand nombre de textes de valeur très inégale et d'époques très diverses² qui, au premier abord, par leur masse même, peuvent faire illusion, mais qui fondent à vue d'œil à mesure qu'on les examine. Ainsi, il affirme (en paraissant s'étonner d'ailleurs d'être le premier à faire cette découverte) l'existence de relations commerciales régulières et importantes à la fois entre l'intérieur de l'Allemagne et Venise³ et entre la Gaule méridionale et les ports de l'Italie occidentale⁴.

Or, dans le premier cas, ses preuves se réduisent à deux, savoir : 1^o quelques lignes des *Annales de Fulda* qui, sous l'année 860, signalent qu'à raison du froid intense les commerçants de Venise durent, pendant une partie de l'hiver, transporter dans des chariots et à dos de chevaux les marchandises qu'ils avaient l'habitude de transporter en barques et en gondoles⁵; 2^o un passage de l'*Histoire de Venise* de M. Kretschmayr, d'où il ressortirait que les monnaies

1. Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, t. I (1885), p. 77. — Dans son *Histoire du commerce du monde depuis les temps les plus reculés*, t. I (1891), p. 126, M. Octave Noël écrit aussi, en s'inspirant de Pigeonneau : « Charlemagne rêvait même de creuser un canal entre cette dernière rivière (le Main) et le Danube et de mettre ainsi l'Océan en communication avec la mer Noire. »

2. Dopsach, *op. cit.*, t. II, p. 190-233.

3. « Was man aber ganz übersiehen hat : es bestand damals schon... ein regelmässiger Handelszug aus Inner-Deutschland nach Venedig » (*Ibid.*, p. 191).

4. *Ibid.*, p. 200.

5. *Annales Fuldenses*, éd. Kurze (dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum*, 1891), p. 54 : « Mare etiam Ionium glaciali rigore ita constrictum est, ut mercatores, qui nunquam antea nisi vecti navigio, tunc in equis quoque et carpentis mercimonia ferentes Venetiam frequentarent. »

franques eurent probablement cours en Vénétie au début du IX^e siècle. Mais M. Kretschmayr¹ s'est borné à émettre, en passant, cette hypothèse que, Venise ayant un moment été englobée dans l'empire carolingien, les monnaies franques durent y remplacer les monnaies byzantines²; et l'on ne voit pas, d'autre part, pourquoi les marchands qui circulaient sur la glace des canaux vénitiens durant l'hiver 860 seraient nécessairement venus du cœur de l'Allemagne.

L'existence de rapports commerciaux réguliers entre le midi de la Gaule et les côtes de l'Italie occidentale ne serait pas faite pour surprendre. M. Dopsch n'allège cependant qu'un acte de Louis le Pieux qui, en l'année 822, confirmant un privilège octroyé par son père, concède aux moines de Saint-Victor de Marseille le montant des droits de péage à percevoir sur tous les vaisseaux qui viendront d'Italie s'amarrer en face de leur église³. Comme ce texte isolé ne peut suffire à donner l'impression d'une grande activité commerciale, M. Dopsch y ajoute pêle-mêle⁴ des considérations de ce genre : la plastique lombarde s'est répandue en Provence, dans la vallée du Rhône, en Aquitaine, en Gascogne ; les *Annales royales* signalent, sous l'année 806, la présence à Gênes d'un comte franc, lequel livre combat aux pirates sarrasins ; le nom du port italien de Luna paraît à l'époque carolingienne, ainsi que celui de Porto Venere : c'est dans ce dernier que débarque, en 801, le juif Isaac, qui ramenait un éléphant d'Afrique ; la même année, des envoyés d'Haroun-al-Rachid accostent à Pise... — Oui, sans-doute ; mais en quoi tous ces menus faits intéressent-ils l'histoire du commerce de la Gaule méridionale ?

M. Dopsch nous parle aussi, avec non moins d'assurance, des grandes cités commerçantes de Gaule : Rouen, Amiens, Étaples, Liège, Anvers, Gand⁵, Cambrai, Laon, Reims, Dijon, Besançon,

1. H. Kretschmayr, *Geschichte von Venedig*, t. I (Gotha, 1905), p. 78 : « Gewiss war der naturalwirtschaftliche Zug noch im 11. Jahrhundert stark, wenn nicht überwiegend; ebenso gewiss aber fanden im 8. Jahrhundert griechische, nachweislich zu Beginn des neunten auch fränkische Münzen Eingang in die Lagunen... »

2. C'est un fait d'ailleurs — dont M. Dopsch eût pu tirer argument — que des monnaies franques, les unes au nom de Louis le Pieux, les autres au nom de son fils Lothaire, portent au revers l'indication de Venise (*Venecias* ou *Venecia*) comme lieu de frappe. Il ne semble pas qu'on ait jusqu'alors fourni d'explication de ce fait curieux. Voir Blanchet et Dieudonné, *Manuel de numismatique française*, t. I, par A. Blanchet (1912), p. 371, 372 et 394; M. Prou, *les Monnaies carolingiennes (Catalogue des monnaies françaises de la Bibliothèque nationale)*, p. LXXXIX-LXXXI et 128.

3. Böhmer-Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, 2^e éd., t. I (1908), n° 765.

4. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 200-201.

5. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 196.

Commercy, Remiremont, Lyon (placé, pour la circonstance, dans le sud de la France¹), Marseille, Narbonne, Arles, Nîmes, Nice², etc. Il réserve une place d'honneur aux foires des environs de Troyes qui, dès le ix^e siècle, à l'en croire³, préludaient aux fameuses foires de Champagne. Il dépeint l'animation des routes parcourues en tous sens par les marchands, par les courriers et même... par les touristes⁴. Le long de ces routes, il nous montre les hôtelleries prêtes à accueillir les voyageurs⁵, les camionneurs ou les voituriers prêts à les transporter, eux et leurs bagages⁶. Et, pour compléter ce tableau d'allure moderne, il énumère toute une série de ports et de mouillages, en France et surtout en Italie⁷, où les navires s'empressaient, chargeant et déchargeant des marchandises. Au bas des pages, les références abondent. Mais reportons-nous au texte, immédiatement tout l'édifice s'effrite.

Rouen, Amiens et Étaples, écrit par exemple M. Dopsch, « étaient alors, dans la France septentrionale, des places de commerce aussi connues que Dorstadt (Duurstede) et Utrecht dans les Pays-Bas »⁸. Preuve unique : un acte de l'an 779, par lequel Charlemagne accorde une exemption de tonlieu aux moines de Saint-Germain-des-Prés dans toutes les cités du royaume, « tant à Rouen qu'à Quentovic (aujourd'hui Étaples), Amiens, Utrecht et Duurstede »⁹. — Pour Liège, tout se réduit au fait qu'on y trouve au ix^e siècle une colonie de « Scots » et qu'il y passait beaucoup de pèlerins.

Pour Gaid, les témoignages invoqués sont une lettre d'Einhard et un passage des *Annales royales*. Mais ces dernières ne citent Gaid que comme un des ports où furent mis en chantier, au cours de l'an-

1. « Im Süden Frankreichs waren Lyon, Marseille und Narbonne belebte Handelsplätze » (*Ibid.*, p. 199).

2. *Ibid.*, p. 199-200.

3. *Ibid.*, p. 198.

4. *Ibid.*, p. 209-210.

5. *Ibid.*, p. 207.

6. *Ibid.*, p. 221.

7. *Ibid.*, p. 202.

8. « Rouen an der Seine, Amiens an der Somme und Étaples an der Canche waren in Nordfrankreich damals ebenso bekannte Handelsplätze wie Dorstat und Utrecht in den Niederlanden » (*Ibid.*, p. 196).

9. *Monumenta Germaniae, Diplomata Karolinorum*, t. I, n° 122, p. 171 : « ... decernimus... ut per [n]ullo portus neque per civitates tam in Rodomo quam et in Wicus neque in Ambianis neque in Trejecto neque in Dorstade, etc. » Il serait d'ailleurs facile de donner des preuves sérieuses de l'activité du port de Quentovic (Étaples) au ix^e siècle. Guérard en avait déjà réuni bon nombre dans ses *Prolegomènes au Polyplyque d'Imnon*, p. 787-790. Voir aussi E. de Fréville, *Mémoire sur le commerce maritime de Rouen*, t. I (1857), p. 33-35.

née 810, les vaisseaux construits sur l'ordre de Charlemagne pour faire la police de la mer du Nord¹; et la lettre d'Einhard est un simple billet adressé à un inconnu — qu'on suppose, sans raisons précises, en résidence à Gand — pour le prier de lui expédier de la cire (prélevée d'ailleurs, selon toute vraisemblance, sur les produits du domaine d'Einhard lui-même²). C'est pourtant à cause de ces deux seuls textes que M. Dopsch croit pouvoir qualifier Gand de « place de commerce déjà importante »³!

Le même titre⁴ est, il est vrai, décerné à Anvers avec plus de légèreté encore : il suffit que le poète Milon, qui écrivait au temps de Charles le Chauve, rappelle le débarquement de saint Amand vers l'an 640 à Caloloo, sur l'estuaire de l'Escaut⁵. — Pour Cambrai, une seule preuve aussi : une liste, dressée sans doute seulement à la fin du x^e siècle, de diverses épices dont les moines de Corbie avaient décidé d'aller faire l'achat en cette ville⁶. — Pour Laon, deux textes, pas plus significatifs l'un que l'autre : quelques vers du milieu du ix^e siècle, donnant une brève description de la cité, sans la moindre allusion à son commerce, à propos de la visite qu'y fit sainte Benoîte⁷, et une lettre de la première moitié du même siècle conservée dans un manuscrit de Laon⁸, mais écrite, selon toute vraisemblance, à Gand ou ailleurs, pour inviter un moine inconnu à acheter une « coule » (*cucullus*) en gros tissu.

Pour Reims, Dijon et Besançon, le seul argument produit est que ces trois villes étaient traversées par des routes fréquentées à l'époque carolingienne⁹; pour Commercy et Remiremont, M. Dopsch se con-

1. *Annales regni Francorum*, éd. Kurze, p. 135 : « Inde ad Scaldim fluvium veniens in loco, qui Gand vocatur, naves ad eandem classem aedificatas asperxit. »

2. *Monumenta Germaniae, Epistolae*, t. V, p. 137, n° 56.

3. « Auch Antwerpen, Gent und Maestricht waren damals bereits wichtige Handelsmeporien » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 196).

4. Voir la note précédente.

5. Milo, *Vita S. Amandi*, dans les *Monumenta Germaniae, Poetæ latini*, t. III, p. 596, 613.

6. Publiée par Guérard, *Polyptyque de l'abbé d'Irminon*, t. II, p. 336, n° 2.

7. *Carmen de S. Benedicta*, dans les *Monumenta Germaniae, Poetæ latini*, t. IV, p. 217, vers 167.

8. Formulaire du *Codex Laudunensis*, dans les *Monumenta Germaniae, Formulae*, p. 514, n° 3.

9. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 199 : « Von Rheims (sic), Dijon und Besançon war oben schon die Rede. » On se reporte à la p. 197, à laquelle nous sommes renvoyés en note, et on lit : « ... Hier teilten sich die Strassen. Die eine führte über Solothurn nach Strassburg... Die andere (zur Linken) nach Dijon-Langres-Chaumont und Rheims-Soissons hatte z. T. noch eine Parallelstrasse über Lausanne-Orbe und Pontarlier-Besançon. »

tente de mentions fugitives de leurs deux noms dans les *Annales royales*¹; pour Lyon, son garant est l'archevêque de cette ville, Agobard, qui se plaint dans une de ses lettres des faveurs accordées par l'empereur Louis le Pieux aux juifs de son diocèse²; pour Marseille et Narbonne, un simple renvoi à l'*Histoire du commerce* de Pigeonneau, lequel, à son tour³, n'indique pour toute référence que l'anecdote incohérente du Moine de Saint-Gall relative aux pirates dont Charlemagne aperçoit au large les barques, d'un port « de la Gaule narbonnaise »⁴; pour Arles, M. Dopsch transforme en certitude une hypothèse de Heyd⁵, fondée sur un passage où le poète Théodulphe parle des tissus orientaux et des perles que les plaideurs de la localité offrent aux juges pour les corrompre⁶; pour Nîmes et Nice, raison unique : les raids des Sarrasins sur les deux villes...⁷. — Avec un pareil procédé, nous nous faisons fort de prouver l'importance commerciale d'une ville quelconque à une époque quelconque.

Il serait fastidieux, et il est d'ailleurs bien inutile, de soumettre à la même épreuve les autres affirmations de M. Dopsch. Elles procèdent toutes de la même « méthode ». En veut-on néanmoins encore un ou deux exemples caractéristiques? Qu'on se reporte aux pages où M. Dopsch prétend prouver le développement pris par « l'industrie des transports » à l'époque carolingienne. M. Dopsch commence par poser en principe⁸ que les corvées de charroi n'avaient d'autre objet que d'assurer la livraison à très faible distance des produits

1. *Annales regni Francorum*, ann. 805 et 821, éd. Kurze, p. 120 et 155 (deux mentions du passage de Charlemagne au *castellum* de Remiremont); ann. 823 et 825, p. 163 et 168 (mention d'un miracle survenu *juxta villam Commerciam*).

2. *Monumenta Germaniae, Epistolae*, t. V, p. 182-185, n° 7.

3. Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, t. I, p. 73.

4. Moine de Saint-Gall, II, 14, éd. Jaffé, *Monumenta Carolina*, p. 687. Voir ce que nous avons dit de cette anecdote dans notre étude sur le Moine de Saint-Gall, *Rev. histor.*, t. CXXVIII, p. 283.

5. Heyd, *Histoire du commerce du Levant au moyen âge*, traduction Furcy Raynaud, t. I, p. 92, n. 1 : « Arles paraît avoir eu le privilège des relations avec les Arabes... » — ce qui, sous la plume de M. Dopsch, devient : « Auch Arles hatte damals eine grosse Bedeutung für den Verkehr mit den handelsstüchtigeren Arabern » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 200).

6. Théodulphe, *Contra judices*, dans les *Monumenta Germaniae, Poetae latini aevi carolini*, t. I, p. 498-499.

7. « Auch Nimes und Nizza müssen schon eine gewisse Rolle gespielt haben, da sie von den Jahrzeitbüchern beim Bericht über die Plünderungen der Sarazenen doch schon besonders erwähnt werden » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 200).

8. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 213 et 221.

domaniaux — oubliant qu'il est, au contraire, fréquemment question dans les textes de charrois lointains, à des distances qui parfois excèdent 100 ou 200 kilomètres, comme il lui eût été facile de s'en convaincre en ouvrant le polyptyque de Saint-Germain-des-Prés¹. Puis il déclare qu'en fait, même les grands propriétaires étaient obligés d'avoir recours à des entrepreneurs de camionnage pour la rentrée de certaines redevances en nature², alors que le seul texte qu'il cite, les « statuts » du monastère de Corbie, rédigés en 822 par l'abbé Adalard, ne vise que le cas des tenanciers, astreints réglementairement au charroi gratuit d'une dime par an et en faveur de qui une rémunération est stipulée pour tout charroi supplémentaire³. Un dernier texte enfin, auquel M. Dopsch renvoie et qui ne semble pas, du reste, antérieur au x^e siècle, parle, non pas, comme il le dit⁴, de charretiers qui concluent des emprunts pour se procurer les fonds nécessaires à leur entreprise, mais de tenanciers sur qui les corvées de charrois pèsent si lourdement qu'« ils doivent s'endetter pour faire face à leurs obligations »⁵. — Singulière « méthode », décidément, que celle dont use M. Dopsch!

De même, l'on n'aura pas lu sans stupeur que l'industrie du tourisme datait du ix^e siècle. La preuve? Elle ressort de ce fait, paraît-il, que « la mise en scène de voyageurs faisant route dans des véhicules publics ou étrangers, en quelque sorte comme passagers (*epibatae*), était chose courante dans la littérature poétique de ce temps »⁶. En

1. Cf. Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, t. I (*Prologomènes*), p. 778 à 792.

2. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 221-222.

3. « Hoc tamen sciendum quia nullatenus volumus ut illa familia per impium ipsum secundam decimam ad monasterium deducat, sed ipse portarius sibi carra cum pretio conducat, secundum quod tunc temporis fuerit, et ipsa carra locare potuerit... De pretio autem, unde illa carra conduci debent, portarius per discipulum suum quicquid agendum est agat, etc. » (*Statuts d'Adalard*, II, 9, éd. Guérard, à la suite du *Polyptyque de l'abbé Irminon*, p. 325 et 326; éd. Levillain, dans *le Moyen âge*, ann. 1900).

4. « Das beweist ein von Guérard mitgeteilter text, nach dem gerade *minores homines, qui angariam faciunt, sich das für ihren Geschäftsbetrieb (in via et in acora) benötigte Kapital von Geldverleihern (feneratores) beschaffen...* » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 222).

5. « Enteca, id est quoddam pretium commodatum. Solent enim minores homines, qui angariam faciunt, precare majorem ut tantos et tantos solidos illis stet, prout necesse, id est in via et in acora, ut centum aut amplius aut minus solidos dividere aequaliter inter minores. E contra vero minor manus, debet unusquisque per se scribere cartam quantos solidos recepisset et subscriptione firmare se reddituros... » (Guérard, *Polyptyque de l'abbé Irminon*, t. I, p. 800, n. 6).

6. « Ich möchte dazu noch stellen dass auch eine Art Touristenverkehr schon

note, on nous renvoie au tome III des *Poetae latini aevi carolini*, qui est en effet le seul de ce recueil jusqu'alors où le mot *epibata* ait été relevé à l'index; mais nous y constatons que ce prétendu « cliché » de la littérature poétique carolingienne ne se rencontre nulle part dans le volume : le seul poète qui se serve du mot *epibata*, le poète Micon, l'emploie dans le sens figuré de « compagnon de vie »¹; et, au surplus, deux lexiques du IX^e siècle, dont des extraits figurent à l'index du volume² et que M. Dopsch signale lui-même³, précisent qu'au sens propre celui qu'on appelle *epibata* est non pas un touriste, mais un passager quelconque (pèlerin, marchand, soldat, etc.), sur un navire, par opposition au rameur ou au matelot préposé à la manœuvre...

Qu'on nous excuse de nous être arrêté si longuement à discuter les théories d'un érudit qui se permet de telles libertés avec les textes — nous dirons même avec ses lecteurs. S'il s'était agi d'une dissertation de débutant, nous n'aurions certainement pas pris ce soin; mais M. Dopsch est un historien posé, sérieux, ou du moins connu pour tel, et dont l'opinion semblait mériter quelques égards. A n'y pas regarder de très près, on risque d'être ébloui par l'appareil savant sous le couvert duquel sa pensée s'insinue. L'épreuve à laquelle nous venons de le soumettre empêchera, nous l'espérons, qu'on ne s'y laisse prendre désormais.

Conclusion.

Concluons.

On professait autrefois qu'au moyen âge, dans l'Europe occidentale, l'industrie et le commerce avaient été très peu développés avant le XII^e siècle; que la classe riche, étant alors surtout riche de terres, avait pu, sans trop de peine, satisfaire à ses besoins en faisant fabriquer à l'intérieur de chaque domaine et pour chacun d'eux la plupart des objets, des outils, des tissus nécessaires à la vie courante, le surplus étant fourni soit par le petit commerce de colportage et d'échanges locaux, soit, dans une certaine mesure, par un trafic

vorhanden war. Denn die Vorstellung von Reisenden, die auf öffentlichen oder fremden Verkehrsmitteln, gewissermassen als Passagiere, mitfuhren, *epibatae*, war bereits der poetischen Literatur jener Zeit geläufig » (Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 209-210).

1. *Monumenta Germaniae, Poetae latini aevi carolini*, t. III, p. 363, n° 163, et cf. la préface de Micon lui-même, p. 279. — Le poète Micon, de l'abbaye de Saint-Riquier, vivait dans la première moitié du IX^e siècle.

2. *Ibid.*, p. 804.

3. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 210, n. 1.

international, sur lequel les marchands étrangers (Orientaux, Juifs¹, Anglais ou Scandinaves) avaient réussi à s'assurer la haute main. Il ne semble pas qu'il y ait, somme toute, grand'chose à changer à cette doctrine.

M. Dopsch s'est donné beaucoup de mal pour prouver qu'il y avait des ouvriers travaillant à leur compte à l'époque carolingienne² et chez lesquels on pouvait aller se procurer moyennant finance une pièce de drap, un outil, un ustensile de ménage, et encore que ses arguments ne soient pas toujours bien choisis, il a raison, cent fois raison. Mais personne n'a jamais supposé le contraire. Ce qu'on a prétendu, et ce qui continue à rester acquis jusqu'à nouvel ordre, c'est que cette industrie nationale et ce commerce ne purent jamais prendre une extension suffisante pour que l'empire franc devint une grande puissance au point de vue économique.

C'eût été là une métamorphose que ni le labeur ni le génie de Charlemagne n'étaient en mesure de réaliser.

Louis HALPHEN.

CAPTIVITÉ EN FRANCE DE GEORGES D'AUTRICHE

GRAND-ONCLE DE CHARLES-QUINT (1541-1543).

César Frégose, Génois exilé de sa patrie, et Antoine de Rincon, d'origine espagnole, venaient d'être envoyés par le roi de France, François I^r, celui-ci à Constantinople et celui-là près la République de Venise. Le désir de s'emparer des papiers importants dont il les supposait porteurs détermina le marquis del Vasto (Alphonse d'Avalos), capitaine général, gouverneur du duché de Milan, à les faire assassiner (peut-être sans l'aveu de Charles-Quint), lorsqu'ils traverseraient le pays soumis à son autorité. Ce crime fut consommé le 3 juillet 1541, pendant que les envoyés naviguaient sans défiance sur le Pô, par des soldats apostés sur les deux rives. Quelques

1. Sur les marchands juifs de ce temps, outre les textes francs, on consultera utilement le *Livre des routes et des provinces* de l'écrivain arabe Ibn-Khordadbeh (ix^e siècle), traduction Barbier de Meynard, dans le *Journal asiatique*, 6^e série, t. V (1865), p. 512-514.

2. Dopsch, *op. cit.*, t. II, p. 158 et suiv., p. 222 et suiv.

personnes de leur suite furent emmenées à Crémone. Leur mort resta secrète plus de deux mois. On croyait qu'ils n'étaient que prisonniers. François I^{er}, dans une lettre du 26 juillet 1541, à Marillac, écrit : « Rincon et Frégose ont été pris sur le Pô par des Espagnols de la garnison de Pavie et transportés au château de Crémone où ils sont détenus. »

Quelques jours auparavant, Georges d'Autriche, grand-oncle de Charles-Quint, traversait la France pour se rendre à Liège. Le roi n'hésita pas à lancer un ordre d'arrestation à son lieutenant en Dauphiné, Gui de Maugiron, estimant, écrit-il, que ce personnage lui semble un assez bon gage pour César Frégose et Rincon. Le roi François I^{er} s'appuyait sur un principe du droit des gens qui n'avait jamais été contesté que la personne des ambassadeurs était inviolable et sacrée. Sans force nationale à leur service, ils vivent sur la foi publique du pays qu'ils traversent ou qu'ils habitent¹.

La cruelle odyssée de Georges d'Autriche est pleine d'aventures. Ce captif, transporté de donjon en forteresse et de forteresse en citadelle, a gravi un véritable calvaire. Pendant vingt-deux mois (juillet 1541 à juin 1543), il eut des alternatives d'espérances et de craintes. Il s'abandonna à la garde de Dieu parce qu'une invincible espérance fortifiait sa volonté.

Georges d'Autriche, bâtard de l'empereur Maximilien, ancien évêque de Brixen, était archevêque de Valence en Espagne depuis le 12 janvier 1539. Sa vie s'écoulait, au milieu d'un silence rêveur, dans un beau palais de marbre blanc aux dalles bleues, couronné d'une terrasse aux blanches visions. Au bout de deux années de séjour, Charles-Quint songea à lui donner le siège de Liège. Dès le 3 janvier 1541, pour prévenir les intrigues, il avait fait demander à l'évêque de Liège, Corneilles de Bergues, de lui désigner Georges d'Autriche en qualité de coadjuteur. Les chanoines consultés approuvèrent et la nomination fut confirmée par une bulle du pape, le 23 février 1541. Aussitôt avisé, Charles-Quint invita Georges à prendre possession de son nouveau poste. Il fallut partir pour Liège au ciel froid avec son soleil pâle. Ce déplacement avait une raison politique, car on faisait de lui un prince-évêque, appelé à prendre à l'occasion les armes contre la France. Georges d'Autriche se mit donc en route dans les premiers jours de juillet 1541, en compagnie

1. Voir les détails de l'arrestation dans les *Mémoires de du Bellay*, livre IX; Belleforest, les *Annales des Gaules*, p. 563; le R. P. Théodore Bouillé, *Histoire de la ville et du pays de Liège*, t. II, p. 341.

de quelques gentilshommes espagnols¹ et avec une suite de vingt domestiques de son palais.

Il voyageait à cheval² avec sa tunique violette, sur laquelle brillait sa croix pectorale, signe de sa dignité. Son personnel n'avait pas de livrée propre. Il passa la frontière à Cerbère; sa première étape en France fut Perpignan; puis il poursuivit son itinéraire sans encombre par Montpellier, Avignon, Valence. Bientôt il quitta Vienne pour arriver à Lyon où une surprise fatale l'attendait.

Après avoir parcouru cette route de la vallée du Rhône connue sous le nom de *Voie d'Agrippa*³, Georges d'Autriche s'arrêta à la tête du pont de la Guillotière⁴, alors flanqué à gauche d'une chapelle du Saint-Esprit⁵, à droite de quelques maisons des préposés aux gabelles⁶. L'archer de garde qui avait la consigne invita le prélat à se rendre au corps de garde de la porte du Rhône, à l'extrémité du pont. L'archevêque de Valence défera à cet ordre; le gabeleur de service ferma aussitôt la barrière, empêchant les cavaliers de la suite de pénétrer sur le pont⁷. Georges d'Autriche exhibe son *exeat* et les titres de sa dignité. Mais le sergent l'invite à se rendre, accompagné de deux arquebusiers, chez le capitaine de la ville, Antoine de Varcy⁸. En fait, il était prisonnier par ordre de François I^{er} qui, après avoir appris l'arrestation de ses ambassadeurs, usait de représailles. Il fallut disperser quelques badauds spectateurs

1. Don Alvaros, don Carlos de Luna, don Juan de Aguilón, Marradas, don Miguel Canoguera et Pierre de Villegas.

2. Les moyens de transport en usage avant le XVI^e siècle consistaient en charrettes ou chars couverts, avec de la bonne paille pour s'y asseoir. L'origine des carrosses remonte au règne de François I^{er}. En 1550, on comptait trois carrosses à Paris. Diane, femme de François de Montmorency, s'en servit pour la première fois le 6 avril 1540.

3. La voie d'Agrippa de Lyon à Arles partait du quartier de la Guillotière et mesurait à l'origine 252 kilomètres; aujourd'hui, on compte de Lyon à Arles 258 kilomètres par la route de terre. Il est impossible de voir des tracés qui se rapprochent davantage sur d'aussi grands parcours (Lenthéric, *Voies antiques de la région du Rhône*, p. 95).

4. La dénomination de Guillotière avait remplacé celle de Bechavelin-en-Dauphiné, qui servait de station à des bateaux pour traverser le Rhône avant le pont de bois.

5. Construite en 1382, démolie en 1773.

6. En avant de la sixième arche du pont se trouvait, à droite, une colonne élevée à Louis XII en 1509, lors de son passage. — Lorsqu'un individu était banni de Lyon, on le conduisait jusqu'à cette colonne, qui marquait la limite du territoire. Elle fut renversée par les Huguenots en 1562.

7. Archives de l'église d'Ainay.

8. Capitaine de la ville (1530 à 1542) avec Jean Sala comme lieutenant; Jean d'Ablon était alors gouverneur de Lyon (1540-1562).

d'un événement qui n'était pas banal. A l'autre extrémité du pont, une foule déjà compacte entoure les gentilshommes espagnols qui viennent d'apprendre avec surprise l'arrestation de l'archevêque; la garde consulaire¹ arrive et la repousse à coups de hallebardes.

Les compagnons de Georges d'Autriche font alors demi-tour et gagnent au grand trot Avignon pour demander aide au légat du pape, Philibert Ferrier². Quant à la domesticité, elle se rend et demande à partager le sort de l'archevêque. Ces vingt serviteurs furent détenus à la forteresse de Lyon; avec eux furent amenés quelques gentilshommes³.

Amené devant Jean Sala, lieutenant de la ville, sous les ordres du gouverneur représentant le pouvoir royal, Georges d'Autriche, après avoir décliné ses nom, prénoms et qualités, demanda les motifs de sa détention. Sala répondit qu'il avait un ordre d'arrestation du roi, transmis pour exécution par le gouverneur du Dauphiné, Guy de Maugiron, contre la personne de l'évêque de Valence en Espagne, en représailles des ambassadeurs Frégose et Rincon, emprisonnés par Charles-Quint, et qu'il resterait détenu jusqu'à

1. La garde consulaire de Lyon se composait de cinquante hommes d'armes.

2. Six ou sept Espagnols qui accompagnaient l'archevêque s'enfuirent à Avignon et se présentèrent comme catholiques romains au légat du pape, qui avait le gouvernement de la ville; le roi de France, sur la demande du pape, avait retiré la garnison qu'il y tenait; mais, comme il éprouvait le vif désir d'avoir ces Espagnols, on profita de l'absence momentanée du légat pour faire entrer de force dans la place une quarantaine de cavaliers, qui s'emparèrent d'eux.

« L'évêque d'Ivrée en Piémont [Philibert Ferrier], qui était vice-légat à Avignon, suspecté d'avoir consenti à l'enlèvement des six Espagnols, est en disgrâce auprès du Pape. Convoqué auprès de ce dernier, il a fait droite route vers la curie, ce qui transforme en certitude l'idée qu'on se faisait que l'enlèvement avait bien été le fait du roi de France » (*State Papers. Henry VIII*, t. VIII, p. 643).

Pendant la nuit du même jour où le légat du pape partait à Rome, les grilles du palais et les portes de son appartement privé furent enfoncées par un peloton d'hommes d'armes. Les Espagnols se défendirent eux-mêmes aussi longtemps qu'ils purent, mais les assaillants étaient trop nombreux; ils fouillèrent le palais dans son entier, faisant prisonniers don Carlos de Luna, fils de don Carlos, don Juan de Aguilón et deux ou trois autres, tels que Marradas et don Miguel Canoguera. — Don Alvaros, qui avait été pris avec les autres, s'enfuit au domicile du nouveau légat, l'évêque de Bologne, qui venait d'arriver à Avignon et qui lui donna l'hospitalité. — On ne sut pas exactement ce que devinrent les autres prisonniers. Les uns ont dit qu'ils avaient été emmenés à Marseille, d'autres à Lyon, enfin le cardinal Pio de Carpi reçut une lettre de France l'avisant qu'ils étaient enfermés dans le château des connétables de Montmorency (*Calendar state papers. Spanish*, t. VI, 1^{re} partie, p. 426).

3. *Ibid.*, t. VI, 1^{re} partie, p. 380.

l'élargissement de ces deux ambassadeurs¹. Sala signa un ordre d'écrou pour la forteresse de Pierre-Scize et le prélat fut emmené par deux gardes chez le commandant du donjon. Les formalités d'usage remplies, il fut enfermé dans cette prison d'État². Pour plus de sûreté, il fut « ordonné que l'on mett guet à la cheine de Pierre-Cise de deux personnes chascune nuit³ ».

Il semble qu'il fut traité avec égards pendant son court séjour à Pierre-Scize. Bientôt arriva un ordre de transfert au château de Semur; à la fin de juillet, un conducteur des prisonniers vint le chercher avec une « chainette » et le prélat quitta Lyon sous l escorte d'archers du roi⁴.

Arrivé à Semur, le portier des « châtel et donjon » abaissa le pont-levis pour livrer passage au prisonnier et à son escorte. Le conducteur remit au lieutenant du donjon les pièces de transport de Georges d'Autriche avec un ordre de service pour cet otage de qualité. Le geôlier, portant l'habit rayé⁵, le conduisit dans un cachot après l'avoir visité et inscrit au registre des prisonniers. C'était un logis assez obscur dans la tour Lourdeau⁶. On lui installa un lit, autorisé par l'ordonnance d'octobre 1535, mais le sol n'en restait pas moins humide et insalubre par les déjections⁷.

1. 15 octobre 1541. Mandement au trésorier de l'Épargne de payer à Guy de Maugiron la somme de 1,125 livres tournois, montant des frais par lui faits à Lyon pour la détention de l'évêque de Valence (*Catalogue des actes de François I^e*, n° 12154). Le 23 septembre 1541, le seigneur de Molines, qui croyait les ambassadeurs encore vivants, prévenait Charles-Quint que, s'il ne restituait pas les deux prisonniers, le roi avait son oncle Georges entre ses mains et trente autres gentilshommes espagnols « auxquels feroyt faire ce qu'il conviendroyt » (*Correspondance politique de Guillaume Pellicier, ambassadeur de France à Venise, 1540-1542*, publiée par Tausserat-Radel, p. 433).

2. Pierre-Scize, château fort appartenant aux chanoines de Lyon. Ce donjon, qui ne gênait pas la circulation et qui mettait une note harmonieuse sur le rocher, a été rasé, alors que la Convention s'était bornée à en décréter le démantèlement (12 octobre 1793).

3. *Registre consulaire*, p. 323.

4. François I^e avait créé six offices de conducteurs de prisonniers aux dépens du roi (voir *Catalogue des actes de François I^e*, t. IV).

5. Ordonnance d'octobre 1535.

6. A la suite d'un rapport fait en 1904 par M. Schmersheim, inspecteur général des monuments historiques, le ministère des Beaux-Arts a fait aménager la salle du rez-de-chaussée, les étages et surtout déblayé la salle voûtée du sous-sol dite chapelle Sainte-Marguerite. La tour dite de l'*ourle d'or* (xiii^e siècle) a été cédée à bail en février 1904 par la municipalité à la Société des sciences historiques et naturelles de Semur pour y fonder un musée régional. — L'explosion qui, lors de l'escalade de Guillaume de Tavannes (août 1589), la fendit du haut en bas en causant l'énorme lézarde de la face nord n'avait pas compromis sa solidité.

7. Les visiteurs royaux avaient signalé au capitaine Georges de La Guiche une boue couverte de moisissures qui infectait les cellules.

Le transfert de Georges d'Autriche à Semur se trouve confirmé par le registre des comptes de Jean Guillier du mois d'août par la mention suivante : « Pose de barreaux de fer aux fenêtres de la cuisine du donjon pour la sûreté et garde de l'archevêque de Valence, étant prisonnier du Roi audit donjon. » — « Barreau de douze pieds de long et d'un demi-pied d'écarchure mis à la porte du chastel¹. » Il y fut d'ailleurs bien traité; nous en avons le témoignage dans les lettres de l'ambassadeur Francisco Manrique à l'empereur Charles-Quint. Il écrit, le 11 octobre 1541 : « L'archevêque est toujours à Semur au duché de Bourgogne; il y est traité avec courtoisie, mais avec une grande vigilance² »; puis, le 4 novembre : « L'archevêque de Valence ne devait pas être considéré comme prisonnier. Le Pape pense avoir fait tout ce qu'il pouvait en sa faveur. Il est toujours détenu à Semur dans la Bourgogne³. » Enfin le 9 novembre : « Il est encore au château de Semur, il est en bonne santé et bien traité, comme il le dit⁴. »

La capitainerie du château de Semur était confiée à Georges de La Guiche⁵, bailli de Chalon et écuyer de la reine Éléonore d'Autriche, femme de François I^{er}, sœur de Charles-Quint⁶ et par conséquent petite-nièce de Georges d'Autriche. La Guiche fut vivement contrarié d'avoir comme prisonnier ce personnage de qualité qui le mettait en vilaine posture. Si le prélat devait mourir dans le donjon, il craignait d'en porter la responsabilité; en cas d'évasion, on pouvait suspecter sa bonne foi ou l'accuser de négligence⁷. Dans cet embarras, il crut devoir en référer au gouverneur de Bourgogne; son rapport ne reçut pas de réponse. A la fin du mois d'août, l'empereur avait chargé le cardinal de Granvelle de répondre à un gentilhomme français envoyé par M. d'Annebaut : « Remontrer au Saint-Père la désraison de la détention de Monseigneur de Valence et tenir la main à sa pleine délivrance⁸. »

Dans le courant de novembre 1541, Georges d'Autriche, après avoir, pendant trois mois, entendu grincer la girouette de la tour

1. Arch. de la Côte-d'Or, série B 6267.

2. *Calendar of state papers. Spanish*, t. VI, 1^{re} partie, p. 370.

3. *Letters and Papers*, 1541, p. 607.

4. *Calendar. Spanish*, t. VI, 2^e partie, p. 379.

5. Né le 17 août 1507 de Pierre, seigneur de La Guiche en Charolais, ambassadeur du roi.

6. Le P. Anselme, t. VIII, p. 446.

7. Le capitaine avait rappelé à la garde du château la consigne : quatre coups de canon par la batterie du bastion à la porte du château en cas d'évasion de prisonnier.

8. *Papiers d'Etat du cardinal de Granvelle*, t. II, p. 605.

Lourdeau, était transféré par ordre au château de Loches en Touraine.

A son arrivée à Loches, le capitaine maître portier remit au geôlier l'archevêque de Valence avec sa robe éraillée et décolorée par la détention. Il fut enfermé dans la tour ronde de la citadelle, qui avait été construite par Louis XI pour servir de prison d'État. Dans la correspondance politique de G. Pellicier, ambassadeur de France à Venise, on trouve une lettre adressée à Vincenzo Maggio, ancien secrétaire de Rincon, dans laquelle il dit : « Il est vrai que j'ai écrit à l'Empereur que Monseigneur de Valence, son oncle, détenu sans raison en France, ne méritait pas d'être traité comme ne le fut jamais un personnage d'un tel rang. La fatalité l'a rendu responsable de la capture des ambassadeurs français. Il est maintenant dans la forteresse de Loches, prison plus rigoureuse que la première¹. »

Le 25 novembre 1541, le secrétaire du pape en vient aux menaces. Il prie le roi de lui rendre l'oncle de l'empereur, comme homme d'église, entendant user contre lui des armes ecclésiastiques ; mais il veut que sa sainte mère l'Église soit obéie². Un mois après (fin décembre), un ordre arrive de transférer le prisonnier dans le donjon de Château-Gaillard en Normandie³. Là, il est introduit dans un cachot où il trouva une litière de paille. Le 4 janvier 1542, l'ambassadeur d'Angleterre, Paget, signalait sa présence au roi son maître : « L'archevêque de Valence est maintenant à Château-Gaillard, près Rouen⁴. » Peu après, le 11 janvier, un gentilhomme faisait demander, au nom de Sa Sainteté, la liberté pour don Georges, oncle de l'empereur ; le roi lui fit répondre qu'il fallait d'abord lui rendre ses prisonniers. Enfin, Paget écrivait le 26 janvier au roi d'Angleterre : « Le Roi de France a accédé au désir du Pape en faisant mettre en liberté les six Espagnols capturés à Avignon ; mais l'évêque de Valence est tenu plus strictement qu'il ne l'a jamais été et va être transféré de Château-Gaillard à celui de Cherbourg au bord de la mer. On dit ici qu'enfin le transporte d'endroit en endroit jusqu'à ce qu'enfin on l'expédie dans l'autre monde⁵. »

Un essai historique sur Cherbourg, qui a été rédigé par MM. Chantérine et de Mons et qui est resté manuscrit, mentionne la présence de Georges d'Autriche au donjon de Cherbourg au mois de juillet

1. *Correspondance de Pellicier*, p. 415.

2. *Ibid.*, p. 471.

3. Ce château fut démantelé seulement sur l'ordre de Henri IV.

4. *State papers. Henry VIII*, t. VIII, p. 651.

5. *Ibid.*, p. 654.

1542. Le 28 août, l'empereur Charles-Quint écrit au pape Paul III : « Votre Sainteté a toléré la détention extrêmement injuste de l'archevêque de Valence et aussi le cruel outrage fait aux gentilshommes espagnols en votre cité d'Avignon¹ » ; le 29 septembre, il lui reproche « l'injure que Sa Sainteté reçoit de son jugement refusé dans l'affaire du meurtre de Frégose et Rincon et la détention de l'archevêque de Valence² ».

Enfin, le 20 mai 1543, on prend des mesures pour payer la rançon de sa captivité. Par un traité, l'archevêque de Valence doit verser 25,000 couronnes d'or pour obtenir sa délivrance³. Le 23 juin 1543, après la libération du prisonnier, l'ambassadeur de Charles-Quint rappelait à l'ambassadeur de François I^e que les conditions des traités de Madrid et de Cambrai n'avaient pas encore été remplies et le sommait « de restituer à l'archevêque de Valence les 25,000 couronnes d'or imposées pour cette déloyale détention dans les prisons de France que ce prélat a été contraint de payer et en plus les dommages-intérêts pour cette longue et injuste captivité⁴. »

Enfin, Charles-Quint écrit à don Juan de Vega, son ambassadeur à Rome⁵ : « Relativement à l'archevêque de Valence, Sa Sainteté, ses ministres, ainsi que les cardinaux, ont montré beaucoup de déplaisir et de chagrin en apprenant l'offense faite à ce prélat et indirectement à Sa Sainteté et à l'Église en général. Ils n'ont pas hésité à réprover cet acte qui obligeait un dignitaire de l'Église catholique à payer une lourde rançon ou d'être maintenu prisonnier jusqu'à ce qu'il eût payé la somme considérable demandée. Sa Sainteté a promis de relever l'archevêque de tous serments et promesses qu'il aurait pu faire. Nous, de notre côté, nous avons pris l'engagement qu'à son arrivée à Parme Sa Sainteté porterait toute l'affaire devant le Sacré-Collège des cardinaux pour la juger et rendre une décision que Sa Sainteté aurait à prendre. — ... Quant à vous, Vega, vous appellerez à Sa Sainteté sa promesse; car, quand l'affaire fut discutée en consistoire, on émit la crainte que de tels actes de violence ne fussent exercés spécialement contre d'autres cardinaux » (4 juillet 1543).

La date de la mise en liberté n'est pas connue exactement. Elle

1. *Papiers d'État* du cardinal de Granvelle, t. II, p. 644.

2. *Ibid.*, p. 640.

3. *Calendar state papers. Spanish*, t. VI, 2^e partie, p. 339.

4. *Ibid.*, p. 413. — Le roi d'Angleterre, le 23 mai 1543, ne fit aucune observation sur le traité de rançon et il envoya un émissaire à la rencontre de l'archevêque de Valence à Calais (*Letters and Papers*, t. XVIII, 1^e partie, p. 341).

5. *Calendar state papers. Spanish*, t. VI, 2^e partie, p. 563.

eut lieu dans le courant de juin 1543 après vingt-deux mois de captivité.

Aux archives de Lille figure au compte de Henri Sterke, receveur général des finances, pour l'année 1544, folio 601¹ : « 2,000 livres à Gaspard Duchy, demeurant à Anvers, bailliées et délivrées par décharge sur lui, en remboursement de pareille somme qu'en l'an 1542, à la requête de S. M., il avait fait délivrer à Pierre de Villegas, maître d'hôtel de l'archevêque de Valence, alors détenu en France pour payer la rançon dudit seigneur archevêque après qu'il sera retourné libre. »

Le dernier jour de juillet 1544, le chapitre de Liège reçut des lettres où Georges d'Autriche lui notifiait qu'ayant appris que Cornilles de Bergues avait abdiqué l'évêché, il était résolu de faire son entrée à Liège le 17 du mois d'août². Ce jour-là, il prêta le serment d'usage³. Le lendemain, il ouvrit la journée des Trois-États. Dans son discours d'ouverture, il expliqua sa captivité assez sobrement : « L'Empereur a accepté la démission de mon prédécesseur et il m'a appelé à cet évêché pour empêcher les Français d'y mettre quelqu'un de leur faction. Passant par la France, en revenant d'Espagne, j'y ai été retenu prisonnier pendant vingt-deux mois par le gouvernement qui croyait qu'il y aurait mutation ou sédition en ce pays. Se voyant frustré dans cet espoir, il nous a mis à 25,000 écus de rançon, outre 6,000 pour nos dépenses. Vous aviserez à ces dépenses et à toutes les autres telles que l'achèvement du palais, du fort Bouillon; etc.⁴. » Les états noble et primaire entrèrent dans les vues du prince-évêque et lui accordèrent une somme annuelle de 12,000 florins avec charge d'entretenir le fort et la garnison de Bouillon qui coûtaient 8,600 florins par an.

Georges d'Autriche dut souvent repasser en sa mémoire les souvenirs de sa captivité ; il mourut à Liège le 4 mai 1557 et fut enterré au chœur de sa cathédrale.

LEDEUIL D'ENQUIN.

1. Registre de la série B 2442 (arch. de Lille).

2. Bouillé, *Histoire de Liège*, t. II, p. 357.

3. Les princes-évêques de Liège ne quittaient jamais leurs habits militaires. Beaucoup de ces prélates disaient la messe bottés et épieronnés, leurs gantelets de fer déposés sur l'autel, à côté d'eux (Louis Maeterlinck, *Pêchés primitifs*).

4. J. Daris, *la Principauté de Liège pendant le XVI^e siècle*, p. 145.

LES

FÊTES A NICE SOUS LE PREMIER EMPIRE¹

Après la courte occupation austro-sarde de 1800, qui dura trois semaines à peine (10-29 mai 1800), les troupes françaises de Suchet reprirent possession de Nice le 9 prairial an VIII (29 mai 1800). L'administration municipale, présidée par Hugo, « vola » au-devant des troupes françaises pour lui remettre les clefs de la ville. Le préfet, Florens, arriva le 11 prairial et entra aussitôt en fonctions. A partir de ce moment, le département des Alpes-Maritimes demeura français jusqu'au jour — 7 mai 1814 — où il « repassa » sous la domination de la Savoie.

Pendant cette période — la période napoléonienne — les guerres dévastatrices de la Révolution étant terminées, le pays put jouir d'une longue tranquillité et la vie devint plus animée, plus mouvementée. La guerre anglaise fut la seule gène dont souffrit Nice par suite du blocus maritime et du foisonnement des corsaires en Méditerranée. Mais cette gène, qui influa sur la vie matérielle, sans empêcher pourtant les tentatives de restauration du commerce et de l'industrie, ne nuisit en rien à la poursuite de l'or, *auri sacra fames*. Après la tension révolutionnaire, on a soif de bien-être, de jouissances, de richesses et l'on se rue désormais vers le plaisir comme hier on allait à la mort.

Aussi, dans cette petite ville de 20,000 habitants, enfermée entre son « fougueux » Paillon et la mer, les distractions ne firent pas défaut sous l'Empire. La population tente déjà d'établir une « saison » : malgré les déplorables conditions générales de la vie, la colonie anglaise, reprenant une tradition ancienne, vint s'installer, en 1802, attirée par le climat, dépensant des sommes considérables, procurant la richesse au pays. La réclame débute avec le célèbre citoyen Boyol, l'inventeur de la « machine à guérir tous les maux ». Les

1. Nous avons puisé les éléments de cette étude dans les archives municipales de Nice, où nous avons consulté : les *Registres des délibérations* (t. XIII-XX; 9 prairial an VIII-20 juin 1814); la *Correspondance des maires* (t. VIII-XIX; 24 septembre 1800-1^{er} juin 1814), etc. Nous avons aussi mis à profit le ms. du prédicateur niçois J. Bonifacy, qui nous fournit des renseignements précieux et savoureux sur la vie niçoise. Cf. aussi nos *Fêtes révolutionnaires à Nice et nos Fêtes révolutionnaires à Monaco*.

fêtes enfin deviennent, en cette époque de gloires militaires, de plus en plus nombreuses et la population, toujours avide de réjouissances, amoureuse de bruit, y participe avec joie comme sous la Révolution.

Ces fêtes ne furent pas moins curieuses que celles qui furent célébrées de 1792 à 1800.

D'abord, fête du commencement de l'an IX (23 septembre 1800); puis fête pour la publication des préliminaires de la paix entre l'Empereur et la République (29 septembre). Le maire et les adjoints, en costume, escortés d'un détachement de la garde nationale, d'une musique guerrière et d'une foule de citoyens, firent la lecture de ces préliminaires sur les places de la ville. Ils ont été signés, dit la délibération municipale, entre Talleyrand et Saint-Julien. L'Angleterre a essayé d'en retarder la conclusion, mais Moreau a reçu l'ordre d'en demander la ratification dans les vingt-quatre heures. Si les Autrichiens n'acceptent pas, Ulm, Ingolstadt, Philippsbourg seront pris comme gages. Les négociateurs anglais seront admis à Lunéville. « Les principes qui nous ont guidés sont l'extrême modération dans les conditions, la vigueur et la fermeté que nous avons de pacifier le continent. Sinon, on poussera la guerre à outrance ».

En 1801, fêtes successives. Le 10 avril, fête de la paix de Lunéville avec *Te Deum* solennel à la cathédrale et poésies sur la paix, ode au premier consul. Le 9 juin, arrivée de Masséna, qui est chaudement fêté par ses partisans et qui assiste, le 14, à la fête anniversaire de Marengo. Le 14 juillet, fête de la liberté, avec discours de Florens sur les bienfaits de la paix universelle. Le 9 septembre, à l'annonce de la signature des préliminaires de Londres, théâtre gratis, illuminations générales. Le citoyen Tiranti — l'entrepreneur des fêtes publiques — s'y est, rapporte Bonifacy, distingué. Le 8 novembre, fête anniversaire de la fondation du Consulat, a lieu un grand banquet auquel assistent toutes les autorités. Le citoyen Bras, secrétaire du préfet, y prononça — dit Bonifacy — un discours qui ne fut qu'un « tissu de mensonges ». La fête est donnée en l'honneur du Premier Consul, comme s'il était à lui seul la République. Il est considéré comme un souverain. C'est la grande mode de crier : Vive Bonaparte, de le déclarer sauveur de la France, pacificateur de l'univers.

A partir de 1802, les fêtes prennent un caractère nettement religieux et militaire. Les invitations sont faites soit par le préfet soit par le général et elles se déroulent toutes à la cathédrale. La cérémonie religieuse en est l'élément essentiel. Fête pour l'arrivée du nouveau préfet Châteauneuf avec théâtre gratis et poésies,

dont une ode composée par Pierrugues, « membre du lycée ». Peu après, une fête littéraire fut offerte par le préfet au temple décadaire. Elle eut lieu le 23 janvier. Foderé et Ferrogio, professeurs au lycée, en avaient été nommés inspecteurs. Elle commença par la récitation d'odes. Guide fit un rapport sur l'état des arts et du commerce, depuis 1789, dans le département avec les causes des variations et sur les nouveaux genres d'industrie. Malbéri qui prononça un discours sur l'utilité de la propagation de la langue française. Rancher parla de l'utilité des études anatomiques, Florens de l'art de connaître les caractères des hommes par l'inspection de la phisyonomie. Turogio lut des vers latins sur l'influence de la science pour la prospérité du département. Romey montra l'utilité qu'il y aurait à établir à Nice une chambre d'assurances. Foderé exposa ses idées sur l'art de conserver la beauté et de corriger les défauts du corps. Florens débita ensuite une cantate sur la paix. Il y eut enfin distribution de prix aux élèves de l'École centrale. Le soir, les élèves couronnés assistèrent à la représentation au théâtre dans la loge préfectorale. C'est « une belle idée française que d'envoyer ces jeunes étudiants au théâtre », dit Bonifacy. Le 25 floréal an X (15 mai), *Te Deum* solennel pour la paix. La fête a lieu à Sainte-Réparate où se rendent les autorités escortées de la garde nationale. Trois décharges de mousqueterie sont faites devant l'église. Quinze jours auparavant (1^{er} mai), fête pour la lecture du Concordat. *Te Deum* à la cathédrale devant toutes les autorités, distributions aux pauvres, illuminations le soir en ville. L'évêque fit son entrée solennelle à la cathédrale, escorté de toutes les autorités, le 12 septembre. Il fut présenté par le préfet et, après la cérémonie, accompagné processionnellement à la préfecture où il était logé. A cette occasion, le maire, Romey, composa un « endécasyllabe » et l'on chanta Bonaparte et la Corse.

Le 11 juillet, les marins célébrèrent à Saint-Jacques la fête de saint Érasme, leur patron. Après le repas corporatif, il y eut des jeux : bigues et course du mouton dans la mer.

Fête anniversaire du 14 juillet, avec discours sur la suppression de la monarchie. Et — dit Bonifacy — sous un consul, on va directement au despotisme. En septembre, fête civique pour la fondation de la république « qui n'existe plus ». Le 9 novembre, fête anniversaire du 18 brumaire. Le préfet, Châteauneuf-Randon, offrit, dans une villa du Piol, un banquet à quatre-vingts convives : autorités civiles, militaires, judiciaires, ecclésiastiques, étrangères de marque. La réunion fut extrêmement curieuse par les toasts qui y furent portés et que le préfet, ainsi qu'il en rendit compte au grand

juge Régnier, régla lui-même. Parmi ces toasts, il convient de citer celui du préfet « au gouvernement français régénéré au 18 brumaire par Napoléon Bonaparte sur les vrais principes de morale, liberté et égalité publique » ; de l'évêque « à l'union de toutes les autorités et à l'oubli de toutes les opinions qui ont divisé les hommes » ; du juge Massa « au rétablissement de la religion¹ » ; d'un commandant de la garde nationale « au vainqueur de Zourig » ; du général anglais Morgans « à Napoléon Bonaparte, le plus grand et le plus extraordinaire de tous les hommes » ; enfin du préfet qui, sur les réclamations des convives anglais demandant que l'on ne séparât pas les peuples de leurs gouvernements, but « aux peuples de toutes les nations alliées et à leurs gouvernements ». Cette fête fut donc essentiellement une fête de conciliation à la fois nationale et étrangère².

Le 3 germinal an XI (24 mars 1803), on songe à orner la ville en y plaçant les statues de ses enfants illustres. Le maire écrit au citoyen Castellinard père pour lui demander s'il possède la statue de la fameuse héroïne « qui délivra Nice des Sarrasins en leur enlevant le drapeau, Sécurane dite Dona Manfacio. Si oui, il voudrait l'exposer à la vue des nationaux et des étrangers pour éveiller leur admiration et exciter le courage des jeunes gens ». La statue fut inaugurée en juillet³. Le 2 juin 1804, nous voyons le major Schitt remercier le maire de l'invitation qu'il a reçue pour la procession de la Fête-Dieu qui doit avoir lieu le lendemain. Il accepte et déclare qu'il s'y rendra avec les officiers de la garnison.

La fête du couronnement de Napoléon I^e se célébra dans toutes les communes du département. Elle fut obligatoire, car, dit le préfet, « l'époque est trop étroitement liée au bonheur de l'humanité et trop chère à la France ». Les mariages ordonnés par le décret du 13 prairial an XIII furent célébrés dans les chefs-lieux d'arrondissement.

1. Le toast est d'autant plus curieux dans la bouche du personnage qu'il avait été, sous le Directoire, l'un des agents les plus violents de la politique antireligieuse dans le département et que son zèle l'avait fait surnommer « Levo Cros », c'est-à-dire Enlève-les-croix.

2. Arch. nat., F¹ C III, 3, n° 2. Documents communiqués par M. l'abbé Rance-Bourrey.

3. Cette statue amena toute une série de conflits entre la mairie et la préfecture. En avril 1807, le préfet refusa d'approuver le vote d'un crédit, prélevé sur les dépenses imprévues, pour restaurer la statue de Sécurane, placée dans une niche, au-dessous de l'escalier de la terrasse. La ville dut attendre le vote du prochain budget. Elle n'en récompensa pas moins un officier retraité, né à Sospel, résidant à Turin, Audréoli, auteur d'un poème à la louange de Catherine Sécurane, « femme célèbre par son courage et par ses vaillants efforts à libérer, en 1543, Nice, sa patrie, de l'invasion des ennemis ». Le conseil vota 120 francs pour l'achat « d'un jetton ou médaille » en or ou en argent avec l'effigie de l'Empereur pour l'envoyer à l'auteur.

La fête eut lieu le dimanche, 25 frimaire an XIII (16 décembre 1804). Le programme en avait été établi par le préfet. Le samedi 24, au coucher du soleil, salves d'artillerie annonçant la fête et illumination générale de la ville. Le 25, à l'aube, salves d'artillerie de demi-heure en demi-heure jusqu'à neuf heures du matin. A huit heures, distribution à la mairie de pain et de vin aux indigents. Même distribution aux prisonniers. A neuf heures, réunion des autorités à la préfecture pour aller en cortège à l'église des ci-devant Minimes affectée à la cérémonie. On y célébra les mariages ordonnés par le décret. Il y eut concerts et discours. A onze heures, le cortège se rendit à la cathédrale pour la messe. Les nouveaux mariés eurent une place dans le cortège et à l'église. Le cortège assista ensuite à des évolutions militaires sur la place de la République où le général distribua des aigles d'honneur et revint à la préfecture où eut lieu la dislocation. A deux heures, jeux et courses au Cours, distribution de vin à la troupe faite à la mairie. Spectacle à quatre heures et demie et bal à neuf heures, tous deux gratis. A la chute du jour, salves d'artillerie. Chaque particulier dut illuminer le devant de sa maison « à la nuit jusqu'à minuit ». L'ordre du cortège fut le suivant : 1^o le préfet, le président de la cour criminelle, le général commandant le département, le secrétaire général et l'aide de camp du général; 2^o les membres de la cour criminelle; 3^o le conseil de préfecture et le conseil général; 4^o les officiers d'artillerie et du génie attachés à la subdivision; 5^o le tribunal de première instance; 6^o le conseil d'arrondissement; 7^o le corps municipal; 8^o le commandant d'armes, les officiers du service de place et le commissaire de marine; 9^o le tribunal de commerce; 10^o les juges de paix; 11^o le génie des ponts-et-chaussées; 12^o le directeur des contributions; 13^o l'enregistrement; 14^o les douanes; 15^o les droits réunis; 16^o le receveur général; 17^o le payeur; 18^o les prudhommes pêcheurs et le payeur de la marine; 19^o les membres des autres administrations.

Le 19 brumaire an XIV (10 novembre 1805), fête religieuse pour célébrer les victoires de Sa Majesté l'Empereur-Roi. La troupe y assiste. C'est le général Éberlé qui lance les invitations. Il demande au maire si l'on peut, au moment du *Te Deum*, faire tirer quelques boîtes ou pétards dans les environs de l'église-cathédrale.

En 1807 est célébrée la cérémonie des mariages, au jour anniversaire du couronnement de l'Empereur. Un décret avait décidé que les villes ayant plus de 10,000 francs de revenu doteraient « une jeune fille sage que l'on marierait à un homme ayant fait la guerre, choisi par le conseil et approuvé par l'Empereur ». A Nice, la dot fut de 600 francs et la jeune fille désignée, Émilie Fau, était l'aînée de huit

orphelins. En juillet, célébration d'un *Te Deum* à la cathédrale pour la victoire de Friedland.

Le 13 avril 1808, le prince Borghèse rejoint à Nice son épouse Pauline pour aller prendre possession de son poste de gouverneur général des départements au delà des Alpes. On leur rend, sur l'ordre du préfet, à leur départ, les honneurs civils prescrits par le décret du 24 messidor an XII.

En 1811, fête pour la naissance du roi de Rome. A cette occasion, on désigna, le 30 avril, deux députés pour assister au baptême de l'enfant impérial. Ce furent Caissotti-Robion et Dabray. Le 29 mai, on vota une somme de 20,000 francs, dont 10,000 pour la députation et 10,000 pour la fête. Celle-ci eut lieu le 9 juin. Le programme en fut établi par le maire et approuvé par le préfet. La veille, à l'aube, salves d'artillerie. Le 9 juin, à huit heures du matin, distribution, sur la place de l'Hôtel-de-Ville et dans un magasin à ce destiné, de pain et de numéraire à tous les indigents, de même aux détenus dans les prisons. Quelques pauvres furent secourus à domicile. A dix heures, réunion de toutes les autorités à l'hôtel de ville pour assister à l'inauguration du tableau de Napoléon le Grand placé dans la salle de la mairie et mariage des rosières. A midi, le cortège, précédé des amateurs de la société philharmonique qui joua des airs nouveaux dans l'intervalle de la cérémonie, se rendit à la cathédrale où fut chanté, après la messe militaire, un *Te Deum* solennel, précédé par la bénédiction nuptiale des rosières. Les rues où passa le cortège étaient jonchées de fleurs, décorées de festons, guirlandes et pavillons. A deux heures, distribution de vin et de viande à la garnison et aux malades des hospices au nom de la ville. A quatre heures, courses sur le Cours. Les vainqueurs furent couronnés et reçurent des prix. A cinq heures, des fontaines de vin coulèrent sur la place de l'Hôtel-de-Ville où était installé un orchestre. Des jeunes filles chantèrent des chansons niçoises relatives à l'heureux événement. Il y eut jeux, tours d'adresse et rondes selon l'usage du pays. A six heures, courses de bateaux en face l'hôtel de ville et la préfecture. A sept heures, ascension d'un ballon aérostatique en face de l'hôtel de ville destiné à porter dans les airs des devises exprimant l'amour des Niçoises pour l'Empereur. A huit heures et demie, illumination générale de la ville, des faubourgs et des clochers. L'hôtel de ville fut orné de festons, guirlandes et grands transparents colorés représentant allégoriquement l'union des souverains et leur auguste et précieux rejeton. L'hôtel de ville fut illuminé à jour. En face de la mairie étaient placés des arcs de triomphe surmontés par des aigles et illuminés de même. Ils portaient comme inscriptions : A

Sa Majesté l'Empereur : « Son bonheur fait celui de son peuple ; »
A Sa Majesté l'Impératrice : « Elle a rempli le vœu des Français ; »
A Sa Majesté le roi de Rome : « Je relèverai la gloire du Capitole. »

Le 14 août 1813 eut lieu la fête de saint Napoléon. La veille et le matin, salves d'artillerie, puis distribution de pain et argent aux pauvres, aux malades et aux prisonniers. Un litre de vin fut distribué à chaque homme des compagnies militaires de la place. A quatre heures, à la cathédrale, discours de l'évêque et *Te Deum* avec procession. A six heures, banquet magnifique de quarante-deux couverts à la mairie. En même temps, courses de bateaux en face la préfecture en présence d'une foule énorme. Le soir, illuminations. A neuf heures, feu d'artifice. Il se composait d'un temple avec colonnes, d'un autel sur lequel était le buste de Napoléon et d'inscriptions et emblèmes. Les autorités s'y rendirent accompagnées par la musique ou « bande » du lycée. Le préfet alluma le feu « au moyen d'un dragon ».

En 1814, le 9 février, le pape arriva à Nice. La municipalité fut chargée de prendre des mesures pour maintenir l'ordre avec la garde nationale, « afin qu'il n'y ait ni attroupement ni confusion sur son passage ni à l'endroit où il sera logé ».

En somme, malgré leur éclat, ces dernières fêtes, par suite de leur caractère officiel et du cérémonial toujours identique, ne parviennent pas à cacher sous leur décor trompeur et leur pompe au fond monotone l'état quasi-désespéré dans lequel se débattit le département des Alpes-Maritimes sous Napoléon I^e. Comme sous Louis XIV, on y mourait de misère au bruit des *Te Deum*; les indigents et les mendicants furent légion; des individus étaient fréquemment « trouvés et reconnus morts d'inanition ». Malgré les protestations fallacieuses d'amour envers le régime napoléonien, la « porte méridionale » de l'Empire ne pouvait, en dépit de ses tentatives pour attirer les étrangers, que donner une piètre idée du « grand état auquel elle servait d'entrée ». Cette porte d'entrée s'ouvrira en fait, en 1814, sur un véritable désert.

Joseph COMBET.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE

(*Suite et fin*¹)

HISTOIRE RELIGIEUSE. — Saint Ninian, l'apôtre des Bretons et des Pictes, a trouvé en M. Scott un biographe instruit, fervent admirateur des anciens Pictes et de leur civilisation. Dans un premier travail², il a étudié la vie et l'œuvre du saint. Né dans cette partie de la province romaine de Valentia à laquelle les Anglo-Saxons donneront plus tard le nom de Strathclyde, il entreprit d'évangéliser ses compatriotes, bretons et pictes, deux expressions qui pour lui sont identiques, en introduisant chez eux l'organisation qu'il avait vue fonctionner chez d'autres Pictes, ceux de Gaule, les « Pictavi » — et c'est là un rapprochement plus que hardi — chez lesquels saint Martin venait précisément d'instituer la vie cénotobitique dans des monastères imités de l'Orient. Ligugé et Marmoutier furent les modèles de l'église-monastère fondée par Ninian dans le pays actuel de Galloway, à Whithorne ou Candida Casa. L'œuvre de Ninian a d'ailleurs beaucoup dépassé les limites de cette région, puisqu'elle a laissé dans la toponymie des traces remarquables jusque dans le Nord de l'Écosse et dans les îles septentrionales ; elle s'est en outre répandue en Irlande, préparant ainsi les voies à saint Patrick. Après la mort de Ninian (435), elle fut continuée par ses disciples, précurseurs des missionnaires irlandais du vr^e siècle.

Cette thèse, M. Scott l'a reprise et développée en un gros livre où il traite, cette fois, de la nation picte tout entière, de son organisation ecclésiastique et sociale³. En ce qui concerne les sources, dont il possède une connaissance étendue, il déplore la disparition ou la

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXXXV, p. 66-77.

2. Archibald B. Scott de Kildoman, Helmsdale, *St. Ninian, apostle of the Britons and Picts. A research study of the first founding of the church in Britain*. Londres, David Nutt, 1916, in-12, xxiv-132 et xi p.

3. *The Pictish nation, its people and its church*. Édimbourg et Londres, T. N. Foulis, 1918. Très beau volume, admirablement imprimé sur bon papier, in-4°, xxi-561 p.

déformation des textes primitifs, et il accuse les moines irlandais des VIII^e et IX^e siècles d'avoir, par jalouse, commis ces déprédations. Il faut donc se contenter de récits très postérieurs : la *Pictish Chronicle*, les vies de saint Ninian par Ailred et de saint Kentigern par Joceline, la légende de saint André, etc. Il estime que, malgré les erreurs grossières et les inventions puériles qui jettent tant de dis-
crédit mérité sur les hagiographes du XII^e siècle, on peut encore uti-
liser leur témoignage en s'entourant de toutes les précautions néces-
saires ; mais il oublie de nous dire quels principes critiques l'ont
guidé dans ses choix. D'autre part, son évidente partialité envers la
nation picte, son aversion pour les autres Celtes, notamment pour
les Scots d'Irlande, puis pour les envahisseurs teutons et scandi-
naves, mettent le lecteur en défiance. Malgré d'ingénieuses observa-
tions fondées sur les noms de lieu et quelques découvertes archéo-
logiques, on hésite à croire avec lui que le royaume picte d'Alba
ait régi la plus grande partie de l'Écosse actuelle et les îles qui la
bordent au Nord et à l'Ouest ; que la propagation de la foi chrétienne
en Écosse, en Irlande et en Galles en soit sortie comme de sa source
première et la plus féconde. Il n'en reste pas moins que ses deux
ouvrages devront être étudiés de près par les historiens et aussi par
les celtisants ; on ne pourra pas négliger ce qu'il dit des saints irlandais : Columba, Columban et Comgall le Grand, de Kentigern qui fonda l'église de Glasgow, de Bède le Vénérable, etc., et aussi des
Pictes, de leur langue, de leur littérature, de leur civilisation, de
leurs rapports avec les Teutons conquérants de l'ancienne Bretagne romaine et avec les Vikings scandinaves¹.

Une charmante biographie de saint Columba est due à M^{me} L. MENZIES², qui connaît bien les textes latins et irlandais³, qui est familière avec les pays habités par l'apôtre de la Calédonie et notamment avec l'île d'Iona qu'elle a fréquentée, dit-elle, pendant une trentaine d'années. Des légendes qui, de bonne heure, se sont for-

1. Voir les tableaux des pages 337-351. Il y a trois cartes montrant : 1^o le pays des Pictes d'après Ptolémée, dont l'erreur, adoptée par Bède, a jeté le trouble dans toute l'histoire picte; 2^o la répartition des Bretons (au sud du mur romain), des Pictes (le nom des *Picti* étant une autre forme dialectale de *Britones*) et des Goidels ou Scots d'Irlande; 3^o la distribution des églises pictes, nombreuses dans toute la région septentrionale et orientale de l'Écosse.

2. Lucy Menzies, *Saint Columba of Iona; a study of his life, his times and his influence*. Londres et Toronto, Dent et fils, 1920, in-8°, xxxii-231 p.; prix : 8 sh. 6 d.

3. Parmi les sources utilisées, je citerai une vie de saint Columba publiée en 1532 par Manus O'Donnell qui, dit-on, appartenait au même clan que Columba ; elle est intitulée *Life of Columcille*; une belle édition en a été donnée à Chicago en 1918 avec une introduction et des notes par MM. A. O'Kelleher et G. Schöpferle.

mées autour de la « douce colombe » qui savait être aussi un « loup ravissant », elle a tiré toute la substance que peut tolérer la sévère histoire ; l'examen des superstitions pratiquées par les Scots d'Irlande et les druides calédoniens lui a fourni d'utiles renseignements sur l'état social de ces peuples encore payens. Elle a utilisé les ouvrages de M. Archibald Scott avec une discrétion qui fait honneur à son jugement.

Sur Bède le Vénérable, le Très Révérend BROWNE, ancien évêque de Stepney et de Bristol, nous dit¹, sans étalage d'érudition, tout ce qu'il importe de savoir, peut-être même un peu plus, car quatre chapitres entiers sur le christianisme northumbrien et breton paraissent déborder le cadre d'une biographie. L'analyse des œuvres de Bède, le délicieux auteur de l'*Histoire de l'Église anglo-saxonne*, comprend neuf autres chapitres dont deux, concernant saint Cuthbert et Cædmon le poète, présentent un intérêt particulièrement vif ; le chapitre XVIII et dernier intéressera les archéologues qui étudient l'art saxon, surtout la sculpture et la décoration des manuscrits. Les planches qui terminent le volume ont été choisies et exécutées un avec soin remarquable.

M. Charles FILLIATRE, professeur de philosophie au collège de Bayeux, a consacré à saint Anselme les deux thèses de docteurat qu'il a soutenues à l'Université de Caen. La première, sur la philosophie du futur archevêque de Cantorbéry², ne saurait nous arrêter ici. L'auteur suppose connue de ses lecteurs la biographie du philosophe³; il s'occupe exclusivement de ses idées théologiques et philosophiques et il justifie la place éminente qu'il lui attribue parmi les grands penseurs du moyen âge, entre saint Augustin et Scot Érigène d'une part, saint Thomas de l'autre. Il estime qu'il méritait à tous égards le surnom de Docteur magnifique qui lui fut décerné par ses contemporains. On serait tenté de lui reprocher, quand il parle (p. 14) des « ouvrages authentiques » d'Anselme, de n'avoir pas clairement indiqué ceux qu'il range dans cette catégorie ;

1. G. F. Browne, *The venerable Bede, his life and writings*. Londres, S. P. C. K., 1919, in-8°, xiii-327 p. et 20 pl.; prix : 10 sh. « Stories in church history ».

2. *La Philosophie de saint Anselme; ses principes, sa nature, son influence*. Paris, Félix Alcan, « Collection historique des grands philosophes », 1920, in-8°, xv-473 p.; prix : 10 fr., plus majoration de 40 %.

3. La bibliographie aurait dû indiquer les deux ouvrages de Martin Rule : *The life and times of St. Anselm* (1883), et de J. M. Rigg : *St. Anselm of Canterbury; a chapter in the history of religion* (1896). Me permettra-t-on de protester contre la manière de citer le nom de Nicolas de Cues? M. Filliatre l'appelle à plusieurs reprises « De Cusa », tout court.

on peut seulement regretter qu'il n'ait point dit alors qu'il avait consacré à cette question quelques pages de sa thèse complémentaire sur l'éiteur des œuvres d'Anselme, le Bénédictin janséniste Gerberon¹. Dans cette seconde étude, M. Filliatre nous apporte le résultat de recherches étendues qu'il a consacrées à Gerberon. Il publie d'utiles fragments de la correspondance que le savant érudit entretint avec quelques contemporains, consultés par lui sur les manuscrits de saint Anselme; plusieurs de ces lettres, écrites par Joly, conseiller du roi, qui résidait alors en Angleterre, offrent encore aujourd'hui de l'intérêt; elles auraient mérité d'être annotées avec précision par M. Filliatre. Le chapitre iv sur les tendances jansénistes de Gerberon est-il ici bien à sa place? En lui-même, le sujet valait d'être étudié, ce que l'auteur a fait d'ailleurs dans un mémoire que la *Revue historique* fera prochainement paraître. Ici, j'aurais préféré une étude aussi détaillée et précise que possible des manuscrits utilisés par Gerberon et de ceux qu'il n'a pas connus pour sa belle édition de 1675. Au lieu de creuser à fond son domaine, M. Filliatre se plaint à se promener dans les alentours.

« Je n'ai pas l'intention », écrit M. FLETCHER dans la préface d'un livre sur les Cisterciens², « de désarmer la critique en disant que, dans les pages qui vont suivre, je ne prétends ni à l'érudition ni à des recherches originales. Je me suis proposé simplement de présenter au commun des lecteurs l'origine de l'ordre cistercien et son établissement dans le comté d'York, le développement des huit grandes abbayes³ au temps de leur pauvreté et de leur puissance, les causes et les faits qui ont conduit à leur destruction en 1535-1540. Je renvoie d'une façon générale aux sources mentionnées dans l'appendice; elles peuvent être aisément consultées par tous ceux qui désirent pénétrer plus avant dans le sujet ». Le grand public lira ce livre avec intérêt et même, ça et là, il y trouvera quelque profit. La dissolution des maisons religieuses a été traitée par l'auteur avec un soin particulier.

En 1888, des fouilles opérées dans la cathédrale de Cantorbéry

1. *Gerberon, éditeur janséniste des œuvres de saint Anselme*. Paris, Aug. Picard, 1920, in-8°, 117 p.

2. J. S. Fletcher, *The Cistercians in Yorkshire*. Londres, S. P. C. K., 1918, in-8°, xi-332 p.; prix : 17 sh. 6 d. Huit jolies vues dessinées par Warwick Goble; fac-similé d'une page des Chroniques de Meaux (*Chron. de Melsa*); pour le dire en passant, ces chroniques, bien que rédigées au XIV^e siècle, contiennent des parties certainement plus anciennes qu'il importera de dégager et d'identifier.

3. Ces huit abbayes sont celles de Jervaulx, Rievaulx, Meaux, Fountains, Selby, Byland, Kirkstall et Roche.

pour rechercher les fondations de l'édifice élevé par Lanfranc (la cathédrale actuelle date de Henri II) mirent au jour un cercueil renfermant, un peu pèle-mêle, divers ossements dont un crâne brisé par ce qui avait dû être une horrible blessure¹. On se trouvait sans doute en présence des restes d'un archevêque, mais lequel? On pensa d'abord à Thomas Becket. Le P. Morris, présent au moment de la découverte, repoussa formellement cette hypothèse dans le *Times* et dans le *Month*. L'archevêque actuel a prié un des membres du chapitre, le chanoine MASON, déjà connu par une bonne monographie sur la mission de saint Augustin, de reprendre la question². Il l'a fait avec beaucoup de conscience et d'esprit critique dans une dissertation où il conclut que le crâne et les ossements appartiennent, selon toute vraisemblance, au martyr du 29 décembre 1170, à moins pourtant, dit-il en finissant, que ce ne soit ceux de saint Elphege, dont la tête fut fendue par une hache danoise en l'an 1002. Donc aucune certitude³.

J'ai parlé précédemment⁴ de Richard Rolle, ermite non cloîtré, qui vivait dans la première moitié du XIV^e siècle (1300-1349) et dont les œuvres mystiques paraissent avoir ému profondément les religieuses de Hampole. En attendant que Richard fût canonisé (honneur qui ne lui fut pas accordé), un auteur anonyme composa un « office » et, dans les prières, il a entremêlé une série de leçons qui nous renseignent sur la vie et les miracles du futur saint. Trois manuscrits de l'*Officium*, dont deux contiennent aussi les *Miracula*, nous sont parvenus. M. WOOLLEY nous en donne une édition soignée⁵, qui doit faire oublier celle de G. Perry⁶. M. Woolley ne paraît pas

1. Le rapport officiel sur cette découverte a été publié dans *Archæologia Cantiana*, t. XVII, p. 253-256.

2. Arthur James Mason, *What became of the bones of saint Thomas?* Cambridge, at the University Press, 1920, in-8°, xi-196 p.; prix : 8 sh.

3. En tête de volume, une photographie représente le crâne tel qu'il fut trouvé en 1888; la section II est précédée d'un bon plan du monastère de Christ Church au temps de Thomas Becket.

4. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 345.

5. Reginald Maxwell Woolley, chanoine de Lincoln, *The « Officium » and « Miracula » of Richard Rolle of Hampole*. Londres, S. P. C. K., 1919, in-8°, 97 p.; prix : 5 sh. — L'auteur a fait reproduire en collotype une page de chacun des trois mss.; on peut donc porter un jugement sur l'exactitude de la transcription. On y relève quelques fautes d'impression : p. 12, l. 6, il faut lire eius au lieu de euis; p. 15, deux fois, iusticie, iusticia au lieu d'insticie, insticie; p. 23, l. 21, uelis eas [tunicas] michi conferre au lieu de eos; mais ces cas sont rares.

6. *English prose treatises of Richard Hampole*, publ. en 1866 pour la Société des anciens textes anglais.

avoir connu l'importante publication (parue en 1915) de Miss Margaret Deanesly sur *l'Incendium amoris* de Richard.

Ceci m'amène tout naturellement à parler d'un nouvel ouvrage de miss DEANESLY ; c'est une étude très fouillée sur un sujet souvent traité déjà : les traductions de la Bible en langue vulgaire dans les pays d'Europe : France, Italie, Espagne, Empire, Pays-Bas, Angleterre, au moyen âge¹. L'auteur expose tout d'abord l'attitude de l'Église à l'égard de ces traductions et montre qu'en général elle y fut plutôt hostile ; elle les condamna même formellement quand elle y vit une menace pour l'orthodoxie, par exemple au temps des Albigeois, des Patarins et des Lollards. Puis elle énumère les traductions de certaines parties de la Vulgate entreprises en Angleterre avant Wycliffe, caractérise les études bibliques auxquelles se livrèrent, à la même époque, les clercs, les moines, les Franciscains, les prêtres de paroisse, parle des manuels exécutés pour faire pénétrer la connaissance des Écritures chez les laics. Elle arrive alors (chap. ix) au centre de son livre, qui est la traduction de Wycliffe, pendant les années 1380-1384. Convaincu que tout pouvoir vient de Dieu et que tout homme est son vassal direct, sans intermédiaire (ce qui supprimait les évêques et le pape), Wycliffe finit par penser que le premier devoir du chrétien était de connaître la loi de son Dieu écrite dans les saints livres. La Vulgate étant en latin, il convenait donc de la traduire en anglais. D'ailleurs un petit nombre d'exemplaires de cette Bible en langue vulgaire suffiraient, car les fidèles pourraient toujours en apprendre par cœur les principaux passages, puis, comme autrefois les Vaudois, iraient les commenter dans les assemblées publiques et dans les écoles. L'œuvre de traduction fut donc commencée. On connaît les principaux collaborateurs que s'associa Wycliffe ; le plus important fut John Purvey, sur lequel miss Deanesly donne en appendice beaucoup de renseignements nouveaux. L'œuvre de ces traducteurs fut originale, aucun essai n'ayant été tenté avant eux, depuis l'époque anglo-saxonne, pour traduire dans la langue du peuple tout ou partie de la Bible² ; comme toute chose nouvelle, elle trouva des détracteurs. Les plus hostiles furent les Mendians qui s'étaient fait attribuer pour ainsi dire le monopole de l'enseignement biblique dans les Univers-

1. Margaret Deanesly, *The Lollard Bible and other medieval Biblical versions*. Cambridge, at the University Press, 1920, in-8°, xx-483 p.; prix : 31 sh. 6 d.

2. Notons cependant la traduction que Richard Rolle fit des psaumes pour une recluse, Marguerite Kirkby.

sités et elle finit par être condamnée en 1408 par l'archevêque de Cantorbéry. Le récit de cette polémique remplit le chapitre xi. Les deux derniers (xiii et xiv) disent comment les orthodoxes lisaien la Bible au xv^e siècle et comment les Lollards continuèrent l'œuvre de Wycliffe jusqu'au temps de la Renaissance et de l'Humanisme. Dans les appendices ont été publiés plusieurs documents inédits se rapportant à l'histoire de la Bible en anglais et un inventaire numérique de nombreux testaments antérieurs à l'année 1526 (où paraît la traduction de Tyndal) montrant la proportion des bibles en anglais et en français, des textes de la Vulgate, des livres liturgiques en latin, des ouvrages de dévotion en anglais et en français qui se trouvaient dans les familles. Tel est ce travail plein de détails intéressants et en partie nouveaux. Il fait le plus grand honneur à son auteur et au « séminaire » d'où il est sorti¹.

Les guildes du moyen âge ont été le plus souvent étudiées à cause de leur intérêt économique et social. M. WESTLAKE les considère uniquement au point de vue religieux². Il constate que, dans un grand nombre de paroisses, il y eut des guildes, ou fraternités, qui n'avaient guère que le nom de commun avec les guildes de marchands et d'artisans et dont le but essentiel était de prier pour les morts. La principale source d'information, il l'a puisée dans l'enquête de 1389 qu'a publiée T. Smith en 1870 ; ses recherches personnelles lui ont permis de signaler, d'analyser ou de publier quelques textes nouveaux³. N'aurait-il pas pu pousser ses investigations plus loin encore et nous apporter le relevé aussi complet que possible de toutes les guildes paroissiales dont on connaît l'existence ou dont on possède les statuts ? L'objet de ces fraternités était une sorte d'assurance mutuelle contre les châtiments du Purgatoire ; quand la croyance au Purgatoire commença de s'affaiblir au xv^e siècle, leur intérêt diminua ; au xvi^e siècle, elles succombèrent sans bruit comme entachées de superstition, raison ou prétexte dont s'arma le gouvernement pour mettre la main sur leurs biens.

De feu M. CUTTS nous avons déjà mentionné un petit Dictionnaire

1. Le volume fait partie de la collection « Cambridge studies in medieval life and thought », dirigée par M. G. G. Coulton.

2. H. F. Westlake, *The parish guilds of medieval England*. Londres, S. P. C. K., 1919, in-8°, viii-242 p., prix : 15 sh.

3. Texte de la guilde de Sainte-Trinité en l'église de Saint-Botolph dans la cité de Londres (p. 68) ; extraits des comptes de la « fraternité » de N.-D. de Roncevaux, près de Charing Cross, 1520-1522 (p. 94) ; notes sur la guilde de Sainte-Croix, de la Vierge et de Saint-Jean-Baptiste à Stratford-sur-Avon (p. 112), etc. A signaler plusieurs fac-similés p. 74, 88, 94 et des vues de maisons autrefois affectées à ces guildes.

d'histoire ecclésiastique qui en est à sa quatrième édition. Son dernier ouvrage est consacré aux prêtres de paroisses et à leurs ouailles pendant le moyen âge¹. Il y fait connaître beaucoup de faits puisés directement aux sources, présentés en bon ordre et en bon style. De nombreuses illustrations, tirées de livres à peinture anglais et parfois même français, ajoutent d'utiles précisions au texte. L'origine des paroisses y est traitée d'une façon superficielle; sans que la période anglo-saxonne soit négligée, c'est surtout le clergé paroissial depuis la conquête que nous apprenons à connaître. On constate ça et là des longueurs, par exemple dans les premiers chapitres concernant la conversion de l'Angleterre au christianisme; ailleurs, l'auteur dépasse les limites naturelles de son enquête et traite de l'organisation générale de l'Église, sans rapport direct avec celle de la paroisse anglaise. Enfin le titre de son livre n'est justifié qu'à moitié; car, s'il étudie de près l'église paroissiale, ses desservants : recteurs, vicaires et curés, clercs et bedeaux, les rapports de ce clergé avec l'évêque et les monastères, il ne parle guère des ouailles, des lacs, dont la vie spirituelle était intimement liée au fonctionnement de la paroisse.

Ce dernier point a fait l'objet d'une pénétrante dissertation par Lord MANNING². Elle comprend trois sections. Dans la première (chap. I, II et III) est examiné comment la religion était enseignée par le drame du sacrifice divin dans la messe, par la prédication et par la confession. Dans la seconde (chap. IV-IX), l'auteur se pose les questions suivantes : que savait-on, en dehors des clercs, sur le dogme chrétien, sur l'histoire sainte? Que pensait-on des sacrements et quelle part leur attribuait-on dans la vie religieuse? A côté des vérités qu'elle s'efforçait d'implanter dans l'esprit et le cœur des fidèles, quelles erreurs l'Église s'efforçait-elle de combattre? Qu'en-tendait-on au XIV^e siècle par le mot de superstition et quels éléments de magie, d'idolâtrie, avaient pénétré dans les croyances populaires? Passant ensuite à l'application pratique de la croyance, l'auteur montre l'influence qu'elle a exercée, soit dans la vie journalière, en ce qui concerne le mariage, l'éducation des enfants, les serments, la danse, le traitement des animaux, etc., soit dans l'observation des jours de fête et le respect dû aux saints lieux. La troisième section (chap. X-XII),

1. The late Rev. Edward L. Cutts, *Parish priests and their people in the middle ages in England*. Londres, S. P. C. K., 1914, in-8°, xvii-579 p.; prix : 7 sh. 6 d.

2. Bernard, Lord Manning, *The people's faith in the time of Wyclif*. Cambridge, at the University Press, 1919, in-8°, xvi-196 p. « Thirlwall Essay, 1917 ».

est consacrée à des problèmes qui ont inquiété de tout temps l'âme humaine : celui de la pauvreté, celui du libre arbitre, enfin celui de la prière, de son utilité et de son efficacité. Lord Manning s'est placé délibérément « au temps de Wycliffe ». On s'attendait à trouver au moins un paragraphe sur les traités du célèbre hérésiarque et sur leur importance sociale ; nous ne trouvons sur ce point que quelques détails disséminés au cours de l'ouvrage. Plus grande est la place qu'il fait aux ordres mendians, surtout aux Franciscains, qui ont été en contact étroit avec les gens du commun, tandis que les seuls théologiens pouvaient aborder la rébarbative lecture de Wycliffe. Plus profonde encore paraît avoir été l'influence exercée par les solitaires, les reclus, qui donnaient l'exemple d'une réelle austérité. L'ascétisme médiéval est une des sources profondes du puritanisme. Les deux cents petites pages de Lord Manning en disent long.

Un récent ouvrage du cardinal GASQUET¹ nous permet d'embrasser une très longue période de l'histoire de l'Eglise, puisqu'elle s'étend du VIII^e siècle environ jusqu'à nos jours ; il traite du « Vénérable collège anglais à Rome ». Dès l'époque anglo-saxonne, les Anglais avaient dans la Ville éternelle un hospice pour les pèlerins : la *Schola Anglorum*², située dans le « *Vicus Saxonum* », avec une église sous le vocable de S. Maria in Sassia, dans la via Monserrato. Appauvrie par la conquête normande qui ralentit pendant au moins un siècle le zèle des pèlerins, cette *schola* était en ruines à la fin du XII^e siècle. Reconstruite par Innocent III, elle fut desservie par des Frères du Saint-Esprit³, dont la chapelle s'élevait sur l'emplacement même de l'ancienne S. Maria in Sassia⁴. Elle fut ensuite transfor-

1. Cardinal Gasquet, *A history of the Venerable english College, Rome. An account of its origine and work from the earliest times to the present day.* Londres, Longmans, Green et C°, 1920, in-8°, xii-291 p.; prix : 15 sh.

2. Le cardinal Gasquet, ou plutôt Mgr Mann, recteur du collège Bède à Rome, qui a écrit le premier chapitre du livre, ne paraît pas avoir connu le mémoire d'O. Jensen : *Der englische Peterpfennig und die Lehnssteuer aus England und Irland an den Papststuhl im Mittelalter* (1900), qui a paru traduit en anglais dans les *Transactions of the R. histor. Society* (1901); l'auteur prouve que la *Schola* n'a jamais eu le caractère d'un établissement d'Instruction.

3. La bibliothèque de l'hôpital (Bibliotheca Lancisiana) possède le « *Liber fraternitatis S. Spiritus et S. Marie in Sassia de Urbe* ». A cette fraternité appartiennent le roi Henri VII et John Colet, le futur doyen de Saint-Paul. L'histoire de l'hôpital du Saint-Esprit a été écrite par Pierre Saulnier : *De capite S. Ordinis S. Spiritus* (Lyon, 1649).

4. La sacristie de la chapelle qui remplaça l'antique S. Maria in Sassia est ornée de fresques rappelant plusieurs épisodes de l'histoire de la *Schola*; c'est l'œuvre d'un peintre toscan, Étienne Vai, qui les exécuta au temps où le frère Saulnier écrivait l'histoire de l'hôpital.

mée en un hospice qui, au XVI^e siècle, servit de maison de refuge aux Anglais catholiques chassés de leur pays ; enfin en un collège ou séminaire (1578), où devaient être instruits de jeunes Anglais destinés à la prêtrise et surtout à la mission d'Angleterre. Le principal promoteur de cette dernière fondation fut le docteur (plus tard cardinal) William Allen, qui avait déjà, dans la même intention, créé des collèges à Douai, puis à Reims. La discorde ayant éclaté dans ce collège entre les étudiants anglais et gallois, les Jésuites s'en firent donner la direction, ce qui changea le caractère de l'établissement. Le cardinal Gasquet ne peut s'empêcher d'en exprimer son regret (p. 114). Supprimé avec la Compagnie de Jésus, dévasté et démolî par les Français en 1798, le collège fut reconstruit en 1818. Au XIX^e siècle, son élève le plus brillant fut Wiseman, qui en fut ensuite recteur en attendant de devenir évêque (1840), archevêque de Westminster et cardinal (1856). A l'aide de ses archives, le cardinal Gasquet a parlé des principaux pèlerins que le « Collegium venerabile », fidèle à ses origines, n'a cessé d'accueillir¹ ; il a dressé la liste des martyrs et confesseurs pour la foi catholique qui s'y préparèrent au saint ministère ; il en a écrit l'histoire littéraire².

Il est encore question du Vénérable collège dans un nouveau livre du P. POLLÉN, qui traite des catholiques anglais sous Élisabeth³. Avec une érudition aiguisee de finesse, l'auteur a exposé la politique embarrassée de Marie Tudor qui voulait restaurer le catholicisme sans rien perdre de ses droits souverains, puis celle d'Élisabeth qui voulait restaurer le protestantisme sans rompre avec les puissances catholiques et le pape. Quand Pie V, mal renseigné sur la situation générale, hésitant d'abord sur la question de savoir laquelle des deux reines, Marie Stuart ou Élisabeth, valait le mieux (p. 125), commit la faute⁴ de rompre avec éclat en excomuniant la fille de Henri VIII (25 février 1570)⁵, la cause catho-

1. D'après le « Pilgrim book », qui fut tenu régulièrement de 1580 à 1656.

2. La conclusion, qui mène l'histoire du collège jusqu'en 1917, est suivie d'une longue dissertation sur un médaillon en bronze de la fin du XV^e siècle représentant Aristote, le « prince des philosophes ». Ce médaillon appartenait autrefois au collège ; il disparut dans les troubles que produisit l'occupation française. Il est aujourd'hui possédé par M. Maurice Rosenheim.

3. John Hungerford Pollen, S. J., *The english Catholics in the reign of Queen Elizabeth; a study of their politics, civil life and government*, 1558-1580. Londres, Longmans, 1920, in-8°, ix-387 p.; prix : 21 sh.

4. C'est ce que dit le P. Pollen lui-même : le pape agit « under misapprehension » (p. 157).

5. Cette date est définitivement fixée dans une longue note de la p. 150. En regard de la p. 150, on trouvera un fac-similé très réduit de la bulle originale qui n'a jamais été envoyée et qui se trouve encore dans les archives du Vatican.

lique semblé perdue; les protestants, qui étaient infime minorité au début du règne, devinrent les maîtres du pays. Les années 1573-1578 marquent le point le plus bas où soit jamais tombé le catholicisme anglais¹. Maté en Angleterre, il réagit au dehors, sous l'influence des décisions prises par le concile de Trente : Allen fonde en terre d'Espagne le collège de Douai qu'il transporte ensuite à Reims, en France (1579); il provoque la création du Collège romain. Les « prêtres séminaristes » formés dans ces écoles rétablissent peu à peu le culte interdit par les actes de Suprématie et de Conformité. Le terrain est préparé désormais pour l'apostolat des Jésuites. Si Parsons échoue en Irlande (1579), la prédication et le martyre de Campion vont bientôt changer la face des choses et donner à la Contre-Réforme des partisans résolus. D'autre part, Élisabeth avait mis le temps à profit : Marie Stuart était captive²; l'Espagne et la papauté³ n'avaient pas pu ou pas voulu s'unir pour frapper l'Angleterre aux moments critiques. L'occasion manquée au début du règne ne devait plus se retrouver.

Revenons à l'histoire religieuse, considérée maintenant du point de vue protestant. Le Rév. WHITNEY a consacré un bon volume⁴ à la question de l'épiscopat et à la défense de cette institution, telle qu'elle fonctionne en Angleterre. Il montre son origine, son importance grandissante au moyen âge, le ralentissement de son activité au xv^e siècle, ce qu'elle devint en Allemagne et dans les pays scandinaves sous l'influence des idées de Luther et de Calvin, la lutte engagée avec succès par la papauté pour son maintien au xvi^e siècle, la forme qu'elle finit par prendre en Angleterre à partir d'Élisabeth. A ses yeux la solution anglicane est la meilleure, car elle évite un double écueil : celui de la tyrannie pontificale et celui de l'individualisme presbytérien. C'est une opinion ; le savant professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université de Londres la défend avec beaucoup d'autorité.

1. C'est l'époque du complot Ridolfi, sur lequel le P. Pollen apporte des renseignements nouveaux ; celle aussi où fut accompli ce que l'auteur appelle le crime, l'horrible atrocité de la Saint-Barthélemy (p. 183).

2. Le P. Pollen, qui a déjà publié sur Marie Stuart des documents fort troublants, parle d'elle avec sévérité : « Catholique opportuniste » au début, elle n'inspira qu'une confiance limitée en Angleterre comme en Écosse.

3. Le P. Pollen s'est efforcé, non sans succès, de démontrer qu'en 1580 la papauté n'a pas songé à former une ligue pour l'extermination des protestants ; la politique de Grégoire XIII a été mal interprétée.

4. J. P. Whitney, *The episcopate and the Reformation. Our outlook*. Londres, Robert Scott, 1917, in-8°, xii-199 p.; prix : 3 sh. 6 d. • Handbooks of catholic faith and practice. »

Parmi les dissidents qui, vers la fin du xvi^e siècle, répudiaient l'autorité épiscopale et refusaient de reconnaître l'Église établie, figure une petite communauté de paysans vivant à Scrooby et à Austerfield, villages situés à mi-chemin de Lincoln et d'York, dans une région où les catholiques restèrent longtemps en majorité. Son chef, William Brewster, maître de poste à Scrooby et receveur des revenus appartenant dans ce manoir à l'archevêque d'York, adopta les idées puritaines et forma un groupe ou « classe », comme on disait alors, de laïcs qui ne reconnaissaient d'autre autorité que celle des livres saints. L'archevêque de Cantorbéry ayant ordonné une enquête sur les non-conformistes en général, Brewster et ses amis émigrèrent en Hollande et obtinrent l'autorisation de s'établir à Leyde (1609); leur église compta bientôt de quatre à cinq cents fidèles. C'est de ce milieu que sortirent en 1620 les « Pères pèlerins » du *May Flower*. M. USHER leur a consacré une étude¹ dont on ne saurait trop louer l'information étendue, le sens critique, l'exposition vivante et colorée. Les mêmes motifs qui avaient poussé la « classe » de Scrooby à s'expatrier l'empêchèrent de s'établir définitivement en Hollande : ils ne s'y sentirent pas libres de mettre en pratique, sans contrôle ni contrainte, leurs idées d'indépendance religieuse et sociale. Ils pensèrent que l'Amérique du Nord, où une Compagnie de commerce avait déjà fondé la colonie de Virginie, pourrait leur fournir l'isolement dont ils sentaient le besoin. Ils ne voulaient cependant pas se mettre en état de rébellion contre leur souverain le roi d'Angleterre ; déjà leur départ du royaume sans autorisation avait failli leur attirer des désagréments ; ils négocièrent donc soit avec la Couronne, soit avec la Compagnie, et c'est finalement comme associés à celle-ci que les plus déterminés d'entre eux purent partir. Dans le nombre figurent seulement deux émigrés de Scrooby et d'Austerfield : William Brewster et William Bradford ; celui-ci fut le véridique historien de l'exode.

Sur le voyage de nos « pèlerins », sur la fondation du Nouveau Plymouth et sur les cruelles expériences du début, M. Usher nous renseigne abondamment. Peut-être l'humble établissement fondé en 1620 aurait-il disparu vite, si la grande persécution dirigée contre les Puritains d'Angleterre en 1627 n'avait fait affluer dans son voisinage, avec de nombreux colons, des capitaux et une pratique des affaires qui manquaient aux Illuminés du début. Les deux colonies finirent par se fondre ensemble (1691), d'autant plus aisément

1. Roland G. Usher, *The Pilgrims and their history*. New-York, the Macmillan Company, 1918, in-8°, x-310 p., une carte et des gravures; prix : 2 dol.

qu'elles avaient en somme une commune origine. Chez tous, d'ailleurs, anciens et nouveaux, les conditions nouvelles de l'existence développèrent des sentiments nouveaux. Tout d'abord, on les voit profondément imbus des principes de la féodalité; ils considéraient le roi comme leur seigneur suzerain; mais ils ne se croyaient unis à lui que par le lien assez lâche de l'allégeance. S'ils tenaient de lui leurs terres, c'était à titre de « libre socage », et ils finirent par agir comme s'ils jouissaient d'une pleine liberté. « Là », dit justement M. Usher, « est le germe de l'indépendance des États-Unis. » L'affranchissement politique procède en droite ligne de l'affranchissement religieux.

Le troisième centenaire du *May Flower* a provoqué un certain nombre d'études consacrées à cet épisode, si humble en soi, mais dont les conséquences ont été si considérables. La ville de Southampton, d'où partit le vaisseau qui transportait les destinées de la race anglo-saxonne dans le Nouveau Monde, a fait paraître une courte brochure¹. La « Congregational Union » d'Angleterre et de Galles, qui se rattache directement à la sécession puritaine de 1620, a chargé MM. MASON et NIGHTINGALE de projeter des lumières nouvelles sur l'histoire des pèlerins². La « English speaking Union » a consacré toute une livraison de sa revue mensuelle *Landmark* à des travaux sur le même sujet. Robinson, qui fut le premier pasteur des pèlerins, vient d'avoir sa biographie par M. BURGESS³ et, sans doute, aurons-nous encore d'autres ouvrages à signaler.

Parmi les sectes qui pullulèrent pendant la guerre civile et l'interrogne, il n'en est pas qui attire plus la curiosité sympathique que celle des Quakers et peu de figures dans le monde mystique sont plus singulières que celle du fondateur, George Fox. Son journal, publié en 1911 par M. Norman Penney, est la source, riche en enseignements de toute nature, où les biographes doivent puiser. M. JONES en a tiré la substance d'un intéressant petit livre écrit pour le grand public⁴; on n'ignore pas qu'en 1669 Fox épousa Marguerite Askew,

1. *The Pilgrim fathers; their story and their connection with Southampton, 1620-1920.* Southampton, Hants Advertiser Company, in-8°, 45 p.; prix : 2 sh. 6 d.

2. *New light on the Pilgrim story*, par le Rév. Thomas M. Mason et le Rév. B. Nightingale [1920]; prix : 7 sh. 6 d.

3. Walter H. Burgess, *John Robinson, pastor of the Pilgrim fathers; a study of his life and times.* Londres, Williams and Norgate, 1920; prix : 12 sh. 6 d. — Joindre : *An answer to John Robinson of Leyden by a fellow Puritan*, publ. p. Champlin Burrage, d'après un ms. de 1609 (Harvard Univ. Press).

4. Rufus M. Jones, *The story of George Fox.* New-York, the Macmillan Company, 1919, in-12, xii-169 p.; prix : 1 d. 50 cents. Un portrait qui donne

veuve de Thomas Fell d'Ulverston, juge au comté de Chester et chancelier du duché de Lancastre, avec qui autrefois il avait eu quelques démêlés. Les Fells possédaient à Swarthmoor, près de Furness, une maison qui, après ce mariage, devint le centre de l'activité déployée par la secte et est encore aujourd'hui un lieu de pèlerinage pour les Quakers. On y conserve un livre de comptes tenu par une des sept filles de Marguerite, Sarah, de 1673 à 1678; ce livre contient beaucoup de menus détails sur la vie que l'on menait alors à Swarthmoor et dans le district de Furness, et aussi quelques rares détails sur Fox, sa famille et la secte elle-même. M. Norman PENNEY vient d'en donner une édition aussi fidèle que possible¹. Une introduction par M. John BROWNBILL, une description du manuscrit avec son histoire par Miss Alice CLARK, d'abondantes notes par M. Penney lui-même, un copieux index font comprendre l'intérêt du volume et permettent d'en utiliser les renseignements.

Si maintenant l'on désire d'être informé sur le développement de la secte, on trouvera le plus grand profit à lire l'excellent ouvrage de M. BRAITHWAITE² dont le premier volume ne traite encore que des origines, mais dont le tome II sera consacré à la période si tourmentée de la Restauration³. Les principes et les croyances qui constituent la foi du quaker, l'organisation et la discipline actuelles de la secte, ses idées sur la guerre sont exposés par M. GRAHAM⁴ dans un livre où la partie historique et biographique n'occupe qu'une place très restreinte⁵.

On ne saurait mieux terminer cette section consacrée à l'histoire religieuse qu'en signalant la toute dernière édition du *Prayer Book* que vient de donner le Rév. DALTON⁶, chanoine de Windsor.

bien peu l'idée du personnage; combien plus celui qui est en tête du t. I du *Journal!* M. Jones avait déjà publié *The Quakers in the american colonies* (1911).

1. Norman Penney, *The household account book of Sarah Fell of Swarthmoor Hall*. Cambridge, at the University Press, 1920, in-8°, xxxii-597 p.; prix : 42 sh.

2. William C. Braithwaite, *The beginnings of Quakerism*. Londres, Macmillan, 1912, in-8°, xliv-562 p.

3. Ce t. II est paru depuis plusieurs mois; je ne l'ai pas encore vu.

4. John W. Graham, *The faith of a quaker*. Cambridge, at the University Press, 1920, in-8°, xv-444 p.; prix : 21 sh. Une utile bibliographie occupe les p. 426-435.

5. Le livre II, consacré aux fondateurs, ne donne que de rapides indications sur la vie et les œuvres de Fox, d'Isaac Penington, de William Penn, de Robert Barclay.

6. *The book of Common prayer. An edition containing proposals and suggestions compiled by John Neale Dalton, canon of Windsor*. Cambridge, at the University Press, in-8°, lii-683 p.; prix : 30 sh.

Depuis 1906, les deux chambres de la Convocation du clergé dans les provinces de Cantorbéry et d'York ont été convoquées à plusieurs reprises pour régler certains points controversés, tels que le costume que doivent revêtir les ministres du culte anglican officiant à l'autel, l'ordre dans lequel il convient de lire le psautier et le reste des saintes Écritures, les changements qu'on peut apporter au calendrier ecclésiastique, l'élimination ou l'admission de noms nouveaux dans la liste des saints, etc. C'est le résultat des résolutions prises par les Commissions chargées du travail et des décisions votées par les quatre chambres délibérantes que nous apporte la publication actuelle. Tous ceux, catholiques et protestants, qui suivent le développement des églises chrétiennes¹, le liront avec attention.

HISTOIRE POLITIQUE. — Le dernier survivant des fils de l'éminent historien Palgrave, Sir Inglis, a, conformément aux volontés exprimées par son père, entrepris de rééditer ses œuvres historiques. En tête du recueil, figure *l'Histoire de la Normandie et de l'Angleterre*, qui parut en quatre volumes de 1852 à 1857, mais qui était déjà terminé à cette date depuis une vingtaine d'années². On sait qu'en 1822 Palgrave avait été désigné par la Commission des archives royales pour faire une enquête sur ces archives et il avait été, en 1834, nommé archiviste en chef du Trésor. C'est donc au centre même des documents qu'il prépara et écrivit son grand ouvrage. De la présente réédition, nous n'avons encore que les deux premiers volumes qui s'arrêtent à l'avènement de Hugues Capet en 987. Au texte, reproduit avec un soin tout filial, Sir Inglis a cru devoir ajouter des notes complémentaires, travail dont il n'a peut-être pas mesuré dès le début l'ampleur ni la difficulté. En fait, trop de ses notes sont insignifiantes ou insuffisantes³. Cependant tout

1. Mentionnons au moins en note : *The english liturgies of 1549 and 1661 compared with each other and with the ancient liturgies*, par John Edward Field. Londres, S. P. C. K., in-8°, 235 p.; prix : 12 sh. 6 d.

2. *The collected historical works of Sir Francis Palgrave*, edited by his son, Sir R. H. Inglis Palgrave. *The history of Normandy and England*, vol. I-II. Cambridge, at the University Press, 1919, in-8°, xxxvi-560 et xxxix-580 p.; prix : 30 sh. les deux vol.

3. Nous donnerons ici seulement quelques exemples caractéristiques empruntés au t. I. Page 429, une ligne seulement sur Mabillon pour dire qu'il fut bénédictin à Saint-Maur et auteur du *Traité des études*, puis neuf lignes sur Fénelon. On croit utile de donner le sens des mots autochtones (p. 435), colophon (p. 457), « sermo pedestris » et « lingua rustica », auxquels on consacre neuf lignes. On accepte sans sourciller l'étymologie de Lutetia, signifiant la « ville de boue », des Parisii. A propos des serments de Strasbourg, Sir Inglis ne dit pas, même en parlant de Nithard, comment ils sont venus jusqu'à nous

n'y est pas à dédaigner; tant s'en faut. En outre, on remerciera Sir Inglis de nous donner une rapide esquisse de la vie de Palgrave par son second fils, Sir Reginald¹, et surtout de copieux extraits tirés de la correspondance du père, qui nous renseignent sur la manière dont travaillait Palgrave, sur les trouvailles qu'il fit dans les belles archives dont il avait la garde, sur ses voyages de plaisir et d'étude, etc. On doit attendre avec confiance et reconnaissance la suite de cette belle collection.

Je réunirai maintenant en un seul groupe un itinéraire et quatre biographies royales.

L'itinéraire est celui de Henri I^{er}, dressé par M. FARRER avec beaucoup de soin et de précision². Il est intéressant de le confronter avec celui de Louis VI de France, dressé par Achille Luchaire; sur beaucoup de points ils se complètent l'un l'autre. Si M. Farrer avait suivi de plus près le travail de Luchaire, il se serait épargné quelques méprises dans l'orthographe des noms de lieux français³; mais ce sont des vétilles. L'itinéraire du roi d'Angleterre comprend plus de 750 numéros, soit une centaine de plus que celui du roi de France, différence qui n'étonnera pas, si l'on se rappelle que la chancellerie royale était alors beaucoup mieux organisée et plus développée en Angleterre qu'en France.

La première des biographies royales est celle de Henri II par M. SALZMANN⁴. Il était difficile de rien dire de nouveau sur ce prince

dans leur langue originale. Francis Palgrave a mentionné les États-Généraux convoqués, dit-il, « under the House of Valois »; son fils ne trouve à dire que ceci (p. 460) : « A younger branch of the Capetian family occupied the throne of France from 1328 to 1589. » Quelques rares fautes d'impression : Montesquieu, baron *La Brude*, pour *La Bréde* (p. 442); abbaye fondée vers 625 par Riquier ou *Richarnus*, pour *Richarius* (p. 457).

1. François Palgrave eut quatre fils : 1^o Francis Turner, qui fut professeur de littérature à Oxford; 2^o Reginald, auteur du « Memoir » qui occupe les p. xi-xix du t. I; 3^o William Gifford, auteur de voyages en Arabie; enfin 4^o Inglis, bien connu comme éditeur d'un *Dictionary of political economy* qui fait autorité.

2. William Farrer, *An outline itinerary of King Henry the First*. Londres, Humphrey Milford (Oxford University Press) [1920], in-8°, 182 p.; prix : 18 sh. L'itinéraire avait d'abord paru dans l'*English historical Review*, juillet-octobre 1919.

3. Page 85 (et à la table), on regrette de trouver *Brémulé* au lieu de Brémule, *Bréteuil* au lieu de Breteuil; *Almanèches* au lieu d'Almenèches. Il eût été bon de dire que le Noyon placé entre Lions-la-Forêt et les Andelys est Noyon-sur-Andelle. On pouvait bien se risquer à écrire Tancarville au lieu de Tancarvill.

4. L. F. Salzmann, *Henry II*. Londres, Constable [1917], in-8°, viii-267 p.; prix : 7 sh. d. Collection « Kings and Queens of England », dirigée par

et sur son temps; d'ailleurs on ne demandait pas à l'auteur un ouvrage d'érudition, la collection pour laquelle il écrivait ne le comportant pas; il suffira de dire que M. Salzmann s'est très convenablement acquitté de sa tâche.

Viennent maintenant deux biographies de Henri V. La première est celle de M. WYLIE¹, mort en 1914, laissant le manuscrit de son tome II entièrement achevé. Deux amis du défunt ont pris soin d'en surveiller l'impression; on leur saura le plus grand gré de leur peine. On connaît la méthode discursive de l'auteur: non seulement il veut tout savoir sur les événements, les hommes, les lieux, les institutions dont il doit parler, mais il tient à faire connaître à ses lecteurs tout le produit de ses immenses lectures; chaque page s'enrichit, s'encombre, si l'on préfère, de notes, de références, de citations. Le tome II ne traite que de deux années, mais quelles années: celles de la bataille d'Azincourt et du siège d'Harfleur! Les Français n'y trouveront pas moins d'intérêt que les Anglais; tout un chapitre (xlvi) est consacré à Jean de Berry, à sa maladie, à sa mort (15 juin 1416), à son tombeau, à son caractère, à ses portraits, à ses collections, etc. Près de soixante pages bourrées de notes et de faits sur ce prince qui, après tout, n'occupa qu'une place de second rang, c'est beaucoup; mais, pour avoir le courage d'en blâmer l'auteur, il faudrait confesser d'abord qu'on n'y a pas beaucoup appris.

Le même roi a tenté un autre biographe, M. MOWAT²; après l'œuvre touffue et inachevée de Wylie, on aura plaisir à lire ce travail facile et bien informé. Un chapitre bref et probant est consacré au caractère du prince avant son avènement et aux légendes qui l'ont défiguré à partir du xvi^e siècle. Le jugement que l'auteur porte sur le vainqueur d'Azincourt ne diffère pas beaucoup de celui qu'en a tracé, il y a près d'un demi-siècle, W. Stubbs; cependant il insiste moins sur le héros chrétien que sur le politique. Son livre est une œuvre de bonne vulgarisation.

J'en dirai tout autant, avec de semblables éloges, de la biogra-

Robert S. Rait et William Page. — Les noms de lieu français devront être vérifiés: Domfront est plusieurs fois déformé en *Damfront*. Dans l'itinéraire de Henri II, les noms de Saint-Macaire, Rocamadour, Gorron, Graçay ont été estropiés.

1. James Hamilton Wylie, *The reign of Henry V*, vol. II, 1415-1416. Cambridge, at the University Press, 1919, in-8°, 507 p.; prix : 30 sh.

2. R. B. Mowat, *Henry V*. Londres, Constable, 1919, in-8°, 343 p.; prix : 10 sh. 6 d. — A noter, à la fin, un très utile itinéraire du roi; mais on y corrigera *Morouval* en Moronval; dans le texte, on corrigera *Charantan*, *Oleron*, *La Haugue*, qui sont Charenton, Oloron, La Hougue.

phie de Henri VII par Miss TEMPERLEY¹. Les historiens qui trouvent ce règne dénué d'intérêt devront prendre en sérieuse considération le chapitre final où l'auteur s'efforce de reviser ce jugement. L'itinéraire du roi, qui remplit les pages 411-419, est un travail original qui rendra des services.

Une étude critique de tous les documents connus, dont plusieurs ont été récemment découverts, a permis à M. Tout de dévoiler autant qu'il est possible le mystère qui entoure la captivité et la mort d'Édouard II². Il prouve que ce malheureux prince, après avoir été d'abord enfermé au château de Kenilworth sous la garde de son cousin Henri de Lancastre (du 16 novembre 1326 au 4 avril 1327), fut ensuite transféré à Berkeley d'où il réussit à s'échapper dans des circonstances très mal connues; repris peu de temps après (on ignore comment), il fut réintgré dans sa prison d'où les partisans du roi détrôné complotèrent de l'enlever par force. Pour couper court à toute tentative de ce genre, on résolut de se débarrasser d'un aussi gênant prisonnier. C'est probablement Mortimer qui fut l'instigateur du crime et lui qui d'ailleurs en profita. Quant aux meurtriers, dont M. Tout a suivi les traces avec la plus grande application, ils furent traduits en justice; mais traités avec une indulgence qu'explique la complicité au moins morale de la mère d'Édouard III³. Puis la légende s'empara de cette tragique aventure où tant de gens avaient intérêt à faire le silence et à détourner les soupçons; le fait qu'Édouard avait réussi à s'échapper un moment de sa prison fut dramatisé au point que l'on fit voyager le fugitif jusqu'en Italie où il mourut, dit-on, sous l'habit d'un ermite. On revient dans la réalité en constatant que le malheureux Édouard fut considéré comme un martyr par les fidèles de la royauté et que sa tombe à Gloucester⁴ fut pendant plusieurs années le but de nombreux pèlerinages⁵.

1. Gladys Temperley, *Henry VII*. Londres, Constable, 1917, in-8°, viii-453 p.; prix : 7 sh. 6 d.

2. T. F. Tout, *The captivity and death of Edward of Carnarvon*. Manchester, at the University Press, « Bulletin of the John Rylands library », VI, 1, 1920, in-8°, 49 p.; prix : 3 sh.

3. M. Tout rappelle (p. 31) que la reine Isabelle ne fut pas, comme on l'a souvent répété, reléguée dans un donjon; elle mourut dans une retraite confortable en 1358.

4. Les transformations que l'abbé de Saint-Pierre de Gloucester fit subir au transept de l'église pour la tombe d'Édouard II sont, au dire de M. Tout, l'origine de ce que les archéologues appellent « le style perpendiculaire » (p. 41).

5. A défaut d'autre place, mentionnons ici les documents sur le mariage de-

Dans l'Angleterre puritaire de XVII^e siècle, il n'est pas de figure plus noble que celle de Milton. Il importe donc de connaître ce qu'a pensé de la nature et de l'homme, de la création et du gouvernement des peuples, l'écrivain qui fut à la fois un des plus ardents polémistes et le plus grand poète de son temps. Penseur original et profond, déclare M. SAURAT¹ dans une thèse de doctorat où il étudie la formation intellectuelle et morale de Milton, son système philosophique, moral et religieux, les sources auxquelles il a puisé, enfin les relations entre la foi, la pensée et la poésie que révèlent les grands poèmes de la fin : le *Paradis perdu*, le *Paradis reconquis*, *Samson Agonistes*. Le plan du livre est logique et rigide, plus en apparence encore qu'en réalité ; on y relève en effet des répétitions et un certain manque d'équilibre. Ainsi M. Saurat, qui n'a pas connu la thèse de Geffroy sur les pamphlets de Milton², consacre à l'analyse de ces écrits tout le chapitre II de la première partie ; puis il revient sur le sujet dans le chapitre V de la deuxième. D'autre part, tandis que dans la troisième partie, première section, il étudie les sources hébraïques, chrétiennes et payennes des idées philosophiques de Milton, pourquoi refuse-t-il de rechercher celles des idées politiques ? L'historien lui reprochera encore l'indigence de sa biographie³ et l'absence de tout index. M. Saurat n'a-t-il donc pas mesuré le gain de temps qu'il a réalisé en consultant les tables des livres anglais et ne pouvait-il rendre aux lecteurs français le même service ? On est au regret d'avoir à chicaner pour des questions secondaires un auteur qui a su faire si bien comprendre la pensée miltonienne et la durable influence exercée par l'imagination passionnée du grand poète.

La thèse complémentaire de M. Saurat porte sur William Blake et ce qu'il doit à Milton ; cette thèse est écrite en anglais⁴. Je n'ai rien à en dire quant au fond, l'histoire littéraire ne rentrant qu'inci- demment dans mon domaine ; je ferai seulement remarquer ici encore l'absence de ces détails précis auxquels l'historien attache du prix. On annonce un chapitre sur la vie de Blake, qui fut un poète, lui aussi, et, dans une note de deux lignes, on nous dit simplement (p. 3) qu'il mourut en 1827 ; est-ce suffisant ?

Charles I^{er} Stuart avec Henriette de France, qui figurent dans le tome IV des *Mémoires de Richelieu*, publiés par la Société de l'histoire de France.

1. Denis Saurat, *la Pensée de Milton*. Paris, Félix Alcan, 1920, in-8°, 363 p., prix : 25 fr.

2. *Étude sur les pamphlets politiques et religieux de Milton* (1848).

3. M. Saurat a fait grand usage, comme il convenait, de la copieuse biographie de Milton par M. Masson ; nulle part il n'en a donné le titre exact ; rien non plus sur les éditions de Milton dont il s'est servi.

4. *Blake and Milton*. Paris, Félix Alcan, 1920, in-8°, 74 p.

HISTOIRE ADMINISTRATIVE ET ÉCONOMIQUE. — Dans une première étude sur Édouard II¹, M. Tout avait montré la place considérable prise par la Chambre (*chamber*) et surtout par la Garde-Robe (*wardrobe*). Il a repris la question pour la traiter à fond dans un nouvel ouvrage en quatre volumes qui comptera certainement parmi les productions les plus instructives de l'histoire des institutions médiévales. Nous n'avons encore que les deux premiers tomes²; mais une longue introduction présente le développement complet de ces organes du pouvoir central depuis les origines jusqu'à la fin du XIV^e siècle. Ces organes sont tous des rameaux détachés de la Maison du roi. La *Curia regis*, le Conseil privé, plus tard le Parlement, sont ceux dont l'action politique a été le plus apparente et le mieux étudiée. C'est d'eux surtout que s'occupa l'histoire constitutionnelle, telle que l'a conçue Stubbs, par exemple. C'est au point de vue administratif pur que se place M. Tout. Il a montré combien il importe, pour l'intelligence du passé, de compléter sur ce point les lacunes de notre connaissance. Les matériaux abondent, mais il faut les chercher ailleurs que dans les chroniques, les recueils de lois ou de chartes; des recherches prolongées et minutieuses dans les archives sont une préparation indispensable; même au temps de Stubbs, par exemple, elles ne pouvaient être entreprises avec sécurité: le travail du classement et d'inventaire était trop peu avancé et les publications trop fragmentaires. Le savant petit livre de M. Eug. Déprez sur la diplomatie anglaise avait cependant déjà mis en pleine lumière l'intérêt que présente l'étude des petits sceaux (sceau privé, sceau secret, griffon) dont l'usage devint de plus en plus fréquent depuis le XIII^e siècle à côté du grand sceau de la royaute. M. Tout a plusieurs fois reconnu le service que lui avait rendu ce travail; une fois attirée sur ce point, son attention s'est portée sur les bureaux d'où émanaien ces sceaux; aujourd'hui, c'est l'histoire complète de la Chambre et de la Garde-Robe qu'il entreprend, avançant pas à pas, règne par règne, jusqu'à celui d'Édouard III, au seuil duquel s'arrête le second volume. Il faudrait beaucoup de temps et d'espace pour dire tout ce qu'il nous apprend de nouveau sur le sujet, notamment sur l'importance de la Garde-Robe en matière financière et militaire, sur ses principaux agents, sur ses rapports avec la Chancellerie, l'Échiquier, le Conseil privé, corps qui, tous d'ailleurs, ont, eux aussi, leur origine dans la Maison du roi. Comme le sujet est

1. Voir *Rev. histor.*, t. CXVII, p. 309.

2. T. F. Tout, *Chapters in the administrative history of medieval England*, vol. I-II. Manchester, at the University Press; Londres, Longmans, 1920, xxiv-317 et xvi-364 p.; prix : 18 sh. chaque.

passablement ardu et compliqué, des résumés d'ensemble viennent de temps en temps reposer l'esprit en montrant au lecteur les résultats acquis et en lui ouvrant des horizons nouveaux. L'auteur n'a pas épousé le sujet; une vie d'homme n'y suffirait pas; du moins M. Tout a-t-il pu former, par son enseignement, plusieurs élèves qui compléteront son œuvre, et son livre ne manquera pas de susciter de nouvelles découvertes.

Deux ans auparavant, avait paru un autre travail sur la Maison du roi, la Chambre et la Garde-Robe, mais étudiées à un point de vue particulier, celui de l'opposition que les barons firent à ce système de gouvernement sous le règne d'Édouard II. L'auteur, M. DAVIES¹, montre l'influence considérable que ce système, dont le roi était la volonté agissante, exerça sur l'administration en général, puis en particulier sur les finances et la justice, enfin sur le Conseil, quel qu'en fût le nom : Conseil privé, Grand Conseil ou Parlement. Il est facile à l'auteur, après qu'il a, pour ainsi dire, démonté sous nos yeux les pièces de cet organisme, de faire comprendre la politique des barons : impuissants à détruire le système, ils veulent s'y introduire en maîtres. De là l'importance, considérable au point de vue constitutionnel, des Ordonnances de 1311, qui prétendaient réorganiser la Maison du roi. Le minutieux commentaire de ce document, qui est la confusion même, est une des parties les plus instructives du livre de M. Davies. Son étude nous renseigne d'ailleurs moins sur l'administration elle-même (en dépit du sous-titre) que sur l'opposition politique des barons. Les nombreux documents qu'il a consultés lui ont permis de tracer des portraits minutieusement fouillés soit des principaux administrateurs royaux, soit des chefs de la noblesse insurgée. S'il n'a rien de bien nouveau à nous dire sur Thomas de Lancastre ni sur les Despenser, qui représentèrent le mieux l'attaque et la défense du système, il fait une place d'honneur au comte de Pembroke, chef du parti modéré, ennemi de Gavaston, mais hostile aux menées révolutionnaires de Lancastre. Aussi son livre, bien que chargé de définitions et de répétitions, peut-il se lire sans trop de fatigue. M. Tout reconnaît qu'il lui doit beaucoup; mais c'est encore M. Tout qui nous fait le mieux pénétrer dans l'esprit du système, parce qu'il l'a étudié de plus près dans toute son histoire. Cinquante pages de pièces justificatives publiées en appendice par M. Davies sont un complément très substantiel à son livre.

1. James Conway Davies, *The baronial opposition to Edward II; its character and policy. A study in administrative history*. Cambridge, at the University Press, 1918, in-8°, x-644 p.

La plupart sont des textes en langue française; ils ont été reproduits avec une fidélité peut-être trop servile. Les épreuves ont été corrigées avec un soin remarquable¹.

J'ai reçu, trop tard pour en pouvoir parler avec quelque détail, le livre de M. POLLARD sur l'évolution du Parlement². Après l'avoir parcouru sommairement, il m'a paru très intelligent et instructif. C'est un ouvrage à lire avec la plus grande attention; je ne saurais en dire davantage aujourd'hui.

Suivant la méthode de travail appliquée avec tant de succès par MM. Tout et Tait à l'Université de Manchester, leur collègue M. George UNWIN, professeur d'histoire économique, a entrepris, avec les plus qualifiés de ses élèves, une série d'études de détail sur les finances et le commerce au temps d'Édouard III. Le premier recueil de ces travaux comprend neuf mémoires. M. Unwin, après une introduction générale écrite par lui sur l'importance économique du règne, a, dans un mémoire particulier, exposé l'évolution sociale de Londres du XII^e au XIV^e siècle, puis l'organisation du commerce et du crédit dans cette même ville, surtout d'après les « Letter books » de la Cité. Viennent ensuite des mémoires consacrés aux sujets suivants : le subside imposé sur les lâts à Londres en 1322 et sa répartition par quartiers (*wards*), par Miss Margaret CURTIS; les sociétés marchandes des Bardi et des Peruzzi et leurs relations avec Édouard III de 1327 à 1345, par M. Ephraim RUSSELL; l'imposition sur la laine de 1327 à 1348, par M. Frédéric Richard BARNES; la condition des marchands en Angleterre avant et après la Peste Noire, 1336-1365, par M. UNWIN; les relations commerciales de l'Angleterre avec la Gascogne au XIV^e siècle, surtout en ce qui concerne les vins, par M. Franck SARGEANT; enfin Calais sous Édouard III, par Miss Dorothy GREAVES. Quand les grandes questions du règne auront été l'objet de pareilles monographies, il sera possible d'en donner une histoire vraiment scientifique.

1. Voici quelques corrections, surtout aux textes français; je renvoie aux numéros que l'auteur leur a donnés : n° 1 : « je vous pri hastivement, vues (et non *unes*) cestes lettres... »; n° 13 : « et meismes le garzon batirent... et autre outrage fesoint (et non *se soint*) »; n° 29 : « totes maneres des accoutes qe leinz (et non *leuz*) sont a rendre... »; la même correction doit être faite deux fois encore dans le même numéro; n° 106, lire *Willelmus Buteleyn* (et non *Buleneleyn*); n° 119, la personne nommée *Note de la Dose* ne serait-elle pas un seigneur gascon appelé N'Ot de Lados? M. Davies n'a pas cherché à identifier les seigneuries de *Weissac* et de *Montignak*, possédées dans la région gasconne par Aimar de Valence, comte de Pembroke.

2. A. F. Pollard, *The Evolution of Parliament*. Londres, Longmans, 1920, in-8°, ix-398 p.; prix : 21 sh.

fique. Les ouvrages de Longman et de Mackinnon ne sont encore que des esquisses¹.

Pour l'histoire des droits de douane (importations et exportations), il faudra désormais tenir le plus grand compte d'un ouvrage de M. GRAS². Il est divisé en deux parties; dans la première, l'auteur s'explique sur les origines de ces droits (*customs ou subsidies*) et il en retrace l'histoire depuis le XIII^e siècle jusqu'au milieu du XVI^e. La seconde partie, qui occupe d'ailleurs la plus grande partie du volume³ (p. 140-693), est un recueil de documents groupés en onze chapitres que précède un utile sommaire explicatif. Les textes sont pour la plupart en latin; quelques-uns en français, un très petit nombre seulement en anglais; ils abondent en termes techniques. Comme le dit très justement l'auteur (p. 140), ils instruiront ceux qui s'intéressent au commerce du vin et de la laine, aux relations commerciales avec les Italiens et les Hanséates, aux poids et aux mesures; les philologues y trouveront aussi leur profit. Une table bien faite contient les noms de choses, qui sont d'ordinaire expliqués, ainsi que les noms propres d'homme et de lieu.

En regard de la prospérité commerciale, l'agriculture nous donne au XIV^e siècle le troublant spectacle d'une détresse croissante qui aboutit à des transformations graves au point de vue social: l'Angleterre avait été jusqu'alors surtout une terre à blé; or, le laboufrage diminué graduellement au profit du pâturage; la production du blé est sacrifiée à celle de la laine. L'ancien régime du manoir disparaît; aux parcelles de dimensions égales qui, dans l'*« open-field system »*, étaient réparties entre les familles, soumises à une rotation uniforme et cultivées en commun par des paysans plus ou moins libres dans la mouvance du seigneur, se substitue le régime des grandes propriétés d'un seul tenant, encloses de haies ou de murs où paissent les moutons. La formation de ces *« enclôtures »* ne peut s'opérer que par l'expulsion volontaire ou violente d'une partie des paysans; ceux qui sont dépouillés de la terre qui les nourrissait tombent dans la misère. Dans le même temps, la main-d'œuvre fournie par le travail servile devenant rare, les propriétaires

1. *Finance and trade under Edward III*, by members of the history School. Edited by George Unwin. Manchester, at the University Press. « Publications of the University of Manchester », n° CXVII, 1918, xxix-380 p.; prix : 15 sh.

2. Norman Scott Brien Gras, *The early English customs system. A documentary study of the institutional and economic history of the customs from the thirteenth to the sixteenth century*. Cambridge [Mass.], Harvard, University Press; Londres, Milford Haven, 1918, in-8°, xiv-766 p.; prix 3 dol. 50 cents. (T. XVIII des « Harvard economic studies ».)

taires sont obligés, pour retenir leurs paysans, de remplacer les journées de travail obligatoire par des redevances ou rentes en argent; ainsi l'antique servage tend à disparaître devant l'ouvrier libre et le fermier à bail. Quelles causes ont amené ces transformations multiples? Les historiens et les économistes les voient pour la plupart soit dans la Peste Noire, soit dans l'augmentation du prix de la laine, en hausse constante par rapport surtout au prix du blé. Miss BRADLEY combat cette théorie¹. En ce qui concerne la Peste Noire, elle fait sienne la conclusion de Miss Levett². Quant au prix de la laine, elle montre qu'il n'a cessé de baisser pendant le cours du xv^e siècle où le mouvement des enclôtures a été le plus actif, tandis que le prix du blé restait stationnaire ou même remontait légèrement. Il y a donc une autre cause. Miss Bradley la voit dans l'épuisement progressif du sol par suite de l'insuffisance continue de la fumure. Le paysan ne pouvant plus vivre sur ses champs les abandonne; le propriétaire à son tour trouve plus profitable de convertir ses terres à blé en pâturages; ou bien, pour continuer la culture des céréales, il loue ses parcelles au plus offrant, détruisant ainsi l'ancien équilibre entre les petites et les grandes tenures. Cet exposé ingénieux est appuyé de statistiques impressionnantes. Il n'est pas certain cependant qu'elles enlèvent toute leur valeur aux considérations tirées soit de la Peste Noire, soit même de l'échelle des prix, car les tableaux de Miss Bradley tendent à prouver que la production de la laine fut, au xiv^e et au xv^e siècle, encore plus rémunératrice que celle du blé. A partir du xvii^e siècle, le long repos de la terre, un intelligent emploi des meilleurs engrâis, l'introduction de cultures nourricières importées de Hollande (les prairies artificielles, les navets) ayant restauré la fertilité du sol, la culture du blé fut reprise avec un succès croissant; cependant, le mouvement des enclôtures ne cessa de sévir jusqu'en plein xix^e siècle³.

Un précis d'histoire économique pour les classes a été publié par M. A. P. USHER sous un titre malheureux qui n'indique pas le véritable contenu de l'ouvrage⁴. Il y résume en effet, d'ailleurs avec intelli-

1. Harriett Bradley, *The enclosures in England; an economic reconstruction*. New-York, Columbia University, « Studies in history, economics and public law », vol. LXX, n° 2, 1918, in-8°, 112 p.; prix : 1 dol. 25 cents.

2. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 381.

3. Je n'ai point vu un travail de D. G. Barnes sur les enclôtures en Angleterre pendant la première moitié du xix^e siècle (thèse de Pensylvanie, 1917).

4. Abbott Payson Usher, professeur adjoint d'économie politique à l'Université Cornell, *An introduction to the industrial history of England*. Boston, New-York et Chicago, Houghton, Mifflin and Company, 1920, in-8°, xxii-529 et

gence, les formes de l'organisation industrielle en général; puis le développement des métiers dans l'antiquité et celui des corporations industrielles et commerciales en France au moyen âge. Alors seulement il arrive à l'Angleterre, dont il étudie la population de 1086 à 1700, le village et le manoir, les marchands et les villes, les guildes et l'apprentissage, les industries de la laine de 1450 à 1750, le mouvement des enclôtures et la réforme de la propriété foncière, la révolution industrielle du XVIII^e et du XIX^e siècle dans le monde; à partir de ce moment il ne quitte plus guère l'Angleterre, qui est l'objet propre de son travail; il nous parle alors des grandes compagnies de commerce montées par actions, des progrès du machinisme dans la filature et la métallurgie, des pénibles conditions faites aux ouvriers d'usine et des institutions philanthropiques créées pour leur venir en aide, des chemins de fer et des monopoles, enfin des revenus, des salaires et des troubles économiques. Le titre : *Introduction à l'histoire de l'industrie en Angleterre*, avait besoin d'être expliqué.

Une des causes d'hostilité entre l'Angleterre et les Pays-Bas, pendant les temps modernes, a été la pêche du hareng. M. SAMUEL a consacré à ce sujet une intéressante étude¹. Après une introduction sur le hareng, les modes de préparation qu'on lui appliqua surtout en Hollande et même les superstitions dont il fut l'objet, l'auteur résume l'histoire de cette pêche dans les eaux anglaises au XVII^e et au XVIII^e siècle; il termine en traçant le tableau de l'industrie harenrière au XIX^e et au XX^e siècle. Pour avoir le poisson, il fallut bien que les Anglais eussent une flotte et c'est ainsi que « Jack Herring » a pu contribuer à « édifier la grande maison d'Angleterre ».

Les transformations de l'industrie cotonnière de 1769 à 1789 ont été étudiées par M. DANIELS. M. Daniels a été un élève et est aujourd'hui un collègue du professeur George Unwin; or l'Université de Manchester, où ils enseignent l'un et l'autre, est entrée assez récemment en possession de tous les papiers d'une grande exploitation manufacturière, la maison Mac Connel : journaux, livres de caisse, correspondance, factures, reçus, etc., de 1795 à 1835. Dans la correspondance figurent des lettres écrites en 1812 par Samuel Crompton (1755-1825), l'inventeur du métier appelé « mule »; elles sont relatives à son invention, réalisée trente ans auparavant. Cet ensemble de documents a suggéré à M. Daniels l'idée du présent travail². Il a d'abord résumé l'histoire de l'industrie cotonnière dans

XXXIV p. La dernière partie (paginée à part en chiffres romains) contient un choix des livres à consulter et un bon index.

1. Arthur Michael Samuel, *The herring; its effect on the history of Britain*. Londres, John Murray, 1918, in-8°, xx-199 p.; prix : 10 sh. 6 d.

2. George W. Daniels, *The early English cotton industry, with some unpu-*

le comté de Lancastre. Elle est assez récente, puisqu'on n'y trouve pas de manufacture avant 1641; il fallut attendre plus d'un siècle encore pour que les inventions de James Hargreaves, d'Arkwright (la « Jenny »), de Crompton (la « mule »), faites entre 1767 et 1770, vinssent transformer entièrement les méthodes vieillies de la filature et du tissage. Les fabricants étaient jusqu'alors soit des ouvriers travaillant chez eux, aux pièces, pour des entrepreneurs, ou bien des paysans, des fermiers, qui conduisaient un certain nombre de métiers comme occupation accessoire au travail des champs. Les rapides perfectionnements du machinisme ne tardèrent pas à introduire le système du travail à l'usine par des ouvriers entièrement spécialisés¹. On sait que cette transformation suscita des troubles graves. En réalité, dit M. Daniels, les émeutiers ne s'attaquèrent pas aux machines elles-mêmes dont ils n'avaient pas tardé à apprécier les effets rémunérateurs; c'est la cherté croissante de la vie, due surtout à la législation sur les blés, qui leur mit les armes à la main. Ils voulaient aussi protester contre le travail dans les usines qu'Arkwright, plus grand encore comme homme d'affaires que comme inventeur (l'originalité de ses perfectionnements a été fort discutée), fut un des premiers à établir sur un plan tout moderne. Les troubles n'empêchèrent pas d'ailleurs le machinisme de poursuivre ses succès et d'enrichir les heureux exploitants des brevets (Crompton ne fut pas du nombre; il mourut pauvre en 1825); cet essor ne fut sérieusement entravé que par les guerres de la Révolution française et de l'Empire. Les embarras où Crompton se laissa entraîner par faiblesse de caractère ont été contés par M. Daniels avec une précision qui ne laisse rien à désirer; ce n'est qu'un épisode, un peu grossi peut-être, dans un livre fort instructif et par endroits même attrayant.

Sir John FORTESCUE vient de terminer par deux volumes sa belle Histoire de l'armée anglaise². Elle se rapporte aux années décisives de 1813-1815, c'est-à-dire au triomphe définitif de Wellington en Espagne, à la fin de la guerre avec les États-Unis, à la campagne de France et à Waterloo. L'auteur possède admirablement son

blished letters of Samuel Crompton, avec un chapitre d'introduction par George Unwin. Manchester, at the University Press; Londres, Longmans, 1920, in-8°, xxxi-214 p.; prix : 8 sh. 6 d.

1. Sur ces ouvriers, voir l'ouvrage de M. et M^{me} Hammond, *The skilled labourer*; cf. *Rev. histor.*, t. CXXXV, p. 124.

2. J. H. Fortescue, *A history of the British army*. T. IX, 1813-1814; t. X, 1814-1815. Londres, Macmillan, 1920, xxi-534 et xviii-458 p. Plus un atlas de 30 cartes en couleur; prix : 4 l. 4 sh.

sujet; son exposé, toujours clair, judicieux et impartial, nourri de faits, fondé sur de très nombreux documents provenant des archives du P. Record Office, du château de Windsor, de collections particulières, inspire la plus grande confiance. Sur la bataille du 18 juin 1815, il n'apporte pas de témoignages très nouveaux ni de vues originales; mais après les véhémentes polémiques soulevées par M. Lenient, que l'auteur ne connaissait pas encore quand il rédigea ses deux volumes (ils étaient terminés avant la guerre), on aime à retrouver chez lui une sévérité au moins relative. Il ne met pas en doute le génie de Napoléon I^{er}, même quand il croit le prendre en faute; d'autre part, il veut que l'Histoire place très haut dans son estime Wellington, génie moins spontané, mais si réfléchi, si méthodique qu'il ne cessa de perfectionner l'instrument de guerre qu'il avait entre les mains et ses méthodes de combat. M. Fortescue ne dissimule pas les défauts de ce grand homme de guerre. « Avouons-le », dit-il (t. X, p. 219), « il ne fut pas le chef idéal, il ne fut pas adoré de ses hommes comme l'avait été Marlborough. Il n'avait pas le caractère aimable; en fait, il ne fut jamais aimé dans sa vie ni par un homme ni par une femme; après tout, la carrière militaire n'a peut-être pas été celle qu'il eût préféré suivre. Enfant, il était timide et moutonnier, avec un goût hérititaire pour la musique; ses mains étaient celles d'un artiste, longues, fines et délicates. » C'est seulement dans ses campagnes aux Indes qu'il se révéla aux autres et à lui-même comme un grand capitaine et un grand administrateur. « C'est là que se manifesta ce bon sens transcendant qu'il admirait tant chez Marlborough, avec cette puissance de pénétrer jusqu'au cœur des choses qu'on appelle le génie. » Il faut ajouter que Wellington eut à lutter, presque jusqu'au bout, contre des difficultés que Napoléon ne rencontra plus dès qu'il fut le maître absolu : il lui fallut compter avec des ministres, un Parlement, des bureaux, des routines et des préjugés de toute sorte. Le tableau que M. Fortescue trace de l'armée anglaise de 1803 à 1814 est à cet égard très instructif. A cette époque ainsi qu'à d'autres plus récentes, le gouvernement anglais se laissa prendre au dépourvu et pendant plusieurs années il lui fallut improviser armée, marine, finances et le reste. Heureusement un homme se trouva, capable de réparer les vices du système, et cet homme fut Wellington.

Plusieurs appendices nous font connaître les effectifs de l'armée anglaise en Portugal et en Espagne à la date du 29 avril 1813, l'ordre de bataille de l'armée française à la journée de Vitoria, la composition des armées anglaise, prussienne et française en 1815; mais, surtout, il faut signaler à l'attention des historiens les cartes admirables qui accompagnent les deux volumes; elles ont été dres-

sées avec un soin minutieux, parfois même (ainsi pour les opérations militaires dans le nord de l'Espagne) après un examen personnel des lieux par l'auteur.

Maintenant que l'ouvrage est terminé, on est frappé à la fois de la grandeur de l'entreprise, de la solidité et de l'extrême variété des matériaux. C'est une œuvre capitale.

HISTOIRE SOCIALE. — Comment était organisée la maison d'un lord au XVI^e siècle, M. JONES nous en montre le détail d'après de nombreux documents¹; il examine successivement le personnel de la maison, la famille et les serviteurs, la nourriture, les approvisionnements en vivres, linge, vaisselle, l'administration financière, la grande chambre ou salle des banquets et le hall ou salle de réception, le culte familial et les aumônes, les divertissements et embellissements, etc. Beaucoup de faits intéressants pour la vie sociale peuvent être recueillis dans chacun des six chapitres dont se compose ce bon livre.

Pour le XVII^e siècle, voici un autre tableau, également instructif, qui nous montre comment était organisée la vie dans un village du comté d'York (North Riding) et quels fonctionnaires et magistrats étaient chargés d'y faire régner l'ordre et la loi. A l'aide de nombreux documents, M^{me} TROTTER fait revivre sous nos yeux² la paroisse, considérée comme la cellule administrative du gouvernement local, les « churchwardens » ou membres de la fabrique et les assemblées des fidèles, le ministre du culte anglican et le rôle social de l'Église, les inspecteurs (« overseers ») des pauvres, le chef de la police ou « petty constable », l'agent voyer (« surveyor »), chargé de l'entretien des routes et des ponts, les ouvriers et les apprentis, les vagabonds et les malfaiteurs, la vie sociale dans la commune, enfin le juge de paix, agent de liaison entre la paroisse et le comté et qui était en réalité le plus haut magistrat du village, celui à qui incombaient essentiellement le maintien de la paix publique.

A sa galerie déjà riche d'humoristes et d'excentriques anglais, M. BOUTET DE MONVEL a joint³ quelques portraits joliment dessinés. C'est d'abord celui de George Selwyn, ami d'Horace Walpole et de M^{me} Du Deffand ; il mourut en 1791, laissant une fille adoptive

1. Paul van Brunt Jones, *The household of a Tudor noble man*. « University of Illinois studies in the social sciences », vol. VI, n° 4, décembre 1917. Urbana, at the University of Illinois, in-8°, 277 p.; prix : 1 dol. 50 cents.

2. Eleonor Trotter, *Seventeenth century life in the country parish, with special reference to local government*. Cambridge, at the University Press, 1919, in-8°, XIV-242 p.; prix 10 sh. Carte du North Riding d'après l'atlas de Blaeu, 1662.

3. Roger Boutet de Monvel, *Grands seigneurs et bourgeois d'Angleterre*. Paris, Plon et Nourrit, 1918, in-8°, 293 p.

qui épousa Lord Yarmouth, plus tard troisième marquis de Hertford et qui eut, hors mariage, deux fils, Henry Seymour, célèbre jadis à Paris sous le sobriquet de « Milord Arsouille¹ », et Richard Wallace. Vient ensuite Miss Burney, romancière un instant célèbre et qui mériterait de tomber dans l'oubli si elle n'avait tenu, de 1768 à 1819, un journal très minutieux de son existence quotidienne ; or, elle fut pendant cinq ans « habilleuse » de la reine Charlotte, femme de George III ; et, sur ces royaux époux, sur leur vie privée, sur leur caractère, elle nous fournit maint détail touchant ou piquant dont M. Boutet de Monvel a tiré le meilleur parti. William Beckford, très riche propriétaire de plantations sucrières à la Jamaïque, homme d'une culture aussi étendue que variée, bibliophile et collectionneur émérite, se fit construire à Fonthill, puis à Bath, de somptueuses demeures destinées uniquement à ses livres et à ses tableaux et dont il interdisait l'accès aux simples curieux avec une vigilance féroce. Il mourut en 1844, âgé de quatre-vingt-quatre ans, se vantant de n'avoir jamais, dans toute son existence, connu un moment d'ennui. Le dernier portrait de la galerie est celui de Roger Coates qui avait hérité, lui aussi, d'une grosse fortune réalisée aux Indes occidentales ; il se plaisait à étonner le monde par un faste tapageur ; persuadé que nul ne comprenait Shakespeare mieux que lui, que nul n'était plus capable d'en représenter les principaux personnages et surtout Roméo, il mit sa gloire à monter sur les planches et, bien qu'il s'y couvrit de ridicule, il réussit au moins à obtenir un succès fou de curiosité. Il échoua sur un autre théâtre, quand il voulut se faire présenter au Régent qui n'était pas cependant cruel aux excentriques, et il mourut en 1848, écrasé par un cab en sortant du théâtre de Drurylane¹.

L'expansion de l'Angleterre hors des mers d'Europe et son contact prolongé avec les peuples d'Amérique et d'Asie ne pouvaient manquer de faire sentir leur influence sur le gouvernement, les mœurs et les coutumes, enfin sur tout ce que les Allemands comprennent sous le terme indéfiniment extensible de « Kultur ». M. GILLESPIE, professeur à l'Université d'Illinois, n'a pas reculé devant la tâche de retracer, d'après les documents, l'histoire de cette expansion et d'en montrer les conséquences pour la vie sociale². Après

1. Le livre de M. Boutet de Monvel est imprimé avec élégance. Il ne s'y trouve aucune référence ; mais, en tête de chaque essai, sont indiqués les ouvrages utilisés. Au risque d'être taxé de pédantisme, je rappellerai qu'il n'y eut pas d'empereur d'Autriche avant 1805. P. 267, singulière méprise typographique : *en temps que*, au lieu de : *en tant que*.

2. James E. Gillespie, *The influence of oversea expansion of England to 1700*. New-York, Columbia University; Londres, Longmans, 1920, in-8°,

avoir énumérés les éléments de la population anglaise qui émigrèrent dans le courant du XVII^e siècle, il expose comment les goûts se modifièrent en ce qui concerne les habits et les bijoux, les légumes, les fruits et les plantes exotiques (tomates, pommes de terre, sucre et mélasse, thé, café, chocolat, rhum), les narcotiques, le bibelot; puis il passe en revue le commerce avec l'Amérique du Nord, l'Afrique, le Levant et les Indes orientales, l'industrie textile, les finances et les financiers de Londres, enrichis par le commerce avec les grandes Compagnies, ou avec les flibustiers et les écumeurs de mer. Enfin il étudie les changements que ces conditions nouvelles de la vie matérielle introduisirent dans la morale et la religion, dans les manières de penser, dans la littérature et dans l'art, enfin dans le développement politique de la nation. Ce plan, extrêmement ambitieux, n'a pu être exécuté qu'en partie. A vrai dire, l'auteur n'a guère étudié que les rapports des colonies anglaises de l'Amérique avec la mère-patrie. Dans ce cadre, assez vaste encore, il a fait entrer quelques idées générales, peu neuves sans doute, et beaucoup de menus faits dont on lui saura gré.

Le plus ancien hôpital de Londres est celui qui fut fondé en 1123 entre Smithfield et le rempart de la Cité. L'histoire en a été faite avec une érudition pieuse par un médecin qui pratiqua lui-même dans cette maison de 1883 à 1902, le Dr Moore¹. L'hôpital a conservé ses archives à peu près intactes; elles comprennent un grand nombre de chartes originales, un cartulaire rédigé en 1456 par un des « frères » de la maison, John Cok, habile calligraphe et très soigneux archiviste, des livres de comptes ou « Ledger books » (depuis 1547), des journaux contenant les procès-verbaux des assemblées tenues par les « gouverneurs » de l'hôpital (depuis 1549). Le Dr Moore a de plus dépouillé les registres des évêques de Londres et consulté un grand nombre d'autres documents. C'est après un long travail, poursuivi pendant les rares moments de loisir que lui laissait son service, qu'il a composé son beau livre. Le plan en est très simple; l'auteur suit pas à pas l'ordre chronologique. Le début est fourni par le « Liber fundationis », qui paraît avoir été composé sous Henri II, mais dont le manuscrit est du temps de Richard II.

387 p.; prix : 3 dol. « Studies in history, economics and public law », publ. par la Faculté des sciences politiques de l'Université de Columbia, vol. XCI, n° 1.

1. Norman Moore, M. D., *The history of S. Bartholomew's hospital*. Londres, C. Arthur Pearson, 1918. Deux très beaux volumes de xxii-614 et ix-992 p.; prix des deux volumes : 3 l. 3 sb. De nombreux fac-similés de chartes originales, la plupart encore revêtues de leurs sceaux, ornent le tome I. Dans le tome II, fac-similé d'un plan de l'hôpital dessiné en 1617. Dans les notes, non moins de 234 chartes, provenant des archives de l'hôpital, ont été imprimées intégralement ou analysées; plus 270 autres tirées de divers dépôts.

Le fondateur est un certain « Raherus », français d'origine, qui vécut dans la familiarité de Richard de Beaumais¹, évêque de Londres de 1108 à 1128. Atteint par la maladie dans un pèlerinage à Rome (1120), il fit vœu d'élever un hôpital pour « la récréation des pauvres gens ». L'apôtre saint Barthélemy, qu'il vit en songe, lui ordonna de construire une église à côté de l'hôpital et lui en marqua l'emplacement près du grand champ de foire de Smithfield. Il prit l'habit des chanoines de saint Augustin et c'est la règle de cet ordre qu'il donna aux frères et aux sœurs du prieuré (il y eut au début huit frères et quatre sœurs). De l'église, le chœur primitif subsiste encore; on y voit la tombe du fondateur, beau monument du XIII^e siècle. Les bâtiments de l'hôpital ont été entièrement reconstruits dans le cours des temps, mais toujours sur le même terrain. Ajoutons que, dès le début, l'hôpital fut séparé du prieuré; il eut son chapitre, son sceau, son administration propre; aussi, quand Henri VIII s'appropria les biens du clergé régulier, l'hôpital survécut, sous le contrôle supérieur des « maire, communauté et citoyens » de Londres. Cette histoire, le D^r Moore la continue depuis la mort du fondateur² jusqu'à nos jours; pour la période médiévale et jusqu'en 1534, il analyse dans leur ordre chronologique toutes les chartes qu'il a pu réunir³. Arrivé (avec le tome II) au seuil du XV^e siècle, il retrace la biographie de John Cok, l'auteur du cartulaire (1392-1467), et c'est alors seulement qu'il nous décrit par le menu cette compilation d'où il a jusque-là tiré tant de renseignements précieux. Pour l'époque moderne, il analyse de même, toujours dans le même ordre, des « Ledger books », le « Répertoire », les « Journaux »; nulle part il ne nous retrace dans un tableau d'ensemble l'organisation intérieure de l'hôpital, qu'il faut chercher dans l'étude des différentes constitutions (celle du XII^e siècle, celles de 1284, de 1373), et à leur date. Il consacre plusieurs chapitres aux médecins de l'hôpital (à noter le chapitre XVIII sur le D^r Caius, fondateur du « College of Physicians », 1518, et le chapitre XX sur Harvey), puis aux chirurgiens, qui formèrent une corporation à part depuis 1745, aux pharmaciens, au personnel administratif, à l'école de médecine qui fonctionna dans l'hôpital depuis le XVIII^e siècle.

1. Beaumais se trouve dans le département actuel du Calvados, sur la Dive, en Auge. C'est par erreur que le D^r Moore place cette localité dans le Perche, qu'il appelle d'ailleurs à tort « la Perche », erreur qu'il a reproduite dans son article sur Rabere du *Dictionary of national biography*.

2. Est-ce en 1144, comme l'auteur le dit dans son article du *Dictionary of national biography*, ou 1145, comme il le dit dans son livre, t. I, p. 47?

3. Signalons un grand nombre de chartes où se trouve nommé le premier maire de Londres, Henry Fitz-Ailwin.

Le dernier chapitre contient des détails et des anecdotes sur les malades.

Si le livre manque d'art, il est rempli de faits bien présentés, agrémenté ça et là par des souvenirs personnels dont on n'ose regretter la longueur¹. L'auteur s'est efforcé de tout préciser, de tout contrôler ; bien peu d'erreurs sans doute lui ont échappé². Tout au plus peut-on lui reprocher d'avoir cité parfois des éditions trop vieillies³. Quant à l'index, il aurait pu être encore plus détaillé. On ne saurait trop recommander aux éditeurs de textes de multiplier les noms de choses à côté des noms de personnes et de lieux ; enfin, pour les noms de lieux, de donner les formes anciennes fournies par des documents et de les marquer à leur place alphabétique⁴. Pour des ouvrages aussi considérables que celui du D^r Moore, on voudrait qu'ils fussent aussi près que possible de la perfection⁵.

HISTOIRE RÉGIONALE. — I. Galles. — Comment ce pays celtique, péniblement conquis, à la suite de luttes séculaires, par les Anglo-Saxons, puis par les Anglo-Normands, profondément catholique pendant tout le moyen âge, a-t-il fini par se fondre dans la grande unité anglaise et devenir un centre toujours ardent de protestantisme, sans rien perdre de son indépendance intellectuelle et religieuse, cet intéressant problème a été fort bien exposé par un Gallois, archiviste de la ville de Cardiff, M. WILLIAMS⁶. Laisson de côté toute la période antérieure à la conquête du roi Édouard I^e (1282), il montre la diversité des régimes auxquels fut soumise,

1. Voyage à Beaumaris, t. I, p. 35; promenades dans Londres, p. 87, 197; découverte de la tête de l'archevêque Sudbury, décapité lors du soulèvement de Wat Tyler, p. 599; couronnement de George V, auquel assista le D^r Moore, t. II, p. 40, etc.

2. Le « Sir Robert Passeleur » mentionné t. II, p. 71, est sans doute Robert Passeelewe, qui joua un rôle notable dans le second quart du XIII^e siècle. Le D^r Moore a laissé passer, sans chercher à l'identifier, le nom de lieu « Sanct-merglise » (t. I, p. 128, 391); c'est Sainte-Mère-Église, département de la Manche.

3. Pourquoi renvoyer au *Survey* de Stow, édit. de 1833, quand nous possérons l'excellente édition de Kingsford, dont la carte permet de situer la plupart des détails sur la topographie de Londres qui abondent dans l'ouvrage? Pourquoi citer les *Select Charters* de Stubbs d'après la première édition de 1870, les *Chronica majora* de Mathieu de Paris d'après celle de 1644?

4. Ainsi, pour l'église de Saint-Clément-des-Danois, il ne suffit pas d'un article « Clement-Danes St. »; il eût fallu noter aussi le mot « Danschmannescherrchia », qui en est l'adaptation latine.

5. Nous n'avons pas reçu O'Donoghue, *The story of Bethlehem hospital from its foundation in 1247*. Londres, 1914.

6. Llewelyn Williams, *The making of modern Wales. Studies in the Tudor settlement of Wales*. Londres, Macmillan, 1919, in-8°, 336 p.; prix : 6 sh.

depuis la fin du XIII^e siècle jusqu'au XVI^e, la principauté, dépendance de la couronne, conservant son individualité à côté de la Marche galloise morcelée en 143 seigneuries anglaises qui ne rentraient pas dans le cadre administratif de l'Angleterre propre. Le pays possède désormais deux langues et des coutumes très diverses, les conditions sociales étant tout autres sous le régime séculaire de la tribu celtique et du gavelkind (partage des biens entre les enfants mâles) d'une part, et d'autre part sous le régime féodal fondé sur le droit d'ainesse. L'avènement de Henri VII, qui était Tudor et par conséquent Gallois d'origine, fit faire un premier pas vers l'unité. Les lois de 1535-1542 rattachèrent le pays tout entier à la Couronne d'Angleterre et le soumirent au régime des comtés¹, réorganisèrent le « Conseil des Marches », créé en 1542 et qui subsista jusqu'en 1689, établirent pour l'administration de la justice une « Cour des grandes sessions » qui fut abolie seulement en 1830. La disparition de ces deux derniers organesacheva la fusion politique de l'Angleterre et du pays de Galles. Au point de vue religieux, le pays dut subir les changements imposés par les Tudors. Cependant, le catholicisme y fut tenace; c'est ainsi que le Collège romain dont il a été question plus haut comptait à la fin du XVI^e siècle un grand nombre de Gallois; M. Williams raconte assez longuement les querelles qu'ils eurent avec leurs collègues anglais et qui témoignent de l'animosité persistante entre les deux races. Mais enfin le puritanisme exerça une influence si persistante, la politique des Stuarts fut si maladroite au temps de Laud et après la Restauration, que le catholicisme finit par disparaître. Son abolition ne profita pas longtemps d'ailleurs à l'Église officielle (*Church of England*), car bientôt le particularisme se manifesta par le nombre et l'activité des sectes religieuses qu'y fit prospérer le mouvement méthodiste. La Réforme favorisa en outre la renaissance de la langue galloise, qui, proscrire formellement par Henri VIII, reprit conscience de sa force dans la lecture de la Bible; dès le XVII^e siècle, les Gallois eurent une littérature qui depuis lors n'a cessé de s'enrichir. Aujourd'hui, la nationalité galloise est plus fortement accentuée qu'elle ne le fut jamais, ce qui ne l'empêche pas de constituer, par un accord unanime, une partie intégrante de la Couronne d'Angleterre.

II. Écosse. — Trois manuels doivent être d'abord signalés. Le premier est une histoire de l'Église par M. HILL². Disons-le tout de

1. Il y eut douze comtés, celui de Monmouth, bien qu'il fût gallois de sang, de sympathie et, en partie même, de langue, ayant été rattaché à l'Angleterre propre. Plusieurs écrivains gallois ont d'ailleurs, malgré tout, persisté à parler des « treize » comtés gallois.

2. Ninian Hill, *The story of the Scottish Church from the earliest times*.

suite : la période moderne, depuis la réformation du xvi^e siècle, occupe dans ce volume beaucoup plus de place que celle du moyen âge; c'est aussi celle qui intéressera le plus les lecteurs étrangers, curieux de savoir comment fut organisé en Écosse un type d'église d'État très différent de celui qu'Élisabeth établit en Angleterre, avec une hiérarchie aussi rigide mais d'où l'épiscopat était rigoureusement banni, comment l'église presbytérienne (*Church of Scotland*), si opiniâtre dans sa lutte contre les Stuarts, s'est laissé briser en 1843 par la création d'une église libre (*Free Church*). M. Hill explique ces faits assez nettement, mais il faut s'adresser à d'autres que lui si l'on veut connaître la situation actuelle du presbytérianisme écossais, si complexe que même des Anglais sont, paraît-il¹, souvent en peine de la bien comprendre. M. Hill préfère s'en tenir à cette conclusion générale, aussi vraie que banale, que l'Église a contribué, plus qu'aucune autre institution, à faire de l'Écosse ce qu'elle est aujourd'hui². Nous voilà bien avancés!

Deux autres manuels, l'un par M. MACKIE³, l'autre par M. TERRY⁴, excellents tous deux, nous présentent le développement complet de l'histoire d'Écosse depuis les plus anciens temps. Chose curieuse : le cadre est semblable, le plan est le même ; les deux auteurs ont banni de leur ouvrage tout appareil d'érudition : aucune référence au bas des pages, aucune indication bibliographique. Quand on aura dit que M. Mackie a fait illustrer son volume, sobrement d'ailleurs, de quelques bonnes photographies et que M. Terry, écartant toute image⁵, a donné quelques bonnes cartes et de nombreux tableaux généalogiques (pages xi-LIII de l'introduction), on aura indiqué la différence la plus caractéristique, en apparence, entre les deux travaux. Ajoutons que les deux auteurs connaissent fort bien les sources et la bibliographie du difficile sujet qu'ils avaient à traiter ; qu'enfin leurs jugements concordent le plus souvent sur les événements.

Glasgow, Maclehose, 1919, in-8°, 263 p.; prix : 7 sh. 6 d. L'ouvrage est resté inachevé par la mort de l'auteur ; il s'arrête en fait à l'année 1560.

1. Voir l'article de Lord Sands dans *Quarterly Review*, janvier 1920.

2. Nous n'avons pas reçu *A history of the church of Scotland*, par Alexandre R. Mac Even, 2 vol. parus : le tome I en 1913 (2^e édit., 1915), le tome II en 1918 (Londres, Hodder et Stoughton).

3. R. L. Mackie, *Scotland. An account of her triumphs and defeats, her manners, institutions and achievements in art and literature from the earliest times to the death of Scott*. Londres, Harrap, 1916, in-8°, xliv-588 p.; prix : 15 sh.

4. Charles Sanford Terry, *A history of Scotland from the roman evacuation to the Disruption, 1843*. Cambridge, at the University Press, 1920, in-8°, lv-653 p. et 8 cartes ; prix : 20 sh.

5. Excepté un bien intéressant portrait inédit de Jacques V, qui est placé en tête du volume.

ments et sur les hommes. Quand on a dit tout cela, il reste néanmoins que chacun des ouvrages a son originalité propre : une tournure plus littéraire, quelque chose de plus léger, de plus vif chez M. Mackie, une recherche plus soucieuse du détail chez M. Terry. Le premier termine l'ancienne histoire d'Écosse à la mort de Walter Scott (1832), le grand romancier qui a tant fait pour embellir le passé de sa patrie; le second s'arrête à l'année de la « Disruption » (1843), quand s'effondre cette forme de presbytérianisme qui donnait à l'Écosse un caractère si particulier parmi les nations protestantes ; et le choix de ces deux dates permet de marquer la différence des deux esprits.

Après les études approfondies de MM. MATHIESON, MACKINNON, BROWN (pour ne rappeler que les noms les plus récents) on pouvait croire qu'il ne restait plus grand'chose de nouveau à dire sur l'union de l'Écosse à l'Angleterre en 1707. Or, voici encore un gros livre dû, cette fois, à la collaboration de deux auteurs réputés : l'un anglais, M. DICEY, l'autre écossais, M. RAIT¹. A vrai dire, ce n'est pas une histoire des événements qui ont conduit à l'union et des conséquences qui l'ont suivie, c'est un ensemble fortement coordonné de « Réflexions » sur la nature et les résultats de cette transaction féconde au point de vue politique et légal. Dans chaque chapitre, l'exposé des faits (de 1603 à 1805) est suivi d'un commentaire tout imprégné d'esprit juridique où l'on retrouve le pénétrant théoricien politique de la constitution anglaise. Bien que les conséquences immédiates de l'acte d'union aient peu profité à l'Écosse et même à l'Angleterre, bien que, pendant une ou deux générations, l'abolition en ait été réclamée avec véhémence à plusieurs reprises des deux côtés de la Tweed, les auteurs n'ont pas de peine à prouver qu'en fin de compte l'initiative prise par Jacques I^{er} et réalisée par le gouvernement de la reine Anne a été un bienfait pour les deux royaumes.

III. Irlande. — Dans son étude sur saint Patrick, M. CZARNOWSKI s'est placé au point de vue strictement sociologique²; il considère en lui non pas l'apôtre qui a implanté le catholicisme dans une île

1. Albert V. Dicey et Robert S. Rait, *Thoughts on the union between England and Scotland*. Londres, Macmillan, 1920, in-8°, xxvi-394 p.; prix : 16 sh.

2. S. Czarnowski, *le Culte des héros et ses conditions sociales. Saint Patrick, héros national de l'Irlande*. Préface de M. Hubert, directeur adjoint à l'École pratique des Hautes-Études. Paris, Félix Alcan, 1919, « Bibliothèque de philosophie contemporaine. » *Travaux de l'Année sociologique*, publiés sous la direction de M. É. Durkheim, in-8°, xciv-369 p.; prix : 10 fr.; majoration temporaire de 20 %.

jusque-là payenne, le saint dont les Irlandais convertis ont fait le principal intermédiaire entre eux et la divinité, mais le héros, le sur-homme, doué d'un pouvoir extraordinaire, qui a fait entrer dans des voies nouvelles la société où les circonstances l'avaient placé. C'est un cas particulier d'où l'on peut tirer des enseignements sur le *Culte des héros et ses conditions sociales*. M. H. Hubert s'est d'ailleurs imposé la tâche d'esquisser, dans une préface longue à peu près de cent pages, toute une théorie sur le caractère social du héros considéré dans ses manifestations les plus générales. L'érudition historique est donc ici mise au service d'une discipline qui déborde à chaque instant le cadre de l'histoire proprement dite. Si l'on s'enferme dans ce cadre, on a le plaisir de constater que M. Czarnowski connaît parfaitement les sources et la bibliographie de son sujet. Avec M. Bury, qui est son principal guide, mais qu'il ne suit pas aveuglément, il admet que Patrick a réellement existé. Sa critique judicieuse sait discerner les faits que l'on peut tenir pour certains, parce qu'ils sont fondés sur le témoignage du saint lui-même, et les légendes postérieures imaginées par les hagiographes ; mais ce qu'il y a d'original dans son travail, c'est une étude sur la société irlandaise, sur le milieu dans lequel a vécu le saint et où s'est développée sa légende. Il montre les étroits rapports de cette légende avec la mythologie et l'épopée de l'Irlande ; saint Patrick est devenu le protecteur attitré des fêtes irlandaises ; la plupart de ces fêtes étant en étroit rapport avec le culte des morts, Patrick conduit les vivants dans le séjour funèbre que le christianisme a transformé en Purgatoire. Quant à l'Église qu'il fonde, elle s'adapte exactement à l'organisation de la famille et de la tribu celtes, telles que l'entendaient les Goïdels ; les diocèses ne sont qu'une autre forme du clan ou *tuath*, sur lequel M. Czarnowski insiste longuement et sur lequel il présente mainte observation ingénieuse et instructive. J'attache moins d'importance que lui à la distinction entre le saint et le héros ; mais je tiens avec lui pour certain que Patrick a contribué pour sa grande part à la formation morale de la nation irlandaise ; M. Czarnowski en a donné la preuve avec une méthode vraiment scientifique¹ et toute personnelle.

L'histoire de la conquête de l'Irlande par les Anglais a fait un grand pas avec les deux nouveaux volumes de M. ORPEN². Il s'était

1. Les historiens et les sociologues seront d'accord pour remercier l'auteur des nombreuses notes qui enrichissent le bas de ses pages, et de l'index où les noms de choses figurent à côté des noms d'hommes et de lieux.

2. Goddard Henry Orpen, *Ireland under the Normans*, t. III et IV, 1216-1333. Oxford, at the Clarendon Press, 1920, in-8°, 314 et 343 p., avec une carte de l'Irlande vers 1300, montrant les territoires occupés par la féodalité anglo-normande ; prix des 2 volumes : 30 sh.

d'abord arrêté, comme on sait¹, à la mort de Jean Sans-Terre; il poursuit maintenant son exposé pendant tout le siècle suivant. Connaissant à fond le pays et les sources de son histoire, il a retracé avec une grande abondance de détails les guerres et l'administration des gouverneurs envoyés par les rois d'Angleterre pour continuer l'œuvre de la conquête. A ce point de vue, on appréciera ce qu'il dit d'Édouard I^{er} et l'hommage qu'il rend à ses talents d'organisateur. A la mort de ce roi, l'établissement des Anglais en Irlande pouvait paraître définitif. Il était cependant très fragile, car, quelques années plus tard, l'invasion écossaise conduite par Édouard Bruce l'ébranlait jusque dans ses fondements (1315-1318); puis le système féodal qui en était l'armature s'effondra quand William de Burgh, comte d'Ulster et lord de Connaught, eut été assassiné (1333) par ses propres vassaux avides d'échapper au contrôle de leur suzerain. C'est pour cela que M. Orpen a choisi cette date comme terme actuel de son ouvrage. Dans un dernier chapitre, il résume l'histoire de la domination anglaise depuis le début même de la conquête sous Henri II. Il y montre les bienfaits matériels apportés au pays par ce qu'il se risque à appeler la « pax normannica »; mais il indique aussi très bien pourquoi la politique anglaise échoua définitivement : c'est parce que les maîtres du pays ont toujours considéré les vaincus comme un peuple de race inférieure, destiné par la nature même à vivre en esclavage. Le fait de la conquête les obligeait à vivre côte à côte, les armes à la main et la haine dans le cœur.

Au xvi^e siècle, nouvel effort de la domination anglaise; cette fois, c'est à la religion même qu'elle s'attaque. Les changements imposés par Henri VIII à l'Eglise furent aussitôt introduits dans l'île scœur; les maisons religieuses furent supprimées et leurs biens attribués au prince; les évêques furent nommés par le roi sans le consentement du pape. M. HOLLOWAY² a suffisamment bien analysé la législation ecclésiastique de Henri VIII et de ses trois successeurs. Il conclut, non sans apparence de regret, mais sans restriction, qu'en fait les lois anglaises, même votées par le Parlement irlandais, n'ont eu d'autre effet que de ruiner l'Eglise catholique sans ébranler les Irlandais dans leur antique foi. L'Angleterre, qui n'avait encore réussi ni à soumettre l'île tout entière ni à gagner la confiance des habitants, ne fit qu'ajouter une nouvelle cause d'inimitié à toutes celles que quatre siècles avaient déjà accumulées.

1. Voir *Rev. histor.*, t. CIX, p. 115.

2. Henry Holloway, *The Reformation in Ireland; a study of ecclesiastical legislation*. Londres, S. P. C. K., 1919, « Studies in church history », in-8°, 249 p.

La conquête de l'Ulster sous Élisabeth et les premiers Stuarts amena une complication de plus; Jacques I^{er} trouva fort habile de transplanter dans cette région un grand nombre de familles presbytériennes qui le gênaient en Écosse. Les Irlandais virent avec une irritation légitime leurs terres passer à des étrangers qui apportaient avec eux des croyances et une organisation religieuses intolérables pour des catholiques. En 1641, après le départ et le supplice de Stafford, qui avait réussi à maintenir dans l'île une paix relative, ils se soulevèrent (23 octobre) et se vengèrent sur leurs ennemis en les massacrant. Le gouvernement ordonna à son tour (janvier 1642) des représailles qui ne furent pas moins cruelles. Sur ces massacres, nous sommes abondamment renseignés par les enquêtes qu'ordonna le gouvernement anglais et qu'a publiées Miss HICKSON¹. Mais quelle est la valeur des témoignages alors recueillis? M. Robert DUNLOP, critiquant le livre de Miss Hickson², déclare qu'il faut les utiliser avec la plus grande méfiance. Dans un livre postérieur, que nous aurions dû mentionner plus tôt³ et qui est un recueil de documents sur l'œuvre du gouvernement républicain en Irlande de 1651 à 1659, il maintient avec force son opinion première; mais en même temps il s'efforce de prouver que ces discussions sur la valeur des témoignages importent peu à l'histoire. D'après lui, en effet, les confiscations ordonnées par le Long Parlement n'ont pas été une mesure de représailles contre les « massacres de 1641 ». Suivant la politique traditionnelle de la royauté, Cromwell a tout simplement appliqué aux Irlandais rebelles le droit de conquête, dont la confiscation était une conséquence fatale; en outre, dominé par ce préjugé que la civilisation anglaise était fort supérieure à celle des « sauvages Irlandais », il voulut, à la place des indigènes expulsés, établir des colons anglais et protestants, qui apportaient avec eux un système de tenure plus juste et moins barbare, disaient-ils, que celui du clan. Par suite, il importe peu de savoir si les dépositions recueillies soit en 1642 par ordre de Charles I^{er}, soit en 1652 par la Haute-Cour de justice instituée par Cromwell sont sincères ou non. C'est résoudre la question en la déplaçant et peut-être le dernier mot n'est-il pas dit. En tout cas, on ne saurait aujourd'hui utiliser ces

1. *Ireland in the seventeenth century, or the Irish massacres of 1641-1642*, 2 vol., 1884.

2. *English historical Review*, 1^{re} et 2^e années.

3. *Ireland under the Commonwealth*. Beign a selection of documents relating to the government of Ireland from 1651 to 1659, 2 vol. Manchester, at the University Press, 1913. Les documents analysés dans cet ouvrage sont au nombre de 1072. L'œuvre d'Olivier Cromwell est étudiée dans une longue introduction.

documents sans avoir prouvé qu'on peut s'y fier. C'est ce que n'a pas fait Lord Ernest HAMILTON quand il a traité à son tour de la révolte de 1641¹. Son parti pris est très net : ce sont les Irlandais qui sont responsables du soulèvement ; couverts du sang des Anglais massacrés, ils méritaient qu'on leur appliquât les lois de la guerre dans toute leur rigueur ; les témoignages réunis contre eux ne peuvent être mis en doute et le fait est qu'à lire le livre de Lord Ernest on ne soupçonnerait guère que la question a été posée.

Heureusement, il ne s'occupe pas uniquement de l'événement annoncé par le titre de l'ouvrage. L'auteur, qui, dans un premier livre, avait raconté les guerres de l'Ulster sous Élisabeth, continue dans celui-ci la même histoire pendant les cinquante années qui suivirent l'avènement de Jacques I^{er} (1603-1653) et l'on y trouvera sans contredit d'utiles chapitres, encore que l'on puisse se demander s'il ajoute beaucoup à ce que nous savions déjà par M. Bagwell².

Le côté légal de l'œuvre spoliatrice poursuivie pendant tant d'années par le gouvernement anglais en Irlande a été mis en lumière par M. BUTLER³. Non seulement les Anglais étaient convaincus qu'ils avaient le droit et le devoir d'imposer aux Irlandais leur législation agraire, plus raisonnable que les coutumes celtiques de l'Irlande, ils prétendaient en outre prouver qu'ils avaient des droits à posséder un grand nombre de terres, par exemple en invoquant de très anciens titres concédés par les rois anglo-normands ; c'est en qualité d'héritiers des Mortimer, de Lionel, due de Clarence, que Henri VIII et Charles I^{er} revendiquèrent la plus grande partie du Connaught. Les hommes de loi ont donc été les plus redoutables instruments des confiscations ordonnées en Irlande au profit des Anglais et des protestants. Des recherches dans les archives du P. Record Office et dans celles du palais archiépiscopal de Lambeth ont permis à M. Butler d'ajouter beaucoup de faits à ceux que l'on connaissait déjà.⁴

M. Butler estime que, si l'on ne peut passer condamnation sur la brutalité des procédés employés par le gouvernement royal, l'introduction des colons anglais dans les terres confisquées a du moins amélioré les conditions économiques de la vie irlandaise. Mais à quel prix ! Il ne l'a pas assez dit. A son défaut, on pourra s'adresser à M. O'BRIEN qui étudie précisément la situation faite aux indigènes

1. Lord Ernest Hamilton, *The Irish rebellion of 1641; with a history of the events which led up to and succeeded it*. Londres, Murray, 1920, in-8°, xviii-401 p.; prix : 21 sh.

2. Voir *Rev. histor.*, t. CI, p. 155.

3. William F. T. Butler, *Confiscation in Irish history*. Londres, Fisher Unwin, 1917, in-8°, vii-270 p., avec 5 cartes.

après la conquête de Guillaume III et pendant tout le XVIII^e siècle¹. C'est le cruel régime des « lois pénales » portées contre les catholiques. L'Irlande ne fut pas considérée seulement comme une colonie, donc soumise aux restrictions et prohibitions qu'autorisait alors le système mercantile; elle fut traitée en pays rebelle, qu'il importait de maintenir dans l'impuissance de nuire. Les catholiques, juridiquement incapables de posséder la terre, d'envoyer des députés au Parlement, de fournir des employés à l'administration et des magistrats municipaux aux villes, de développer leur commerce extérieur, de créer des industries nationales, de faire éléver leurs enfants dans leur religion, n'avaient d'autres remèdes à leurs souffrances que d'émigrer ou d'aller se faire tuer au service de l'étranger dans les guerres continentales. Malgré tout, les mœurs, plus douces que les lois, amenèrent au XVIII^e siècle un adoucissement progressif à l'oppression religieuse, scolaire, économique. M. O'Brien fait honneur de ce changement bienfaisant au Parlement d'Irlande après qu'il eut été déclaré indépendant en 1782. Opinion très contestable, car ce Parlement n'eut pas même vingt ans d'existence : en 1800, après avoir réprimé une nouvelle révolte, les Anglais le supprimèrent en décrétant l'union législative des deux pays. Ce n'est pas en un temps si court qu'on peut transformer la situation économique d'un pays².

Après avoir étudié l'Irlande au XVII^e siècle, M. O'Brien s'est avisé que les questions traitées par lui avaient été déjà posées dans le siècle précédent et que la politique des Stuarts explique en grande partie celle de Guillaume III et des rois hanovriens³. Il a donc consacré au XVII^e siècle un nouveau volume dont le plan est d'ailleurs presque calqué sur celui du premier et qui nous apporte à son tour d'utiles renseignements sur l'industrie, l'agriculture, les pêcheries, les mines, le commerce et les finances.

Ceux qui ont lu les ouvrages de Lecky et de Froude trouveront peu de choses nouvelles dans l'Histoire constitutionnelle et parlementaire de l'Irlande par M. MAC NEILL⁴. Il n'a guère fait que présenter

1. George O'Brien, *The economic history of Ireland in the eighteenth century*. Dublin et Londres, Maunsell et C°, 1918, in-8°, 437 p.

2. Le livre de M. O'Brien est divisé en cinq parties, où sont étudiés : 1^e le peuple (conséquences des lois pénales : paresse, ivrognerie); 2^e la condition des personnes et des terres; 3^e le commerce et l'industrie; 4^e les finances publiques; 5^e les influences politiques, le parlement Grattan et l'Union; ce plan n'a pas été exécuté avec toute la logique désirable. Quant à la bibliographie, elle est par trop indigente.

3. *The economic history of Ireland in the seventeenth century*. Dublin et Londres, Maunsell et C°, 1919, in-8°, 283 p.; prix : 10 sh. 6 d.

4. J. G. Swift Mac Neill, M. P., *The constitutional and parliamentary history of Ireland till the Union*. Dublin, le Talbot Press; Londres, Fisher Unwin, 1917, in-8°, xxxi-516 p.; prix : 10 sh. 6 d.

sous un angle différent des faits et des opinions généralement connus. Si l'ouvrage n'a rien d'original, il pourra être utile cependant comme un bon résumé présenté par un juriste et un administrateur qui, depuis une trentaine d'années, a été à même de suivre de près le mouvement politique du pays.

Si maintenant on désire avoir une idée rapide et claire des événements qui ont abouti à la révolution qui menace actuellement l'Irlande, on pourra lire avec fruit une brochure de M. BARKER¹. Quant aux événements tout récents, il est trop tôt encore et les passions sont trop excitées pour qu'on se hasarde à en écrire l'histoire².

HISTOIRE CONTEMPORAINE. — Comment est gouvernée et administrée aujourd'hui l'Angleterre, M. JENKS nous le dit avec toute l'autorité qui appartient au directeur des études juridiques de la Société de législation (Law Society³). Ce n'est pas un traité en forme scientifique; mais un exposé rapide, clair, très bien informé. En voici les grandes divisions : l'empereur et roi, son titre et ses pouvoirs; les territoires de l'Empire : le Royaume-Uni et les Dominions autonomes, les colonies de la Couronne et l'Inde; le ministère et le Parlement; les grands services publics : guerre, finances, justice; les Églises d'État; enfin les administrations locales. L'ouvrage s'arrête à la fin de l'année 1917.

Quant aux faits qui ont amené la profonde transformation de l'Angleterre dans le cours du xix^e siècle, on en trouvera un bon exposé dans un petit livre de M. HUGHES⁴. Il comprend deux parties : la première traite de la Grande-Bretagne depuis Waterloo, de l'Irlande depuis l'Union de 1800, du mouvement social. Dans la seconde partie, il est question des colonies, dépendances ou « dominions » qui, sous des formes diverses, constituent l'Empire britannique : Canada, Sud-Afrique, Australie, Nouvelle-Zélande, Inde, Égypte.

1. Ernest Barker, *Ireland in the last fifty years, 1866-1918*, 2^e édit., augmentée. Oxford, at the Clarendon Press, 1919, in-8°, 148 p.; prix : 3 sh. 6 d.

2. Je me contenterai d'indiquer deux brochures de propagande qui nous ont été envoyées : 1^o *la République d'Irlande et la presse française*, par M. George Gavan Duffy, « envoyé à Paris du gouvernement élu de la République irlandaise » (Paris, novembre 1919, in-8°, 85 p.; prix : 2 fr. 50); 2^o *la Terreur rouge en Irlande; un chapitre inédit : les massacres de Dublin*. Traduit de l'anglais pour la « Société de documentation internationale ». Paris [s. d.], in-8°, 40 p.

3. Edward Jenks, *The government of the British Empire (at the end of the year 1917)*. Londres, Murray, 1918, in-8°, viii-403 p.; prix : 6 sh.

4. Edward A. Hughes, *Britain and Greater Britain in the nineteenth century*. Cambridge, at the University Press, 1919, in-8°, 295 p.; prix : 5 sh.

Pour deux de ces « dominions », des livres nouveaux ajouteront beaucoup au résumé de M. Hughes. Au Canada se rapporte un très intéressant livre de M. MORISON¹; il raconte l'histoire des quatre gouverneurs généraux qui, inaugurant la politique préconisée par Lord Durham dans son fameux rapport de 1839², ont réussi à faire disparaître l'antagonisme des colons français et anglais en les associant à titre égal au gouvernement du pays.

Comment la Nouvelle-Zélande est-elle devenue une colonie britannique ? M. BUICK le conte tout au long dans un gros livre qu'on ne lira pas sans profit³, même en France, car il retrace un épisode assez peu connu de l'antique rivalité franco-anglaise. C'est pour contrecarrer l'entreprise d'un certain baron de Thierry qui avait acheté de vastes terrains en vue de s'y tailler un royaume que le gouvernement anglais proclama solennellement l'indépendance de la Nouvelle-Zélande (28 octobre 1835); c'est encore pour devancer les Français qu'en 1840 le capitaine Hobson signa avec les « États-Unis de Nouvelle-Zélande » le traité de Waitangi que l'auteur appelle « la grande charte des Maoris » ; ici l'on trouve en présence un missionnaire anglais, Henry Williams, et un évêque catholique, Mgr de Pommallier, « chef de la mission catholique française dans les mers du sud, évêque d'Océanie ». L'auteur passe d'ailleurs légèrement sur ces épisodes pour mettre en pleine lumière les négociations avec les chefs maoris et faire ressortir ce fait que l'établissement des Anglais dans la grande île du sud a été en définitive le résultat d'accords librement consentis.

Pour en revenir au résumé de M. Hughes, je dirai que sa conclusion est optimiste. D'ailleurs, quand on a vu la souplesse avec laquelle l'Angleterre a su, dans ses rapports avec ses anciennes colonies, opérer l'étonnante révolution qui s'accomplit sous nos yeux, on partage la confiance de l'auteur dans le bel avenir réservé à son pays.

Ainsi, l'Empire britannique tend de plus en plus à devenir une fédération d'États, anciens et nouveaux, où le centre est partout et

1. J. L. Morison, *British supremacy and Canadian self-government*. Glasgow, James Maclehose et fils, 1919, in-8°, xi-369 p.; prix : 8 sh. 6 d. Les quatre gouverneurs sont : Lord Sydenham, Sir Charles Bagot, Lord Metcalfe et le comte d'Elgin.

2. Une édition critique de ce rapport a été donnée par Sir Charles Lucas (1917). La Société Champlain (Toronto) vient de publier le tome I d'un recueil intitulé : *Select British documents of the Canadian war of 1812*, par M. William Wood. Le tout sera complet en trois volumes.

3. T. Lindsay Buick, *The treaty of Waitangi, or How New Zealand became a British Colony*. Wellington de New Zealand, Mackay, 1914, in-8°, xv-346 p.

dont la circonférence s'étend sur les deux hémisphères. En 1910, plusieurs groupes de citoyens de cet Empire se sont formés au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans le Sud-Afrique, pour l'étudier; ils fondèrent une revue trimestrielle, dite « la Table ronde », pour y recueillir des informations sur les affaires impériales. Un premier résultat de ces recherches a paru en 1914 en un rapport détaillé, non mis dans le commerce, qui était intitulé : *The project of a Commonwealth*; puis, pendant la guerre, et pour faire comprendre quelles étaient la grandeur et l'originalité de l'impérialisme britannique aux prises avec l'impérialisme allemand (deux conceptions très différentes sous un même nom), une brochure parut sous le titre : *The problem of the Commonwealth*. Enfin, M. CURTIS fut chargé de donner une forme scientifique à cette vaste et scrupuleuse enquête. Nous n'en avons encore que la première partie¹. Dans une introduction générale, il a montré l'opposition irréductible des deux conceptions essentielles qui président à l'organisation des sociétés : celle de l'Orient asiatique, fondée sur les idées de théocratie et de despotisme, immuables dans leurs manifestations, celle de l'Occident, qui repose sur la croyance au libre arbitre et au devoir moral et qui mène aux sociétés modernes, soumises aux lois de l'évolution et du progrès. L'Empire britannique, qui reflète la diversité du monde civilisé, est le produit des efforts accomplis pour réaliser cette dernière conception. M. Curtis en administre la preuve en montrant le développement du système fédératif dans le monde depuis les Grecs et les Romains jusqu'à l'établissement des États-Unis d'Amérique. Chapitres pleins de faits significatifs et nourris d'idées générales. Des cartes, des diagrammes ingénieusement disposés donnent une idée de la répartition proportionnelle des peuples dans le monde et montrent la place que s'y est faite l'Empire britannique; des dissertations de détail, quelques documents choisis à la fin de chaque chapitre éclairent les grands problèmes posés par le livre. Il n'est pas jusqu'à la couverture qui, par son sens symbolique, n'invite à la méditation.

Ch. BÉMONT.

1. L. Curtis, *The Commonwealth of Nations. An inquiry into the nature of citizenship in the British Empire, and into the mutual relations of the several communities thereof. Part I.* Londres, Macmillan, 1918, in-8°, xxii-710 p. et 8 planches de tableaux statistiques et de cartes; prix : 12 sh. 6 d.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

E. GAGLIARDI. **Der Anteil der Schweizer an den italienischen Kriegen, 1494-1516.** Publié par la Fondation Schnyder von Wartensee, à Zurich. T. I : *Von Karls VIII Zug nach Neapel bis zur Liga von Cambrai, 1494-1509.* Zurich, Schultess, 1919. In-8°, XIII-910 pages.

L'histoire de la Suisse à la fin du XV^e siècle et au commencement du XVI^e est étroitement liée à celle des guerres d'Italie. A aucun autre moment les confédérés n'ont joué un rôle plus actif sur le théâtre politique de l'Europe. Après avoir servi comme mercenaires les puissances qui se disputaient la domination de l'Italie, ils s'enhardirent à suivre leur propre voie : la conquête du duché de Milan, en 1512, et la victoire de Novare, en 1513, en feront les maîtres de la Haute-Italie et sembleront leur assurer une place dans le cercle des grandes nations. Mais l'illusion fut de courte durée. Le désastre de Marignan (1515) montra la limite de cette force militaire sur laquelle reposait, trop exclusivement, la situation qu'ils occupaient depuis la guerre de Bourgogne. Le défaut d'unité dans l'organisation intérieure de la Confédération, les intérêts divergents des cantons, l'influence démoralisante du service mercenaire et des pensions acceptées des princes étrangers ne permirent pas aux Suisses de se ressaisir après ce grave échec. On les vit se replier sur eux-mêmes et borner leur ambition à la défense de leur territoire, en pratiquant cette neutralité qui deviendra le principe fondamental de leur politique étrangère.

Depuis longtemps, cette période de l'histoire suisse n'a plus été l'objet que d'études partielles. L'ouvrage entrepris par M. Gagliardi, successeur du regretté Oechsli à l'Université de Zurich, comblera donc une lacune. Le tome I embrasse les années 1494 à 1509, pendant lesquelles l'influence de la France, solidement établie dans les cantons par le roi Louis XI, y prédomine encore sur toutes les autres. Dans l'expédition de Naples, prélude des guerres d'Italie, le rôle des Suisses fut purement militaire et assez modeste. Mais l'ardeur et le courage de ces redoutables mercenaires firent pardonner leur esprit d'indiscipline et leur propension au pillage : « Le bien passe le mal », a dit d'eux Commynes en racontant comment, à la veille de la bataille de Fornoue, ils transportèrent l'artillerie française par-dessus les Apennins. Aux yeux du roi de France comme aux yeux de ses adversaires, les Suisses devinrent dès lors des auxiliaires indispen-

sables. Dès lors aussi, les agents de la France, ceux de Ludovic le More ou de son allié l'empereur Maximilien, travaillant à recruter des soldats en Suisse, ne cessèrent plus d'y semer la division. Par leurs libéralités et leurs intrigues, ils faisaient appel aux pires passions des magistrats et du peuple. L'appât du lucre attirait d'innombrables recrues dans les camps opposés; la diète se montra impuissante à arrêter cet exode et à prévenir le danger des luttes fratricides sur les champs de bataille de l'Italie.

Cette impuissance se manifesta surtout dans les événements qui amenèrent la capture de Ludovic le More, après la « trahison de Novare » si amèrement reprochée aux Suisses (1500). A la lumière d'un minutieux examen des sources, dont les données sont souvent contradictoires, M. Gagliardi reconstitue jusque dans le moindre détail les phases de ce douloureux incident. Ses conclusions ne s'écartent pas beaucoup de celles que formula jadis M. H. Escher¹. Il ne nie pas la faute des Suisses, mais il relève ce que les capitaines et les soldats au service du duc ont tenté, jusqu'au dernier moment, pour sauver leur maître; il fait la part de la situation créée par les erreurs mêmes de Ludovic et il plaide les circonstances atténuantes. D'ailleurs, la trahison de quelques-uns ne saurait être imputée à l'ensemble des troupes suisses et la plus forte responsabilité, dans cette affaire, pèse sur la nation elle-même, incapable de remédier par des mesures énergiques au mal déjà ancien du service mercenaire. L'auteur a instruit ce procès avec sagacité et impartialité, et il semble bien que son jugement puisse être accepté comme définitif.

L'impression produite en Suisse par la catastrophe de Novare amena les autorités des cantons à se concerter pour réprimer les abus du service étranger et du régime des pensions. Mais cette réforme si nécessaire de la vie publique des confédérés se heurta à la force de l'habitude et à la coalition des intérêts privés, et le concordat par lequel la diète avait cherché à la réaliser ne tarda pas à être abandonné. Le seul profit durable que les Suisses retirèrent des premières campagnes d'Italie fut l'occupation de Bellinzona, sanctionnée par le traité d'Arona (1503), et qui assura aux cantons la possession d'un point stratégique important au débouché de la route du Gothard. Tandis que la lutte se poursuit en Italie entre la France, l'Espagne, l'Empire, la papauté et Venise, la Suisse reste divisée, car les puissances rivales la tiraillent chacune de son côté. A la fin, les prétend-

1. L'éminent directeur de la Bibliothèque centrale de Zurich avait projeté jadis l'ouvrage que nous donne aujourd'hui M. Gagliardi. Il en a publié un fragment sous le titre : *Der Verrat von Novara 1500*, dans le *Jahrbuch* de la Société suisse d'histoire, t. XXI (1896). On lui doit aussi une brève et lumineuse étude des conditions politiques et économiques de la Suisse après la guerre de Bourgogne (*Die Feldzüge der Schweizer nach Oberitalien*. Frauenfeld, 1886), que M. Gagliardi reproduit, presque sans changement, dans son introduction.

tions excessives de la cour de France et l'attitude cavalière de ses agents provoquent une sorte de réaction nationale et font échouer les négociations entamées pour le renouvellement de l'alliance franco-suisse, qui arrivait à son terme en 1509. Le pape Jules II saura profiter du moment où les Suisses retrouvaient leur liberté d'action pour les gagner à sa cause et les amener à tourner leurs armes contre la France.

On ne peut qu'admirer la maîtrise avec laquelle M. Gagliardi sait allier l'histoire de son pays avec l'histoire générale. Peut-être aurait-il pu réduire un peu la place accordée à celle-ci. Mais il s'est donné pour tâche de faire mieux apprécier l'importance de la part des Suisses dans ce grand conflit européen, et nous pensons qu'il a atteint ce but. En outre, le grand nombre de documents inédits qu'il a recueillis dans les archives suisses et étrangères lui a permis de rectifier et de compléter sur beaucoup de points les travaux de ses devanciers. Il avait eu primitivement l'intention de réunir ces matériaux dans un recueil spécial. Si ce projet avait abouti, son livre se serait allégé du poids un peu lourd d'une annotation considérable; l'inconvénient de celle-ci est compensé pour l'historien, qui trouvera à chaque page, groupés avec méthode, les textes essentiels sur lesquels se fonde le récit. En revanche, on ne saurait guère approuver l'insertion, dans le corps même de certains chapitres, d'une multitude de passages tirés des documents et dont la lecture est assez embarrassante. Ces légères réserves faites, il convient de rendre hommage à l'intérêt de ce beau volume, si solidement construit, et dont la continuation fera revivre l'une des époques les plus brillantes de l'histoire de la Confédération. Souhaitons que cette suite ne se fasse pas attendre trop longtemps.

V. VAN BERCHEM.

Prof. P.-J. BLOK. *Willem de eerste, Prins van Oranje*. 2^e partie. Amsterdam, Meulenhoff, 1920. In-4°, 271 pages. (Tome XII de la « Bibliothèque historique néerlandaise » de Brugmans.)

Le second et dernier volume de la biographie de Guillaume le Taciturne suit de près le premier¹. Il mérite les mêmes éloges pour la solidité du fond et lagrément de la forme, tout en suscitant quelques réserves : le ton est, par exemple, trop louangeur pour le héros, bien que l'auteur n'ait pas cherché à cacher ses erreurs. Ce qui pèche le plus, c'est la complexité fatigante de certains récits de guerre ou de négociations, mais c'est la faute du sujet et peut-être aussi des conditions actuelles d'une publication : la complexité était inévitable dans l'histoire d'une époque d'intrigues où mille péripéties se succèdent, se

1. Cf. *Rev. histor.*, t. CXXXIV, p. 297.

répétant parfois d'une manière monotone. Si la période étudiée dans le premier volume est agitée et féconde en incidents, celle qui vient après l'est encore davantage; pour initier le lecteur à tous ces incidents, il aurait fallu faire plus long, ce qui ne rentrait sans doute pas dans le plan des éditeurs, au moment d'une crise inouïe du papier.

Ces légères critiques ne sauraient rabaisser la valeur très réelle du livre. M. Blok a exposé avec une scrupuleuse exactitude les luttes du prince d'Orange, à la fois contre les armées de Philippe II et contre les difficultés de tout ordre que soulève à chaque instant le conflit des intérêts divergents. Entre tous les partis qui poursuivent des vues égoïstes et ne s'inspirent que de leurs passions, Guillaume apparaît comme un arbitre, calme au milieu de la tempête (*sævis tranquillus in undis*), toujours modéré et conciliant, champion de la tolérance religieuse et de l'union nationale. A constater invariablement sa prudence et son sang-froid dans les situations les plus périlleuses, on ne peut se défendre d'une légitime admiration pour cette grande figure qui domine de si haut la mêlée confuse des combattants.

L'histoire des douze années 1572-1584 tient dans cinq chapitres de longueur inégale, mais d'importance pareille. C'est d'abord la guerre contre l'Espagne en Hollande et Zélande, guerre désespérée en apparence; néanmoins l'inavraisemblable se réalise, et après le départ du duc d'Albe, remplacé par le grand commandeur de Castille, Requesens, après la désastreuse bataille de la Mookerheide (14 avril 1574) où succombent deux frères de Guillaume d'Orange, Leyde résiste indomptable aux assauts de Valdez; les Hollandais, pleins d'un courage farouche, « plutôt Turcs que papistes », se décident à inonder leurs campagnes pour délivrer la ville héroïque (3 octobre 1574). Abandonné par ses amis du dehors, Guillaume stimule les énergies de son peuple et remporte la victoire. Il se remarier alors avec Charlotte de Bourbon-Montpensier, abbesse de Jouarre; vaillant contre l'adversité, il reste toujours faible contre l'amour. Cette erreur, petite en somme, ne l'empêche pas de mener à bien son œuvre politique : l'Union de Delft, entre Hollande, Zélande et West-Frise (11 mars 1576), est le germe de la prochaine Union d'Utrecht.

A cette date, Requesens vient de mourir, et le prince, *calvus et calvinista*, comme il s'intitule ironiquement, a « loysir de respirer ». Les temps de la *Pacification de Gand* sont arrivés : sous ce nom, les États-Généraux des Pays-Bas, terrifiés par la *furie espagnole* d'Anvers, signent un acte fameux de tolérance et d'union, qui est un succès pour le présent et semble un gage pour l'avenir (8 novembre 1576). La venue de don Juan d'Autriche et sa feinte promesse d'accepter la pacification compliquent la situation, ainsi que les offres ou prétentions contraires d'Élisabeth d'Angleterre, de l'archiduc Mathias, frère de l'empereur Rodolphe, bientôt du duc d'Anjou, frère de Henri III. Mais la duplicité de don Juan est percée à jour. « Vous nous voulés extirper, et nous ne voulons point estre extirpés », s'écrie

Guillaume quand on le presse de revenir au catholicisme. Bref, en janvier 1578, les États-Généraux rompent ouvertement avec le frère de Philippe II; l'archiduc Mathias devient gouverneur des Flandres et le prince d'Orange son lieutenant général.

Les chapitres III et IV sont les plus remplis, et l'on a quelque peine à suivre l'action de Guillaume sous le gouvernement nominal du faible Mathias (1578-1582), puis sous la souveraineté, aussi nominale, du duc d'Anjou (1582-1584). Cette action se poursuit cependant, toujours vigoureuse et prépondérante, soit qu'il s'agisse de tenir tête à don Juan d'Autriche, qui meurt le 1^{er} octobre 1578 sans avoir pu exploiter sa stérile victoire de Gembloux, soit qu'il s'agisse de résister aux violentes des calvinistes gantois, aux exigences du palatin Jean-Casimir, à l'humeur despotique d'Anjou, à l'intolérance réciproque des catholiques et des protestants. Un projet de paix de religion, remarquable pour le siècle, est repoussé en 1578, et, en face de l'Union catholique d'Arras, le prince doit se résigner à seconder l'Union d'Utrecht, qui sera l'acte constitutionnel fondamental de la future république des Provinces-Unies (janvier 1579); c'est qu'il n'a plus affaire à des faibles ou à des impulsifs, comme Requesens et don Juan, mais à un politique habile, doublé d'un grand capitaine, Alexandre Farnèse, duc de Parme. Après l'échec des négociations de Cologne (milieu de 1579), la lutte recommence de plus belle, et les Espagnols regagnent du terrain. Guillaume est mis au ban et proscrit par un édit, daté de Maestricht (15 mars 1580); pour sauver son pays, sa personne et sa foi, il s'aperçoit qu'il n'a rien à attendre de l'empereur et que l'Angleterre songe trop uniquement à ses intérêts; la France lui paraît le seul recours possible. Tandis que ses conseillers français, Villiers Langlet, du Plessis-Mornay, rédigent son *Apologie*, le traité de Plessis-lès-Tours fait de François d'Anjou le nouveau souverain des Pays-Bas (19 septembre 1580). Malheureusement le duc est ambitieux, inconstant, perfide. Lorsqu'en février 1582 il débarque à Flersingue, venant d'Angleterre où il s'est fiancé à Élisabeth, fiançailles sans lendemain, la « farce » française commence, suivant le mot de Granvelle. Tout le monde se défile de Son Altéssse, et l'on n'a qu'à moitié tort en janvier 1583, Anjou gâte presque absolument ses affaires en voulant s'emparer d'Anvers par surprise; c'est la « furie française », aussi nefaste que l'espagnole. Le duc est obligé de se tenir à l'écart après l'échec de ce coup de force, et son attitude favorise les progrès d'Alexandre Farnèse dans les provinces catholiques du sud. En vain Guillaume d'Orange continue à escroquer l'appui des Valois; le duc d'Anjou meurt à Château-Thierry le 10 juin 1584. Guillaume lui-même ne lui survit pas longtemps. Le décret de proscription lancé contre lui arrête sans cesse des assassins: en mars 1582, il a échappé à Jean Jauregu; le 10 juillet 1584, il succombe sous les balles de Balthazar Gérard, un Franc-Comtois fanatico. Il tombe au moment où son activité est la plus féconde et la plus nécessaire, car, s'il a eu la faiblesse

de se remarier une troisième fois (avec Louise de Coligny), il vient de réorganiser sur de nouvelles bases le petit État hollandais et son Église réformée. M. Blok a raconté d'une façon poignante dans son dernier chapitre cette fin tragique, et les funérailles splendides faites par un peuple entier au « père de la patrie ».

Des appendices intéressants (la succession du prince, ses enfants, sources et bibliographie), des notes qui sont des références et un index alphabétique complètent ce volume qui, avec le premier, constitue un véritable monument élevé à la mémoire glorieuse de Guillaume le Taciturne.

Albert WADDINGTON.

Gustave HUARD. **L'évolution de la bourgeoisie allemande**. Étude d'histoire sociale. Paris, Félix Alcan, 1919. In-8°, 361 pages.

Prix : 12 fr.

Le volume de M. Huard reproduit une série de leçons faites en 1916 au *Collège libre des sciences sociales*, et il fut achevé « au moment où nous apprenons l'abdication du kaiser et la signature de l'armistice entre l'Entente et l'Allemagne ». Après un court *avant-propos*, dans lequel l'auteur indique brièvement ses sources et définit ce qu'il entend par « la bourgeoisie allemande », nous trouvons une *Introduction* plus détaillée sur le milieu géographique où s'est constituée l'Allemagne, sur son peuplement successif, et l'influence exercée tour à tour sur le peuple allemand par la civilisation romaine, les peuples scandinaves¹ et le christianisme²; elle se termine par une esquisse de la psychologie de la nation germanique. Toutes ces données sont généralement exactes; les observations de l'auteur témoignent par moments d'une sagacité fort en éveil, et le langage reste toujours modéré. Il est certain que M. Huard a pu faire connaître à ses auditeurs bon nombre de traits spécifiques du passé et du présent de l'Allemagne trop peu connue, jusqu'en 1914, dans nos milieux français. Quand il parle du moyen âge, ses affirmations ne sont pas toujours

1. Ce qu'il dit de l'influence des Scandinaves peut sembler douteux; d'ailleurs l'auteur lui-même accorde que faire des Francs et des Saxons de Scandinaves et non des Germains, c'est « du roman plutôt que de l'histoire » (p. 48).

2. Quant au christianisme, on ne saurait dire qu'il y a eu là « un peuple tout entier changeant tout d'un coup de confession religieuse ». Pour qiconque a étudié de plus près l'histoire de la *christianisation* de l'Allemagne barbare, il n'est pas douteux que ce furent les conquêtes et l'occupation militaire du pays (Charlemagne et les Saxons, Otton I^{er} et les Wendes, l'ordre Teutonique et les Prussiens, etc.) qui amenèrent la conversion, d'abord extérieure seulement, des tribus germaniques et slaves. Leurs âmes restent encore longtemps attachées aux cultes de leurs ancêtres payens.

absolument conformes à la réalité des faits¹, mais à mesure qu'il avance dans l'histoire moderne on constate qu'il connaît mieux les événements et qu'il sait plus nettement en apprécier l'enchaînement et les conséquences; son deuxième chapitre, qui nous parle de la bourgeoisie allemande au XVI^e et au XVII^e siècle jusqu'en 1648, analyse avec finesse les raisons de son rapide développement économique par suite de l'esprit d'entreprise qui l'anime alors; de son développement politique, conséquence de l'importance que les grandes villes libres de l'Empire acquièrent et conservent comme centres capitalistes, bailleurs de fonds aux princes et aux empereurs; de son développement intellectuel et moral, puisque c'est dans les villes que s'établissent les imprimeries, les savants et les artistes. Avec le XVIII^e siècle commence la décadence; les routes du commerce mondial sont changées, l'esprit d'initiative s'éteint; la façon nouvelle de faire la guerre fortifie l'autocratie princière, puis la guerre de Trente ans vientachever la ruine de cette bourgeoisie, si influente et si riche jadis, et la fait disparaître pour longtemps de la scène politique. Elle ne songe plus qu'à refaire sa fortune, œuvre longue et difficile. Il faut des souverains réalistes et autocrates pour pousser un peuple décimé et déprimé moralement dans cette voie des rudes labours. Quatre générations de Hohenzollern s'attellent résolument à cette tâche, et cela explique pourquoi la Prusse prend, au XVIII^e siècle, la tête de l'Allemagne, et y remplace l'hégémonie fatale des Habsbourgs. Le troisième chapitre nous conduit jusqu'à la Révolution de 1848. On y voit la reprise de l'agriculture, l'émancipation croissante des intelligences, une floraison brillante de penseurs et de poètes, appartenant presque tous à l'Allemagne du sud (Lessing, Wieland, Herder, Goethe, Schiller, Mozart et Beethoven) et tous sortis des rangs de la bourgeoisie, qui fournit également un contingent croissant aux administrations civiles et y introduit une certaine dose d'esprit humanitaire. Puis se manifeste l'influence de la Révolution française et de ses conséquences immédiates durant le règne de Napoléon I^r; celui-ci renverse et détruit en Allemagne une foule de

1. Quand M. Huard affirme que « la royauté, en pays allemand..., ne disposait que d'un pouvoir nominal » (p. 72), il oublie trop qu'un Otton I^r, un Henri III, un Frédéric Barberousse exerçaient un pouvoir très réel sur leurs grands vassaux. S'il décrit avec exactitude le phénomène économique de la formation des bourgeoisie urbaines, il semble ignorer qu'on doit chercher les origines du *patriciat* des villes dans la classe des ministériaux de l'épiscopat (p. 108), et quand il affirme que « l'affaiblissement du sentiment religieux est encore un trait qui distingue le bourgeois du paysan » (p. 112), cette remarque n'est pas exacte pour le moyen âge; à Cologne, à Strasbourg, par exemple, au XIV^e siècle le bourgeois le plus émancipé, au point de vue politique, est aussi pieux, aussi attaché à l'Église que les ruraux; M. Huard se contredit d'ailleurs lui-même, p. 159. Il n'est pas absolument exact non plus de dire que le peuple, dans les villes allemandes, ne s'est jamais « révolté contre le joug que faisait peser sur lui la bourgeoisie médiévale » (p. 148); il y eut des soulèvements populaires (par exemple à Strasbourg en 1349).

microcosmes féodaux du moyen âge et réveille en même temps l'esprit national, qui s'affirme dans les guerres d'indépendance, sans parvenir à vaincre pourtant l'esprit contre-révolutionnaire de la Sainte-Alliance. C'est en 1848 seulement que le Parlement de Francfort essaie la formation d'un État allemand de physionomie bourgeoise; mais les Véoriciens, qui y abondent, ne sont pas de taille à maintenir leur Constitution contre toutes les forces ligées des rois et de l'Église, et l'ancien état de choses se trouve rétabli quand les baïonnettes prussiennes eurent mis à bas les insurrections improvisées des révolutionnaires saxons, palatins et badois. L'Allemagne, dès 1850, retombait dans son servilisme traditionnel; mais dans beaucoup d'esprits, dans la bourgeoisie surtout, les germes des idées de 1848 n'ont pas été entièrement étouffés. Seulement des deux dominantes d'alors, la constitution d'une Allemagne vraiment unie et d'une Allemagne vraiment libre, c'est la première qui l'emporte; c'est à la réaliser que s'attacheront de préférence les masses bourgeois, et cette tendance est favorisée tout naturellement, pour des raisons faciles à comprendre, par la Prusse qui veut prendre sa revanche de la défaite morale que les diplomates autrichiens et russes lui ont infligée aux conférences d'Olmütz. Alors que les souverains et les bureaucraties des vingt-cinq à trente États de la Confédération germanique tiennent en même temps à leur autonomie et à leur monarchie, un mouvement de concentration de plus en plus marqué de leurs sujets et administrés se produit vers la Prusse, dont ils espèrent qu'elle donnera d'abord à l'Allemagne la puissance matérielle et par elle l'influence au dehors, qui lui fait défaut, puis peut-être encore quelques-unes des « libertés nécessaires » à tout État moderne. Ce fut le trait le plus génial de Bismarck d'avoir compris ce besoin de *grandeur* de la bourgeoisie allemande, de l'avoir caressé, tout en s'opposant aux velléités libérales des progressistes; d'avoir essayé d'abord ses forces, de complicité avec l'Autriche, contre le petit Danemark, d'avoir ensuite entamé la partie dangereuse contre cette complice même; de l'avoir expulsée de l'Allemagne nouvelle, qu'il entendait modeler à la prussienne; d'avoir enfin profité de la maladresse et des illusions de nos gouvernements pour engager la lutte suprême contre la France de 1870 et pour triompher d'elle. Cette période des grandes luttes politiques et militaires remplit le quatrième et dernier chapitre de M. Huard qui nous raconte enfin le développement du nouvel Empire allemand, sous les règnes de Guillaume I^e, de Frédéric III et de Guillaume II, jusqu'à la veille de la récente guerre, avec ses accroissements territoriaux en Europe, en Asie, en Afrique, en Océanie, avec le développement prodigieux de son industrie et de son commerce et la progression non moins étonnante de sa population qu'il double en l'espace d'un demi-siècle.

Il faut bien avouer que, dans toute cette métamorphose de l'Allemagne de 1850 en celle de 1914, la bourgeoisie n'a joué qu'un rôle

politique très modeste. Sauf certaines exceptions, on peut dire que les princes, la noblesse, la bureaucratie l'ont d'abord comprimée autant qu'ils ont pu, puis l'ont peu à peu convertie au militarisme, enfin domestiquée par la crainte de la *Social-démocratie*, si bien qu'elle a renoncé de bonne heure à arracher à Bismarck et à ses successeurs un semblant de gouvernement vraiment libre, un régime qui ne fut pas militarisé. Est-ce manque d'ambition, manque de volonté? Est-ce défiance légitime de ses propres moyens d'action? En tout cas, la bourgeoisie allemande a délaissé le terrain de la politique pour celui des luttes économiques et dans ce domaine elle a montré autant d'audace et d'habileté qu'elle a fait preuve de pusillanimité parfois dans l'autre. Ce sont des pages fort intéressantes que celles dans lesquelles l'auteur, très impartiallement, nous décrit, avec chiffres à l'appui, l'énorme développement du commerce et de l'industrie contemporaine en Allemagne. Mais, avec la même impartialité, il a décrit la décadence intellectuelle qui s'y est produite dans les lettres, les sciences et les arts. Assurément la culture générale s'est répandue dans des sphères plus étendues, les notions scientifiques y sont plus largement vulgarisées; par contre, le niveau intellectuel, même des esprits dirigeants, a baissé; l'enseignement, dans toutes les branches de la science, se fait d'une façon de plus en plus mécanique, et surtout les hauteurs de la vie morale ont été délaissées par presque toutes les catégories sociales, attirées, les unes par l'amour du gain, par les jouissances grossières, les autres vers l'exercice du pouvoir, afin d'assurer, à tout prix, la grandeur de leur nation et surtout la leur. Il y a eu là, vers la fin du dernier siècle et au début du nôtre, une éclipse complète de cet idéalisme qu'on vantait tant dans l'Allemagne de jadis et qui, peut-être, y a réellement existé dans nombre d'âmes plus modestes et plus naïves, qui ignoraient tout des sur-hommes, de l'*Uebermensch* actuel, vrai représentant de la Germanie d'aujourd'hui. Car c'est bien l'Allemagne tout entière qui fut prise, de nos jours, de cette folie des grandeurs, c'est bien elle qui est, dans son ensemble, responsable des maux dont toute l'Europe a souffert et souffrira longtemps encore. Si elle a pu croire un instant aux déclarations officielles de ses chefs, qui lui affirmaient que les peuples jaloux de l'Entente voulaient l'attaquer pour l'anéantir, ses couches bourgeoises tout au moins étaient assez intelligentes pour percer à jour, peu à peu, ces tristes mensonges; elles n'étaient pas suffisamment ignorantes pour ne pas comprendre ce que l'invasion de Belgique présentait d'abominable, pas assez dénuées de sens moral pour ne pas saisir l'odieux des noyades de la *Lusitanie*, de l'incendie qui détruisit la bibliothèque de Louvain et de la cathédrale de Reims. Pourtant, d'après le témoignage des Allemands eux-mêmes, ils ont applaudi, jusqu'au bout, à ces actes barbares.

Maintenant que le vent de la défaite a balayé de leurs trônes empereur, rois, grands-ducs, ducs et princes d'Allemagne, la bourgeoisie

d'outre-Rhin saura-t-elle enfin s'établir au pouvoir et prendre en main la direction de cette république incertaine qui s'appelle encore le *Reich*? L'auteur le souhaite, car il croit qu'elle seule peut empêcher le retour d'un césarisme féodal, à moins « qu'une crise sociale ne jette pour longtemps le pays dans un état de trouble et d'anarchie » (p. 357). C'est bien là ce qui semble se réaliser aujourd'hui. L'Allemagne paie très cher ses folles aspirations à l'hégémonie sur les peuples; on peut la plaindre; mais on plaindra bien davantage les millions de victimes innocentes que l'outrecuidance féroce de ses conducteurs politiques et spirituels a envoyés prématûrement à la mort, sur toute la surface du globe terrestre!.

Rod. REUSS.

Alfred STERN. Geschichte Europas von 1848 bis 1871. Stuttgart et Berlin, Cotta. In-8°, I, 1916, xxv-796 pages; II, 1920, xviii-563 pages.

Au moment de publier le premier de ces deux volumes, le septième de sa grande histoire de l'Europe entre les traités de Vienne et de Francfort, et qui en ouvre la troisième et dernière partie, M. Stern a été pris d'un doute, dont il s'explique dans un bref avant-propos. Parmi les violences et les passions d'une guerre qui semblait donner un si rude et si cruel démenti à l'idée d'une civilisation et d'un développement historique communs à tous les peuples de l'Europe, ne valait-il pas mieux interrompre une œuvre dont cette idée dominait toute la conception? Pour être un épisode terrible de l'histoire, la guerre n'en est pourtant qu'un épisode; elle dévie pour un temps, mais elle n'arrête pas le cours de l'évolution. Entre les peuples européens, « dont aucun n'est un peuple élu », qui ont besoin les uns des autres, les haines nécessairement s'effaceront, et un jour ou l'autre ils se retrouveront. Le devoir essentiel de l'historien, aujourd'hui, est de se garder de rien écrire qui puisse contribuer à retarder ce jour. Du devoir qu'il marque ainsi, M. Stern s'est, pour sa part, pleinement acquitté.

Sur un seul point, et sans doute n'est-ce d'ailleurs qu'une apparence, son impartialité accoutumée, ou, plus exactement, son objectivité semble légèrement en défaut. Dans les sentiments qu'inspire à l'Europe de 1848 l'effort d'unité nationale de l'Allemagne, il ne marque

1. J'ajoute quelques observations de détail. P. 125, l'auteur parle de « sociétés de lansquenets » et de *Schützengilden*, qu'il traduit par « sociétés de secours » alors qu'il s'agit de *sociétés de tir*, confondant *Schutz* et *Schütze*. — P. 150, il faut lire « les Mullenheim » pour « les Wuhlenheim ». — P. 188, lire Antoine pour Auton. — P. 202. En 1806, François II n'était pas encore le beau-père de Napoléon; il ne le devint qu'en 1810. — P. 272, lire Hohenlohe pour Holenlohe.

pas assez la part de la légitime méfiance éveillée par le pangermanisme latent dont est dès lors imprégné le sentiment national allemand et qu'attestent, entre autres, l'affaire des duchés, les prétentions de l'Allemagne dans la question de l'Autriche, son attitude à l'égard de ses voisins de l'Ouest. Bien avant la Révolution, on voyait, même dans la *Deutsche Zeitung* de Gervinus, s'étaler, avec candeur, parfois avec perfidie, les ambitions allemandes sur la Belgique, sur la Hollande, sur l'Alsace. L'Allemagne révolutionnaire n'a point eu d'effort à faire pour entrer dans la peau de la Prusse bismarckienne, et, d'elles deux, c'est celle-ci peut-être qui est, au fond, la plus modérée, parce que la plus réaliste. 1848 éclaire d'un jour cru les « buts de guerre » allemands de 1914 à 1918 qui n'étaient pas toujours uniquement ceux des *Junker* ou des magnats du charbon et du fer. M. Stern passe d'un mot bref et neutre (p. 103) sur la célèbre réponse de Palacký au Comité des Cinquante, qui pourtant posait nettement le problème de l'Allemagne et de l'Autriche, la question du *Mitteleuropa*. S'il admet (p. 103, 113) que les puissances pouvaient tenir pour mépris du droit international la tranquille assurance avec laquelle le *Vorparlament* décrétait, sous forme d'entrée dans la Confédération germanique, l'annexion à l'Allemagne du Slesvig et des deux Prusses, il se rencontre avec les historiens nationalistes pour attribuer leur attitude dans la question des duchés, surtout à la jalousie et à la crainte que leur inspire l'Allemagne. Le jugement inédit de Palmerston, pourtant le plus favorable à l'Allemagne des ministres anglais, sur « la tyrannie de la Prusse qui veut tout décider à son propre profit » (p. 114), ne valait-il pas un mot d'explication et de commentaire? Donne-t-on de l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe en 1848 et jusqu'aujourd'hui une vue exacte, si l'on omet de mettre en relief un trait aussi essentiel?

Mais c'est, sans doute, que M. Stern a interprété à la rigueur, et même à l'excès, le précepte de Ranke qu'il cite dans son *avant-propos*: « Effacer son moi, pour ne laisser parler que les choses. » Il semble se faire scrupule d'ajouter à l'exposé des faits la plus brève explication, la plus discrète appréciation. Pourtant ces quatre années diverses et chargées d'événements qui s'étendent de la chute de la monarchie de Juillet à la restauration de l'Empire sont si complexes qu'en est en peine souvent d'y reconnaître l'enchaînement des causes. M. Stern semble avoir voulu laisser l'opinion de son lecteur se former sous la seule action du récit des faits. Est-ce vraiment rendre service à ce lecteur et mieux respecter sa liberté de jugement que si on lui présentait à la fois l'exposé objectif des événements et un essai d'interprétation qui suscite la réflexion, la critique et les redressements? Impartialité n'est pas synonyme d'impersonnalité.

Dans le large cadre que M. Stern a tracé à son œuvre ne peut nécessairement trouver place qu'un tableau d'ensemble, où se détachent en relief les grands faits politiques, les grands courants d'idées, les événements qui ont eu des conséquences importantes, et où surtout res-

sorte en traits vigoureux, dans l'action et la réaction réciproques des divers États, la vie commune de l'Europe. Tout ce qui est d'intérêt secondaire ou de pure curiosité ne peut que surcharger la peinture, détruire les proportions, nuire à la justesse de l'impression. M. Stern, dont la lecture est immense et la recherche souvent très heureuse — les archives de Berne, de Berlin, de Turin, de Copenhague, de Francfort, d'autres encore, ont nourri ses notes et ses appendices de documents inédits parfois de grand intérêt — n'a pas eu partout le courage des sacrifices nécessaires. Pour ne prendre que ces exemples, les petites intrigues de l'état-major de Radetzky (p. 224) sont assez indifférentes à l'histoire générale de l'Europe, et tout le détail militaire de la p. 231 aurait, sans dommage, pu être condensé en trois lignes. Par contre, on passe à côté de faits beaucoup plus importants sans qu'en soient indiquées la portée et les conséquences. Ce n'est pas assez, pour marquer l'influence décisive qu'a exercée sur le sort de la révolution autrichienne la journée du 26 mai 1848 à Vienne, de la phrase brève et floue de la p. 140, car c'est de ce 26 mai, en réalité, que date la rupture de la bourgeoisie avec la Révolution et le début virtuel de la réaction. Les vives critiques de Herzen et de Karl Marx contre le Comité central démocratique de Mazzini (p. 644-5) sont intéressantes : n'eût-il pas été bon d'indiquer à ce propos, et peut-être de présenter nettement ailleurs, cet aspect essentiel du mouvement de 1848 d'être le soulèvement des peuples contre l'oppression des États, également démocratique dans sa recherche de la liberté politique et dans sa proclamation du droit des nationalités ? Tout le bouleversement de l'Europe centrale et orientale qui a été l'effet de la guerre a son origine directe en 1848, car 1848 est pour ces régions lointaines un 1789, plus complet même et plus puissant, parce qu'il contient, outre 1789, tout ce que l'Europe occidentale avait encore appris ou acquis dans les soixante années écoulées entre les deux révolutions. En Allemagne, en Italie, en Autriche-Hongrie, dans les Balkans, le principe des nationalités s'est, depuis 1848, montré la plus puissante force tantôt de groupement et tantôt de dispersion politique ; ne valait-il pas, dans une histoire comme celle-ci, qu'il domine, de le mettre d'un mot à son rang et de le situer dans sa place ? Après tout, qu'on le veuille ou non, l'histoire contemporaine nous rappelle, à chaque pas, qu'elle est surtout une grande leçon de politique. Cette période tourmentée de 1848 à 1852, où s'est élaborée toute l'Europe d'aujourd'hui, vaut qu'on en étudie non pas seulement l'anatomie, mais la physiologie.

Elle a pour cœur l'Europe centrale et l'Italie, la zone des nationalités déjà conscientes et éveillées à la vie politique. En France a jailli l'étincelle révolutionnaire qui a allumé dans cette zone l'incendie, dont les pays plus occidentaux ont été préservés par leur liberté et l'Europe orientale isolée par le despotisme russe. Moins de quatre ans plus tard, l'élevation de Louis-Napoléon au trône impérial, consécration solennelle du succès du coup d'État, a été à la fois le symbole et

la garantie de la victoire de la réaction européenne. M. Stern consacre donc à la France le premier et le dernier chapitre de son tome VII. La moitié du volume, six chapitres sur treize, traite des révoltes d'Allemagne et d'Autriche, dans l'exposé desquelles s'encadrent naturellement les deux chapitres sur l'Italie. Deux chapitres encore sur les pays excentriques, que la Révolution a épargnés ou seulement effleurés, d'une part l'Europe du Nord-Ouest, de l'autre l'Orient, précèdent celui qui montre, dans toute l'Europe, les triomphes de l'Eglise catholique, et où la péninsule ibérique trouve sa place naturelle. Comme par une conclusion naturelle, le chapitre final présente, en France, la réaction politique victorieuse par l'aide de l'Eglise. Ce plan, très logique, suit donc exactement la marche des idées révolutionnaires à travers l'Europe et en met à son rang l'action dans les divers États. Dans l'intérieur de chaque chapitre, la disposition des sections est, en général, heureuse. Mais chapitres et sections sont un peu compacts : les uns sont plutôt des livres, les autres de véritables chapitres. Quelquefois le lecteur s'y égare ou hésite sur son chemin, et rares sont les points d'où sa vue peut embrasser l'horizon dans toute son étendue. Après des heures de marche sous le feuillage touffu, dans le clair obscur de sentiers étroits et sinuieux, n'est-ce pas une joie pour l'œil et un repos pour l'esprit que de rencontrer soudain une allée large, droite et claire aux perspectives dégagées ?

Il n'y a point de pays où la Révolution de 1848 ait exercé une influence plus capitale, immédiate ou lointaine, que l'Autriche. La vieille monarchie, toute vermoulue, a été jetée bas par la secousse. Elle n'a point su se reconstruire, et c'est la réaction inaugurée par Schwarzenberg qui l'a condamnée à mort ; son effondrement d'octobre 1848 n'a été, à près de soixante-dix ans de distance, que la réponse des peuples autrichiens à la dissolution du Parlement de Kremsier et à la proclamation d'une Constitution libérale-centraliste dont ses auteurs, dès le premier moment, ne prenaient au sérieux que le centralisme. M. Stern, qui donne du Parlement autrichien (p. 151) une bonne caractéristique, encore qu'un peu sèche, montre dans son jugement sur Schwarzenberg (p. 515) un tel souci de scrupuleuse équité qu'il en cesse d'être juste. Ne voir en lui qu'un « joueur de génie, mais casse-cou, rappelé au milieu d'une partie commencée sans être assuré de l'avoir gagnée pour longtemps », c'est vraiment tenir quitte à bon compte l'une des figures les plus antipathiques de l'histoire contemporaine. Si Schwarzenberg n'avait pas été de naissance princière, l'opinion serait bien plus dure qu'elle n'est à son cynisme et à sa brutalité. A-t-il agi par enthousiasme pour la maison d'Autriche, la légitimité et l'autorité, ou par plaisir pervers d'opprimer et d'humilier la canaille ? On peut vraiment se le demander. Sa volonté froidement provocante a eu sans peine raison du pitoyable adversaire qu'était Frédéric-Guillaume IV ; mais que valait par elle-même sa politique ? M. Stern met bien en lumière comment l'Autriche, après la Révolu-

tion, s'est assuré cette domination de l'Italie, objet d'une ambition séculaire qui a entraîné la série de fautes par où elle a été conduite à sa perte (p. 593-6) ; dans la suspension de la constitution de Toscane, on reconnaît, de point en point, le modèle autrichien, et il est piquant que ce soit un roi de Naples qui, par vanité jalouse, ait fait échouer la combinaison qui devait donner à l'Autriche un véritable protectorat sur l'Italie (p. 595-6). Mais l'analyse de la politique de Schwarzenberg et de Bach, au demeurant fort juste et complète (p. 516-21), met-elle assez en relief le non-sens d'une politique qui, après la Révolution, prétendait de nouveau fonder un système de gouvernement sur la défiance à l'égard des gouvernés ? Un peu de confiance, les concessions les plus modestes à l'esprit moderne, une certaine autonomie provinciale, un Sénat d'Empire très peu nombreux et purement consultatif auraient suffi, à ce moment, pour donner satisfaction, dans toute la monarchie, sauf le Lombard-Vénitien, aux peuples désillusionnés, fatigués, assagis, et tout le sort de l'empire des Habsbourg, peut-être toute l'histoire de l'Europe en pouvaient être changés. M. Stern n'a même pas un mot d'allusion à cette situation : c'est une des rares lacunes sérieuses de son livre. La folle présomption de Schwarzenberg, l'aveuglement bureaucratique de Bach, l'infatuation brutale des généraux et l'incurable sottise de la maison et de la cour d'Autriche gâchèrent cette chance unique. Aux noms près, ne voit-on pas là à l'œuvre les mêmes forces qui, de 1914 à 1918, ont si bien mené à sa ruine une monarchie près de quatre fois séculaire ?

Frédéric-Guillaume IV est aussi antipathique par sa faiblesse et sa lâcheté morale que Schwarzenberg par sa brutalité. La maladie de la volonté, dont il est visiblement atteint, donne souvent à sa conduite un air d'odieuse duplicité ; on dirait qu'il ne peut pas ne pas mentir à l'Allemagne, à ses ministres, à ses amis, même les plus intimes, à lui-même. On le voit (p. 290-4) abuser du dévouement et de la bonne foi du général de Pfuel avec une hypocrisie dont la correspondance reproduite p. 789-91 fait ressortir toute la laideur. Il appelle Radowitz au ministère, mais, sciemment, il le laisse aux prises avec les intrigues de la clique des Gerlach. Quand le ministère Brandenburg se divise sur la politique allemande, et qu'au conseil Radowitz reste en minorité, le roi déclare à ses ministres qu'il est de conviction et de cœur avec lui, mais qu'il se range à l'avis de ses adversaires (p. 437-8, 449-50). Dans la première indignation des journées berlinoises de mars 1848, le jeune Bennigsen, qui depuis devait bien s'assagir, le nommait « un monstre dévot et incapable ». C'était, plus justement, un malade, dont on sait la fin. Mais le contraste de sa faiblesse et de son impuissance avec son légitimisme outrancier a quelque chose d'exaspérant, et, en dépit qu'on en ait, l'indulgence qu'on concéderait au malade se teinte de mépris et de répulsion.

Il n'y avait point, dans le peuple allemand, de force qui pût efficacement lutter contre la tradition monarchique et le système de l'État

« militaire et administratif » dont la Prusse était le type. C'est un sujet de réflexion historique et de méditation actuelle que la comparaison de cette stérilité de la Révolution allemande avec la fécondité de la nôtre, et elle jette à l'éclatantes lumières sur l'état présent et peut-être sur l'avenir de l'Allemagne. Au Parlement de Francfort, aucun des grands hommes de la gauche ne s'élève au-dessus du niveau d'un rhéteur d'arrondissement. Karl Vogt, certes, est un esprit supérieur, mais il semble fourvoyé dans la politique, et sous sa conviction fanatique perçue toujours comme une pointe d'ironie sceptique au spectacle décevant de la sottise de son parti. Robert Blum, peut-être le plus capable, parmi la gauche, de faire un politique, sinon un homme d'Etat, est prisonnier de son passé et des formules qui ont fait sa fortune, poursuivi par la haine aveugle de ses adversaires et empêché ainsi d'évoluer, comme souvent on l'en sent tenté, de l'opposition radicale impuissante à l'action pratique qui prépare au gouvernement. La droite ne vaut pas mieux que la gauche, peut-être moins. Elle a de bons seconds rôles qui feront plus tard des administrateurs de mérite; mais ses chefs? Quel vide d'idées derrière l'éloquence honnête, sincère, solennelle et un peu déclamatoire d'Henri de Gagern! Dahlmann, longtemps l'espoir de l'Allemagne conservatrice-libérale, se montre dans l'aventure de l'armistice de Malmö (p. 181-9) un véritable enfant. Le plus chaud défenseur de l'idée de l'Empire héréditaire prussien en Allemagne, il avive, il aigrit, il pousse à l'éclat le conflit entre la Prusse et l'Allemagne. Théoricien du gouvernement parlementaire, il renverse un ministère, et quand, suivant la règle du jeu, il est appelé à le remplacer, son échec est lamentable et même ridicule, car la majorité qu'il a groupée dans un vote d'opposition est formée d'adversaires de ses principes, avec lesquels il ne peut pas avoir de programme commun, et ses amis politiques ont voté contre lui. Champion des droits du Parlement, il lance l'Assemblée dans une campagne nécessairement sans issue et l'accule à une retraite d'où elle sort mortellement atteinte dans son autorité. C'est, sans nul doute, un honnête homme, une conscience droite, un savant estimable et un gros travailleur; mais il donne sa mesure quand il confesse que, dans la politique, il ne veut rester que professeur. Alors et depuis il y a eu dans la vie politique allemande beaucoup de Dahlmann, souvent inférieurs au vrai, et cela explique bien des choses. Rien de plus curieux que les dissertations où, avant et durant la guerre, des professeurs allemands, au demeurant souvent hommes de mérite, essayaient de faire comprendre à l'Allemagne et à l'étranger l'originalité de l'idée allemande de la liberté. Que de peine, après Treitschke, plus simpliste, s'est donné M. Treltsch, esprit sans nul doute très distingué et très intéressant, pour en démontrer le caractère spécifiquement allemand et la supériorité, et nous faire admettre, au fond, que la liberté est proprement le droit ou le devoir d'obéir à un maître et à une hiérarchie d'institution plus ou moins divine! La génération

de 1848 avait vraiment peu d'esprit politique. Mais il ne semble pas qu'à la pratique de la liberté allemande les suivantes en aient beaucoup acquis.

Le second volume de l'*Histoire de l'Europe* a suivi le premier à quatre ans de distance. Il nous conduit jusqu'au moment où l'arrivée de Bismarck à la présidence du conseil en Prusse ouvre une ère nouvelle à l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe. Celle qu'il traite est dominée par la figure énigmatique de Napoléon III. Le premier chapitre s'ouvre par un bon portrait de l'empereur (p. 1-3) que complètent quelques traits dispersés plus loin (p. 12, 51, 350, 376). M. Stern marque bien qu'au fond l'empereur n'avait pas le sens français et il y voit l'effet de son éducation cosmopolite. Il ne fait point part à l'hérité napoléonienne. Certes, Napoléon III était bien peu le neveu du grand : on n'en admirera que davantage le naturel, la perfection de ses attitudes napoléoniennes ; c'est le comble de l'art, ou le chef-d'œuvre de la suggestion et de l'action du milieu. « Étrange composé de sentimentalité et de dureté, de confiance et d'hypocrisie, de sensualité et d'idéologie, à la fois perspicace et rêveur, jusque sur le trône impérial joueur et conspirateur de penchant et d'habitude et, contre son gré, en dépit de toutes ses velléités humanitaires, à moitié despote » ; quel contraste de cette nature complexe et incomplète avec la personnalité simple, toute droite, sans nuances et sans détours, de Guillaume I^e ! On est sévère chez nous pour le roi de Bismarck. Il était loin d'être une intelligence : mais il avait de la conscience, le sentiment du devoir, un sincère désir de bien faire, surtout un caractère bien trempé, qui, une fois son parti bien réfléchi, s'y tenait. Avec son frère, dont il était au moral tout l'opposé, il partageait l'idéal politique d'une monarchie traditionnelle et forte. Cet idéal s'exprimait chez les deux de façon différente, et cela semble avoir frappé M. Stern plus que leur ressemblance foncière. Celle-ci se marque pourtant, dès les débuts du nouveau règne, avec une parfaite netteté (p. 458-462). Grandiloquente et mystique chez l'ainé, sèche et pratique chez le cadet, c'est la même conception de la royauté de droit divin. Mais l'imagination maladive du premier la paraît d'oripeaux romantiques et la noyait dans des formules nébuleuses ; le bon sens un peu court du second se contentait sans peine d'en prendre la réalité. Frédéric-Guillaume IV, en dépit de son goût pour les uniformes et les parades, n'avait rien de militaire ; Guillaume, au contraire, était soldat à fond, ou plutôt officier prussien, d'une susceptibilité ombrageuse sur tout ce qui touchait à l'armée (p. 488) ; c'est par un appel à son sentiment militaire du devoir que Roon, le retenant d'abdiquer, l'a décidé à confier le pouvoir à Bismarck (p. 492). Lorsque se produisit cet événement, dont les conséquences devaient être si considérables, il n'y avait pas encore dix ans que la faiblesse, les contradictions, les indécisions de la politique de Frédéric-Guillaume IV avaient failli coûter à la Prusse son rang de grande puissance (p. 111) et son siège au Congrès de Paris (p. 153-4).

Au premier plan de l'histoire internationale, à l'époque que traite ce second volume, apparaissent successivement la lutte des puissances occidentales et de la Russie pour la mainmise sur l'empire turc, celle de la France et de l'Autriche pour l'Italie et les signes précurseurs du duel entre la Prusse et l'Autriche pour la domination de l'Allemagne. A l'arrière-plan on retrouve partout la rivalité anglo-russe, la question d'Orient. Avec autant de ténacité que d'habileté, Gortchakov, porté au pouvoir par la défaite, travaille à rompre le bloc franco-anglais qui seul a pu abattre l'empire russe. L'alliance offre assez de fissures pour que sa politique ait des chances de succès. On le voit à l'œuvre dans l'affaire de l'union des principautés (p. 192-3), dans la guerre d'Italie, à l'armistice de Villafranca, lors de l'annexion de la Savoie (p. 345, 358, 385). En même temps, et avec une égale ténacité, il prépare contre « l'ingrate » Autriche la vengeance qu'il prendra en 1859. Le Congrès de Berlin a nui à la réputation du chancelier déjà vieilli, et Bismarck, qui n'était ni patient ni tendre, lui a fait payer cher la faute de l'avoir souvent inquiété ou agacé. Sans nul doute, la vanité personnelle ou professionnelle de Gortchakov était immense, jusqu'à en devenir, vers la fin, ridicule (p. 452); l'idée qu'il se faisait de la diplomatie sentait un peu l'ancienne école et l'ancien régime. Mais il avait de grands talents et, dans bien des directions, l'esprit fort ouvert. Dans l'intérêt de la puissance de l'Empire, il poussa à l'abolition du servage, qui, tirant la Russie du moyen âge, a commencé à l'élever vers le niveau des pays modernes. Le manifeste du 19 février-3 mars 1861 n'est-il pas la première grande victoire en Russie des idées de la Révolution française? N'en a-t-il pas, après qu'elles avaient conquis l'Europe occidentale entre 1795 et 1815 et l'Europe centrale en 1848, étendu le domaine jusqu'à la frontière d'Asie? Pourquoi et comment s'est faite cette réforme, dont les conséquences incalculables se développent encore sous nos yeux, par-dessus quelques obstacles, avec quelques faiblesses et quelques lacunes, le chapitre IV du volume l'expose avec autant d'exactitude que de clarté. C'est un des plus intéressants du livre.

Bien d'autres points, dans ces deux volumes, mériteraient d'être signalés. Dans le premier ce qui concerne l'Italie (p. 207, 212-3, 582, 600), l'Église (p. 245-6, 696-7), la France (p. 739, 755); dans le second l'affaire de Neuchâtel, que M. Stern met au point à l'aide des plus récentes études, et qui, une fois de plus, montre sous son vrai jour le caractère de Frédéric-Guillaume IV (p. 142, 234, 237, 257), les origines et le développement du conflit militaire en Prusse (p. 432, 444, 467, 470-4, 480), le mécanisme du gouvernement impérial en France (p. 8-10, 26), l'analyse de la politique intérieure de l'Autriche (p. 399-400, 411-2). Partout, ou presque, on rendra hommage à la perspicacité de M. Stern et à son impartialité. Pourtant, il transparaît un peu d'irritation mal contenue dans la façon dont est racontée la réunion de Nice et de la Savoie à la France (p. 382-3, 386, 388-90), et vraiment l'occasion n'est

pas heureuse. Quand la Suisse, pour garantir sa neutralité, que personne en France ne menace, réclame tout uniment l'annexion du Chablais et du Faucigny, partie intégrante de la Savoie, qui ne veut pas en être séparée et dont les habitants ne veulent pas se séparer, aussi unanimement résolus qu'elle à devenir Français, est-ce la Suisse qui a le plus beau rôle et qui vraiment est dans son droit? L'historien n'aurait-il pas, en dépit de son ferme propos de neutralité, subi l'influence d'impressions récentes, des controverses sur le traité de Versailles dans son ensemble et dans ses dispositions sur les zones? Petite défaillance, qui ne doit pas être passée sous silence, mais dont il serait excessif d'exagérer l'importance. Au reste, M. Stern, qui parle (p. 381) de la propagande « effrénée » des agents français dans les provinces appelées au plébiscite, a reconnu lui-même (p. 368) que l'annexion à la France était le vœu d'une grande partie de la population savoyarde, et, s'il revient (p. 388) sur la pression exercée sur les électeurs (en ne citant d'ailleurs qu'une seule autorité), il serait sans doute le premier à reconnaître qu'aucune pression ne saurait expliquer les résultats d'un vote où le rapport des *non* aux *oui* fut en Savoie de 4 à 555, à Nice, avec une abstention pour 24 suffrages exprimés, de 4 à 161. Pareille majorité peut-elle vraiment être tenue pour insuffisante à manifester la libre volonté de la population?

Louis EISENMANN.

T. COLANI. En Prusse il y a trente ans, 1886-1888. Études, notes, impressions de voyage. Paris, Fischbacher, 1920. In-12, 328 pages. Prix : 6 fr.

T. Colani, né le 25 janvier 1824 à Lemé (Aisne) d'une famille de pasteurs, passa une partie de son enfance chez les frères moraves de Kornthal, dans le Wurtemberg; le 3 octobre 1840, il vint à Strasbourg et s'attacha si fortement à cette cité qu'il y vécut trente ans, jusqu'à la guerre de 1870. Il y fit ses études de théologie, fut chargé en 1861 du cours de littérature française au séminaire protestant, puis devint, en 1864, professeur d'éloquence sacrée à la Faculté de théologie. Ses idées religieuses évoluèrent : il passa de la stricte orthodoxie protestante au libéralisme le plus entier, dirigeant, avec Edmond Scherer, la *Revue de théologie et de philosophie chrétienne*, qui eut une si grande influence. En 1871, il renonça à son canonicat de Saint-Thomas pour demeurer Français, et il accepta un poste de bibliothécaire à la Sorbonne qu'il garda jusqu'en 1877. A cette date, il entra à la *République française*, se lia avec Gambetta, devint, après la mort de l'homme d'État, directeur du journal, auquel il resta fidèle quand Joseph Reinach en eut assumé la direction. Il y écrivit jusqu'à la veille de la mort, qui le frappa à Grindelwald le 2 septembre 1888.

Peu de temps auparavant, en février 1887, le *Temps* avait envoyé Colani à Berlin pour y faire une enquête sur cette ville et sur l'état des esprits en Prusse ; il adressa de là au journal des lettres qui furent remarquées et, à son retour, il commença d'y publier, du 1^{er} juillet 1887 au 2 février 1888, une étude que la maladie semble avoir interrompu : « Un mois à Berlin. » Nous nous souvenons fort bien de l'impression que fit sur nous la lecture de ces articles, et M^{me} Colani, fille de l'auteur, a eu bien raison de les recueillir. Ils forment la partie essentielle de ce volume (p. 34 à 200). On les relit avec plaisir ; et il ne paraît pas qu'ils aient rien perdu de leur intérêt. Nous sommes transportés à l'époque où le Reichstag venait d'être dissous pour avoir repoussé les crédits nécessaires pour le septennat militaire, où le règne de Guillaume I^r allait prendre fin, où l'on pouvait deviner que le *kronprinz* Frédéric ne ferait que passer et que le vrai successeur de l'âne « couvert de gloire » serait le petit-fils, Guillaume II. Que devait réservé ce règne à l'Allemagne et au monde ?

C'est précisément la question qui est posée dans la seconde partie du volume, où sont recueillis quelques articles de Colani parus dans la *République française* du 1^{er} avril 1886 au 20 juin 1888. Le titre : « Le crépuscule d'un long règne, un règne dramatique, l'aube d'un règne fatal », indique qu'il s'agit des derniers jours de Guillaume I^r, des « Cent-Jours » du règne de Frédéric III et de l'avènement de son successeur. M. Colani a dit les inquiétudes de l'Europe au moment où Guillaume II, n'ayant pas encore trente ans, a pris le pouvoir. Il parle quelque part de l'esprit de présomption, qui entraîne les monarques à la chute ; mais il ne pouvait deviner l'affondrement complet de cette dynastie de Hohenzollern que son orgueil immense a précipitée dans l'abîme ; il ne pouvait deviner qu'un jour l'Alsace ferait retour à la patrie française.

C'est précisément à l'Alsace que sont consacrées les dernières pages du volume. On y trouvera une charmante description de Strasbourg et de son vieux Münster, et à propos de l'*Histoire de l'Alsace* de Siebecker, de l'*Histoire contemporaine de Strasbourg* de Staehling, de l'ouvrage de Scheurer-Kestner : *les Représentants de l'Alsace à l'assemblée de Bordeaux*, des réflexions inspirées par l'amour le plus grand de ce beau pays où Colani avait vécu les jours les plus heureux de sa vie. Nous recommandons vivement ce volume. Le lecteur qui connaît la suite de l'histoire saura rendre justice à la perspicacité de l'auteur qui l'ignorait¹.

Chr. PFISTER.

1. M^{me} Colani doit être louée pour la piété filiale avec laquelle elle a recueilli ces pages. Nous regrettons pourtant qu'elle ait fait de nombreuses suppressions ; puis nous pensons qu'il aurait mieux valu publier les articles de la seconde série par ordre strictement chronologique au lieu de les grouper par « sujets ». Une table un peu détaillée aurait aisément permis au lecteur de se retrouver dans le volume.

History of the Great War based on officials documents by direction of the historical section of the committee of Imperial Defence.

— **Naval Operations**, vol. I, to the Battle of the Falklands, december 1914, by Sir Julian S. CORBETT. London, Longmans, Green and C°, 1920. 1 vol. in-8°, xi-470 pages et 13 cartes, plans ou diagrammes, avec 18 cartes dans un étui séparé. Prix : 17 sh. 6 d.

Ce volume — premier d'une série qui doit en comprendre quatre ou cinq — renferme l'exposé des opérations navales jusqu'au moment où, nous est-il déclaré, « la maîtrise effective des eaux océaniques fut un fait acquis, jusqu'à la bataille des Falklands » ; — des opérations seules : M. C. E. Faye s'est chargé d'étudier leur répercussion sur le trafic, M. A. Hurd l'œuvre de la marine marchande.

Que nous disent ces presque 500 pages ?

Avant tout, que jamais le problème ne s'était posé aussi difficile depuis les guerres hollandaises : au lieu de la Manche, où tout aidait contre « le vieil ennemi », il s'agissait de la mer du Nord, large ouverte sur l'Océan, où l'adversaire pouvait déboucher par deux issues qu'en arrière unissaient une vaste communication abritée, et il se compliquait de la nécessité de songer au continent, où l'armée anglaise devait se battre, et à l'autre-océan, d'où il fallait faire venir des vivres et des hommes. Mais tout avait été étudié.

La première question était de déterminer la position de la flotte principale : au cours des dernières années, une étrange interprétation de l'histoire — il faut savoir mettre ici un nom ! — plus littéraire qu'historique, qui avait eu du succès, surtout en Allemagne où n'existe aucune tradition navale, et qui explique bien des sots propos, avait brouillé les idées sur ce sujet : la fonction essentielle d'une marine aurait été de chercher et de détruire la force principale de l'ennemi ! L'Angleterre, heureusement, avait un passé, et ses marins, avant de raisonner, sentaient que, comme toujours, le devoir souverain était non de chercher l'ennemi — l'ennemi de l'Angleterre n'est pas, normalement, ailleurs que dans ses ports ! — mais de veiller aux côtes et au trafic. La « position correcte » s'imposait donc et, s'il y eut quelque manque de préparation, ce ne fut pas faute d'étude ou de prévoyance, mais hantise des économies : de Rozyth, décidé en 1903, on n'avait prévu l'achèvement que pour fin 1915 ; à Scapa il n'y avait rien !

C'était pourtant là qu'allait être la station centrale, à certains égards inférieure à celles de jadis à l'orée de la Manche, à d'autres supérieure ; une seule Grande Flotte, avec un groupement secondaire au sud, y gardait tout. En dépit du maintien de trois *Inflexible* en Méditerranée — l'Angleterre n'a jamais pu sacrifier entièrement le sentiment à la logique (comme a fait la France, pourtant : *détail caractéristique des deux nations !*) — ce principe de la concentration résume tout le plan d'opérations. Il en résulta des inconvénients, l'ensemble des Sept

Mers à peu près abandonné (on eut d'ailleurs le tort d'y dénaturer le vieux principe de la sécurité gardée par des forces efficaces aux points focaux, en une protection directe des bases), mais rien n'est plus faux que de répéter que l'on n'était pas préparé; on le fut parfois à la onzième heure, mais à la douzième tout marcha : le vieux *Board* était toujours le vieux *Board*, prêt à jouer le vieux jeu.

Comme toujours, il commença par... ne se passer rien : rien dans le nord, rien dans le sud — que l'affaire du *Gæben*, une ombre certes, mais Nelson et Collingwood en avaient connu d'autres, au même point! — rien sur l'étendue des mers! C'était sur le continent que tout se jouait; l'Angleterre n'en pouvait être absente : l'Amirauté appliqua des méthodes nouvelles d'audace et de logique, — l'inverse de ce que faisaient les Français en Méditerranée : — pas de convois ni d'escortes, deux barrages aux goulots de la Manche pour parer aux raids, Jellie-coe à son poste, prêt à donner; et les Britanniques furent à Mons.

Puis il fallut transporter les bases de la Seine à la Loire, — un redressement comme on n'en avait pas vu depuis Wellington, — bientôt même songer à la côte d'en face, l'empêcher de devenir une arme pour l'ennemi, s'en servir pour alléger la tâche des armées, les soutenir de toute la puissance de la mer; dès août, les marines débarquaient à Ostende, à la faveur d'une furieuse randonnée de croiseurs dans le Bight (Heligoland); puis, en octobre, l'Amirauté lançait la Royal Naval Division jusqu'à Anvers, en sacrifice, pour sauver les Alliés, pour fermer la boucle où les vainqueurs de la Marne tentaient d'en-cercler l'adversaire dans ce qu'on a appelé la *course à la mer*; ce n'était pourtant que sur l'Yser que se fixait la ligne de feu! Mais, là encore, le résultat n'était acquis qu'avec et par la flotte, suivant, précédant les armées, prolongeant leurs tranchées des canons de ses monitors, — ces monitors si décriés, ces *garde-côtes* qui se révélaient des *attaques-côtes*, — de ses cuirassés criblant Lambaertzyde, de ses croiseurs, de ses destroyers veillant, patrouillant, prêts à casser net toute velléité de l'ennemi, comme fit l'*Undaunted* au Texel!

L'objectif était atteint, l'ennemi contenu, bouclé comme jadis. Sa seule tactique restait toujours que l'adversaire qui le dominait s'affaiblit, se ruinât par l'exercice même de son contrôle sur les eaux, et, de fait, les risques étaient incomparablement plus grands qu'au temps des guerres françaises, où seuls les accidents de mer et l'épuisement des forces humaines pouvaient diminuer la puissance efficace de la flotte anglaise : il y avait la catastrophe des *Cressy*, le 22 septembre, d'autres encore, puis la grande alerte, justifiée ou non, du 16 octobre, à Scapa-Flow; la Grande Flotte passait dans les eaux d'Irlande et c'était pour y trouver les mines du *Berlin* qui, le 25, coulaient l'*Audacious*; mais, dans l'ensemble, les pertes demeuraient limitées; des méthodes, des armes se créaient pour les restreindre et, cependant, la pression de la puissance navale continuait à s'exercer contre l'Allemagne, tandis que ses armées, à elle, se sentaient abandonnées, livrées à leurs seules forces, au point que, pour dissiper cette impression, le com-

mandement ennemi ordonnait l'absurde raid de Gorlosten, du 3 novembre, dépourvu de toute signification militaire.

On était ramené aux conditions de jadis; par la force des choses, c'était donc sur les théâtres extérieurs d'opérations, sur les lignes du trafic que, comme jadis, se trouvaient reportées les possibilités d'activité pour l'ennemi. En principe, au début, on n'avait voulu y voir que des questions secondaires, intérêts matériels ou pur prestige, affaires de croiseurs ou de forces locales; dès la fin d'août, la réalité surgit; il y avait des croiseurs allemands; le commerce s'arrêtait; la concentration impériale se paralysait; sous la pression des événements, des intérêts, des responsabilités, il fallait étoffer les divisions lointaines, même aux dépens de la masse centrale; la 7^e escadre de bataille, la 7^e escadre de croiseurs, d'autres encore, se disloquaient, s'émettaient...

Ce n'étaient encore que parades instinctives, passives: partout où une action ennemie était signalée, l'Amirauté constituait une force supérieure, au moins sur le papier, par le total des tonnages et des bordées — et ces jeux de chiffres, souvent, n'arrangeaient rien. En octobre, le *Dresden* et le *Karlsruhe* étant signalés à l'ouest, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau* à l'est de l'Amérique du Sud, on dépêchait là Stoddart, ici Craddock; à celui-ci, contre deux croiseurs, deux croiseurs et un cuirassé; mais le cuirassé ne pouvait suivre les croiseurs; les croiseurs avaient des canons vieux et des équipages jeunes, — et Coronel était une défaite anglaise!

L'effet eût pu être terrible: on était au moment où l'Afrique du Sud s'insurgeait, où Souchon, en franchissant les Dardanelles sans être inquiété, obligeait la Turquie à se démasquer; les colonies allemandes tenaient le coup; les convois du Canada, de l'Inde, de l'Australie demandaient des escortes; en Europe, les lignes n'étaient pas encore stabilisées et la Grande Flotte abandonnait Scapa. Mais il y avait un changement à l'Amirauté: on cessait d'être manœuvré par l'ennemi; la Grande Flotte n'était plus une lourde concentration massive et intangible, elle redevenait, comme jadis, le réservoir inépuisable d'énergie mobile pour toutes les actions utiles; les détachements s'opéraient comme il est normal (ils sont sans danger puisque, secrets, ils n'existent pas pour l'ennemi); les divisions de croiseurs-cuirassés, de croiseurs de bataille appareillaient; un immense filet se tendait de la Chine à l'Afrique, sur deux océans, et von Spee trouvait les *Inflexible* au mouillage de Port-Stanley! Une chance pour Sturdere, arrivé de la veille, mais une chance à la Nelson, une chance cherchée et méritée! Et si la bataille n'était pas une vraie victoire anglaise — deux bateaux échappaient! — c'était tout de même mieux que depuis quatre mois: l'Angleterre était pratiquement libre de faire ce qu'elle voulait, les voies du trafic étaient sûres: le premier acte du drame s'achève en apothéose.

Donc, le vieux *Board* est bien toujours le vieux *Board*! Le vieux sûr instinct, la vieille bonne méthode valent toujours, puisque ceci ce sont les faits eux-mêmes, l'*Histoire « officielle » de la guerre*.

Officielle? Oui, la couverture porte : *Official History of the war*. Mais, au revers de la première page, une note prévient que « les lords commissaires de l'Amirauté ne sont en aucune manière responsables de la rédaction et de la présentation des faits ». Pourtant, M. Asquith avait annoncé, le 28 juin 1916, que l'on donnerait le plus tôt possible une histoire officielle de la guerre, et « le présent volume est le premier acompte sur cette promesse » — donc une « histoire officielle »? — Oui,... mais « en ce sens, et en ce sens seulement, qu'elle est fondée sur des documents officiels; pour la forme, pour le caractère de la narration et pour les opinions exprimées, l'auteur est seul responsable ».

Voilà donc cette *Histoire officielle* ramenée au rang d'une histoire comme les autres, sujette à la critique et à la discussion; on y trouve non pas uniquement des faits, de ces faits infaillibles qu'on ne peut récuser, mais des reconstitutions, des interprétations de ces faits — la préface nous dit : *des opinions*. Ces opinions sont-elles donc celles du seul Sir J. C. Corbett? Ce serait peut-être aller un peu loin : ce « rédacteur » n'a pas été choisi au hasard, on ne l'a pas autorisé sans examen à publier son travail sous cet aspect, et il y a dans de tels choix, de telles autorisations, l'avou... d'une harmonie préétablie! D'ailleurs, « il reste bien entendu que l'ouvrage a été fait en collaboration avec la Section historique, sans l'assistance de laquelle il eût été impossible d'extraire un récit suivi de la masse de matériaux qu'elle a réunis », c'est-à-dire que la Section historique a réuni, choisi, préparé, mis en ordre et en valeur les documents sur lesquels Sir J. C. Corbett a construit son exposé : pour nous, une telle collaboration est... une collaboration ; cette *Histoire officielle*, qui n'en est pas une, en ce sens qu'on n'a pu lui donner une autorité sans appel, en est tout de même une, en celui-ci qu'elle nous présente la version d'un organisme officiel : la Section historique, l'État-major de la Marine, — en dernière analyse le *Board*, — et c'est ce qui en fait l'im- mense intérêt.

Mais il n'est pas indifférent que cette publication ait revêtu cette forme et que le soin en ait été confié à Sir J. C. Corbett : un historique pur et simple, suite d'affirmations abruptes et catégoriques, aurait éveillé des défiances, peut-être des résistances ; des protestations auraient pu surgir et se faire écouter! Pour éviter ce jeu de démentis et de controverses, ces débats infinis sur les détails qui finissent par tout miner, rien ne vaut un principe d'unité, une solide armature théorique, une âme en quelque sorte de doctrine qui fasse vivre les faits et les emporte d'un grand courant logique, à quoi le public ne résiste guère. A cette tâche, nul n'était plus propre que Sir J. C. Corbett.

Toute son œuvre n'en donnait-elle pas par avance le cadre prophétique? Elle avait montré qu'il existe des principes de la politique et de la stratégie de la mer, spécifiquement maritimes — peut-être spécifiquement anglais! — et non purement militaires, comme aurait tendu

à le faire croire une certaine... littérature : pas de victoires à grand fracas et de luxe inutile d'offensives sans objet précis; mais la sécurité du sol insulaire assurée, un contrôle continu des routes et du trafic dans l'univers, et cette maîtrise des routes utilisée pour l'articulation et la convergence des efforts vers des actions efficaces, calculées et limitées : c'était marin, c'était le génie même qui avait fait la grandeur de l'Angleterre des Tudor, des Pitt et des Barham, c'était toute l'histoire des guerres passées, toute celle des guerres futures, celle aussi de la Grande Guerre; et tout naturellement, sous la plume d'un pareil homme, les faits s'ordonnaient, se disciplinaient, les conceptions, les volontés du commandement s'expliquaient en fonction des théories; d'autant plus aisément qu'aucune doctrine, aucun enseignement n'eurent après tout plus d'influence que ceux de Corbett sur la formation de la pensée navale anglaise des dernières années; l'impression s'imposait d'une activité rationnelle et logique, d'un sûr instinct servi par des idées claires; on était convaincu, subjugué, et tout était justifié.

Par malheur, il ne nous suffit plus qu'un récit satisfasse notre imagination, qu'il nous paraisse vraisemblable, admissible, que nous puissions concevoir que tout s'est passé de la sorte : il nous faut savoir, avoir la certitude, que les documents, tous les documents confirmant qu'il en fut ainsi; nous voulons vérifier, ou le pouvoir, — et ici nous ne le pouvons pas. Sir J. C. Corbett ne reproduit pas de documents (sauf deux ou trois); il ne donne même pas de références; à quoi bon, puisque *les documents officiels ne sont pas à présent accessibles aux travailleurs*? Si bien que nous ne savons même pas quelles sont ses autorités pour tel ou tel fait, même pas s'il en a eu; il nous faut, il nous faudra toujours, faire une confiance absolue au rédacteur, à la certitude de son jugement, croire qu'il a tout vu, que rien de ce qu'il a vu ne pouvait être interprété autrement.

Nous avons d'autres habitudes; nous ne pouvons nous empêcher de chercher à contrôler, à vérifier (il y a des références pour les sources imprimées); or, dès les premières pages, nous faisons des constatations déconcertantes : les sources officielles non anglaises ont été ignorées systématiquement; un fait annoncé par un communiqué du gouvernement français du 26 septembre 1914 n'est connu que d'après un ouvrage de vulgarisation de 1916 (p. 30); et il en résulte des trous étranges : la carte des opérations dans la Méditerranée occidentale porte sur les mouvements des Français des indications d'un schématisme... dédaigneux! Quand les sources sont indiquées, il arrive que l'usage en surprend : p. 8, un paragraphe sur la redistribution des forces françaises en 1912-1913 et la remise de nos forts de l'océan à l'armée (?) se réfère à un passage de M. René La Bruyère qui, vérification faite, indique seulement la composition de la 2^e escadre légère en 1914; p. 28, il est dit que la décision de procéder à la mobilisation a été prise une demi-heure après la réception d'un télégramme de Sir E. Goschen à l'Amirauté (les ambassadeurs anglais ont donc la corres-

pondance directe avec les départements ministériels?) arrivé le 1^{er} août à 1 heure 45 après midi, annonçant que des navires anglais étaient retenus à Hambourg; or, le *Livre bleu* (n. 130) montre que ce n'est pas par l'ambassade que Londres a su cet incident; et Sir Goschen n'en a parlé que le 2; p. 29, il est indiqué, avec insistance, que la mobilisation générale du 2 août ne fut pas une prolongation de l'exercice de mobilisation de juillet, en dépit d'une impression, accréditée par la diplomatie étrangère, comme en témoignerait un télégramme français du 27 août (n. 66 du *Livre jaune*); mais ce télégramme est du 27 juillet et concerne non l'appel des réserves, le 2 août, mais l'arrêt de la démobilisation des forces rassemblées à Portland, le 26 juillet! Il est vrai que cette initiative, capitale, a été prise par le prince Louis de Battenberg, et que le prince Louis..., le livre n'en parle que pour mentionner, avec satisfaction, son départ de l'Amirauté.

Il est inutile de multiplier les exemples, de nous demander s'il y avait un régiment de zouaves dans la brigade Ronarch (p. 186), etc...; il nous apparaît suffisamment que, quand Sir J. C. Corbett lit un document que nous pouvons lire de notre côté, nos lectures ne concordent pas parfaitement, que ses théories, ses sympathies, ses antipathies — ou celles de ses amis? — ont quelque influence sur le sens qu'il donne aux siennes, et qu'il pourrait en être aussi de même pour celles que nous ne pouvons contrôler, à plus forte raison pour les vues d'ensemble, les impressions générales et synthétiques et les conclusions dernières. C'est d'ailleurs bien ce que d'autres semblent avoir pensé, en Angleterre même, et ce n'est plus un secret que, si le second volume de cette histoire tarde à paraître, s'il est exposé à ne jamais voir le jour sous une estampille officielle, ou seulement après une révision sérieuse, la raison en est que des gens très haut placés, très informés, ne se rappellent pas les faits comme Sir J. C. Corbett les conçoit et les retrace.

Ce livre n'est donc pas la base inébranlable que l'on voudrait pour la réflexion et la doctrine; il n'est pas indiscutable, il n'est pas indiscuté; ce n'est pas l'histoire de la guerre, c'est une histoire de la guerre; un document encore, un témoignage, une pièce du dossier, non tout le dossier, non l'arrêt sans appel.

L'Angleterre s'en irrite : elle veut savoir et conclure pour l'avenir! Son premier ministre, il y a quelques semaines, lui a promis qu'elle saurait tout, qu'on publierait tout, au moins pour le Jutland, qui fait le fond du débat dont nous parlions tout à l'heure. La promesse est imprudente : il y a aux Archives françaises quarante-trois volumes sur la journée des Saintes; une bataille moderne en exigerait des centaines; et qui les lirait? La Section historique, il est vrai — c'est Sir J. C. Corbett qui le dit — a préparé ce qui présente un intérêt historique en une série de volumes embrassant toute la guerre; mais cela encore prétera à la discussion.

En réalité, une histoire certaine et définitive, ayant une autorité absolue, est inconcevable aujourd'hui; des inventaires, des catalogues,

à la rigueur des recueils analytiques consciencieux, voilà tout ce que l'on peut désirer d'*officiel*. Si l'on veut des vues d'ensemble, ouvrant les voies aux réflexions, il faut accepter qu'elles soient provisoires et subjectives; le livre de M. Corbett nous montre comment le professeur de stratégie de l'Amirauté anglaise se représente ce qu'ont fait ses élèves; c'est une précieuse matière à nos méditations et aussi une puissante construction d'un esprit clair; il ne fallait pas en faire un texte sacré, une révélation religieuse.

Joannès TRAMOND.

Jules DESTRÉE. *Les fondeurs de neige.* Notes sur la révolution bolchévique à Pétrograd pendant l'hiver 1917-1918. Bruxelles et Paris, G. van Oest et C^{ie}. 1920. Prix : 6 fr.

Maurice VERSTRAETE. *Mes cahiers russes.* Éditions G. Crès et C^{ie}. 1920. Prix : 10 fr.

M. Jules Destrée, le ministre belge bien connu, chargé de représenter la Belgique auprès du gouvernement provisoire, présidé alors par Kerenski, arriva à Pétrograd dans la seconde moitié d'octobre 1917. Avec les missions alliées, il quitta cette ville le 28 février 1918. Ce qu'il a vu pendant ces cinq mois, ses impressions, tel est le sujet du livre qu'il vient de publier. On connaît la chaleur de cœur de M. Destrée, son libéralisme qui fait bon ménage avec ses idées socialistes. On devine quel intérêt peut offrir, sous sa plume, le récit d'une période si remplie d'événements.

Le titre, assez énigmatique, est expliqué à la page 137. Sous l'ancien régime, la neige, accumulée dans les rues de Pétrograd, séjournait dans les rues parfois jusqu'aux premiers souffles du printemps. Sous la révolution, on fond cette neige à la flamme d'un foyer. « Ces fondeurs de neige acharnés à détruire la beauté de la ville, à dégager la fange des voiles dont la nature clémence les avait enveloppés m'ont paru, à certains égards, symboliques » (p. 137). Le symbole est clair : la Révolution, dans sa hâte de détruire, fait violence à la nature.

Le livre est précieux, d'abord parce qu'il est le journal d'un témoin désintéressé dont les dispositions inspirent confiance. Les faits qu'il note, il les a contrôlés. Il a fréquenté les acteurs de la tragédie, s'est entretenu avec eux, avec Kerenski, avec Trotski, a vécu en pleine Terreur (il fait lui-même le rapprochement, tant celui-ci s'évoque naturellement). Ce témoin sûr est, par surcroit, un esprit avisé. Ses remarques sur la psychologie du peuple russe, sur l'insouciance qui règne, en pleine guerre, à Pétrograd (ch. III), sur l'instabilité de l'esprit russe, incapable de se fixer (p. 172), sur la logique à outrance naturelle au Russe (p. 172 et 175), sur son orgueil puéril, sur son ambition démesurée (p. 173), sur l'esprit de servitude qui survit (p. 228), sur la cruauté des révolutionnaires qui ne le céderont point en férocité à leurs anciens maîtres (p. 280), sont le fruit d'une observation toujours en éveil. Non que l'auteur soit insensible à la malheu-

reuse situation du peuple russe : son éloquent chapitre (ch. VIII) sur « la grande pitié des peuples de Russie » en fait foi.

Ce livre ne pourra donc être négligé par le futur historien de la révolution russe. Si le livre, comme nous l'espérons, est réimprimé, M. Destrée devra le purger d'un certain nombre de fautes de transcription très fâcheuses : certaines sont difficilement tolérables. Je ne citerai que les principales. Il faut lire (p. 41) pajal'st (transcription approximative du *pojalui-sta*) et Karacho; moujik (p. 29); Kvas (p. 31); Terechchenko (p. 35); bolchevik (p. 38); Bourtsév (p. 40); Novaïa Jizn (p. 50); Brechko-Brechkovskaïa, la Matouchka (p. 61); tovarichtch Lunatcharski (p. 97); Chevtchenko (p. 204); Plekhanov (p. 227); Liteinaïa (p. 239); Vetchernii Tchas (p. 261); Islameï (p. 265); Vladivostok (p. 293). D'une façon générale, il est temps de renoncer à la transcription allemande de la finale *v* des noms russes par *ff* : le *v* est plus exact.

Au livre de M. Destrée, celui de M. Maurice Verstraete sert d'utile complément. M. Verstraete, ancien attaché commercial à Saint-Pétersbourg, dirigeait une des principales banques de Pétrograd ; il y a séjourné pendant toute la guerre et n'a quitté cette ville qu'en septembre 1918. Ses nombreuses relations lui ouvraient l'accès du monde politique et ses moyens d'information étaient variés. Ce témoin offre donc toutes garanties. M. Verstraete avait pris l'habitude de rédiger des notes qu'il envoyait à ses amis de Paris. C'est sur ces notes que son livre a été composé : ce ne sont pas des « annales détaillées », pour employer l'expression de l'auteur (p. 1). Ce livre embrasse une période de cinq années. Les faits sont disposés dans l'ordre chronologique : les événements politiques occupent la première place. L'exposition est précise et vivante. On peut signaler des portraits expressifs de Raspoutine (p. 23 et suiv.) et de Nicolas II (p. 27 et suiv.). Des documents d'un réel intérêt, peu connus en France, sont reproduits : le procès-verbal de la réunion privée qui eut lieu chez le président de la Douma, M. Rodzianko, et à laquelle assistait M. Protopopov (p. 87 et suiv.), le compte-rendu de l'audience accordée par Nicolas II à M. Rodzianko (p. 96 et suiv.). L'ouvrage est donc aussi un répertoire de faits.

M. Verstraete ne nous donnera-t-il pas un jour, quand il pourra le faire sans dommage pour des tiers, le récit de sa vie passée dans l'enfer des Soviets (p. 354), le journal d'un « bourgeois » sous la Terreur ?

M. Verstraete sait le russe : les fautes de transcription sont rares. Pourquoi écrit-il (p. 3 et *passim*) *Gouchhof* et non *Goutchkov*? Il faut lire (p. 3) Tsarskoe-Selo; Voeikov (p. 119); Novaïa Jizn (p. 298); Chevtchenko (p. 344); Ouritskii et non *Ouritzky* (p. 348). En effet, un *z* n'est possible qu'après un *d*, et l'*y*, par une convention généralement admise, transcrit l'*i* sourd du russe, qui ne peut jamais suivre un *k*.

Edmond DUCHESNE.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— VIVIEN DE SAINT-MARTIN et SCHRADER. *Atlas universel de géographie*, dressé sous la direction de F. SCHRADER. Nouvelle édition conforme aux traités de paix (Paris, Hachette, 1920). — Cette nouvelle édition d'un Atlas fort estimé se distingue de l'ancienne par plusieurs traits caractéristiques. Tout d'abord, le format a été légèrement réduit : $0^{\circ}49 \times 0^{\circ}37$ au lieu de $0^{\circ}51 \times 0^{\circ}43$. Puis le nombre des feuilles a été diminué : il y en aura 80 au lieu de 90, au détriment par exemple de l'Afrique française et des deux régions polaires : arctique et antarctique ; les six cartes de l'Allemagne, Autriche-Hongrie et Europe centrale, sont fondues en quatre : 1^e Allemagne, Pologne et Tchéco-Slavie; 2^e Allemagne du Nord-Ouest; 3^e Allemagne du Sud et Autriche; 4^e États danubiens (Yougoslavie, Hongrie, Roumanie et Bulgarie). L'Asie a été très remaniée. L'ouvrage, qui avait coûté une quarantaine d'années à établir sous sa forme première, paraîtra régulièrement en vingt-six livraisons (à 7 francs chacune) et sera terminé avec l'année 1921. Le feuillet qui, autrefois, accompagnait chaque carte et qui indiquait les sources d'après lesquelles le travail a été exécuté, a disparu. Enfin, chaque carte est munie d'un onglet perforé qui permet de la faire entrer immédiatement dans un classeur formant reliure perpétuelle. L'aspect des cartes a subi un changement notable ; « nous avons réussi », disent les éditeurs, « par la séparation du trait et de la montagne en deux couleurs, noire et bistre, à obtenir avec le tirage sur pierre une lisibilité supérieure à celle de l'œuvre première ». En effet, les couleurs sont plus fondues, les montagnes fortement estompées, ce qui rend sans doute plus aisée la lecture des noms, mais au détriment du relief géographique. Les lignes de chemin de fer ne sont pas indiquées partout par les mêmes signes : tantôt, c'est par un simple trait noir (France, Espagne), tantôt par deux lignes parallèles et continues (Inde, États-Unis); mais, dans le carton où est représentée l'agglomération de New-York et de ses environs immédiats, il n'y a plus qu'un trait en noir), tantôt enfin par deux parallèles reliées par un pointillé (Angleterre, Brésil). En France, les routes sont marquées en même temps que les chemins de fer ; elles ont été omises en Angleterre. — En fait, c'est une édition vraiment nouvelle qu'on nous donne de cette œuvre magistrale. Sept livraisons ont déjà paru. Ch. B.

— Louis ESTÈVE. *L'héritage romantique dans la littérature contemporaine*. 2^e édition (Paris, Maloine, 1919, in-8°, LVII-200 p.). — Non sans quelque désordre romantique, et en tout cas avec une

négligence assez peu classique de la hiérarchie des valeurs, des plans du raisonnement, de l'importance relative des allégations et des sources, M. Louis Estève nous apporte de fort intéressantes observations « psychopathiques » sur cet inépuisable sujet : la mélancolie romantique. Des formes d'ennui qui, sous des noms divers, avaient inquiété les générations les plus diverses de l'humanité, nous sont surtout présentées ici, comme « le mal du crépuscule », « le mal de la province », « le mal de l'au-delà », et des citations empruntées aux auteurs les plus variés appuient sans difficulté des remarques mi-médicales et mi-littéraires qui continuent à leur manière Max Nordau, E. Seillière et tous ceux qui ont stigmatisé les dégénérescences romantiques. On sait le danger de ces constructions : elles risquent de fausser le sens de l'inquiétude, de l'initiative d'imagination et de sensibilité qui sont indispensables à toute création d'art. Une société parfaitement « saine » a chance de ne plus avoir aucune curiosité littéraire. Le vrai classicisme — celui d'un Racine, d'un Goethe — consiste à discipliner l'instabilité et la morbidesse, non à les ignorer : plutôt que d'établir la « courbe de fièvre » de la jeunesse contemporaine, il eût été intéressant de signaler quels remèdes s'offrent à celle-ci.

F. BALDENSPERGER.

— Dans les « Éditions Bossard », signalons deux intéressantes brochures : 1^e *Un Turc à Paris, 1806-1811*; relation de voyage et de mission de Mouhib Effendi, ambassadeur extraordinaire du sultan Sélim III, publiée d'après un manuscrit autographe par Bertrand BAREILLES (1920, 106 p.; prix : 4 fr. 80); 2^e *Le complot germano-bolchéviste*, où l'on trouvera les soixante-dix documents sur les relations des chefs bolchévistes avec l'armée, la grosse industrie et la finance allemandes qui ont été publiés par le Comité d'information publique des États-Unis d'Amérique; on donne ici une traduction française d'après l'édition allemande de la librairie « La Liberté » (der Freie Verlag), Berne, 1919 (1920, 178 p.; prix : 5 fr. 40).

— Nous avons reçu du ministère des Affaires étrangères : 1^e le *Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie*; protocole et déclaration du 4 juin 1920 (Trianon). Textes français, anglais et italien; 2^e le *Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Turquie*, signé le 10 août 1920 à Sèvres. Textes français, anglais et italien.

HISTOIRE DE FRANCE.

— *Les lettres provinciales de Blaise Pascal*, edited by H. F. STEWART (Manchester, at the University press, 1920, 1 vol. de XXXVIII-360 p.). — Cette nouvelle édition des *Provinciales*, publiée en Angleterre dans une collection justement estimée, a été préparée avec beaucoup de soin par un savant professeur de Cambridge qui voudrait faire bien connaître à ses compatriotes les petites *Lettres* et leur auteur. M. Stewart reconnaît que son travail d'éditeur a été singuliè-

rement facilité par celui de M. Brunschvicg et de ses collaborateurs, publié à Paris en 1914. Il n'avait en effet qu'à puiser à pleines mains dans cette édition qu'il considère avec raison comme définitive, et qui est à ses yeux un beau monument élevé à la gloire de Pascal. Mais M. Stewart voulait à tout prix glaner derrière les moissonneurs et dire quelque chose de nouveau ; cette préoccupation ne paraît pas l'avoir inspiré d'une manière très heureuse. Dès la première page, il se laisse aller à des déclarations qui tendraient à ruiner la valeur morale et religieuse des *Provinciales* et à déshonorer Pascal. Il dédie solennellement son ouvrage à un publiciste français dont les conjectures ultra-fantaisistes ont été, il y a tantôt dix ans, l'objet de réfutations que l'on n'a point réfutées, et voici la belle découverte que le nouvel éditeur a faite à la suite de son érudition guide : « Son point de vue, auquel je me rallie sincèrement, c'est en deux mots que Pascal, qui commença les *Provinciales* comme un adepte convaincu de la secte janséniste, en fut tiré avant même de les avoir achevées, et qu'il mourut en opposition avec elle. » C'est le contraire de la vérité, car tout le monde sait que Pascal, après avoir interrompu les *Provinciales* en 1657, a collaboré très activement aux factums des curés contre la morale des Jésuites. Il avait commencé une dix-neuvième lettre où on lisait ces mots à l'adresse du P. Annat : « Réjouissez-vous, mon Père, ceux que vous haissez sont malheureux. » Il a dit très peu de jours avant sa mort, cinq ans après la prétendue conversion dont parle M. Stewart, que, s'il avait à refaire les *Provinciales*, il les ferait encore plus fortes. En dehors de l'érudit que M. Stewart félicite d'avoir bien mérité de Pascal, il n'y a personne en France qui ne rejette de semblables billevesées. Que peut donc valoir une édition des *Provinciales* présentée sous cet aspect à des lecteurs que l'on invite à les considérer comme l'ouvrage d'un malhonnête homme qui continuait contre sa conscience à hurler avec les loups jansénistes et à calomnier les Jésuites ?

Entrainé par son guide comme un aveugle qui suit un autre aveugle, M. Stewart n'a pas su ou pas voulu voir que la grande édition Brunschvicg a consacré quarante pages (t. X, p. 336 et suiv.) aux discussions qui ont été engagées à propos des déclarations de Pascal mourant. Le silence d'un éditeur aussi soigneux, aussi méticuleux, est incompréhensible, car M. Stewart n'est pas avare de notes bibliographiques ou autres. Il est inexcusable de n'avoir tenu aucun compte des conclusions si nettes de M. Brunschvicg (t. IV, p. LXXXI), lesquelles suffisent à « terminer le débat ».

Pour l'établissement du texte, le nouvel éditeur a pris pour guide M. Brunschvicg lui-même, et cette fois encore il ne paraît pas avoir été bien inspiré. Il ne s'agissait plus d'une édition savante qui autorise la reproduction fidèle du texte original. Les Anglais, auxquels s'adresse l'édition Stewart, ne sont pas à même de pouvoir étudier avec fruit un texte archaïque dont la lecture présente pour des Français instruits des difficultés très grandes. On ne se représente pas bien un jeune

étudiant de Cambridge ou de Manchester aux prises avec des phrases comme celles-ci, qui n'ont pas été annotées par l'éditeur : « Nous prîmes plaisir à ce compte » [le conte de Jean d'Alba, p. 66]. — « Je vous en respons et me rens plege pour la bonne Mère, » p. 96. — « Ce que ce docteur n'a pas sceu, je ne scay, qui le scait, » p. 118. C'est par centaines que l'on pourrait citer des exemples analogues, et l'on peut conclure de là que la pleine intelligence des beautés des *Provinciales* est à peu près impossible à la grande majorité des lecteurs de M. Stewart. Ce n'est pas cette édition qui contribuera à faire admirer en Angleterre le chef-d'œuvre de Pascal.

A. G.

— La librairie Hachette a mis en vente les deux premiers volumes de *l'Histoire de France contemporaine* faisant suite à celle d'E. LAVISSE; le tome I, par M. Ph. SAGNAC, se rapporte à la Révolution jusqu'à la fin de la Législative; le tome II, par G. PARISSET, à la Convention et au Directoire. A la différence de *l'Histoire de Lavisse* jusqu'en 1789, dont le premier tirage ne comportait pas d'illustrations, chaque volume de cette *Histoire contemporaine* paraît dès le début avec un grand nombre de reproductions photographiques. On assure que l'ouvrage entier aura paru au mois de juillet 1921. Le prix de chaque volume est de 30 francs.

— Dans *l'Almanach catholique français pour 1921* (Paris, Bloud et Gay, in-8°, 314 p.; prix : 6 fr. 50), nous signalerons le « Petit Annuaire du monde catholique », où sont énumérés les œuvres provinciales établies à Paris; les journaux et revues catholiques paraissant à Paris; « L'art chrétien en France, nos cathédrales », avec un bref résumé archéologique et historique et la photographie de chacune de ces cathédrales; une description des paroisses de Paris, avec dix plans divisionnaires.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— James M. WILSON. *The Worcester Liber albus. Glimpses of life in a great benedictine monastery in the fourteenth century* (Londres, Society for promoting christian knowledge, 1920, in-8°, XVIII-284 p.; prix : 15 sh.). — Le chapitre cathédral de Worcester, qui était une abbaye bénédictine administrée par un prieur, possédait un registre sur lequel le chancelier ou le chapelain du prieur transcrivait les actes et la correspondance d'affaires concernant l'administration du diocèse. C'est le *Liber albus*, qui embrasse la longue période de 1301 à 1446; il est actuellement déposé dans la bibliothèque de la cathédrale. Ce que nous donne le Rév. Wilson, c'est une traduction en anglais d'un assez grand nombre de ces lettres et actes compris entre les années 1301 et 1338. Ils sont d'un intérêt très varié qui reflète l'activité non seulement du chapitre, mais encore et surtout de l'évêque. Il est donc exact, ainsi que l'indique le titre de l'ouvrage, qu'il projette des lumières sur la vie d'un grand monastère bénédictin au XIV^e siècle; mais l'érudit se consolera difficilement de ne connaître

des documents que par une traduction, ou même par une simple analyse.

Ch. B.

— Dans la série des « Helps for students », la Société pour la propagation du Christianisme a fait paraître une étude sur les emplacements et les constructions utilisés par les municipalités anglaises : la place du marché, les étaux et boutiques, les passages, la voirie urbaine; enfin les édifices municipaux : hôtels de ville, croix de marchés, aqueducs, magasins, écoles et hôpitaux; un dernier chapitre est consacré aux changements introduits dans l'aménagement des édifices publics par la Renaissance et la Réforme. Ce travail, préparé par W. CUNNINGHAM, était presque entièrement terminé à la mort du savant économiste; il a été achevé par M. CRANAGE (*Monuments of english municipal life*, 54 p.; prix : 1 sh.). — Dans une autre brochure, M. R. L. MARSHALL expose les principes de la critique historique; chacun des principes, simples et raisonnables, qu'il énonce est éclairé d'exemples empruntés à tous les pays et à toutes les époques, depuis les fausses poteries mohabites jusqu'aux faux fabriqués par Vrain-Lucas (*The historical criticism of documents*, 62 p.; prix : 1 sh. 3 d.).

— Il avait été annoncé que l'Amirauté anglaise publierait une étude officielle sur la bataille du Jutland; cette étude avait été même préparée par le commandant Harper. Pour des raisons qui ne sont pas déclarées, mais qui sont en rapport avec un conflit d'idées entre les amiraux Beatty et Jellicoe, cette publication a été différée, et on a récemment annoncé à la Chambre des Communes que le public devrait se contenter de la *Naval History of the war*, de Sir Julian CORBETT, dont nous analysons plus haut (p. 326) le premier volume et dont le second contiendra, nous assure-t-on, un chapitre sur l'événement, écrit d'après les documents de l'Amirauté. Mais les réticences du gouvernement ont amené à penser qu'il avait quelque intérêt à cacher la vérité, et M. Lloyd George a dû promettre la publication, sous forme de document parlementaire, au moins des signaux, des dépêches et des rapports officiels. En attendant que cette publication paraisse (et, depuis, cette publication a eu lieu, sous la forme d'un *Blue book*; les plus importants des documents qui y sont publiés ont été reproduits dans le *Times* du 18 décembre 1920) ou que le tome II de M. Corbett soit publié, on pourra utiliser le livre de M. Henry NEWBOLT, *A naval history of the war, 1914-1918* (London, Hodder and Stoughton, in-8°, 1920), qui fournit un résumé extrêmement commode des événements navals, et, encore mieux, la publication officielle de l'Amirauté allemande (*Der Krieg zur See, 1914-1918*, publié par le « Marine Archiv »), dont le tome I, écrit par le capitaine de corvette O. GROOS, est consacré à la guerre dans la mer du Nord (*Der Krieg in der Nordsee. Vom Kriegsbeginn bis Anfang September 1914*. Berlin, E. Siegfried, Mittler u. Sohn, 1920). Une analyse de cette publication a paru dans les numéros du *Times* des 21, 22 et 23 juin 1920, et l'expert naval qu'est M. Hector C. BYWATER en a fait une

étude poussée dans les derniers numéros de *Naval and military record* (octobre-novembre 1920). Il est vraiment étonnant que les officiers de la marine française ne se soient pas encore attelés à la tâche de faire connaître objectivement le rôle de celle-ci dans la Grande Guerre; en dehors de quelques travaux originaux ou de quelques études critiques de détail parues dans la *Revue maritime*, il n'y a rien de comparable, parmi les publications navales françaises, au livre de M. Corbett ou à l'œuvre de l'État-major allemand. — G. BN.

HISTOIRE DE RUSSIE.

— *Le Stoglav ou les Cent chapitres*, recueil des discussions de l'Assemblée ecclésiastique de Moscou, 1551, traduction, avec introduction et commentaire, par E. DUCHESNE, docteur ès lettres (Paris, Champion, 1920, in-8°, XLVI-192 p.; « Bibliothèque de l'Institut français de Pétrograd », t. IV). — M. Duchesne occupe une place très honorable parmi les écrivains sérieux qui s'occupent de la Russie. Il a déjà marqué sa place parmi les maîtres de ces études nouvelles difficiles par ses ouvrages, l'un sur le poète Lermotov, l'autre sur le Domostroi ou Ménagier russe du XVI^e siècle, livre qui offre un tableau très intéressant de l'ancienne vie privée des Russes à l'époque où la Russie s'appartenait à elle-même et n'était pas exploitée par des alliés, comme elle l'est aujourd'hui. Les délibérations et les décisions du concile de 1551 ne jettent pas un jour moins curieux sur la vie ecclésiastique et privée de la Moscovie à l'époque de la Renaissance. Ce concile, dont M. Duchesne avait déjà entretenu les lecteurs de la *Revue historique* (t. CXXXII, p. 39), fut convoqué sur l'initiative du tsar Ivan le Terrible pour résoudre certaines questions posées par le souverain. Les unes concernent les actes de la vie des moines, les défauts de la haute administration et des tribunaux de l'Église. Les autres ont pour objet certaines parties de la liturgie, certains vices des laïques, certaines superstitions. Les décisions du concile ont été résumées dans cent chapitres (*sto*, en russe, veut dire cent, et *glava*, chapitre, d'où le nom de *stoglav* donné à l'ensemble de ces morceaux). Ces réponses ne sont pas toujours originales; il en est qui reproduisent simplement les décisions de tel concile antérieur (concile de Chalcédoine, concile de Carthage) et de tel empereur byzantin (Justinien, Manuel Comnène), ou les mandements de tel prélat russe. L'ensemble fournit une somme de renseignements très curieux sur la vie et les mœurs de la société russe au XVI^e siècle. M. Duchesne est admirablement au courant de la littérature historique russe et les Russes eux-mêmes, en temps normal, pourraient tirer parti de ses recherches. Il interprète avec soin les mots difficiles dans des notes très nombreuses. Au lieu de cette interprétation disséminée, j'aurais mieux aimé à la fin un index détaillé des idées et des choses. Quoi qu'il en soit, ce livre est une très intéressante contribution à l'histoire de la vie et des mœurs en Russie au temps d'Ivan le Terrible. — L. L.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales révolutionnaires.** 1920, septembre-octobre. — Georges HARDY. Robespierre et la question noire (la politique indigène de Robespierre a été noble et humaine; il n'était pas l'adversaire des colonies, mais de l'esclavage, et il tenait fortement aux principes d'égalité, tout en admettant que les valeurs humaines n'étaient pas partout égales). — Fr. VERMALE. Joseph de Maistre et l'espionnage français en 1793. — Albert MATHIEZ. Un complice de La Fayette : Frédéric Dietrich (dans sa biographie de Dietrich, M. Ramon a omis d'étudier les rapports du premier maire de Strasbourg avec La Fayette; or, c'est leur liaison « qui a été l'origine et la cause de toutes ses fautes et de tous ses malheurs »; si les Jacobins ont rompu avec lui, c'est que, au contraire, ils « adoptaient sur la paix les vues de Robespierre ». Publie plusieurs documents inédits). — Fr. PONSARD. Le gâteau des rois chez Danton (réédition d'un article publié dans le *Temps* du 6 janvier 1908). — Albert MATHIEZ. Brissot et son associé, d'après une lettre inédite (publie une longue lettre écrite par Brissot à son commanditaire, Desforges, quelque temps après être sorti de la Bastille, 1784; Brissot y donne des détails circonstanciés sur les affaires qu'ils avaient eues ensemble et la brouille qui s'en était suivie). — Id. Une « Compagnie de garantie des propriétés » sous le Directoire. — Id. L'intrigue politique contre la perception de l'impôt en 1792. — Id. Merlin de Thionville accusateur de Carnot et de Lindet (ce Merlin, qu'une sorte légende a auréolé d'une réputation de courage et de républicanisme). — C.-rendus : E. Welvert. Le secret de Barnave (livre manqué). — Ed. His. Geschichte des neueren Schweizerischen Staatsrechts. I : 1798-1813 (excellent). — Michel Lhéritier. Tourny (thèse fourrée d'utiles renseignements sur l'administration de Tourny; il n'en ressort pas que Tourny fut un administrateur remarquable). — G. Rudler. La politique dans les *Martyrs* de Chateaubriand (montre que, sous le voile d'allégories antiques, Chateaubriand a écrit un virulent pamphlet contre les philosophes et les révolutionnaires du XVIII^e siècle : Hiéroclès, c'est Voltaire ou d'Holbach; Eudore, c'est Louis XVI; Cymodocée, c'est Marie-Antoinette; la persécution de Galère, c'est la Terreur).

2. — **Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français.** 1920, juillet-septembre. — N. WEISS. Guillaume Farel. La

dispute de Bâle. Le conflit avec Érasme; suite (Farel voulait entrer dans la voie des réalisations et demandait une réforme radicale de l'Église; voilà pourquoi il entra en conflit violent en 1524 avec Érasme). — Documents : M. MOREL et N. W. Le protestantisme à Cambrai (quatre documents, de 1562 à 1628, trouvés aux archives de la ville par M. Morel, tué à la guerre); La famille Cuny de Bar-le-Duc. Comment elle parvint à se réfugier en Allemagne (en 1690; récit fait en 1804 par l'un des descendants de cette famille, d'après d'anciens papiers); Requête de Louise de Lescours, veuve de Louis de Saint-Georges, seigneur de Marcoy, aux États-Généraux (des Provinces-Unies, 13 décembre 1701; ayant perdu son mari demeuré en France et resté fidèle à la religion protestante, elle demande assistance). — Armand Lods. Un jugement du baron de Staél sur Benjamin Constant (lettre du 21 juillet 1795; se porte garant, auprès du commissaire des relations extérieures, du républicanisme de Constant, qui sollicitait un permis de séjour en France). — Lieux d'assemblées huguenotes en Bourgogne en 1566 (d'après les rapports faits au Parlement de Bourgogne par les officiers des bailliages).

3. — **Bulletin hispanique.** 1920, juillet-septembre. — G. CIROT. La guerra de Granada et l'Austriada (Diego Hurtado de Mendoza est-il oui ou non l'auteur du premier de ces ouvrages et quel est le rapport de la « Guerra » avec l'« Austriada » de Juan Rufo?). — J. SARRAILH. Fin d'exil. Le retour en Espagne de la reine Marie-Christine, février-mars 1844 (importance de ce retour au point de vue intérieur et au point de vue extérieur; Marie-Christine sera un excellent agent de notre politique et contribuera à faire conclure les deux unions qui marquèrent le triomphe de Guizot sur Palmerston). — R. LANTIER. Chronique ibéro-romaine, IV. 1918. — C.-rendus : D. Ignacio Calvo y D. Juan Cabrè. Excavaciones en la Cueva y Collado de los Jardines, Santa Elena-Jaen (article très sévère de Pierre Paris; M. Calvo, qui est en réalité l'auteur du volume, eût dû reviser son manuscrit). — Correspondencia do 2º visconde de Santarem colligida, coordenada e comannatoções de Rocha Martius (ces lettres de 1828 à 1834 intéressent la politique intérieure et extérieure du Portugal et l'histoire des pays dont Santarem a été l'un des plus illustres représentants). — Octobre-décembre. J.-M. BURNAM. Un groupe de manuscrits espagnols (manuscrits sur les mathématiques, provenant du monastère de Ripoll; article en anglais). — G. CIROT. A propos des dernières publications sur Garcilaso de La Vega (ce qu'elles ont appris sur ce poète du XVI^e siècle). — R. COSTES. Pedro Mexia, chroniste de Charles-Quint; suite (montre les emprunts faits par Sandoval à Mexia). — G. CIROT. Le roman du P. Mariana (analyse d'un livre anonyme paru à Berlin en 1804 et qui se donnait comme la traduction allemande d'une autobiographie rédigée par le jésuite; ce livre est une pure invention). — ID. Les éditions des œuvres de sainte Thérèse par La Fuente (il n'est pas possible de s'y fier). — C.-rendu : Ferran-Valls Taber-

ner. Privilegis i ordinacions de les valls Pirenencs. III. Vall d'Andorra (très utile recueil).

4. — *Journal des savants*. 1920, mars-avril. — M. ROSTOVTEFF. L'exploration archéologique de la Russie méridionale de 1912 à 1917; fin en mai-juin (fait suite au grand travail de Ellis H. Minns, « Scythians and Greeks », paru en 1913, et qui exposait l'histoire des fouilles jusqu'en 1911; signale les principaux centres de fouilles; montre que les fouilles dans les vastes tumuli des steppes russes, sur les bords des grands fleuves, révèlent une vie et une civilisation bien différentes de celles que nous connaissons par les fouilles dans les villes grecques et hellénisées). — H. LEMONNIER. Chantilly, des Bouilleux aux Montmorency. II (les Montmorency jusqu'en 1643, où Louis XIV donna le domaine et le château au Grand Condé). — G. BLOCH. Virgile et les origines d'Ostie (d'après la thèse de Jérôme Carcopino, « très beau livre, un des plus substantiels et des plus originaux qui aient paru, en ces dernières années, sur les antiquités romaines et italiennes »). = C.-rendus : M^{me} Denyse *Le Lasseur*. Les déesses armées dans l'art classique et leurs origines orientales (utile répertoire de 157 figures). — J.-E. SANDYS. Latin Epigraphy, an introduction to the study of latin inscriptions (plutôt une introduction qu'un manuel; n'a pas le caractère pratique). — J.-M. TOURNEUR-AUMONT. Études de la cartographie historique sur l'Alemanie (utile contribution à notre connaissance des origines politiques de l'Europe). — J. MIRET Y SANS. Itinerari de Jaume I el Conqueridor (très méritoire). = Mai-juin. C. HUART. Le Yémen au xiv^e siècle (d'après l'histoire de la dynastie des Rasouïlides de 'Aliyyu Bnul-Hasan 'el-Khazredjizi, traduite par Sir J. W. Redhouse, et les monuments de cette période). — A. DIEUDONNÉ. La numismatique du règne de Charles IV le Bel (d'après les indications fournies par les Journaux du trésor, publiés par J. Viard). = C.-rendus : J.-C. FORMIGÉ et Jules FORMIGÉ. Les arènes de Lutèce (solutions qui semblent définitives, du moins dans l'ensemble). — J.-O. WALTZING. Tertullien; 3 vol. (texte de l'Apologétique; étude sur ce traité; commentaire grammatical et historique; modèle de méthode méticuleuse). — W. WARDE FOWLER. The death of Turnus (texte et commentaire du VIII^e livre de l'Énéide). — M. PLATNAUER. The life and reign of the emperor Lucius Septimius Severus (le règne aurait mérité une étude plus exacte). — JOSÉ-RAMÓN MELIDA. Excavaciones de Merida. Una basilica romano-christiana (peut-être le plus ancien monument de ce type, IV^e ou V^e siècle). — J.-M. TOURNEUR-AUMONT. L'Alsace et l'Alemanie (voit dans l'alemanisme alsacien une hypothèse romantique). — VICTOR MARTIN. Le gallicanisme et la réforme catholique (écrit dans un véritable esprit historique et avec la conscience des devoirs qui s'imposent à tout érudit). = Juillet-août. A. BLANCHET. Le monnayage anglais en France du XII^e au XV^e siècle (d'après la publication de Lionel M. Hewlett, « Anglo-Gallic Coins »; s'occupe

de quelques-unes des questions obscures que soulève cette numismatique). — P. FABIA. L'amphithéâtre de Lugudunum (la place de l'amphithéâtre où furent exécutés les martyrs de 177 reste, en somme, toujours à chercher). — G. FAGNIEZ. La marine française au XVII^e siècle; I (d'après le livre de Ch. de La Roncière; ce premier article conduit jusqu'à l'expédition de Candie en 1669). — E. LAVISSE. Le musée Condé en 1919. — C.-rendus : E. Dottin. La langue gauloise (modèle de précision, d'érudition et de prudence). — Giuseppe La Mantia. Codice diplomatico dei Re Aragonesi di Sicilia e dalla Rivoluzione Siciliana del 1282 sino al 1355. T. I : 1282-1290 (fait avec grand soin). — Cornelis van Arendonk. De Opkomst van het zaidietische Imamaat in Yemen (biographie de l'imâm El-Hâdi, proclamé à Médine en 859, auquel se rattachent les Zeïdites). — Jean Ebersolt. Constantinople byzantine et les voyageurs du Levant (témoignages de ces voyageurs sur Constantinople). — P. Miguélez. Catálogo de los códices españoles de la Biblioteca del Escorial. T. I. Relaciones históricas (utile).

5. — **Polybiblion**. 1920, mai-juin. — E. JORDAN. Livres, brochures et tracts sur le problème de la dépopulation. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles : M. Thiéry. 1914-1918. Le nord de la France sous le joug allemand (recueil de témoignages authentiques); général de Tournadre. Au pays des fourbes; impressions de captivité (pages d'une vie intense); Paul Gentizon. L'armée allemande depuis la défaite (intéressant); C. Jullian. Aimons la France (« cet ouvrage, d'un écrivain protestant, est animé d'un bout à l'autre d'un grand souffle chrétien »); L. Hautecœur. L'Italie sous le ministère Orlando, 1917-1920 (matériaux intelligemment recueillis). — La constitution de l'empire allemand du 11 août 1919; traquée et annotée par Joseph Dubois. — G. Schelle. Œuvres de Turgot et documents le concernant; t. III (œuvre magistrale). — G. Dottin. La langue gauloise (excellent). — H. Vignaud. The Columbian Tradition on the discovery of America (appelle de sérieuses réserves). — Van Deman Magoffin. The quinquennales (d'après les textes, les monnaies et les inscriptions). — J. Hatzfeld. Les trafiquants italiens dans l'Orient hellénique (bon). — Ch. Diehl. Histoire de l'empire byzantin (substantiel et de lecture facile). — J. Garnier et E. Champeaux. Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne (introduction aux trois volumes publiés de 1867 à 1877. L'intérêt dépasse les bornes de la province). — V. Carrière. Histoire et cartulaire des Templiers de Provins (bon). — R. Parisot. Histoire de Lorraine; t. I (excellent). — J. Brucker. La Compagnie de Jésus, 1521-1773 (très net). — V. Martin. Le gallicanisme et la réforme catholique (très important). — Le R. P. Deleheyre. L'œuvre des Bollandistes, 1615-1915 (remarquable). — L. Ducros. Jean-Jacques Rousseau, de l'île de Saint-Pierre à Ermenonville, 1765-1778 (écrit et composé de façon très heureuse). — G. Lefebvre. Documents relatifs à l'histoire des

subsistances dans le district de Bergues pendant la Révolution; t. I (travail considérable). — *P. Caron*. Rapports des agents du ministre de l'Intérieur dans les départements, 1793-an II; t. I (intérêt de cette publication; introduction remarquable). — *Juillet*. Armand PRAVIEL. Poésie. Théâtre. — *H. FROIDEVAUX*. Histoire coloniale et colonisation (ouvrages de *L. Hennebicq*, *George M. Wrong*, *Jean de Maupassant*, *J.-L. de Lanessan*, *Victor Piquet*). — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *L. Madelin*. Verdun (déposition d'un témoin bien placé pour voir); *C. Bloch*. Collection Henri Leblanc, donnée à l'État le 4 août 1917. La Grande Guerre. T. VI. Répertoire méthodique de la presse quotidienne française, année 1914 (dépouillement de douze journaux de Paris et six de province). — *P. Alfaric*. L'évolution intellectuelle de saint Augustin (méthode manifestement tendancieuse). — *D^r F. Roland*. Les cartes anciennes de la Franche-Comté. 2^e partie. Les cartes publiées au XVII^e siècle (reproduction des cartes de Jean Le Clerc, Michel Coignet et Jean Vernier). — *V.-L. Bourrilly* et *F. Vindry*. Mémoires de Martin et Guillaume du Bellay. T. IV : 1541-1547 (excellente édition). — *R. Lavollée*. Mémoires du cardinal de Richelieu. T. IV : 1624 (notes et table excellentes). — *A. Debidour*. Recueil des actes du Directoire exécutif. T. III : 4 juillet-6 octobre 1796 (très bonne publication). — *A. Aulard*. Recueil des actes du Comité de Salut public. T. XXIII : 10 mai-2 juin 1795 (intérêt des lettres des représentants en mission). — *J. Burnichon*. La Compagnie de Jésus en France, 1814-1914. T. III : 1845-1860 (fait de main de maître). — Les RR. PP. *Jonquet* et *F. Veuillot*. Montmartre, autrefois et aujourd'hui (on reproduit, en l'abrégeant, le livre du premier qui conduit jusqu'en 1890 l'histoire de la basilique du Sacré-Cœur; l'ouvrage est continué par le second). — *Ed. Channing*. Histoire des États-Unis d'Amérique, 1765-1865; traduction de *G. Guillermot-Magidot* (inégal). — *G. Weill*. Histoire des États-Unis de 1787 à 1917 (des lacunes; écrit dans un esprit d'admiration constante). — Août-septembre. *Henri FROIDEVAUX*. Ouvrages récents sur le Maroc. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *G. Gautherot*. La France en Syrie et en Cilicie (conclusions très justes); *Mgr Chollet*. Ma copie de lettres. Quand ils étaient chez nous (correspondance échangée entre l'archevêque de Cambrai et les autorités allemandes de 1914 à 1918); *M. Muret*. La littérature allemande pendant la guerre (curieux et instructif). — *Paul Bureau*. L'indiscipline des mœurs (le livre le plus important qu'ait inspiré l'angoissant problème de la dépopulation). — *R. Maunier*. Manuel bibliographique des sciences sociales et économiques (seulement une bibliographie des bibliographies). — *James-J. Frazer*. Les origines magiques de la royauté; traduction de *Loysen* (faits reliés les uns aux autres d'une façon trop factice). — *C. Jullian*. Histoire de la Gaule; t. V et VI (remarquable). — *J. Brunhes*. Géographie humaine de la France (introduction à l'Histoire de France de Hanotaux; excellent). —

É. Collas. La belle-fille de Louis XIV (Marie-Thérèse de Bavière), — *Margaret S. Morriss.* Colonial trade of Maryland, 1689-1715 (très solide). — *Brand Whitlock.* Abraham Lincoln (estimable). — *E. Welvert.* Le secret de Barnave (laisse le lecteur choisir entre deux explications). — *E. Varagnac.* Un grand Espagnol, Emilio Castelar (d'une actualité saisissante). — *Octobre.* Maurice LAMBERT. Jurisprudence. — Armand PRAVIEL. Romans (au nombre de quarante-trois). — Denis ROCHE. Publications relatives à la Russie et au bolchévisme (au nombre de vingt-quatre). — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *Galliéni.* Mémoires (remarquable); *von Below.* Mon rapport sur la bataille de la Marne (« Fas est et ab hoste doceri »). — *Louis Dimier.* Souvenirs d'action publique et d'université (agréable et amusant).

6. — La Révolution de 1848. 1920, juin-août. — R. LÉVY-GUÉNOT. Ledru-Rollin et la campagne des banquets; fin (les banquets de Lille, Dijon et Chalon, 7 et 21 novembre, 19 décembre 1847; discours que Ledru-Rollin y prononça). — E. DUPONT. Nicolas David et Pierre Dubois (deux typographes de Reims; lettres qu'ils échangèrent du 25 février 1848 au 2 janvier 1852; fin au n° suivant). — Élie PEYRON. Le rôle de l'impératrice Eugénie en septembre-octobre. — Jules d'AURIAC. Jules Simon improvisateur (comment il a modifié un discours recueilli par la sténographie et prononcé le 1^{er} septembre 1878, lors de l'inauguration d'une association philetechnique). — Septembre-novembre. Philippe MORÈRE. Disette et vie chère en Ariège à la fin de la monarchie de Juillet, 1845-1847. — F. UZUREAU. Lettres inédites de Bordillon, préfet de Maine-et-Loire, 1848-1849. — Gabriel VAUTHIER. Les procureurs généraux et l'agitation religieuse en 1860 (résumé des rapports envoyés au ministre de la Justice par ces procureurs). — J. REINACH. Le rôle de l'impératrice Eugénie en septembre et octobre 1870 (réponse à l'article précédent de M. Peyron : l'impératrice n'a jamais consenti à un abandon de l'Alsace-Lorraine).

7. — La Révolution française. 1920, juillet-septembre. — Paul ROBIQUET. La disgrâce de Fouché en septembre 1815 (ce premier article est en réalité une biographie de Fouché depuis l'abdication de Napoléon I^r, le 22 juin, jusqu'au 10 juillet). — Ed. LÉVY. Les prénoms parisiens de l'an II; suite et fin. — Gabriel HENRIOT. Les débuts de Fouquier-Tinville (analyse cinq lettres autographes allant de 1768 à 1783, qui viennent d'être données à la bibliothèque de l'Institut d'histoire de la ville de Paris). — A. AULARD. Une vice-présidence de la République. L'exemple de 1848 (le vice-président devait être nommé par l'Assemblée constituante sur la présentation de trois candidats faite par le président lui-même; Boulay de la Meurthe fut élu le 20 janvier 1849). = C.-rendus : *E. Lintilhac.* Vergniaud (biographie curieuse qui a de l'ampleur et de la beauté). — *E. Welvert.* Le secret de Barnave (devant le tribunal révolutionnaire Barnave a

nié; il s'est défendu comme il a pu. Qui oserait être sévère pour son procédé de défense?). — *D. Jouany*. La formation du département du Morbihan (passable). — *E. Chapuisat*. Figures et choses d'autrefois (contient une étude originale sur Étienne Clavière). — *Marius et Ary Leblond*. Galliéni parle (propos de Galliéni recueillis par ses secrétaires pendant qu'il était ministre de la Guerre).

S. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1920, 1^{er} novembre. — *Sir E. Wallis Budge*. An egyptian dictionary (ouvrage considérable à tous les points de vue : il ne renferme guère moins de 23,000 mots. Il est regrettable seulement que l'auteur ait traité l'égyptien comme une langue sémitique). — *F. Brun*. Jeanne d'Arc à Soissons. Recherches sur Soissons et le Soissonnais au temps de la Pucelle, 1427-1430 (excellent). — *Louis Tuetey*. Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts. T. II : 5. nivôse an III-5 nivôse an IV. — *Paul Yvon*. Traits d'union normands avec l'Angleterre, avant, pendant et après la Révolution (suite d'études très fouillées et pleines de détails inédits). — *E. Lémonon*. L'Allemagne vaincue (bon exposé). — *H. Dehérain*. Six études (sur les Katamas d'Abyssinie, Addis-Ababa, le chevalier Grout de Beaufort, l'orientaliste Bresnier, la carrière africaine d'Arthur Rimbaud, Silvestre de Sacy et ses correspondants). — *R.-G. Lévy*. La juste paix ou la vérité sur le traité de Versailles (important; ce livre devrait être traduit en anglais pour corriger le fâcheux effet produit par celui de Keynes). — *Zaleski*. Le dilemme russe-polonais. L'alliance franco-russe et la Pologne (la France est polonophile; elle ne l'est pas et ne peut l'être contre la Russie). — Livres italiens sur la Grande Guerre (il y est question surtout de Caporetto et du rôle joué par Cadorna. L'article est signé : Albert Lumbruso). = 15 novembre. — *S. Czernin*. Im Weltkriege (témoignage fort intéressant d'un diplomate souvent désabusé à l'égard de l'Allemagne). — *L. Hautecœur*. L'Italie sous le ministère Orlando, 1917-1919 (bonne étude sur l'état de l'opinion italienne pendant ces deux années). — *H. Welschinger*. L'alliance franco-russe; les origines et les résultats (assez bon résumé). — *P. Monceaux*. Histoire littéraire de l'Afrique chrétienne depuis les origines jusqu'à l'invasion arabe. V. Saint Optat et les premiers écrivains donatistes (remarquable pour le fond et pour la forme). — *J.-R. Charbonnel*. La pensée italienne au XVI^e siècle et le courant libertin (très riche matière qui a été traitée avec intelligence). — *A. Périvier*. Napoléon journaliste (plissant et instructif). = 1^{er} décembre. — *P. Macier*. L'évangile arménien; édition phototypique du ms. n° 229 de la bibliothèque d'Etchmiadzin. — *E. Lattes*. L'enigma etrusco (l'auteur n'a pas prouvé que l'étrusque soit une langue indo-européenne, encore moins une langue proche du latin). — *Th. F. Crane*. Italian social customs of the sixteenth century and their influence on the literatures of Europe (ouvrage un peu incohérent et d'une information incomplète, mais riche en rapprochements et ins-

tructif). — *H. Carré*. La noblesse de France et l'opinion publique au XVIII^e siècle (l'auteur a utilisé un grand nombre de documents tant inédits qu'imprimés; il en a tiré un plaidoyer très habile contre l'ancienne noblesse; mais il serait possible de bâtir une thèse contraire à l'aide des mêmes matériaux). — *K.-J. Riemens*. Esquisse historique de l'enseignement du français en Hollande du XVI^e au XIX^e siècle (remarquable). — *H. Spont*. La psychologie de la guerre (manuel de morale internationale, bon à être mis entre les mains de tous les adolescents). — *D. Parodi*. La philosophie contemporaine en France (remarquable). — *B. Kirsch* et *H.-S. Roman*. Saint François d'Assise; pèlerinage aux sanctuaires franciscains (très intéressant).

9. — Revue de l'histoire des religions. 1920, mars-avril. — Ad. Lons. L'« École de Strasbourg » et son influence sur l'étude des sciences religieuses au XIX^e siècle (l'œuvre d'Édouard Reuss, de Charles Schmidt, de Timothée Colani, etc.). — W. DÉONNA. Questions d'archéologie religieuse et symbolique. XV. Aphrodite sur la tortue (à propos des miroirs dont le disque est supporté par une statuette d'Aphrodite debout sur une tortue. « La déesse supporte le disque céleste parce qu'elle est ouranienne; elle est elle-même supportée par la tortue parce que celle-ci, son attribut, est mise en relations avec les phénomènes cosmiques et qu'elle soutient le monde »). — M. GOGUEL. Notes d'histoire évangélique. II. Esquisse d'une interprétation du récit de la transfiguration (le récit n'existe pas encore en 56, date des Corinthiens; l'évolution était achevée en 75, date de Marc). — Paul SAINTYVES. Valentines et Valentins. Les rondes d'amour et Cendrillon (a réuni tous les renseignements sur l'usage de désigner, en février, le Valentin de Valentine; comment des rondes d'amour étaient chantées à cette occasion; veut rattacher à cet usage l'histoire de Cendrillon). — C.-rendus : A. Foucher. L'art gréco-bouddhique du Gandhāra; t. II (remarquable). — Alexandrina David. Le modernisme bouddhiste et le bouddhisme du Bouddha (il n'est pas sûr qu'il n'y ait identité entre ces deux bouddhismes). — P. Gerosa. Sant' Agostino e la decadenza dell' Impero romano (soutient qu'Augustin n'a éprouvé aucun sentiment patriotique envers Rome et l'Empire). — Rev. Sukias Baronian et F. C. Conybeare. Catalogue of the armenian manuscripts in the bodleian library (importance de ce fonds arménien). — Chanoine Sifflet. Les évêques concordataires du Mans (quelques réserves, mais intéressant).

10. — Revue des études anciennes. 1920, juillet-septembre. — P. ROUSSEL. Médée et le meurtre de ses enfants (Euripide n'a pas inventé le meurtre des enfants par la mère; il a mis en œuvre une tradition courante). — L.-A. CONSTANS. Notes sur quelques inscriptions d'Arles (propose une nouvelle lecture de sept inscriptions déjà connues, dont la grande inscription de l'amphithéâtre, et publie dix-sept inscriptions inédites). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines.

LXXXVII. Les arènes de Lutèce et les théâtres amphibies de la Gaule (étude importante sur les théâtres de Gaule dont le nombre devait s'approcher d'un millier). — S. CHABERT. Épitaphe de Claudianus (au musée de Grenoble, de l'an 520). — M. BESNIER. Le nom d'Alsace, Alesia, et le Deus Alisanus (article curieux ; mais on peut objecter que le terme *Alisatia* ne paraît qu'au VI^e siècle, soit après les invasions des Alamans ; je me demande si le nom *Elsass* ne doit pas être mis en relations avec la localité romaine d'*Hellelum*, aujourd'hui Ehl, près de Benfeld). — J. BREUER. Tonneaux de bois de l'époque romaine (note complémentaire). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : La Grèce immortelle (série de conférences faites en 1919 sous le patronage de l'Association gréco-suisse dans la salle La Boétie à Paris). — P. Boudreaux. Le texte d'Aristophane et ses commentateurs (publication posthume ; œuvre remarquable). — G. Glotz. Le travail dans la Grèce ancienne (lumineux raccourci de toute l'histoire économique du peuple grec). — André Bellessort. Virgile, son œuvre et son temps (œuvre d'un artiste qui n'a pas peur des études savantes). — J. Carcopino. Virgile et les origines d'Ostie (plein de faits et d'idées). = Octobre-décembre. M. HOLLEAUX. Études d'histoire hellénistique. XII. L'expédition de Philippe V en Asie, 201 av. J.-C. (établit d'une façon stricte l'ordre chronologique des événements). — A. CUNY. Questions gréco-orientales. XII. L'inscription lydo-araméenne de Sardes (discute ligne par ligne le texte araméen de cette inscription). — C. JULLIAN. Notes gallo-romaines. LXXXVIII. Les origines de la Savoie ((la Sapaudia est un district militaire formé de cités ou de pagi appartenant à deux cités différentes, la Séquanie et la Viennoise; une note du colonel Ch. BIAIS montre que la création de ce commandement militaire « dénote un sens stratégique très sûr »)). — A. PIGANIOL. Les trinci gaulois, gladiateurs consacrés (deux inscriptions, l'une de Séville, l'autre de Sardes, se rapportent à un sénatus-consulte rendu sous Marc-Aurèle et Commode, vers 177, pour réduire les frais des jeux des gladiateurs; la seconde porte le mot de *trinci*, dont on ignore le sens; une correction faite à la première permet de penser que les *trinci* sont des gladiateurs consacrés offerts à Teutatès). — L.-A. CONSTANS. Notes sur quelques inscriptions d'Arles (montre que les auteurs du *C. I. L.* se sont mal servis des lettres du chevalier de Gaillard sur les antiquités de la ville d'Arles, écrites de 1764 à 1767, et fait, à l'aide de ces lettres, diverses rectifications). — C. JULLIAN. Chronique gallo-romaine. = C.-rendus : C. Clemen. Fontes historiae religionis persicae (textes littéraires concernant la religion perse, pendant dix-sept siècles, de Xanthos de Lydie à Nicéphore Calliste). — O. Hamelin. Le système d'Aristote; publié par L. Robin (œuvre de premier ordre). — J. Carcopino. La loi de Hiéron et les Romains (excellent). — M.-T. Feghali. Étude sur les emprunts syriaques dans les parlers arabes du Liban (sera bien accueilli de tous les sémitisants).

11. — **Le Correspondant.** 1920, 10 novembre. — Comte Jean DE PANGE. La politique traditionnelle de la France dans les pays de la Moselle et du Rhin. — E. DAUDET. Souvenirs de mon temps. I. Les premières années d'une vie d'homme de lettres; suite (anecdotes entre autres sur Villemessant, sur Émile de Girardin et sur Anne-Marie Cisterne de Courtiras, vicomtesse de Saint-Mars, connue en littérature sous les pseudonymes de Jacques Reynaud et de comtesse Dash). — Eugène TAVERNIER. Cinquante ans de République. La Grande Affaire (cette « grande affaire » est la lutte contre le cléricalisme, surtout depuis 1880). — Henri GUERLIN. Un artiste italien : Giovanni-Battista Piranesi (d'après l'ouvrage de H. Focillon). — L. DE LANZAC DE LABORIE. La crise sociale de 1848 (d'après l'ouvrage de Pierre Quentin-Bauchart). = 25 novembre. ***. En quoi consistent les intérêts divergents de la France et de l'Angleterre. — Georges LECHARTIER. L'élection présidentielle américaine. Scènes de mœurs électorales. — Henri BRÉMOND. Chronique des lettres : Lingard, Stendhal, Mérimée. — L. DE LANZAC DE LABORIE. La négociation du Concordat de 1801 (d'après l'ouvrage du comte Boulay de la Meurthe). — Eugène TAVERNIER. Cinquante ans de République. La Grande Affaire ; fin (la laïcisation avait pour but essentiel d'établir une morale uniquement fondée sur la science. Funeste expérience, qui a « gâché un demi-siècle »). = 10 décembre. ***. La Belgique et l'œuvre de M. Léon Delacroix. — Jean NOREL. Les opérations de l'armée navale en 1914-1918 (d'après le livre que l'amiral Bienaimé vient de publier sous le titre : *la Guerre navale, 1914-1915; fautes et responsabilités*). — Georges GOYAU. Les « Pages religieuses » de M. Thureau-Dangin (recueil d'articles parus dans le *Français* et le *Correspondant*). — Henri DE NOUSSANNE. De Vienne à Berlin en passant par Ratisbonne (notes sur l'Autriche et l'Allemagne; conversations avec le Dr Heim à Ratisbonne et avec Fritz Körting à Berlin). — Wacif BOUTROS-GHALI. L'indépendance de l'Égypte. — Comte J. DE PANGE. « Le génie du Rhin » à l'Université de Strasbourg (à propos des conférences que M. Barrès vient de donner à cette Université). — François LECHANNEL. La propagande de Lord Northcliffe dans les Empires centraux (d'après un volume récent de Sir Campbell Stuart intitulé : *Secrets of Crewes house*, parce que c'est dans cette maison que fonctionna le service de propagande, si funeste aux intérêts et au bon renom de l'Allemagne pendant la guerre).

12. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1920, 5 octobre. — Michel d'HERBIGNY. Anglicans et « orthodoxes ». Rapprochements officiels et conciles œcuméniques; fin le 20 octobre (tentatives de fortifier la vie « catholique » dans l'Église anglicane en l'associant aux antiques églises de l'Orient). — Lucien ROURE. La Béatrice de Dante (d'après le livre de Robert de Labusquette). = C.-rendus : Ét. Dupont. Les exilés de l'ordre du roi au Mont-Saint-Michel, 1685-1789 (intéressant). — Joseph Robin. Fran-

çois-Athanase Charette, 1763-1796 (esquisse brillante). — Jacques de *La Faye*. Le général de Charette (celui des zouaves pontificaux; récit alerte). = 20 octobre. Adhémar d'ALÈS. Saint Jérôme; fin le 5 novembre (mort à Bethléem le 30 septembre 420; à propos du quinzième centenaire). — Louis JALABERT. Allons-nous évacuer la Cilicie? (non; car cette évacuation signifierait abandon de nos protégés, retraite sans combat). — Yves DE LA BRIÈRE. Sur une histoire de la nation française (celle de M. G. Hanotaux). — A. POIDEBAUD. De Paris au front du Caucase par la Mésopotamie et la Perse; suite le 5 novembre et au mois de décembre (notes de voyage : Paris-Bassora, 25 janvier-4 mars 1918; Bassora-Bagdad, 5-25 mars; Bagdad-Hamadan, 25 mars-11 avril; Hamadan-Bakou-Tiflis, 11 avril-6 décembre). = 5 novembre. Joseph HUBY. Salve mater (titre d'un ouvrage de Frédéric-Joseph Kinsman, évêque anglican des États-Unis, récemment converti au catholicisme). — Louis JALABERT. Le calvaire de la famille impériale de Russie (d'après les articles de R. Wilton, du *Times*; émouvant; à suivre). — Joseph BOUBÉE. Les Juifs en Hongrie (comment ils ont profité de la guerre; à suivre). = 20 novembre. Paul DONCOEUR. La grande pitié des églises martyres (écrit après un pèlerinage fait de la Woëvre au Kemmel). — Louis JALABERT. Le calvaire de la famille impériale de Russie. II. Le meurtre (très émouvant). — Joseph BOUBÉE. Les Juifs en Hongrie, Béla Kun ou Jean Hunyade? suite (on passe ici en revue les différents partis en Hongrie). — Adhémar d'ALÈS. Chez les anglicans. Vers l'unité (à propos des conférences données à l'Université de Cambridge pendant l'été de 1918 et parues sous le titre : *The war and unity*). = C.-rendus : J. Carcopino. La loi de Hiéron et les Romains (excellent). — R. P. Mortier. Histoire abrégée de l'ordre de saint Dominique en France (bon manuel). — É. Collas. La belle-fille de Louis XIV (raconte avec un trop grand luxe de détails les scandales de la cour). — A. Martineau. Duplex et l'Inde française. T. I : 1722-1741 (très fouillé). = 5-20 décembre. Jean MONVAL. Les grands hommes au Panthéon français (comment l'église de Soufflot fut affectée à la sépulture des grands hommes; liste de ceux qui y ont été enterrés). — Pierre CASTILLON. Discipline ou indiscipline des mœurs (d'après le livre de Paul Bureau). — Louis DES BRANDES. Le journalisme et la profession de journaliste au temps présent (d'après Louis Lazarus, Robert de Jouvenel, etc.) = C.-rendus : G. Glotz. Le travail dans la Grèce ancienne (ouvrage de grande érudition et d'un abord attrayant, mais trop indulgent à la démocratie athénienne). — Louis Dimier. Souvenirs d'action publique et d'université (intéressant).

13. — **La Grande Revue.** 1920, septembre. — Général MAGNIN. La mentalité allemande à la suite de la guerre. — Georges LIZERAND. La question bretonne (la langue et son enseignement; le nationalisme breton). — Raymond RITTER. La question béarnaise. A propos du tricentenaire de la réunion de la Basse-Navarre et du Béarn à la

France. — Novembre. M. ROGER. La faillite des idées et le devoir social.

14. — *Mercure de France*. 1920, 15 novembre. — Gaston SAUVEBOIS. Le syndicalisme intellectuel. — Henri BÉRAUD. Les Vêpres irlandaises (notes d'un témoin sur la lutte farouche que se livrent la police anglaise et celle des Sinn-feins). — Émile DACIER. La curiosité au XVIII^e siècle. Les collections et les ventes du prince de Conti. — 1^{er} décembre. Georges CHENNEVIÈRE. Le rôle social de la musique. — H. DE RAUVILLE. L'île Maurice et la Société mauricienne. — Éleuthère MARTIN. Pourquoi Platon n'aimait pas les poètes (parce que Platon rêvait de fonder, soumise à la plus sévère discipline morale et matérielle, une règle uniforme et que le poète, « chose ailée », n'y saurait trouver une place). — Louis NARQUET. La mystique syndicaliste et socialiste. — RACHILDE. L'éducation d'une jeune fille au début de la troisième République (ceci n'est qu'un roman). — 15 décembre. André FAUCONNET. Von Kluck et Galliéni. Essai sur la psychologie des chefs allemands à la Marne (ces chefs connaissaient l'ordre de repli général donné par Joffre; ils ne pouvaient imaginer que le gouverneur de Paris, un subordonné, osât interpréter librement cet ordre ou même lui désobéir; ils savaient que le gouverneur d'une place menacée et non préparée à recevoir l'ennemi est tenu tout d'abord de mettre cette place en état de défense et ils ne pouvaient soupçonner que Galliéni songeait à transporter son armée à quarante kilomètres de la place, au risque de la voir couper par l'ennemi triomphant. C'est ce qui les perdit. Ils obéissaient sans en avoir conscience à l'impératif catégorique de la discipline; Galliéni à celui du citoyen qui voit dans le salut de la République la loi suprême). — Edmond BARTHÉLEMY. Juvénal et les femmes. — FERRI-PISANI. Le dollar et la dépréciation de l'or.

15. — *La Revue de Paris*. 1920, 15 novembre. — HERCÉ. La réalisation de la République irlandaise (montre comment, depuis deux ans environ, elle se réalise peu à peu; notes d'un témoin). — Fr. LEFEBVRE DE BÉHAINE. Le comte d'Artois à Nancy, 1814 (médiocre accueil qui lui fut fait à son arrivée, le 19 mars 1814; médiocres conseils dont il s'entoura. Il quitta Nancy dans la nuit du 8 au 9 avril pour Paris, d'où les Alliés auraient d'abord voulu le détourner. Sa politique de 1814 contenait en germe celle qui devait en 1830 lui coûter la couronne). — Marcel BARRIÈRE. La « Kaisercrisis », novembre 1908 (fort intéressant exposé où sont utilisés quelques documents nouveaux. De l'aveu des Allemands mêmes, le kaiser donna dans cette circonstance des preuves indéniables d'inconstance dans ses projets et de duplicité dans sa conduite). — X. Le gouvernement de Kolchak en Sibérie (le régime de Kolchak a tout bousculé sans rien rétablir; il a jeté la Sibérie dans un désordre incomparable. Denikine et Youdénitch, en Russie d'Europe, ont commis des fautes

semblables; ils ont échoué de la même façon »). — 1^{er} décembre. Albert WEYMON. La méthode de commandement de Foch. — Prosper MÉRIMÉE. Lettres à Monsieur Thiers (sept lettres qui contiennent surtout des compliments pour l'auteur de la *Révolution et de l'Empire*). — Maurice MURET. Les commentaires d'Erzberger (les souvenirs qu'Erzberger a publiés sont la confession d'un Allemand désabusé et qui d'assez bonne heure prit dans son pays le masque de Cassandre). — Fernand MAURETTE. La France en Afrique équatoriale. — 15 décembre. LARROUY-MILAN. Histoire d'un livre (René Milan, auteur des *Vagabonds de la gloire*, est aussi l'auteur de l'*Odyssée d'un transport torpillé*, histoire si vraie qu'elle fut mutilée par la censure. Il s'appelle en réalité Larrouy-Milan. Il raconte comment lui fut suggérée l'idée de son roman et comment son anonymat a été respecté jusqu'à ce jour). — M. MONOD DE ROUGEN-GROSOFF. Les débuts de la révolution russe (on publie des notes prises en Russie même de 1915 à 1918). — D. PASQUET. La découverte de l'Angleterre par les Français au XVIII^e siècle; I (note, d'après les écrits du temps, les premières impressions d'un Français débarquant en Angleterre, surtout la surprise que lui procure la ville de Londres). — HERCÉ. La réaction anglaise contre le mouvement irlandais.

16. — **Revue des Deux Mondes.** 1920, 15 novembre. — Ernest DAUDET. Quelques scènes du drame hellénique, juillet-décembre 1916. I. Les journées de juin (l'ultimatum du 21 juin et les engagements pris par le nouveau président du Conseil, Zaïmis, le 23 juin). — Émile FAGUET. Thiers; fin (son Histoire de la Révolution est un « beau livre » écrit par un des hommes d'État les plus « intelligents » du siècle; son style est inférieur à sa parole. Il possède admirablement plusieurs qualités secondaires : le bon sens, la lucidité, la solidité, le sens du réel; « c'est grâce à elles qu'il a pu être un ouvrier utile et glorieux des mauvaises heures, ce qui est le rôle le plus beau qu'un patriote puisse souhaiter »). — Pierre DE LA GORCE. Deux années de l'histoire religieuse de la Révolution, 1796-1797. II. Quatre mois de République libérale (mai-août 1797; le coup d'État du 18 fructidor). — Paul BOURGET. Un nouveau livre sur Mme de Maintenon (préface à une biographie de Mme de Maintenon que vient de publier Mme Georges Saint-René-Taillandier). — 1^{er} décembre. Hippolyte Taine. Voyage en Allemagne, 1870 (notes sur un voyage qui conduisit Taine à Francfort, Eisenach, Weimar, Leipzig et Dresde. Taine se proposait de faire pour l'Allemagne ce qu'il avait fait pour l'Angleterre dans son *Histoire de la littérature*; il y renonça après la guerre, parce que, disait-il, nous ne pouvons plus être impartiaux »). — Ernest DAUDET. Scènes du drame hellénique, juin-décembre 1916. II. De juin à octobre. — Maurice DEKOBRA. L'élection présidentielle aux États-Unis. Carnet de route d'un témoin. — Maurice PERNOT. L'épreuve de la Pologne. IV. Religion et culture. — 15 décembre. Maurice BARRÈS. Le génie du Rhin. I. Le sentiment du Rhin dans l'âme française (début du

cours où l'auteur s'est proposé de « jauger les aptitudes de la Rhénanie », aptitudes morales et matérielles). — Henry BORDEAUX. Les amants d'Annecy. Anne d'Este et Jacques de Savoie (Jacques de Savoie, duc de Nemours, qui est un château situé près d'Annecy, est le héros de la *Princesse de Clèves*; quelques mots sur les sources auxquelles a puisé M^{me} de La Fayette quand elle écrivit ce roman, publié en 1678. Ce que l'on sait au vrai de Jacques de Nemours et d'Anne d'Este, duchesse de Guise, que l'on prétend avoir servi de type à la duchesse de Clèves. L'original et le portrait ne se ressemblent guère). — Jérôme et Jean THARAUD. Bolchévistes de Hongrie. I. Avant la Révolution (Bude et Pesth au début du XIX^e siècle; l'Université et les Juifs. Changements survenus depuis la Révolution : ce qu'il convient de penser du comte Tisza depuis que la République autrichienne a fait publier les papiers secrets concernant les événements qui ont précédé la guerre. Tisza ne l'a pas voulue; il s'y est laissé entraîner par son empereur et ses collègues, par les insistances de Guillaume II, par l'exaltation de l'opinion publique. La défaite souleva contre lui des haines qu'il ne méritait pas et il fut assassiné).

17. — Académie des inscriptions et belles-lettres. 1919, septembre-octobre. — A. MERLIN. C. Vettius Sabinianus, proconsul d'Afrique (sans doute en 190-191; son « cursus honorum » antérieur à cette date, d'après une longue inscription de Thuburbo Major en Tunisie). — J. CARCOPINO. La table de mesures des « mediani » (trouvée dans la plaine de Sétif). — Paul DURRIEU. Rapport sur le concours des antiquités de France en 1919. — J. CAPART. Le « Pseudo-Gilgamesch » figuré sur le couteau égyptien de Gebel El Arak au Louvre (le thème du personnage maîtrisant deux lions ne vient pas de Babylone; cette image a été introduite de très bonne heure dans le système hiéroglyphique). — M. DE MÉLY. Nos vieilles basiliques et leurs maîtres d'œuvre (a trouvé les noms de 325 des maîtres français qui édifièrent les basiliques du XII^e au XV^e siècle). — Novembre-décembre. Louis CHATELAIN. Deux inscriptions de Volubilis relatives au culte de Mithra (pour la première fois on trouve trace de ce culte au Maroc). — P. PARIS. Fouilles de Bolonia, province de Cadix, avril-juin 1919 (elles ont amené la découverte du capitole de la cité, qu'on peut ainsi considérer comme une colonie romaine). — 1920, janvier-février. Comte Paul DURRIEU. Miniatures pour l'illustration d'une œuvre du roi René retrouvées à Metz (elles avaient appartenu au serrurier Lamour au XVIII^e siècle, puis à un avocat de Nancy, Charles-Léopold Mathieu; elles ont été acquises au XIX^e siècle par le notaire Noël de Nancy, puis par le baron de Salis, qui a légué sa bibliothèque à la ville de Metz). — Rapport du secrétaire perpétuel sur la situation des publications de l'Académie pendant le second semestre de 1919. — E. PASSEMAR. Un félin sculpté en bois de renne (provient de la grotte d'Isturitz, Basses-Pyrénées). — E. POT-

TIER. Note sur les fouilles de M. F. Mouret à Ensérune (insiste sur les vases trouvés, vases grecs et vases de style ibérique). — **É. CUQ.** Un diptyque latin sur la tutelle dative des femmes (acquis au Caire, donné à la bibliothèque de l'Université d'Oxford; le texte a été publié par Grenfell; portée et sens de ces certificats de tutelles). — **PAPADOPOULOS.** Notes sur quelques découvertes récentes faites à Constantinople (à l'est de la mosquée Sultan-Achmet et dans le quartier de Kachrié-Djamé).

18. — Annales de la Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes. T. XXIII, 1914-1915 (paru en novembre 1920). — **G. DOUBLET.** Les églises et chapelles de Grasse (avait publié antérieurement une étude sur la cathédrale; passe ici en revue les églises des anciens ordres religieux, les chapelles des confréries, des établissements hospitaliers, soit dans Grasse même, soit dans la campagne). — **A.-J. RANCE-BOURREY.** Le papier-monnaie dans les Alpes-Maritimes de 1792 à 1797 (indique la valeur de 100 livres assignats en numéraire presque jour par jour, 70 livres en septembre 1792, 4 sous 6 deniers au 19 juillet 1796; les mandats territoriaux ont subi les mêmes dépréciations). — **G. BORÉA.** Les fresques de Jean Canaveri au sanctuaire de Notre-Dame-du-Fontan à la Briga (fin XV^e siècle). — **Commandant CAZIOT.** Une station néolithique sur le Mont-Boron. — **L. KREBS** et **H. MORIS.** Essai de reconstitution des fortifications de Nice (jusqu'à la démolition au début du XVIII^e siècle). — **L. CHENEAU.** Antoine Le Conte, évêque de Grasse († 1683). — **H. MORIS.** Organisation du département des Alpes-Maritimes (publie les lettres des représentants du peuple Grégoire et Jagot, chargés de cette organisation, 2 mars-9 mai 1793). — Réimpression du « Discours prononcé et motion fait (sic) à la tribune de la Convention nationale des colons marseillais par un député de Levens à la même, le lendemain de son installation, 5 janvier 1793. »

19. — Revue de l'Anjou. 1920, mars-avril. — **Henry COUTANT.** Jeanne d'Arc raconté cent ans après sa mort (extrait des « Annales d'Aquitaine » de Bouchet, imprimeur à Poitiers en 1557). — **V. DAUPHIN.** Archives ponts-de-céaises; suite et suite en mai-juin (s'occupe des municipalités de Saint-Maurille, de Sorges et de Saint-Maurice, qui, avec celle de Saint-Aubin, ont formé la commune des Ponts-de-Cé). — **H. GODARD.** Un ami des oiseaux, Gabriel Rogeron; suite. — **G. GRASSIN.** Angers et l'Anjou pendant la guerre; suite et suite dans les deux numéros suivants (13 avril-31 mai 1917). — **Mai-juin.** **H. PASQUIER.** Éloge funèbre de M. Louis Hogu, professeur de littérature française à la Faculté libre d'Angers. — **A. PETITEAU.** Les Angevins à Haïti : Bertrand d'ogerón, du Pouansey, Dupetit-Thouars, Las-Cases. — **Juillet-août.** **QUERUAU-LAMERIE.** Les religieuses d'Angers et de Beaufort pendant la Révolution (les religieuses d'Angers refusent de prêter le serment exigé par le décret du 3 octobre 1793; à suivre).

— Aimé LEPORT. Les chapelles et chapellenies de Noyant-la-Gravoyère sous l'ancien régime (d'après les archives paroissiales).

GRANDE-BRETAGNE.

20. — *The English historical Review*. 1920, octobre. — J. H. ROUND. Les premiers shériffs de Norfolk (le vicomte normand avait la garde des châteaux royaux; de même les shériffs de Guillaume le Conquérant. Cette relation entre le shériff et le principal château royal dans un comté marque une des différences capitales de cette fonction avant et après la conquête, car « le château lui-même est une nouveauté introduite par les Normands ». L'office de shériff fut, au début, souvent hérititaire, et il arriva souvent aussi que ce fonctionnaire prit pour surnom le nom du château dont il avait la garde; ainsi Guillaume de Norwich était la même personne que Guillaume « de Caisneto » ou du Quesnai). — E. R. ADAIR. Galères anglaises au XVI^e siècle. — Miss F. M. Greir EVANS. Les émoluments des principaux secrétaires au XVII^e siècle. — G. N. CLARK. Les missions hollandaises en Angleterre, 1689. — Miss Eva PENSON. Chartes concédées à certains bourgs occidentaux en 1256 (chartes de liberté concédées en août 1256, lors d'un séjour de Henri III sur la frontière galloise, et en termes à peu près identiques, à Hereford, Shrewsbury, Gloucester, Bridgnorth et Worcester. Il ne sera pas hors de propos de rappeler qu'une charte établissant certains droits d'octroi pour permettre d'assurer la sécurité de Hereford en 1289 a été publiée dans les *Rôles gascons*, t. I, n° 1315). — H. S. CRONIN. Wycliffe chanoine de Lincoln (Wycliffe reçut la prébende de Caistor au chapitre de Lincoln, mais en fut dépossédé entre 1375 et 1377 par le pape, en faveur d'un fils naturel de Philippe de Thornbury, chef des mercenaires anglais au service du Saint-Siège; en fait, il n'entra jamais en possession de son canoniciat et n'en paya jamais les premiers fruits). — James TAIT. Lettres de John Tiptoft, comte de Worcester, et de l'archevêque d'York, Georges Neville, à l'Université d'Oxford (trois lettres en latin de 1460 à 1470). — Miss H. M. LACKLAND. Wellington à Vérone (montre que, si Wellington commit des erreurs au congrès de Vérone en 1822, il agit loyalement envers son chef direct, Lord Canning). — C.-rendus : *J. B. Bury. The idea of progress; an enquiry into its origin and growth* (remarquable exposé historique de l'idée de progrès; mais qu'entend exactement l'auteur par le mot de progrès?). — Oscar D. WATKINS. *A history of penance, being a study of the authorities for the whole Church to A. D. 450, and for the western Church from A. D. 450 to A. D. 1215* (important, l'auteur reproduisant le texte même des décisions prises par l'Église sur le sujet de la pénitence : les textes grecs ont été assez mal corrigés). — FLACH. *Les origines de l'ancienne France*; t. IV (beaucoup de faits et d'observations fort intéressantes pour l'histoire

provinciale; mais les préventions de l'auteur contre tout ce qui est allemand l'ont détourné trop souvent du droit chemin de l'histoire). — *Blumentzrieder. Anselms of Laon systematische Sentenzen* (utile édition des *Sententie d'Anselme de Laon*). — *Giuseppe La Mantia. Codice diplomatico dei re Aragonesi di Sicilia, 1282-1356*; vol. I (importante publication que précède une introduction de plus de 200 pages). — *Crump, Jenkinson et Stamp. Calendar of charter rolls*; vol. V : 1331-1417. — *V. Martin. Le gallicanisme et la Réforme catholique* (bon). — *H. Dodwell. Dupleix and Clive; the beginning of the Empire* (explique fort bien pourquoi échouèrent les entreprises de Dupleix). — *C. R. Fay. Life and labour in the nineteenth century* (très intéressant et très instructif). — *J. P. De Bie et J. Loosjes. Biographisch woordenboek van protestantsche Godeleerden in Nederland* (importante biographie des théologiens protestants qui ont vécu aux Pays-Bas; les deux parties déjà parues comprennent les lettres A-F).

ITALIE.

21. — *Archivio della R. Società romana di storia patria*. Vol. XXXVII, 1914, fasc. 3-4. — *I. SCHUSTER. Le monastère impérial de Saint-Sauveur sur le mont Leteano (fondé en 735; les archives en sont détruites depuis longtemps; liste des abbés jusqu'en 1307)*. — *A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X; suite : les prélates domestiques* (Pietro Bembo; un recueil de pièces justificatives de 1508 à 1547). — *G. FALCO. La commune de Velletri au moyen âge* (importante suite de documents). — *L. OZZOLA. Liste des tableaux exposés à Saint-Jean-Décollé à Rome en 1736* (avec un catalogue de vente qui comprend 148 numéros). — *A. GALIETI. Pour servir à l'histoire de la famille Cesarini* (publie un acte d'accord entre le duc Giuliano Cesarini et la communauté d'habitants de Cività Lavinio concernant les usages que les habitants prétendaient exercer dans les forêts ducales, 10 avril 1587). — *C.-rendus : Ph. Dengel. Das österreichische historische Institut in Rom, 1901-1913. Festgabe Ludwig von Pastor zum 60 Geburtstage am 31 Jan. 1914* (très intéressant). — *Id. Palast und Basilika San Marco in Rom* (beaucoup de documents sur l'histoire du palais, plus connu sous le nom de Palazzo di Venezia, et de la basilique). — *Giov. Pansa. Giovanni Quatrario da Sulmona; contributo alla storia dell'umanesimo* (bon). — Vol. XXXVIII, 1915, fasc. 1-2. Ch. HUELSEN. *Essai de bibliographie raisonnée des plans iconographiques en perspective de Rome, de 1551 à 1748* (important mémoire de 105 pages). — *G. BUZZI. Recherches pour servir à l'histoire de Ravenne et de Rome de 850 à 1118* (premier travail où l'auteur cherche à fixer la chronologie des évêques de Ravenne de 850 à 910; en appendice, tableau généalogique des ducs de Ravenne). — *A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X; suite des prélates domestiques* (Jacques Sadolet; sa vie, son caractère, ses écrits). —

G. MARCHETTI-LONGHI. La légation en Lombardie de Gregorio da Monte Longo, 1228-1254; suite. — G. SILVESTRELLI. Castel di Leva (identique au château qui, dans certaines bulles, est appelé soit Castellio, soit Castrum Leonis). = C.-rendus : *Enrico Celani*. Joannis Burckardi liber notarum 1483-1506 (excellente édition qui améliore et complète en beaucoup de points celle de Thuausne). — *Gaetano Bassi*. I Crescensi; contributo alla storia di Roma 900-1012 (beaucoup de faits nouveaux). — G. B. PICOTTI. La dieta di Mantova e la politica dei Veneziani (bonne étude sur la politique de Venise et de Pie II quant à la croisade contre les Turcs). = Fasc. 3-4. A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X; suite des prélats domestiques (Jacques Sadolet; documents en appendice). — G. B. BORINO. Pour servir à l'histoire de la réforme de l'Eglise au XI^e siècle (à propos du livre de R. Palmarocchi : « L'abbazia di Montecassino e la conquista normanna », paru en 1913; l'auteur s'efforçait d'y montrer que la célèbre abbaye avait pris peu de part au mouvement de réforme dirigé par Pierre Damien et Hildebrand; l'auteur réclame en faveur de l'abbé Didier, 1058-1087, grand ami et admirateur de Pierre Damien). — G. FALCO. La commune de Velletri au moyen âge; suite des documents. — E. MONACI. « Le Miracole di Roma » (étude sur un manuscrit inédit conservé à la Laurentienne de Florence; comparaison avec les « Mirabilia urbis Romæ », dont on devrait bien donner une édition critique. Texte de ce ms., qui est en langue vulgaire; avec un glossaire). — G. MARCHETTI-LONGHI. La légation en Lombardie de Gregorio da Monte Longo, 1238-1251; suite (catalogue des lettres et actes de cette légation, et itinéraire de Gregorio). — G. FALCO. L'administration pontificale dans la Campagne et dans la Maremme, depuis la chute de l'administration byzantine jusqu'à la formation des communes. = C.-rendus : W. H. Woodward. Cesare Borgia (excellent). — A. Lanchiotti. I falsari celebri, ossia il monachismo italiano durante il medio evo (paradoxe tapageur et qui ne soutient pas l'examen). — Ed. Martinori. La moneta; vocabulario generale (œuvre d'excellente vulgarisation). = Vol. XXXIX, 1916, fasc. 1-2. C. SCACCIA-SCARAFONI. Histoire de l'abbaye de Saint-Sébastien dans le territoire d'Alatri (depuis le temps de Grégoire le Grand jusqu'en 1553, année où les biens de l'abbaye furent attribués à une nouvelle fondation entreprise par Olimpia Pamphily, cousine du pape Innocent X). — A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X. Prélats domestiques; suite. — G. FALCO. La commune de Velletri au moyen âge; suite des documents, 1374-1381. — G. B. BORINO. L'élection et la déposition de Grégoire VI (expulsion de Benoit IX par le peuple de Rome soulevé dans la seconde moitié de 1044; il abdiqua ensuite, en mai 1045, et transmit la tiare, à prix d'argent, dit-on, à Giovanni Graziano, archiprêtre de Saint-Jean-Porte-Latine, qui fut Grégoire VI). — G. SILVESTRELLI. S. Angelo Romano, autrefois S. Angelo in Capoccia (brève histoire de ce château qui appartint aux Capocci au

xiii^e et au xiv^e siècle). — Notices nécrologiques sur Guido Bacelli et Ugo Balzani — Fasc. 3-4. G. B. BORINO. L'élection et la déposition du pape Grégoire VI; suite et fin (étude minutieuse sur une période très troublée de l'histoire des papes; du rôle joué par Hildebrand dans les affaires de l'Église en 1046 et en 1047). — A. CAMETTI. La tour de Nona et le pays circonvoisin, du moyen âge au xvii^e siècle (c'était une des tours de l'enceinte de Rome construite par Léon IV; elle a servi pendant longtemps de prison). — G. FALCO. La commune de Velletri du xi^e au xiv^e siècle; suite et fin (copieux appendice de documents). — I. GIORGI. Biographies de papes provenant de Farfa, au x^e et au xi^e siècle (réplique aux arguments par lesquels Mgr Duchesne a refusé d'admettre que le catalogue des papes contenu dans le ms. Casanatense 2010 et autres provienne de Farfa. C'est dans la maison du monastère de Farfa à Rome que fut composé, vers le milieu du xi^e siècle, à l'aide de matériaux préexistants, le récit des événements les plus notables qui remplissent les pontificats de Jean XII, Léon VIII, Benoit V, Jean XIII, Benoit VI, Boniface VII, Benoit VII, Jean XIV, Jean XV, Serge IV, Benoit IX, Silvestre III, antipape, et Grégoire VI). — A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X; suite : prélates domestiques. — E. MONACI. Note additionnelle et rectificatrice aux « Miracole de Roma » (d'après une collation attentive du ms. Gaddiano 448). — Giulio SILVESTRELLI. Anticoli Corrado (notes sur ce château du ix^e au xvi^e siècle). — M. ANTONELLI. Le cardinal Albornoz et le gouvernement de Rome en 1354. — Vol. XL, 1917, fasc. 1-2. B. FELICIANELLI. Propositions pour la guerre contre les Turcs, présentées par Stefano Taleazzi, évêque de Torcello, au pape Alexandre VI (avec une biographie de Teleazzi). — G. DREI. La politique de Pie IV et du cardinal Ercole Gonzaga, 1559-1560. — F. ERMINI. La légende de saint Saba dans le lectionaire de Spolète (publie le texte de cette légende; elle atteste la permanence des traditions byzantines jusqu'au bas moyen âge dans la région ombro-romaine). — Antonio MUÑOS. Pour assurer la conservation des noms de pays et de routes (beaucoup de ces noms risquant de périr et surtout ayant été changés contre des noms plus modernes). — Giulio SILVESTRELLI. Castell' Arcione (histoire du château dont les ruines se trouvent à gauche de la voie Tiburtine, à dix-huit kilomètres de Rome). — Fasc. 3-4. R. CESSI. La crise impériale de l'année 454-455 et l'incursion des Vandales à Rome. — G. DREI. Le cardinal Ercole Gonzaga à la présidence du Concile de Trente (en appendice, dix lettres provenant de la correspondance du cardinal en 1560-1561). — A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X; suite : prélates domestiques (Giovanni Francesco Poggio, Gentile Sentesio, dit Pindare, Baldassare Tuerdo, Luigi Lotti, Bartolomeo Della Rovere). — G. SILVESTRELLI. Galeria (histoire de cette localité, de son château et de ses seigneurs depuis 780 jusqu'à la fin du xviii^e siècle, où la bourgade fut abandonnée par ses derniers habitants; le château et l'église détruits). — C.-rendu :

W. M. Peitz. Das Originalregister Gregors VII im Vaticanischen Archiv (important). — Tome XLI, 1918, fasc. 1-4. I. SCHUSTER. Le monastère du Saint-Sauveur et les antiques possessions de l'abbaye de Farfa dans la « Massa Torana ». — M. ANTONELLI. Notes extraites des registres du Patrimoine au XIV^e siècle (dépenses de toute nature pendant les années 1312-1314, d'après les registres d'Avignon). — A. FERRAJOLI. Le rôle de la cour de Léon X; suite : les prélates domestiques, n°s 24-26. — G. BOSSI. Les Crescenzi de Sabine : Stefaniani et Ottaviani (les Stefaniani et le pape Benoît VIII; les Ottaviani et le recteurat de la Sabine; les Stefaniani et la préfecture de Rome; les Crescenzi de Sabine et les derniers papes de Tusculum au XI^e siècle). — G. DREI. Correspondance du cardinal Ercole Gonzaga au sujet du Concile de Trente, 1561; suite. — C. SCACCIA-SCARAFONI. L'abbaye de San Sebastiano dans le territoire d'Alatri; suite (description archéologique de l'église et des bâtiments claustraux, avec cinq planches et des documents inédits du XI^e au XIX^e siècle). — A. TERSENGHI. Le mont-de-piété de Velletri et ses statuts de l'an 1402. — Ernesto Monaci; notice nécrologique (E. Monaci est mort le 1^{er} mai 1918; il était né à Soriano, près de Viterbe, le 20 février 1844. Notice beaucoup plus détaillée dans les « Atti » de la Société, qui suivent). — C.-rendus : *Lionello Venturi. La data dell' attività romana di Giotto* (la date de 1320, proposée par Venturi, est peu probable; il faut la faire remonter au pontificat de Boniface VIII). — A. MUÑOZ. Il restauro della chiesa e del chiostro dei S. S. Quattro Coronati (bon). — P. David, A. Perini. Un emulo di fr. Girolamo Savonarola : fr. Mariano da Genazzano (biographie très intéressante de ce moine, ermite augustin, un des plus grands orateurs de son temps; né en 1450, mort le 14 décembre 1498 à Sessa. Il n'est pas sûr, quoi qu'en dise le P. Perini, qu'il n'ait pris aucune part aux poursuites contre Savonarole; les nombreux documents qu'il publie devraient être examinés de plus près). — *Pio Spezi. I soldati del papa nei sonetti del Belli*, con cenni storici sulla milizia pontificia dalla metà del sec. XVI al 1870 (bon). — Tome XLII, 1919, fasc. 1-2. Roberto CESSI. Le schisme laurentien et les origines de la doctrine politique de l'Église romaine (mémoire de 229 pages). — Alberto GALIETTI. La renaissance de Lanuvium au moyen âge et les moines bénédictins (l'ancien Lanuvium, aujourd'hui Cività Lavinia, s'appelait au XIII^e siècle « Civitas Novina »; son titre de « civitas » montre que l'organisation municipale était d'origine démocratique et non féodale; Lavinia fut sous la protection des abbés bénédictins jusqu'en 1406). — Vincenzo PACIFICI. Tivoli et Conrad d'Antioche (luttes de Tivoli contre Conrad d'Antioche, seigneur d'Anticoli-Corrado, à cause du château d'Anticoli, contigu à la citadelle tiburtine et qui dominait le pont fortifié de Cornuta, où passait la route de Rome, 1370-1381). — Alessandro FERRAJOLI. Le mariage d'Adrien Castellesi, depuis cardinal, et son annulation (cet Adrien, clerc, écuyer et familier du pape

Innocent VIII, avait épousé une fille de Bartolomeo de Volterra; peu après il supplia le pape d'annuler ce mariage qui, disait-il, n'avait pas été consommé, parce qu'il voulait mener une vie ascétique et que sa mauvaise santé ne lui permettait pas d'entrer dans un monastère. Le pape fit droit à sa requête par une bulle du 4 avril 1489. Mais il est probable que les motifs allégués par Adrien étaient faux et qu'il voulait rompre ce mariage parce qu'il était ambitieux et qu'il voulait faire son chemin dans l'Église. Texte de la bulle, suivi d'une donation du palais de Borgo, alors en construction, faite par le cardinal Adrien au roi d'Angleterre Henri VII, 7 mars 1505). — Pietro EGIDI. Restitution de l'inscription de Gaète qui rappelle la bataille du Garigliano en 915. — Giannina BISCARO. Un fragment du registre de l'antipape Nicolas V (quatre pièces de novembre et décembre 1328). — O. T. Alessandro Ferrajoli; notice nécrologique (né le 15 décembre 1846, Ferrajoli est mort le 8 juillet 1919). — C.-rendus : *Karl Frey. Studien zu Michelagniolo Buonarroti und zur Kunst seiner Zeit.* — *Id. Zu Baugeschichte des St. Peter* (l'auteur a utilisé pour ces deux ouvrages un grand nombre de pièces d'archives). — *Michele Cerrati. Tiberii Alpharani de basilicae Vaticanae antiquissima et nova structura* (très bonne édition). — *Repertorio diplomatico Visconteo*; t. I-II : 1263-1385 (important). — *Fasc. 3-4. A. ANZILOTTI. Détails sur les finances du patrimoine de saint Pierre à Toscane au xv^e siècle.* — G. MARCHETTI-LONGHI. Les régions du quartier dit « In circo Flaminio » au moyen âge. Le « Calcarario » (avec un plan). — G. FALCO. Les communes de la Campagne et de la Maremme au moyen âge. I (origines des communes; leur apparition au xi^e siècle; leurs rapports avec l'Église et la féodalité au xii^e). — P. FEDELE. Le frère de Grégoire le Grand. — A. S. Oreste Tommasini; article nécrologique (Tommasini est né à Rome le 8 juillet 1844 et y est mort le 9 décembre 1919). — C.-rendus : *P. Orazio M. Premoli. Storia dei Barnabiti nel cinquecento* (beaucoup de faits; mais le sujet est loin d'être épuisé; l'origine des Barnabites n'est pas encore élucidée). — Edw. SPEARING. The patrimony of the roman church in the time of Gregory the Great (O. Bertololi relève un assez grand nombre d'erreurs et d'omissions dans cet essai que la mort de l'auteur a laissé inachevé). — Pio Paschini. La « Passio » delle martiri Sabine Vittoria ed Anatolia, con introduzione e note (bon; mais ne dit pas encore le dernier mot sur la question). — L. Guasco. L'archivio storico del comune di Roma (utile tableau des quatre fonds d'archives qui constituent aujourd'hui l'« archivio storico Capitolino »). — Sistematizzazione edilizia del quartiere del Rinascimento in Roma. Relazione della Commissione comunale (important). — G. La Mantia. Codice diplomatico dei re aragonesi di Sicilia. I : 1282-1270 (œuvre considérable). — H. Günter. Die römischen Krönungsrede der deutschen Kaiser (bon recueil de textes de 754 à 1530).

— G. PARDI. Esquisse d'une histoire démographique de Livourne. — Fr. MAGGINI. Fragments d'une chronique de la famille Cerchi (XIII^e et XIV^e siècles, et relatifs aux querelles entre Guelfes et Gibelins depuis 1260). — Carlo DEL LUNGO. Pour servir à l'histoire de l'« Accademia del Cimento » (publie une lettre du cardinal-prince Léopold, de Florence, le 10 décembre 1667, à Ludovico de Vecchi, jurisconsulte siennois, qui enseigna à l'Université de Pise et revint finir ses jours, le 28 octobre 1668, à Sienne, comme recteur de l'œuvre de la cathédrale. Le cardinal y annonce la fin de l'« Accademia del Cimento », causée par les discordes de ses membres). — Gius. PEZZOLINI. La librairie italienne et sa production pendant la guerre. — R. PALMAROCCHI. Le problème de l'Autriche étudié par les écrivains italiens pendant la neutralité. — G. DETTORI. La guerre et les théories économiques. — Mario PUGLISI. Publications récentes concernant l'histoire du christianisme (toutes publications italiennes, sauf les études sur la polémique religieuse d'A. Flliche). = C.-rendus : *L. Parteti. Storia di Sparta arcaica. I* (remarquable). — *Aug. Vernarecci. Fossombrone dai tempi antichissimi ai nostri; t. I* (bonne monographie, malgré beaucoup de confusion et de longueurs). — *Giulio Bistort. La repubblica di Venezia dalle trasmigrazioni nelle lagune fino alla caduta di Costantinopoli* (belle vue d'ensemble). — *Mary Fowler. Catalogue of the Petrarch collection bequeathed by Willard Fiske* (art. par Pio Rajna). — *Fr. Ercole. Lo « Stato » nel pensiero di N. Machiavelli* (étudie la doctrine de Machiavel dans ses formes extérieures et non dans son essence). — Notices bibliographiques. — Nécrologie : Francesco Novati, par Pio RAJNA. = Fasc. 3-4 (Florence, 1920). A. PANELLA. Pasquale Villari; sa vie et ses œuvres (copieuse notice nécrologique; la bibliographie comprend 478 numéros). — Girolamo MANCINI. Cosimo Bartoli, 1503-1572 (littérateur, historien, agent politique à Venise; biographie détaillée avec un portrait). — Fausto NICOLINI. La famille de l'abbé Galiani. — António FAVARO. Le « Gioello » et le couvent de S. Matteo in Arcetri (ce couvent est celui où Galilée réussit à faire admettre les deux filles naturelles qu'il avait eues à Padoue de Marina Gamba. Le « Gioello » est le nom d'une petite maison voisine du couvent et que Galilée habita pendant un certain temps pour être plus près de ses filles; sa correspondance avec l'une d'elles, devenue sœur Marie-Céleste; histoire du « Gioello », où Galilée mourut en 1642). — Giuseppe FUSAI. Négociations matrimoniales entre les maisons de Savoie et de Médicis (en 1611). — Fr. P. GIORDANI. Un projet de pacification entre la France et l'Espagne et la politique d'Emmanuel-Philibert de Savoie (documents des années 1572-1573). — G. BALELLA. Le coût économique de la guerre. — L. LIVI. La guerre et la population. = C.-rendus : *I. Del Lungo. Storia esterna, vicende, avventure d'un piccol libro de' tempi di Dante* (excellente étude sur Dino Compagni). — G. Maugain. Giosuè Carducci et la France. — *Id. Thiers et son Histoire de la*

république de Florence (le livre sur Carducci est une bonne étude sur les rapports intellectuels de la France et de l'Italie de 1850 à 1900. L'auteur publie en outre des lettres où Thiers parle d'une histoire de Florence qu'il se proposait d'écrire en 1830). — F. PELLEGRINI. Notice nécrologique sur Carlo Cipolla, 1854-1916. — Anno LXXVIII, 1920, vol. I, fascicule 1. [Une note de la direction annonce que l'année 1919, retardée par les événements, paraîtra en deux fascicules dans le courant de 1920, en même temps que l'*« Archivio »* reprend, avec ce premier fascicule, sa publication ordinaire en quatre fascicules annuels.] — Isidoro DEL LUNGO. Les vicissitudes d'une imposture littéraire : Salvino degli Armati (montre par quelle imposture on finit par attribuer à ce Salvino, modeste magistrat municipal de Florence au XIV^e siècle, l'invention des verres à lunettes, dont il faut en réalité faire honneur à un dominicain pisan, frère Alessandro della Spina, mort vers l'an 1313). — Arnaldo FORESTI. Voyages de Pétrarque d'Italie à Avignon (1^{re} mission dont Pétrarque fut chargé par l'archevêque Giovanni Visconti pour faire la paix entre Gênes et Venise, fin 1353; 2^e voyage aux sources de l'Adige, en route pour Avignon, avec mission du pape Clément VI, novembre 1345). — Martino BRANCA. La domination de la Sardaigne disputée entre les deux républiques de Pise et de Gênes (XI^e-XII^e siècle). — Alfonso LAZZARI. Les « Ricordi di governo » d'Alfonso II d'Este, duc de Ferrare (publie pour la première fois des instructions sur le gouvernement tracées par le duc de Ferrare à l'adresse de son frère, régent de ses états pendant l'expédition qu'il conduisait au secours de l'empereur menacé par Soliman le Magnifique en 1566). — C.-rendus : Melchiore Roberti. Le origini romano cristiane della comunione dei beni fra coniugi (très approfondi et importants). — Arrigo Solmi. Studi storici sulle istituzioni della Sardegna nel medio evo (instructifs).

23. — *Atti della r. Accademia dei Lincei*. 5^e série. Memorie della classe di scienze morali, storiche e filologiche. Vol. XVI, 1920. — Edoardo GALLI. Le Silène Marsias (étude critique sur le mythe de Marsias et de ses origines à la fois orientales et helléniques). — Fasc. 5. Vittorio Rossi. Le manuscrit latin 8568 de la Bibliothèque nationale de Paris et le texte des lettres familières de Pétrarque.

24. — *Nuova Rivista storica*. Anno IV, fasc. 3, mai-juin 1920. — Ettore ROTA. Giacinto Romano (longue notice nécrologique sur la vie et les travaux de l'éminent professeur à l'Université de Pavie). — Giuseppe PRATO. La transformation économique et sociale du Piémont sous Charles-Albert. — Général FILARETI. Danton et Robespierre; étude de psychologie sociale; suite (sur Danton, l'auteur est d'accord avec Albert Mathiez). — Alessandro VISCONTI. Conservatisme juridique et jurisconsultes conservateurs (leçon d'ouverture d'un cours libre d'histoire du droit italien professé à l'Université de Pavie, 1919-1920). — Guido PORZIO. Une nouvelle histoire universelle

pour le grand public (parle de la *Weltgeschichte in gemeinverständlicher Darstellung*, qui commence à paraître sous la direction de L. Moritz Hartmann ; le tome I : Histoire ancienne de l'Orient, par E. G. Klauber, ne satisfera guère le grand public ; celui-ci, au contraire, lira avec plaisir l'*Histoire grecque d'Ettore Ciccotti*). — C.-rendus : R. Cessi. « Regnum » et « Imperium » in Italia; contributo alla storia della costituzione politica d'Italia dalla caduta alla ricostituzione dell' Impero romano d'Occidente (étudie le conflit entre la tendance impériale et la tendance germanique en Italie au temps d'Odoacre). — Lionello Gommi. Come Reggio venne in podestà di Bertrando del Poggetto, 1306-1326 (bon). — Fasc. 4 (juillet-août). A. B. OTTOLENGHI. La Pologne et le nouveau règlement international. — G. PALADINO. Le gouvernement napolitain et la guerre de 1848; suite. — P. SILVA. La première période de notre guerre (d'après un grand nombre d'ouvrages publiés en Italie sur les événements militaires jusqu'à Caporetto). — Guido PORZIO. L'histoire romaine dans la *Weltgeschichte* de L. M. Hartmann (on admirera surtout la seconde partie due à Kromayer, qui expose la période qui s'étend de la première guerre punique à Dioclétien). — C.-rendu : A. A. Trever. A history of greek economic thought (bonne dissertation). — Fasc. 5 (septembre-octobre). A. M. PIZZAGALLI. Une page de l'histoire de la civilisation italienne : l'esprit et l'œuvre de Michele Kerbaker (sur la question védique et le Mahabbára, le Faust de Goethe et Gioberti). — Giuseppe PARDI. L'histoire démographique de Messine (depuis l'antiquité jusqu'aux invasions barbares). — Bruno NARDI. Les doctrines philosophiques de Pietro d'Albano ; suite (l'averroïsme d'Albano). — C. M. PATRONO. Études sur l'histoire de l'art (d'après la chronique byzantine de Jean Malala). — Gino LUZZATO. L'histoire économique étudiée en Italie et à l'étranger. — Ettore CICCOTTI. Athènes, république de prolétaires? (réponse à un article d'Arthur Rosenberg dans un journal socialiste de Berlin : *Freie Welt*; conclusion : Athènes ne saurait être définie une « république de prolétaires »; elle n'a nullement exercé la « dictature du prolétariat »). — C. B. Henri Berr et la *Revue de synthèse historique* (annonce et discute les articles parus dans la nouvelle série de cette Revue).

25. — **Rendiconti della r. Accademia dei Lincei.** Classe des sciences morales, historiques et philologiques. 5^e série, t. XXVII, fasc. 11-12, novembre 1919. — G. PATRONI. L'orphisme et les vases italiotes. — L. MARIANI. La « Victoire » de Zaouia el Beda (description d'une belle statue grecque en marbre trouvée en Cyrénaïque). — A. FAVARO. Un traité de Léonard de Vinci sur le mouvement et la mesure de l'eau. — Oreste TOMMASINI. Stefano Porcari gouverneur des provinces Campagna et Marittima (publie un bref de Nicolas V trouvé dans les registres du Vatican avec deux fac-similés). — G. VALENTI. Pour l'avenir de l'Italie agricole. — T. XXVIII, fasc. 1-3, décembre 1919. Carlo C. FERRARIS. Classification des personnes

morales de droit public. — L. CANTARELLI. Liste des proconsuls et des préfets de Constantinople (première partie contenant la liste chronologique des proconsuls jusqu'à l'abolition du proconsulat, 343-389). — C. BARBAGALLO. Les documents historiques de l'ancienne Rome (proteste contre le préjugé d'allure scientifique qui refuse d'admettre qu'il y ait eu des documents écrits à Rome dès l'époque des rois et qui dénie toute valeur aux documents muets, tels que le Ficus ruminalis de Romulus, le tugurium de Faustulus, le lupercale, etc. Les monnaies, les textes épigraphiques, les livres des pontifes, des rois et des magistrats, les actes du Sénat et des comices sont des sources de première importance. Ils ont été connus de Tite-Live, de Denys, de Plutarque, dont les récits méritent par conséquent d'être étudiés avec une critique respectueuse; on ne peut condamner leur témoignage à la légère ni déclarer de prime abord que les choses n'ont pu et par conséquent n'ont pas dû se passer comme ils les racontent). — Alessandro DELLA SETA. L'origine des Étrusques selon Hérodote et Hellanicus (faut-il opposer le témoignage d'Hérodote, qui voit dans les Tyrrhéniens des colons venus de Lydie par mer en Italie, à celui d'Hellanicus, conservé par Denys d'Halicarnasse, qui rapporte la fondation de l'Étrurie aux Pélasges? Non, car il paraît bien qu'Hérodote est ici précisément la source interprétée d'une façon arbitraire par Hellanicus). — Fasc. 4-6, mars 1920. Giovanni NICCOLINI. Sp. Thorius, tribunus plebis, et la Lex agraria de l'an 111 av. J.-C. (cette loi agraire a bien pour auteur Sp. Thorius, qui imposa le « vectigal » à l'« ager publicus »). — Ignazio GUINDI. Index hagiographique des « Acta martyrum et sanctorum » du P. Bedjan. — Ivo NORRERI. Sur les opuscules philosophiques d'Apulée (corrections au texte des éditeurs). — Serie quinta. Vol. XXIX, 1920, fasc. 1-3. — Enrico BIANCHI. Pour servir à une édition critique des « Epistolae metricae » de Pétrarque. — L. CASTIGLIONI. Études sur Xénophon. III. Notes sur le traité des revenus. — C. RICCI. Pier Desiderio Pasoloni (notice nécrologique avec une bibliographie de ses œuvres). — Fasc. 4-6. G. LUMBROSO. A propos d'une erreur judiciaire de l'époque alexandrine. — Biagio BRUGI. Cicéron jurisconsulte.

CHRONIQUE.

France. — M. Ernest DENIS est mort le 5 janvier 1921. C'est une grande perte pour la science et pour le pays. Ancien élève de l'École normale supérieure (1867-1870), il passa ses thèses de doctorat en 1878. La thèse française sur *Hus et les Hussites* le sacrera du premier coup historien des Slaves; et, comme Alfred Rambaud, après la publication de son *Histoire de Russie*, la même année que *Hus*, s'était tourné vers d'autres études, il se trouva d'emblée chef d'école. Le public, dont il ne fut connu qu'assez tard, nombre de ses collègues aussi, associaient comme d'instinct son nom à celui des Slaves, surtout des Serbes et des Tchèques, et les quelques articles nécrologiques que lui ont consacrés les journaux ne louent guère en lui que le spécialiste des études slaves.

Elles forment, en effet, la plus grande partie de son œuvre. Sa thèse fut suivie de deux importants ouvrages, chacun en deux volumes : *La Fin de l'indépendance bohème* (1890) et *La Bohême depuis la Montagne Blanche* (1903). Entre temps, il avait traduit du russe (1881) le premier volume de l'*Histoire des littératures slaves* de Pypin et Spasovic et donné à *l'Histoire générale* de Lavisse et Rambaud plusieurs chapitres sur l'Europe orientale au moyen âge. Deux excellents volumes de haute vulgarisation scientifique, *La Grande Serbie* (1916) et *Les Slovaques* (1917), achèvent la série de ses travaux slaves, dont on voit l'importance.

Mais celle de ses travaux allemands n'est guère moindre. En trois volumes, d'apparence diverse, mais d'inspiration une (*L'Allemagne de 1789 à 1810*, 1896; *L'Allemagne de 1810 à 1852*, 1898; *La Fondation de l'Empire allemand*, 1906), il a retracé et expliqué la transformation par où le Saint-Empire romain germanique est devenu l'Empire prussien-allemand des Hohenzollern et de Bismarck. Sa contribution allemande à *l'Histoire générale*, qui traite de la Réforme, de la guerre de Trente ans et du xix^e siècle, fait plus du double de ses chapitres slaves. *La Guerre* (1915) et *L'Allemagne et la paix* (1918) sont l'exact pendant de la *Grande Serbie* et des *Slovaques*. Quand on rapproche les dates auxquelles ont paru ces ouvrages, on remarque, entre les deux séries, comme une alternance régulière, une symétrie. Ce n'est pas effet du hasard, mais de la volonté ou de l'instinct. Les problèmes slaves se sont posés à M. Denis en fonction de la question allemande, et le cadre où il les a embrassés, le véritable sujet de son travail d'historien, est le problème de l'Europe centrale.

Le sentiment du devoir civique qui l'avait fait soldat en 1870, au sortir

de l'École normale supérieure, lui dicta, un an plus tard, le choix de sa province de l'histoire. Pour se protéger contre les séculaires appétits de l'Allemagne, la diplomatie française, à sa grande époque, avait la maxime de s'entendre avec les États qui la flanquent à l'est comme nous la flanquons à l'ouest. L'abandon de cette règle salutaire nous avait coûté cher : y revenir était la condition de notre relèvement, de la revanche du droit. Entre la France et les Slaves, également menacés par le danger germanique, la solidarité des intérêts est évidente. C'est pour faire mieux connaître à notre pays ces alliés nécessaires en lui expliquant leur histoire que M. Denis partit en 1872 pour Prague, où, pendant trois ans, il amassa les matériaux de son histoire de Bohême. A Prague, le centre de la lutte du slavisme contre le germanisme, il prit la vue nette de l'ensemble du problème slave et de sa place parmi les grands problèmes européens. Lisant toutes les langues slaves, informé du mouvement historique et du mouvement des idées chez tous les peuples slaves, gardant entre eux une stricte impartialité et leur portant une égale sympathie, il leur a toujours prêché l'entente, la fraternité, l'oubli des vieux griefs historiques et des querelles mesquines, le devoir de s'élever à une vue européenne de leur situation et de leur mission.

Avant tout, il leur faut préserver leur indépendance, donc mettre obstacle à l'établissement d'une domination germanique dans l'Europe centrale. Le bassin danubien allemand, c'est l'Occident coupé des Slaves par un mur allemand allongé de la mer du Nord et de la Baltique à l'Adriatique, à l'Archipel et à la mer Noire; c'est l'Allemagne maîtresse d'une Europe divisée. Toute l'histoire de la marche d'Autriche depuis le temps des Babenberg est celle de cette poussée germanique et des résistances qu'elle rencontre. Toute l'histoire de la Bohême, de Jean Hus jusqu'à la fin de la guerre mondiale, est celle de l'effort par lequel le plus occidental et le plus exposé des peuples slaves cherche à arrêter le flot qui, s'il le submergeait, ferait sauter le pivot de toute leur défense européenne. Derrière son rempart de montagnes, la Bohême, qui commande les accès du moyen Danube, est le réduit de l'Europe centrale. Dans sa destinée est en jeu le sort de toute l'Europe centrale, sa liberté ou son asservissement au germanisme. C'est ce problème, auquel l'issue de la guerre de 1870 donnait une acuité nouvelle, qui est au fond de toute l'œuvre de M. Denis. Elle en présente les deux aspects, l'allemand et le slave, qui est ici surtout tchèque. Dans la conclusion de la *Fin de l'indépendance bohême*, il voit encore la solution par un compromis où « Tchèques et Allemands auront des sacrifices égaux à faire » (t. II, p. 666). Il ne croyait pas à la disparition de la monarchie autrichienne, et il ne la souhaitait pas. Dans les tout derniers jours de juillet 1914, il se refusait encore à croire qu'elle ferait la folie de se rayer pour toujours à l'Allemagne et de courir pour elle la terrible aventure de la guerre. Dès qu'elle s'y fut jetée ou laissé jeter, il reconnut que l'alternative

était : domination germanique ou affranchissement des Slaves par la destruction de l'Autriche-Hongrie. Nul plus que lui n'a contribué par son travail de guerre, ses livres, ses conférences, ses articles, à faire comprendre au public cet aspect nouveau du problème dont depuis trente-cinq ans ses grands ouvrages avaient retracé les origines et le développement. Mais il n'a désespéré de l'Autriche qu'après qu'elle se fut abandonnée elle-même et au moment où son maintien, sous quelque déguisement que ce fut, ne pouvait plus signifier que la mainmise de l'Allemagne sur l'Europe centrale, c'est-à-dire le plus grand péril pour les Slaves, mais aussi et surtout pour la France.

M. Denis n'a jamais été un historien impassible. Nul n'a eu plus que lui le souci de la vérité scientifique et de l'impartialité historique. Mais, à son sens, impartialité ne signifiait pas indifférence, et, entre le bien et le mal, les intentions droites et les intrigues perfides, il ne se croyait pas le droit de rester ou même de paraître neutre. Il avait pour le travail minutieux et précis des érudits beaucoup de respect, mais il ne se sentait, quant à lui, attiré que vers les vastes sujets où se découvre à l'historien toute la vie, toute l'âme d'un peuple. Ses dons littéraires, où il aimait à voir l'héritage latin de sa ville natale de Nîmes, l'y servaient à souhait : composition élégante et ferme, analyse psychologique pénétrante et fine, style très souple et varié, abondant en trouvailles pittoresques, en comparaisons ingénieuses, en traits piquants ; la richesse de sa nature, un sentiment profond de la poésie et de la musique, l'intelligence et le goût des problèmes religieux ou philosophiques donnent à tel chapitre de la *Fin de l'indépendance bohème* ou de la *Formation de l'Empire allemand* la rare valeur d'un tableau achevé d'histoire de la civilisation. Les livres de M. Denis ont le grand mérite de faire réfléchir et penser. Certains les trouvaient un peu trop passionnés. Il reconnaissait de bonne grâce que l'enthousiasme ou l'indignation l'entraînait parfois un peu plus loin qu'il n'eût voulu. Mais la sûreté de ses jugements n'en souffrait guère. Le plus grand éloge qu'on puisse faire de son œuvre, n'est-ce pas qu'elle donne aujourd'hui encore dans toutes ses parties, et certaines datent de trente ou trente-cinq ans, une impression de solidité, de force, de vérité ou de vie ?

Pendant la guerre, le devoir civique s'imposa à M. Denis sous une nouvelle forme : expliquer au peuple français le sens et l'enjeu de la lutte, rassurer sa conscience, tremper son courage, lui montrer pourquoi la victoire était certaine et comment il faudrait en user. Avec M. Durkheim, il publia d'abord la lumineuse brochure *Qui a voulu la guerre ?* qui démontrait scientifiquement la pré-méditation de l'attaque allemande. Ensuite, il écrivit sa *Guerre*, qui fut pour tant d'entre nous une révélation. Plein d'un sujet qui était l'étude de toute sa vie, il rédigeait d'un jet, sans presque se corriger, avec une facilité, une verve, un élan, que jamais encore on ne lui avait vus, achevant en quelques semaines, improvisant presque ce livre qui soutient sans

flétrir, et presque avec avantage, la comparaison avec les savants ouvrages d'autrefois, sans lesquels d'ailleurs il n'aurait pas pu l'écrire. Ses trois autres livres de guerre, faits de même, ont les mêmes qualités et ont eu le même succès. Cependant il se prodiguait dans les conférences, dans les réunions consacrées aux questions slaves, il donnait la vie à l'Institut d'études slaves de la Sorbonne en y organisant, dans les hivers 1915-1916 et 1916-1917, des séries de leçons publiques consacrée aux peuples slaves, il fondait, en 1917, le *Monde slave*, qui vécut un an, et dont aucun numéro mensuel n'a paru sans au moins un article de lui, il écrivait pour le Comité d'études fondé en 1917 pour préparer les dossiers de la délégation française à la Conférence de la Paix des notes sur les pays rhénans et sur la Pologne. Si l'on songe qu'à la déclaration de guerre il avait plus de soixante-cinq ans, que depuis des années il se sentait fatigué et mal portant, qu'au premier mois de la guerre son plus jeune fils avait été tué et que peu de mois après son gendre tombait à son tour, on admirera, comme les ont admirées tous ceux qui l'ont vu à l'œuvre, tant d'énergie, de puissance de travail, d'abnégation civique.

Il avait été l'historien des Tchèques; il devint, à la guerre, l'ardent défenseur de leur droit à l'indépendance, et il est un de leurs libérateurs. Fort bien averti de la situation dans le pays et dans la monarchie, il lança, le 1^{er} mai 1915, le premier numéro de la *Nation tchèque*, revue de quinzaine qu'il a dirigée et nourrie d'articles pendant deux ans, pour la remettre ensuite, l'œuvre préparatoire accomplie, aux mains de M. Beneš, alors secrétaire général du Conseil national des pays tchécoslovaques. « Elle nous a », disait la rédaction de la *Nation* en prenant congé de ses lecteurs, la tâche accomplie, au mois d'août 1919, « gagné la base sur laquelle nous avons pu construire tout notre système de propagande pour arriver à l'indépendance politique ». Elle ajoutait justement : « Si M. Denis a travaillé pour la Bohême, il n'a, au fond, travaillé que pour la France... Si l'on examine le problème des relations franco-tchèques actuelles, partout, dans tous les domaines, le nom de M. Denis apparaît ». Lorsqu'en 1872 Palacky, le patriarche de la nation tchèque, accueillait affectueusement le jeune Français qui, de si loin, venait s'instruire dans cette histoire tchèque, qu'il n'avait pu lui-même mener que jusqu'en 1526, il se préparait, sans le savoir, un continuateur, et à sa nation un libérateur. Traduite en tchèque, l'histoire de Bohême de M. Denis est tenue là-bas pour une histoire nationale. Dans ses moments d'hésitation et de doute, le courage tchèque s'est relevé à sentir qu'au dehors un grand savant, un grand ami s'occupait de la nation oubliée et opprimée. Tout pénétré de l'irrésistible sympathie qui, dès l'abord, avait porté le patriote français vers le peuple slave qui a le plus rudement subi et le plus énergiquement arrêté les assauts du germanisme, le descendant des fidèles des Églises du Désert vers la nation de Hus et des « combattants de Dieu », ses livres avaient, en Occident, gagné aux Tchèques l'estime des gens instruits. Sans le travail de M. Denis, celui de l'avant-

guerre et celui de la guerre, l'idée de l'indépendance tchécoslovaque, c'est-à-dire de la destruction de l'Autriche-Hongrie, qui heurtait tant d'intérêts et surtout tant de préjugés, se serait-elle imposée aux nations et aux diplomatiies? Sans lui, en tout cas, la France n'occuperaient pas dans l'amitié de la nouvelle République tchécoslovaque la place hors de pair qu'elle y tient. Le service que M. Denis a rendu ainsi à la France par l'œuvre de toute sa vie, combien de Français le connaissent? A peine réunie, l'Assemblée nationale de la République tchécoslovaque indépendante lui envoyait une adresse de reconnaissance : « Si, jusqu'à cette guerre terrible, vos œuvres étaient la propriété plutôt des classes intellectuelles, pendant cette guerre elles se sont répandues dans les maisons des ouvriers et des artisans des villes et dans celles des paysans de nos villages. Notre peuple entier le lisait pieusement, comme des livres sacrés... Aux premiers jours de notre bonheur, nous nous empressons de vous exprimer l'amour de toute la nation, nous nous inclinons respectueusement devant vous et vous souhaitons de vivre longtemps en bonne santé et en pleine force, pour que nous puissions, par des actes accomplis dans notre libre République, sous votre judicieux regard, vous prouver que nous n'étions pas indignes de votre travail et de votre amour. »

Le simple professeur qui recevait cet exceptionnel témoignage du respect et de l'affection de tout un peuple avait eu une carrière unie, régulière, heureuse, rien de plus : dans plusieurs lycées, à la Faculté des lettres de Grenoble en 1882, à celle de Bordeaux en 1886, depuis 1895 à la Sorbonne, où le sûr jugement de M. Liard l'avait appelé à suppléer dans la chaire d'histoire moderne et contemporaine M. Rambaud, auquel il succéda en 1905. Vers la fin de 1919, il eut la grande joie de voir se réaliser un rêve qu'il caressait depuis de longues années, s'ouvrir sous sa direction un Institut d'études slaves destiné à coordonner et à multiplier les enseignements slaves à Paris, à faire de Paris le centre étranger des études slaves. Il comptait s'y consacrer tout entier et peut-être écrire en même temps cette *Histoire de Russie* dont il parlait volontiers et qui, conçue sur le modèle de sa *Grande Serbie*, aurait rendu d'immenses services à notre opinion mal éclairée et souvent désorientée.

A la fin de l'année scolaire 1919-1920, il prit un congé d'un an, préface de la retraite. Les Universités de Prague et de Belgrade lui avaient demandé de venir chacune pendant quelques mois occuper l'une de leurs chaires : en même temps qu'un devoir patriotique, c'était pour lui un bonheur de répondre à leur appel, de revoir désormais libres et assurés de l'avenir ces peuples slaves qu'il avait aimés et aidés alors qu'ils étaient faibles et opprimés. L'accueil qu'il reçut à Prague a frappé tous ceux qui y ont assisté : connaissant sa réputation, ils ne s'attendaient pourtant pas à pareille explosion d'enthousiasme et d'amour. Lui-même en resta surpris ; ce fut sa dernière grande joie. Le voyage avait été assez pénible. Pour répondre à tout ce qu'on attendait de lui,

leçons, conférences, manifestations françaises, il se prodigua plus que ne le permettaient ses forces. Au bout de six semaines, il lui fallut quitter Prague, où il avait projeté de passer trois mois et, au lieu de la route de Varsovie, prendre celle de Paris où il devait subir une opération. Celle-ci parut d'abord avoir réussi, mais brusquement le mal s'aggrava et l'emporta, deux jours après qu'il avait accompli sa soixante-douzième année.

« Si, pour l'homme qui a consacré toute sa vie à lutter pour des idées, il n'est pas de plus haute récompense que d'assister à leur triomphe; si, pour le savant qui n'a jamais voulu être qu'un savant, il n'est pas de plus rare fortune que de voir ses conclusions vérifiées par l'expérience et transformées en principes d'action et de vie, M. Denis reçoit aujourd'hui la plus haute des récompenses et connaît la plus rare des fortunes. » De ces paroles que la *Nation tchèque* lui consacrait, il y a deux ans, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, rapprochons ces passages de sa lettre au président Masaryk, écrite le 1^{er} décembre, au moment de repartir pour la France : « J'ai eu l'occasion de dire que mon voyage à Prague avait été pour moi un rêve... Je serais presque géné de la disproportion qui existe entre mes services réels et le souvenir qu'on veut bien en garder ici, si je ne savais que ce n'est pas à ma personne que s'adressent les hommages qui viennent vers moi, mais à ma patrie bien-aimée... J'espère que quelque temps de repos en France rétablira ma santé. Je voudrais alors revenir et reprendre mes voyages et mes études... Si cependant mon espoir ne se réalisait pas, je n'aurais pas à me plaindre de la fortune. » Si son œuvre, en effet, n'était pas achevée, il savait du moins qu'elle était complète. Le vide que fait sa mort ne sera pas comblé : sa direction, ses conseils, son expérience, son autorité étaient encore indispensables. Mais il survivra dans ses livres, qui, de longtemps, ne seront pas dépassés, dans ses créations, que continuera d'animer sa pensée, dans le noble exemple d'une vie toute de probité scientifique et de haute dignité morale, et dans les services inestimables qu'il a rendus à son pays.

Louis EISENMANN.

— M. le comte Robert DE LASTEYRIE, membre de l'Institut, président du Conseil de perfectionnement de l'École des chartes, est mort le 29 janvier 1921 ; nous lui consacerons une notice dans notre prochaine livraison.

— M. l'abbé GIRAUD a soutenu ses thèses pour le doctorat ès lettres en Sorbonne en novembre dernier ; elles sont intitulées : *Essai sur l'histoire religieuse de la Sarthe de 1789 à l'an IV et Levées d'hommes et acheteurs de biens nationaux dans la Sarthe en 1793*. Elles ont valu à leur auteur le grade de docteur avec la mention très honorable. — Le Conseil de l'Université a décerné à M. l'abbé Giraud le prix triennal de 3,000 fr. fondé par M^e la marquise Arconati-Visconti, en mémoire de son père Alphonse Peyrat.

Italie. — L'Institut royal des sciences, lettres et arts de Venise a formé le dessein de composer un Supplément italien au Glossaire de Ducange; on y réunira les mots qui manquent dans Ducange et qui sont fournis par des diplômes, chartes et autres documents semblables entre 476 et 1321. MM. Crescini, Lazzarini, Medin et Tamasia se sont associé, pour ce travail, M. Ussani, professeur à l'Université de Padoue. Cette initiative, qu'on ne saurait trop encourager, rendra plus facile la tâche, beaucoup plus lourde, que s'est imposée l'Association internationale des Académies. Comme on le sait en effet, cette Association a décidé en principe de refondre entièrement le *Glossarium mediae et infimae latinitatis*.

— La *Nouvelle Revue d'Italie*, fondée à Rome par M. H. MEREU, est maintenant dirigée par MM. Mignon et Lémonon, deux spécialistes des questions italiennes, qui donneront à cette publication un nouvel intérêt et lui assureront une large diffusion.

— Depuis 1915 paraît à Rome, sous les auspices du « Ministero delle Colonie », un *Notiziario archeologico* où l'on rend compte des fouilles et découvertes opérées par les Italiens dans la Libye et la Tripolitaine.

— Le Dr Thomas ASHBY a résumé les découvertes archéologiques faites récemment en Italie, surtout en Sicile et en Sardaigne, en deux longs articles insérés dans le supplément littéraire du *Times*, le 15 et le 22 janvier 1920.

Roumanie. — Nous avons le très vif regret d'annoncer, un peu tardivement, la mort d'un de nos plus anciens et fidèles collaborateurs, M. Alex.-D. XÉNOPOL, un des premiers historiens de la Roumanie. Nous lui consacrerons une notice dans notre prochaine livraison.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Blanchet (Adrien).* Mémoires et notes de numismatique, 2^e série, 137.
Curtis (L.). The commonwealth of nations, 306.
Estève (Louis). L'héritage romantique dans la littérature contemporaine, 2^e édit., 334.
Hill (J. F.). Coins and medals, 147.
Lange (Christian L.). Histoire de l'internationalisme, 131.
Lévy (Raphaël-Georges). La juste paix ou la vérité sur le traité de Versailles, 140.
Marshall (R. L.). The historical criticism of documents, 338.
Maunier (René). Manuel bibliographique des sciences sociales et économiques, 132.
Schrader. Voir *Vivien de Saint-Martin*.
Stern (Alfred). Geschichte Europas von 1848 bis 1871, t. I et II, 316.
Study manual for European history, 137.
Thorndyke (Lynn). Medieval Europe, 137.
Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Hongrie, 335.
Traité de paix entre les Puissances alliées et associées et la Turquie, 335.
Vignaud (Henry). The Columbian tradition of the discovery of America and of the part played therein by the astronomer Toscanelli, 107.
Vivien de Saint-Martin et Schrader. Atlas universel de géographie, 334.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Corbett (Julian S.).* Naval operations. T. I : To the battle of the Falklands, 326.
Groos (O.). Der Krieg in der Nordsee, 338.
Kautzky. Comment s'est déclenchée la guerre mondiale, 139.
Newbold (Henry). A naval history of the war, 1914-1918, 338.
Pierrefeu (Jean de). Trois ans au

Grand Quartier général, par le rédacteur du communiqué, 139.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

- Carcopino (J.).* La loi de Hiéron et les Romains, 103.
Frazer (J. G.). Folklore in the Old Testament, 98.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Colani (T.).* En Prusse il y a trente ans, 1886-1888, 324.
Complot (le) germano-bolcheviste, 335.
Gooch (G. P.). Germany and the French Revolution, 97.
Huard (Gustave). L'évolution de la bourgeoisie allemande, 312.

HISTOIRE D'AUTRICHE.

- Hauf-Hof-und Staats Archiv in Wien, 134.
Leger (Louis). Histoire de l'Autriche-Hongrie, nouvelle édition, 141.

HISTOIRE DE CHINE.

- Hovelaque (E.).* La Chine, 151.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE.

- Almanach catholique français pour 1921, 337.
Baudrillart (Mgr Alfred). Benoit XV, 138.
Leman (Auguste). Urbain VIII et la rivalité de la France et de la maison d'Autriche de 1631 à 1635, 115.
— Recueil des instructions générales aux nonces ordinaires de France de 1624 à 1634, 115.
Lemmens (P. Leonhard). Die Heidendenominationen des Spätmittelalters, 150.
Little (A. G.). A Guide to the franciscan studies, 147.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

- Burnam (John M.).* Palaeografia ibérica, 2^e fasc., 148.

- Echegaray (José).* Recuerdos, 127.
Marín (Fernando), abad de Nájera.
 Voir *Pacheco y de Leyva (Enrique).*
Pacheco y de Leyva (Enrique). La política española en Italia. Correspondencia de don Fernando Marín, abad de Nájera, con Carlos I. T. I : 1521-1524, 113.
- BISTOIRE DE FRANCE.
- Aubert (Marcel).* Noyon et ses environs, 139.
Aulard (Alphonse). La Révolution française et le régime féodal, 79.
Bauer (W.). Un Allemand en France sous la Terreur. Souvenirs de Frédéric-Chrétien Lauckhard, 1792-1794, 94.
Bémont (Charles). La Guyenne pendant la domination anglaise, 1152-1453, 147.
Boitnel (Amédée). Saint-Quentin, Verdun et Saint-Mihiel, 139.
Boyé (Pierre). Lettres inédites du roi Stanislas, duc de Lorraine et de Bar, à Jacques Hulin, son ministre en cour de France, 1733-1766, 142.
Dhéhéralin (Henri). Silvestre de Sacy et ses correspondants, 141.
Denys-Buirelle (A.). Les questions religieuses dans les cahiers de 1789, 84.
Dubreuil (Léon). L'idée régionaliste sous la Révolution, 83.
Ducros (Louis). Jean-Jacques Rousseau, t. III, 77.
Entari (Camille). Hôtels de ville et beffrois du nord de la France, 139.
Fabre d'Églantine. Œuvres politiques ; publ. par Ch. Vellay, 93.
Godefroy (Jean-E.). Les Bénédictins de Saint-Vanne et la Révolution, 87.
Grenet (abbé Joseph). Les martyrs de septembre 1792 à Paris, 86.
Haarhoff (Théodore). Schools of Gaul, 105.
Hugues (Pierre-Edmond). Un impôt sur le revenu sous la Révolution. Histoire de la contribution patriotique dans le Bas-Languedoc, 82.
Kastener (Jean). Reubell à Plombières, 142.
Lauckhard (Frédéric-Chrétien). Souvenirs ; trad. par W. Bauer, 94.
Lavisse (Ernest). Histoire de France contemporaine, t. I, par Ph. Sagacan ; t. II par G. Pariset, 337.
Lemasson (Auguste). Actes des prêtres insermés du diocèse de Saint-Brieuc, guillotinés en 1794 ou déportés à Rochefort et à l'île de Ré, 146.
- Livret de l'étudiant pour l'Université de Paris, 1921, 189.
Marion (Marcel). Histoire financière de la France depuis 1715. T. II : 1789-1792, 81.
Mathiez (Albert). Danton et la paix, 92.
 — Études robespierristes. La conspiration de l'étranger, 91.
Mathorez (J.). Les étrangers en France sous l'ancien régime, t. I, 122.
Montesson. Publications faites par Marie-Charles, vicomte de Montesson, 145.
Pariset (G.). Voir *Lavisse (Ernest).*
Poulet (Henry). L'esprit public à Thann pendant la Révolution, 142.
Pouthas (Charles-H.). Les élections de Guizot dans le Calvados, 144.
Ramon (Gabriel-G.). Frédéric de Dietrich, premier maire de Strasbourg, 89.
Ricaud (abbé). Un régime qui finit, 144.
 — La Bigorre et les Hautes-Pyrénées pendant la Révolution, 145.
Robin (Joseph). Le roi de la Vendée, François-Athanase Charrette, lieutenant général de l'armée royale, 1763-1796, 96.
Rosnoblet-Schulzenberger (H.). Autour du poële, 144.
 — Gens d'Alsace, 144.
Sageret (Émile). Le Morbihan et la chouannerie morbihanaise sous le Consulat, 96.
Sagnac (Ph.). Voir *Lavisse (Ernest).*
Sevestre (Émile). Étude critique des sources de l'histoire religieuse de la Révolution en Normandie, 1787-1801, 88.
Stewart (H.-F.). Les lettres provinciales de Blaise Pascal, 335.
Vellay (Charles). L'élite de la Révolution. Œuvres politiques de Fabre d'Églantine, 93.
Waquet (Henri). Vieilles pierres bretonnes, 145.
Webster (Nesta H.). The french Revolution ; a study in democracy, 78.
Welvert (Eugène). Le secret de Barnave. Barnave et Marie-Antoinette, 90.
- HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.
- A good short debate between winner and waster, 148.
Baldwin (J. Fr.). Voir *Leadam (I. S.).*
Ballard (Adolphus). An eleventh century inquisition of Saint-Augustine's, Canterbury, 66.
Barker (Ernest). Ireland in the last fifty years, 1866-1918, 304.

- Blackman (John).** Henry VI; trad. par M. James, 71.
Book (the) of Common prayer; édit. J. N. Dalton, 277.
Boutet de Monvel (Roger). Grands seigneurs et bourgeois d'Angleterre, 291.
Bradley (Harriett). The enclosures in England, 287.
Braithwaite (William C.). The beginnings of Quakerism, 277.
Broune (G. F.). The venerable Bede, 266.
Buick (T. Lindsay). The treaty of Waitangi, or how New Zealand became a British colony, 305.
Burgess (Walter H.). John Robinson, pastor of the Pilgrim fathers, 276.
Burrage (Champlin). An answer to John Robinson of Leyden by a fellow puritan, 276.
Butler (William F. T.). Confiscation in Irish history, 302.
Cannon (Henry Lewis). The great roll of the Pipe, 1241-1242, 69.
Chapman (A. B. Walts). The black book, Southampton, 1388-1620, 74.
Cunningham (W.). Monuments of English municipal life, 338.
Cults (Edward L.). Parish priests and their people in the middle ages in England, 271.
Czarnowski (S.). Le culte des héros et ses conditions sociales. Saint Patrick, héros national de l'Irlande, 298.
Dalton (John Neale). The Book of common prayer, 277.
Daniels (George W.). The early English cotton industry, 288.
Davies (James Conway). The baronial opposition to Edward II, 284.
Deanealy (Margaret). The Lollard Bible and other medieval biblical versions, 269.
Dicey (Albert V.) et Rail (Robert S.). Thoughts on the union between England and Scotland, 298.
Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, fasc. 13 (Angleterre), 146.
Duffy (George Gavan). La République d'Irlande et la presse française, 304.
Dunlop (Robert). Ireland under the Commonwealth, 301.
Farrer (William). An outline itinerary of king Henry I, 279.
 — Early Yorkshire charters, 68.
 — Feudal Cambridgeshire, 68.
Field (John Edward). The English liturgies of 1549 and 1661, 278.
Filiatre (Charles). Gerberon, éditeur janséniste des œuvres de saint Anselme, 267.
Filiatre (Charles). La philosophie de saint Anselme, 266.
Fletcher (J. S.). The Cistercians in Yorkshire, 267;
 — Leeds, 148;
 — Sheffield, 148.
Forrescue (J. H.). A history of the British army, t. IX et X, 289.
Gasquet (cardinal). A history of the Venerable English College, Rome, 272.
Gillespie (James E.). The influence of oversea expansion of England to 1700, 292.
Gimson (Julius P.). A student's guide to the mss. of the British Museum, 147.
Gidden (Henry W.). The letters patent of Southampton. T. II : 1415-1617, 74.
Graham (John W.). The faith of a Quaker, 277.
Gras (Norman Scott Brien). The early English customs system, 286.
Hamilton (Lord Ernest). The Irish rebellion of 1641, 302.
Hammond (J. L. et Barbara). The skilled labourer, 1760-1832, 124.
Hassall (Arthur). British history chronologically arranged, 146.
Hickson (Miss). Ireland in the seventeenth century, 301.
Hill (Ninian). The story of the Scottish church from the earliest times, 296.
Holloway (Henry). The Reformation in Ireland, 300.
Horrocks (J. W.). The assembly books of Southampton. T. I : 1602-1608, 74.
Hughes (Edward A.). Britain and Greater Britain in the nineteenth century, 304.
Hyland (St. George Kieran). A century of persecution under Tudor and Stuart sovereigns, 76.
James I. The political works; publ. par Ch. H. Mac Ilwain, 75.
James (M.). Voir Blackman (John).
Jenkins (Claude). Ecclesiastical records, 147.
Jenks (Edward). The government of the British empire, 1917, 304.
Jones (H. S. V.). Spenser's defense of Lord Grey, 147.
 — (Paul van Brunt). The household of a Tudor noble man, 291.
 — (Rufus M.). The story of George Fox, 276.
Keiser (Albert). The influence of Christianity on the vocabulary of old English poetry, 147.
Kingsford (Charles Lethbridge). Voir Stonor.
Leadam (I. S.) et Baldwin (J. Fr.).

- Select cases before the king's Council, 1243-1482, 71.
- Mac Even (Alexander R.).* A history of the church of Scotland, 297.
- Mac Iwan (Charles Howard).* Voir *James I.*
- Mackie (R. F.).* Scotland, from the earliest times to the death of Scott, 297.
- Mac Neill (J. G. Swift).* The constitutional and parliamentary history of Ireland till the Union, 303.
- Manning (Bernard).* The people's faith in the time of Wyclif, 271.
- Mason (Arthur James).* What became of the bones of saint Thomas? 268.
- (*Thomas*) et *Nightingale (B.).* New light on the Pilgrim story, 276.
- Masterman (J. H. B.).* Birmingham, 148.
- Menzies (Lucy).* St. Columba of Iona, 265.
- Moore (Norman).* The history of S. Bartholomew's hospital, 293.
- Morison (J. L.).* British supremacy and Canadian self-government, 305.
- Mowat (R. B.).* Henry V, 280.
- Murray (Robert H.).* A short guide to some mss. in the library of Trinity College, Dublin, 147.
- Neilson (N.).* A terrier of Fleet, Lincolnshire, 70.
- Nightingale (B.).* Voir *Mason (Thomas).*
- O'Brien (George).* The economic history of Ireland in the eighteenth century, 303.
- The economic history of Ireland in the seventeenth century, 303.
- O'Donnell (Manus).* Life of Columcille; publ. par *A. O'Kelleher et G. Schäperle*, 265.
- Donoghue.* The story of Bethlehem hospital from its foundation in 1247, 295.
- O'Kelleher (A.) et Schäperle (G.).* Voir *O'Donnell (Manus).*
- Orpen (Goddard Henry).* Ireland under the Normans, t. III et IV, 299.
- Palgrave (Francis).* Collected historical works; publ. par Sir *Inglis Palgrave*, t. I et II, 278.
- Penney (Norman).* The household account book of Sarah Fell of Swarthmoor Hall, 277.
- Pilgrim (the) Fathers;* their history and their connection with Southampton, 1620-1920, 276.
- Pollard (A. F.).* The evolution of Parliament, 285.
- Pollen (John Hungerford).* The English Catholics in the reign of Queen Elizabeth, 1558-1580, 273.
- Prentout (Henri).* Histoire d'Angleterre, 146.
- Rail (Robert S.).* Voir *Dicey (Albert V.).*
- Roberts (K. et R.).* Peterborough, 147.
- Round (John H.).* Rotuli de dominibus et pueris et pueris de XII comitibus, 1185, 69.
- Salmon (A. L.).* Plymouth, 147.
- Salsman (L. F.).* Henry II, 279.
- Samuel (Arthur Michael).* The herring; its effects on the history of Britain, 288.
- Saurat (Denis).* La pensée de Milton, 282.
- Blake and Milton, 282.
- Schäperle (G.).* Voir *O'Kelleher (A.).*
- Scott (Archibald B.).* St. Ninian, apostle of the Britons and Picts, 264.
- The Pictish nation, its people and church, 264.
- Stead (T.).* Itinerarium regis Ricardi, 147.
- Stonor.* The Stonor letters and papers, 1290-1483; publ. par *Ch. L. Kingsford*, 72.
- Tait (James).* The chartulary or register of the abbey of St. Werburgh, Chester, 67.
- Templerley (Gladys).* Henry VII, 281.
- Terreur rouge (la) en Irlande : les massacres de Dublin, 304.
- Terry (Charles Sandford).* A history of Scotland to the disruption, 1843, 297.
- Toul (T. F.).* The captivity and death of Edward of Carnarvan, 281.
- Chapters in the administrative history of medieval England, 283.
- Trotter (Eleonor).* Seventeenth century life in the country parish, 291.
- Twemlow (J. A.).* Liverpool town books. Vol. I : 1550-1571, 72.
- Unwin (George).* Finance and trade under Edward III, 286.
- Usher (Abbott Payson).* An introduction to the industrial history of England, 287.
- (*Roland G.*) The Pilgrims and their history, 275.
- Villard (Léonie).* La femme anglaise au XIX^e siècle et son évolution, d'après le roman anglais contemporain, 148.
- Westlake (H. F.).* The parish guilds of mediæval England, 270.
- Whitney (J. P.).* The episcopate and the Reformation, 274.
- Williams (Llewellyn).* The making of modern Wales, 295.
- Wilson (James M.).* The Worcester liber albus, 337.
- Wood (H.).* A guide to the records deposited in the P. Record office of Ireland, 148.
- (*William*). Select British documents of the Canadian war of 1812, 305.

- Woolley (Reginald Maxwell).* The « Officium » and « Miracula » of Richard Rolle of Hampole, 268.
Wylie (James Hamilton). The reign of Henry V. T. II : 1415-1416, 280.

HISTOIRE D'ITALIE.

- Alazard (Jean).* Or san Michele, 139.
Hourticq (Louis). La jeunesse de Tien, 110.
Roper (Esther G.). Select extraits illustrating Florentine life, 147.

HISTOIRE D'ORIENT.

- Bareilles (Bertrand).* Un Turc à Paris, 1806-1811; relation de voyage et de mission de Mouhib Effendi, ambassadeur extraordinaire de Sélim III, 335.
Czaplicka (M. A.). The Turks of Central Asia in history and at the present day, 119.
Inostranzev. Iranian influence on moslem literature; trad. du russe par G. K. Nariman, 149.
Massé (H.). Essai sur le poète Saadi, 149.

- Miller (William).* The latin Orient, 147.
Nariman (G. K.). Voir *Inostranzev*.
Quackenbos (G. P.). The sanskrit poems of Mayurā, with Bāna's Candītaka, 150.

HISTOIRE DES PAYS-BAS.

- Bloot (P. J.).* Willem de eerste, prins van Oranje, 2^e partie, 309.

HISTOIRE DE RUSSIE.

- Daudet (Ernest).* L'avant-dernier Romanoff : Alexandre III, 129.
Destree (Jules). Les fondeurs de neige, 333.
Duchesne (E.). Le Stoglav ou les Cent chapitres, 339.
Verstraete (Maurice). Mes cahiers russes, 333.

HISTOIRE DE SUISSE.

- Gagliardi (E.).* Der Anteil der Schweizer an den italienischen Kriegen, 1494-1516, t. I, 307.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
BOISSONNADE (P.). Le mouvement commercial entre la France et les îles Britanniques au XVI ^e siècle; suite et fin	1
GANSHOFF (François-L.). Étude sur l'administration de la justice dans la région bourguignonne, de la fin du X ^e siècle au début du XIII ^e	193

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

COMBET (Joseph). Les fêtes à Nice sous le premier Empire.	257
HALPHEN (Louis). Études critiques sur l'histoire de Charlemagne. VII et VIII	28, 219
LEDEUIL D'ENQUIN (J.). Captivité en France de Georges d'Autriche, grand-oncle de Charles-Quint, 1541-1543	248

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de France. Révolution, par Rod. REUSS	77
Histoire de Grande-Bretagne, par Ch. BÉMONT	66, 264

COMPTE-RENDUS CRITIQUES.

BLOK (P.-J.). Willem de eerste, prins van Oranje, 2 ^e partie (Albert Waddington)	309
CARCOPINO (J.). La loi de Hiéron chez les Romains (A. Pignoli)	103
COLANI (T.). En Prusse il y a trente ans, 1886-1888 (Chr. Pfäster)	324
CORBETT (Sir Julian S.). Naval operations. T. I : To the battle of the Falklands (Joannès Tramond)	326
CZAPLICKA (M.-A.). The Turks of Central Asia in history and in the present day (Gaston Cahen)	119
DAUDET (Ernest). L'avant-dernier Romanoff : Alexandre III (E. Duchesne)	129

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1920.]

	Pages
DESTRÉE (Jules). Les fondeurs de neige. Notes sur la révolution bolchevique à Pétrograd pendant l'hiver 1917-1918 (E. Duchesne)	332
ECHEGARAY (José). Recuerdos (Jean Régné)	127
FRAZER (Sir J.-G.). Folklore in the Old Testament (Ch. Gignebert)	98
GAGLIARDI (E.). Der Anteil der Schweizer an den italienischen Kriegen, 1494-1516; t. I (V. van Berchem)	307
HAARHOOF (Théodore). Schools of Gaul (Ch. Lécrivain)	105
HAMMOND (J.-L. et Barbara). The skilled labourer, 1760-1832 (P. Devinat)	124
Haus (das) Hof-und Staats Archiv in Wien (commandant Weil)	134
OURTICQ (Louis). La jeunesse de Titien (J. Alazard)	110
HUARD (Gustave). L'évolution de la bourgeoisie allemande (Rod. Reuss)	312
LANGE (Christian-L.). Histoire de l'internationalisme (Henri Hauser)	131
LEMAÎNE (Auguste). Urbain VIII et la rivalité de la France et de la maison d'Autriche de 1631 à 1635 (Jules Gay)	115
— Recueil des instructions générales aux nonces ordinaires de France, de 1624 à 1634 (Id.)	115
MATHOREZ (J.). Les étrangers en France sous l'ancien régime (H. Hauser)	122
MAUNIER (René). Manuel bibliographique des sciences sociales et économiques (Id.)	132
PACHECO Y DE LEYVA (Enrique). La política española en Italia, 1521-1524 (Alf. Morel-Fatio)	113
STERN (Alfred). Geschichte Europas von 1848 bis 1861; t. I et II (Louis Eisenmann)	316
VERSTRAETE (Maurice). Mes cahiers russes (E. Duchesne)	332
VIGNAUD (Henry). The Columbian tradition of the discovery of America (L. Gallois)	107

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Autriche-Hongrie (Ch. BÉMONT)	141
Histoire d'Espagne	148
Histoire d'Extrême-Orient (P. MASSON-OURSEL)	149
Histoire de France (Ch. BÉMONT, Ch. DARTIGUE, A. GAZIER, Chr. PFISTER)	141, 335

TABLE DES MATIÈRES.

379

	Pages
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT, G. BOURGIN)	146, 337
Histoire de Russie (Louis LEGER)	339
Histoire générale (F. BALDENSPERGER, Ch. BÉMONT)	137, 334
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER)	139

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

BELGIQUE.

- | | |
|---|-----|
| 1. Académie royale. Bulletin de la classe des lettres | 163 |
| 2. Bulletin de l'Institut historique belge de Rome | 164 |

ÉTATS-UNIS.

- | | |
|---|-----|
| 1. American historical review (the) | 164 |
|---|-----|

FRANCE.

- | | |
|--|----------|
| 1. Académie des inscriptions et belles-lettres | 353 |
| 2. Anjou historique (l') | 158 |
| 3. Annales de la Société des lettres des Alpes-Maritimes | 354 |
| 4. Annales révolutionnaires | 152, 340 |
| 5. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français | 340 |
| 6. Bulletin du Comité d'études de l'Afrique occidentale | 159 |
| 7. Bulletin hispanique | 341 |
| 8. Comité des travaux historiques et scientifiques | 152 |
| 9. Correspondant (le) | 155, 349 |
| 10. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus | 156, 349 |
| 11. Grande Revue (la) | 350 |
| 12. Journal des savants | 342 |
| 13. Mercure de France | 156, 351 |
| 14. Polybiblion | 343 |
| 15. Révolution de 1848 (la) | 345 |
| 16. Révolution française (la) | 153, 345 |
| 17. Revue africaine | 160 |
| 18. Revue critique d'histoire et de littérature | 153, 346 |
| 19. Revue de Gascogne | 160 |
| 20. Revue de l'Anjou | 161, 354 |
| 21. Revue de l'histoire des religions | 347 |
| 22. Revue de Paris (la) | 157, 351 |
| 23. Revue de Saintonge et d'Anjou | 161 |
| 24. Revue des Deux Mondes | 157, 352 |
| 25. Revue des études anciennes | 347 |
| 26. Revue historique de Bordeaux | 161 |
| 27. Revue historique de la Révolution française | 154 |
| 28. Revue historique et archéologique du Maine | 162 |
| 29. Revue savoisienne (la) | 162 |

GRANDE-BRETAGNE.

	Pages
1. English (the) historical Review	166, 355
2. History	170
3. Proceedings of the British academy	173
4. Quarterly Review	175
5. Scottish (the) historical Review	175
6. Transactions of the royal historical society	177

ITALIE.

1. Archivio della r. Società romana di storia patria.	356
2. Archivio storico italiano	360
3. Archivio storico lombardo	178
4. Atti della r. Accademia dei Lincei	362
5. Nuova rivista storica	186, 362
6. Rendiconti della r. Accademia dei Lincei	363

SUISSE.

1. Bibliothèque universelle et Revue suisse	187
---	-----

CHRONIQUE.

<i>Allemagne</i>	189
<i>Autriche</i>	189
<i>Belgique</i>	190
<i>France</i>	189, 365
<i>Grande-Bretagne</i>	190
<i>Grèce</i>	191
<i>Italie</i>	191, 371
<i>Roumanie</i>	371
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	372

Le gérant : R. LISBONNE.

1

S
E
P

2